

DU
JUSTE-MILIEU.

TOME I.

7 6.27

IMPRIMERIE DE L. SCHAPEN.

DU
JUSTE MILIEU

OU
DU RAPPROCHEMENT
DES EXTRÊMES DANS LES OPINIONS,

TRADUIT DE L'ALLEMAND
De Frédéric Ancillon,

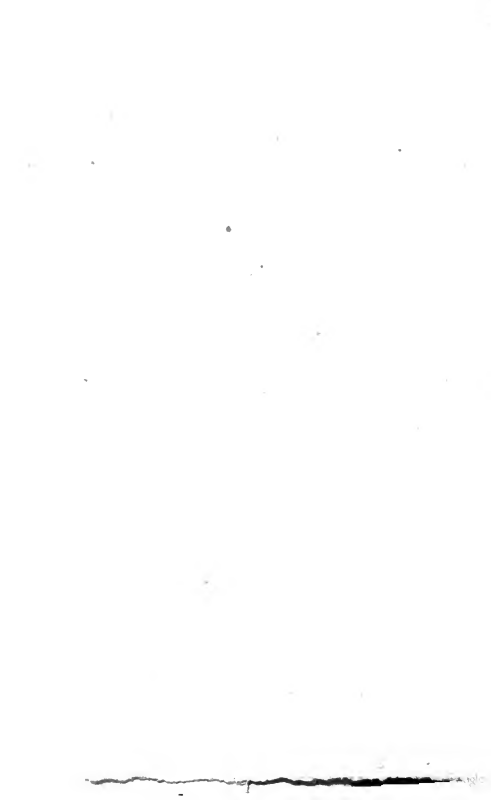
PAR
M^{me} la Baronne de S.

Stamant
Inter utramque lene,
Ovid. Met. I. II.

I.

Bruxelles,
SOCIÉTÉ BELGE DE LIBRAIRIE, IMPRIMERIE, etc.
HAUMAN, CATTOIR ET COMP^e.

1837.



AVANT-PROPOS.

Il semble que tout traducteur soit le panégyriste-né de celui dont il s'est fait l'interprète, et que, s'il s'avise d'aborder préface ou commentaire, sous quelque forme qu'il les présente, ce ne peut être que pour affirmer ou exalter les mérites, nier ou pallier les défauts de son auteur. Nous croyons que ce reproche si souvent fondé ne pourra raisonnablement s'adresser au traducteur de l'ouvrage de M. Ancillon. Assurément, s'il n'eut point trouvé cet écrit digne par le fond et par la

forme des regards du public, il ne l'aurait point transporté dans la langue française; mais il est loin de se laisser entraîner à l'engouement ordinaire aux traducteurs, il ne se croit obligé ni à partager toutes les opinions émises par son auteur, ni à regarder comme irréprochable l'expression de ces opinions. Qu'on n'accorde à l'écrivain ni la profondeur et la nouveauté des idées, ni l'éclat et l'originalité du style, le traducteur n'y contredira point. Mais on doit avouer au moins que M. Ancillon se distingue par un sens éminemment juste, un grand amour de la vérité, une saine appréciation des hommes, des faits et des doctrines; que, en général, il discerne avec sagacité, et expose avec franchise les notions les plus correctes des choses, en dépit des préjugés qui pouvaient les obscurcir à ses yeux, ou des intérêts de position qui l'engageaient à les dissimuler. Né et élevé sous un gouvernement absolu, mais qui, grâce aux lumières des administrateurs, à la moralité des administrés et au caractère personnel du monarque, est, peut-être, moins exposé que tout autre à dégénérer jamais en despotisme aveugle et rétrograde, M. Ancillon ne partage point certaines théories complètement justifiées aujourd'hui par l'expérience des États constitutionnels

et mises en dehors de toute discussion. Mais tout en regrettant qu'il n'admette pas des croyances évidentes pour nous, il ne faut point cependant le taxer d'illibéralisme; la bonne foi, l'intime conviction de la perfectibilité humaine, le désir de voir les hommes toujours plus éclairés et plus heureux brillent avec tant d'éclat en plusieurs endroits de son ouvrage, que, s'il se refuse à reconnaître quelques principes inséparables, à notre avis, de toute doctrine libérale, il ne faut voir dans ses jugements qu'une erreur inévitable peut-être et suffisamment justifiée d'ailleurs par le pays et l'époque où son livre a paru. Quelle que soit en effet l'indépendance d'esprit d'un écrivain, il obéit, en dépit de lui-même, à l'influence de toutes les circonstances qui l'environnent, et, pour ainsi dire, à l'action de l'air ambiant. La critique serait injuste et incomplète, si elle ne faisait point entrer cette influence en ligne de compte dans ses appréciations, si elle exigeait qu'un auteur se dérobat entièrement à cette action impérieuse. L'analyse rapide du livre de M. Ancillon prouvera d'ailleurs qu'il a su acquiescer et conserver son individualité et rester lui-même, plus souvent qu'on ne serait en droit de s'y attendre. Ce livre est assurément celui d'un Prus-

sien, contemporain du premier quart du dix-neuvième siècle, il porte bien le cachet de son origine ; mais si tous les compatriotes éclairés de l'auteur pensent ainsi, la Prusse est un des pays les plus réellement libéraux de l'Europe.

Aristote, dont la doctrine, sous ce rapport, avait été déjà soutenue par Pythagore et son école, prétendait que c'est le terme moyen entre deux affections vicieuses qui constitue un sentiment vertueux. Ainsi, selon lui, le courage n'était autre chose que le juste-milieu entre l'audace et la crainte ; la libéralité occupait la même place entre la prodigalité et l'avarice, la magnificence entre le faste et la parcimonie, la prudence entre l'astuce et la stupidité, et ainsi de suite.

S'emparant de cette doctrine d'Aristote et des Pythagoriciens, et l'appliquant non plus seulement à la morale, mais à toutes les opinions dominantes et actuelles en politique, en histoire, en philosophie, en littérature, M. Ancillon a pensé et cherché à prouver que dans toute question, il y a deux réponses extrêmes, deux pôles opposés, une affirmation et une négation absolues, en un mot, pour nous servir de son expression, une *thèse* et une *antithèse*, et que la vérité ne se rencontre qu'entre ces deux extrêmes. On ne peut discon-

venir que, dans un grand nombre de matières, cette théorie ne soit parfaitement juste; il ne faudrait pas cependant la généraliser au point de n'y admettre aucune exception; car, en ce cas, la règle serait elle-même une infraction à la règle, elle formerait sa première exception; et il est certaines questions où M. Ancillon paraît porter à l'extrême l'éloignement pour les extrêmes.

En second lieu, on aurait pu désirer que l'auteur fit mieux sentir le lien qui unit toute cette doctrine de juste-milieu en tout et partout; qu'au lieu de faire succéder l'un à l'autre des chapitres sans rapport manifeste entr'eux, au lieu de passer brusquement d'un ordre d'idées à un autre, de la philosophie à la politique, de l'histoire à la littérature pour revenir encore à la politique et à la philosophie, il eut fait de ces diverses matières un ensemble, ou du moins les eut partagées en quelques grandes divisions dont il n'eût quitté chacune qu'après l'avoir épuisée; par là il eut évité des répétitions forcées, le retour des mêmes idées et de formules homogènes, et en faisant converger tous les rayons en un même foyer, il eut augmenté la chaleur et la lumière.

D'après le titre du livre, plusieurs se seront imaginé, sans doute, qu'il s'agissait ici de ce

a.

juste-milieu politique qui, depuis plusieurs années, est le principe dirigeant du gouvernement français et l'âme de toute sa conduite intérieure et extérieure. Il suffira pour les détromper de leur dire que le premier volume de cet ouvrage a été publié à Berlin, en 1828, et le second en 1831, l'un et l'autre, par conséquent, avant qu'il fut encore question en France des doctrines formulées et mises en pratique par MM. Casimir Perrier et Guizot; mais, si le lecteur perd ainsi l'espoir de ces allusions aux actualités qui flattent les passions et auxquelles sourit la malignité humaine, d'une autre part, il trouvera des principes philosophiques plus larges, et auxquels cependant, malgré leur universalité, ou plutôt à cause de cette universalité elle-même, les intérêts du moment ne pourront échapper. Il est facile de comprendre en effet qu'on saura apprécier avec bien plus de justesse et en toute connaissance de cause l'application spéciale et pratique du principe à l'égard de la France, quand on en aura étudié la théorie générale sous toutes les faces qu'il peut présenter dans les diverses branches des idées et des intérêts humains, dans l'administration, dans les faits capitaux des annales du monde, dans les hautes questions de philosophie et de littérature.

La partie politique du livre de M. Ancillon peut se subdiviser en deux sections, celle où il embrasse des généralités et où les questions, quoique susceptibles d'applications plus ou moins spéciales à telle ou telle époque, à tel ou tel pays, ont cependant un caractère de théorie universelle, et celle où il s'arrête particulièrement à une période ou à un peuple donnés, et s'occupe surtout d'actualités. On peut ranger dans la première classe les chapitres suivants : De l'influence du climat sur les hommes; Du pouvoir de l'opinion publique; De la perfectibilité sociale, de ses conditions et de ses moyens; Du jugement que l'on doit porter sur les révolutions politiques; De la légitimité dans l'administration et la législation; Des constitutions politiques; De l'intervention active de l'État. Par l'examen d'un de ces chapitres, nous nous ferons une idée de la manière dont procède l'auteur.

Abordant, par exemple, la question du climat, M. Ancillon fait observer que plusieurs écrivains, et Montesquieu entre autres, ont beaucoup exagéré la puissance de son action sur l'homme social. Sans donner dans l'autre extrême et sans nier absolument l'influence atmosphérique, il voudrait qu'on réduisit à de justes proportions l'assertion

de l'illustre publiciste français, et surtout que l'on suivit dans l'appréciation de cet élément de législation et d'administration la marche de la nature elle-même, c'est-à-dire qu'on en tint presque aucun compte, lorsqu'il s'agit des peuples soumis à la température moyenne. Il entre alors dans les détails, et examine successivement la question à l'égard des rapports entre les deux sexes et du plus ou moins de considération accordée aux femmes, du courage civil et militaire chez certains peuples, de l'immobilité des institutions et des mœurs asiatiques, du monachisme, de la passion plus ou moins vive pour les boissons fermentées et les liqueurs spiritueuses, de la disposition au suicide et des autres traits distinctifs du caractère anglais, de la littérature, de la poésie et de la philosophie chez les différentes nations. Il ne méconnaît pas la part qu'il faut attribuer au climat sous ces divers rapports, mais il démontre que son influence n'est pas la seule, et qu'elle se combine avec beaucoup d'autres éléments étrangers pour travailler avec eux à la production des phénomènes caractéristiques dont nous sommes les témoins ou que nous révèle l'histoire. L'analyse de ces considérations diverses conduit l'auteur à des conclusions dont on peut contester la

nouveauté et l'originalité, mais non pas la vérité et la justesse. Peut-être seulement ne sont-elles pas liées entre elles par des nœuds assez étroits, peut-être y pourrait-on désirer un enchaînement plus puissant. Elles ne sont unies que par l'homogénéité de la conclusion à travers la variété des prémices, et le faible de l'ouvrage entier se fait sous ce rapport sentir ainsi dans chaque chapitre. Je m'explique.

Le titre de chaque chapitre est suivi de deux propositions où sous le nom de *thèse* et d'*antithèse*, les deux opinions exagérées sont mises en regard. Ainsi dans le chapitre de l'Influence du climat, je lis :

Thèse. Le climat, etc., décide de l'esprit, du caractère, des inclinations, des vices, des vertus, de la tendance morale et intellectuelle d'un peuple. Les causes morales ne sont que l'effet des causes physiques.

Antithèse. Les causes matérielles ne déterminent jamais l'homme. Ce sont les causes intellectuelles et morales qui décident de tout. La liberté humaine triomphe de toutes les fatalités apparentes.

Il est bien évident que le lecteur qui a pris connaissance de la préface de M. Ancillon, énon-

cera d'avance la conclusion de ce premier chapitre, et celui qui aura lu ce premier chapitre, aura deviné de même le dénouement de la lutte qui s'engage successivement, sur le terrain de chaque question, entre la thèse et l'antithèse. Ici, par exemple, il se dira : Nous concluons donc qu'il ne faut pas rejeter absolument l'influence du climat, mais que, d'une autre part, on ne doit pas l'exagérer ni oublier les autres forces qui peuvent aider ou contre-balancer celle-ci. Cette conséquence se répétera nécessairement à la fin de chaque chapitre, quel que soit d'ailleurs le sujet traité, quelque variées que puissent être les considérations destinées à amener la conclusion obligée. Et de là une inévitable monotonie qui ne détruit pas, sans doute, le mérite du fond, mais qui nuit à celui de la forme.

Nous avons dit que les chapitres où M. Ancillon examine les généralités présentent, sous plusieurs rapports, des applications toutes spéciales; d'une autre part, ceux où il s'arrête plus particulièrement aux spécialités s'étendent cependant et se généralisent par leurs prémices et par les observations qui leur servent de base. A cette classe appartiennent les chapitres suivants : De l'appréciation du moyen-âge; Du caractère et des pro-

grès de notre siècle ; De la presse ; Des causes qui ont amené la révolution française ; De la constitution anglaise.

C'est ici que les partisans du libéralisme moderne s'éloigneront le plus du point de vue de M. Ancillon, sans que, cependant, les fauteurs de l'absolutisme puissent, pour cela, se rapprocher de lui. M. Ancillon, par exemple, remplit parfaitement le rôle de rapporteur, lorsqu'il expose les avantages et les inconvénients de la presse. Mais il est fort probable que ni les amis, ni les ennemis de cette institution ne seront satisfaits de la méthode qu'il propose pour neutraliser les inconvénients en jouissant des avantages. Les premiers n'admettront pas le principe de perfectibilité qui est le point de départ de l'auteur pour exalter les mérites et la nécessité de la presse libre ; ils blâmeront un écrivain qui ne veut contre elle ni censure, ni lois préventives ou répressives fondées sur la définition et la classification préalable des délits, mais seulement un jury qui prononce uniquement d'après sa conscience et sa raison ; les seconds s'étonneront avec justice de voir qu'en se prononçant d'une manière si positive pour la liberté de la presse, l'auteur en excepte la presse quotidienne, surtout dans les États représentatifs.

En vain affirme-t-il que l'assemblée législative entient lieu, que les opinions des élus du peuple doivent diriger la presse et non être dirigés par elle. Ils lui répondront que précisément parce qu'une partie de la souveraineté, et la plus importante, sans doute, réside dans l'assemblée, précisément parce qu'elle est revêtue, sous plusieurs rapports, d'un caractère d'omnipotence, il faut que l'opinion publique rectifie sans cesse les erreurs où peuvent l'entraîner et l'esprit de corps et quelquefois les défauts primitivement inhérents à la loi électorale.

Cette manière de juger la presse quotidienne tient au reste au peu d'estime que professe M. Ancillon pour ce qu'on appelle l'opinion publique, si souvent sujette à s'égarer, grâce à l'ignorance et aux préjugés de toute nature qui assiègent les majorités; c'est ce mépris de l'opinion publique qui lui fait rejeter comme absurde et le dogme de la souveraineté du peuple, et la liberté indéfinie de l'industrie, pour laquelle il regrette presque les restrictions utiles, selon lui, des maîtrises et des jurandes, et la liberté de l'instruction qu'il ne voudrait en aucun cas voir dérober à la surveillance et à l'action du gouvernement. Ce n'est pas qu'il s'oppose au développement progressif

des idées et des systèmes. Il admet, sous ce rapport, une perfectibilité indéfinie, et il ne conçoit pas que cette perfectibilité puisse se réaliser sans une grande liberté d'action, mais il veut que, dans les sciences politiques et morales, certains principes soient reconnus inébranlables ; que toute la science, toute l'éducation tourne autour d'eux, comme autour d'un axe immobile, et que ces principes maintenus par les gouvernements avec une infatigable vigilance soient les digues contre lesquelles vienne sans cesse se briser l' amour téméraire des innovations.

Assurément il établit et défend ses opinions avec infiniment de sens et de sagacité, mais de graves objections peuvent lui être opposées.

Il est bien évident qu'en rejetant d'un côté le dogme de la légitimité et des rois absolus par la grâce de Dieu, et de l'autre celui de la souveraineté du peuple, on ne peut expliquer l'organisation même des États qu'à l'aide des subtilités d'une métaphysique insaisissable, comme l'a fait le professeur Hegel en divers passages de ses écrits. Et, en effet, M. Ancillon, dans son désir d'éviter les inconvénients manifestes qu'amène avec soi l'une et l'autre doctrine, tombe dans l'inconvénient plus grave peut-être de ne s'ap-

puyer sur aucune base solide et nettement dessinée. Il en est de même pour la liberté d'industrie et pour la liberté d'instruction. A propos de la dernière, quels seront ces principes inviolables et sacrés auxquels on ne pourra toucher? quelles seront les idées susceptibles de perfectibilité et par conséquent livrées au libre arbitre? Où tracer les deux lignes qui arrêteront ici les usurpations de la licence, là les usurpations du despotisme? Et l'édifice que l'on élèvera dans cet espace vague n'aura-t-il pas aussi ses défauts particuliers qui, pour n'être pas ceux des deux extrêmes, n'en seront pas moins des défauts réels, et souvent plus funestes que les autres, soit en eux-mêmes, soit parce qu'ils viendront toujours s'ajouter au vice inhérent à toute doctrine de juste-milieu, celui de ne satisfaire complètement personne.

Ces objections sont puissantes, mais quelles qu'elles soient, elles n'empêcheront pas tout lecteur impartial de rendre une haute justice aux excellentes intentions et au vrai et sage libéralisme de M. Ancillon. Il veut que l'ensemble de la direction sociale soit entièrement laissé au gouvernement; mais il soutient en même temps qu'un mouvement progressif, un développement modéré, un perfectionnement continu dans tout

l'organisme de l'État et de la vie publique sont les premières conditions du repos des gouvernements aussi bien que de la prospérité des États ; que si un gouvernement, oubliant sa haute destination, méconnaît ou néglige la conduite que lui prescrit son devoir, s'il s' imagine que tout est sans mouvement autour de lui parce que lui-même est immobile , s'il recule lorsque tout avance, s'il veut contraindre les forces intellectuelles à rester refoulées dans l'enveloppe étroite et surannée qui leur suffisait jadis, ce gouvernement ne peut accuser que lui seul , quand des forces, de plus en plus développées, brisent enfin des formes que le cours des siècles avaient changées en une véritable prison. L'écrivain qui s'exprimait ainsi justifiait d'avance les événements de 1830 en France et en Belgique. M. Ancillon est l'ennemi des révolutions, il les condamne et pense qu'elles pourraient être évitées en tout état de cause, mais il estime aussi que s'il est une circonstance où l'on est excusable de les regarder comme nécessaires, c'est lorsqu'elles sont le résultat des fautes, des erreurs et des vices du gouvernement.

Un des mérites de M. Ancillon est la netteté et la plénitude de ses expositions. Il excelle dans les résumés historiques et dessine à grands traits et

avec une notable impartialité l'ensemble de la physionomie d'une époque. Voyez, dans le second chapitre de l'ouvrage; le tableau du moyen-âge, la féodalité, la chevalerie, le pouvoir de l'église, l'établissement des communes; et dans le chapitre suivant la comparaison entre l'antiquité et les âges modernes, tant sous les rapports matériels que sous les rapports moraux, dans la philosophie, dans l'histoire, dans la politique, dans l'économie sociale, dans les lettres et dans les arts. Ainsi qu'il rendait justice aux mérites du moyen-âge sans partager l'engouement subit de quelques-uns de nos modernes novateurs qui n'ont vu d'autre source de bien-être pour l'humanité et de perfection dans les arts que les institutions et les œuvres des hommes du 12^e au 16^e siècle; ainsi, tout en faisant sentir que, sous bien des rapports, les époques humanitaires qui ont précédé la nôtre ne lui sont pas inférieures, il reconnaît en quoi consiste notre supériorité, il rend hommage au mouvement ascendant qui paraît animer l'humanité, il soutient surtout que personne n'a le droit de l'arrêter et d'y mettre obstacle, et que d'ailleurs, si quelque insensé voulait tenter de le faire, un dessein si hardi ne tarderait pas à devenir inexécutable et tournerait à la honte de son auteur.

C'est ainsi que l'impartialité dans l'énonciation des faits qui servent de prémisses amène nécessairement l'impartialité des conclusions, quels que puissent être les préjugés naturels de l'auteur. Citons comme dernière preuve son tableau de la révolution française et de la constitution d'Angleterre. L'exposé des règnes de Louis XIV, de Louis XV, de Louis XVI, des besoins de la France et des fautes multipliées des souverains et de leurs ministres le conduit à reconnaître dans les événements de la révolution française une sorte de fatalité, qui n'exempte pas, il est vrai, ceux qui se mirent à la tête du mouvement de la responsabilité qui pèse sur eux, mais qui peut cependant excuser, jusqu'à un certain point, quelques-uns des incidents et des acteurs de ce terrible drame. La justesse des aperçus de M. Ancillon sur le pouvoir municipal, le pouvoir communal, le pouvoir provincial, sa connaissance approfondie de la nature du gouvernement représentatif lui a fait parfaitement toucher au doigt le faible de la charte française, octroyée par Louis XVIII. On sent, en lisant ce qu'il écrivait en 1828, que la révolution de 1830 a dû surprendre médiocrement un écrivain qui pouvait la déduire comme conséquence des arguments qu'il

b.

avait posés , et qui , longtems avant la tempête , voyait sur quel point l'ouragan aurait prise pour emporter tout l'édifice.

Obeïssant peut-être aux nécessités de sa position, M. Ancillon veut démontrer, et il le fait assurément avec une adresse et une sagacité singulières, que l'existence des petits États d'Allemagne n'est pas compatible avec la représentation constitutionnelle ; il réclame aussi l'indivisibilité du pouvoir souverain et paraphrase dans des développements, qui ne manquent pas d'éloquence, le fameux vers d'Homère :

Qu'il n'y ait qu'un chef, qu'il n'y ait qu'un Roi.

Et cependant la rectitude de son jugement le force à dignement apprécier les avantages de la constitution anglaise. Tiré en sens contraire par ces deux opinions ennemies, que fait-il ? Il demande une représentation , mais il la rend illusoire en exigeant que les représentants soient nommés par le souverain , et le souverain , dans son opinion , ne peut être que le Roi ; et il ne paraît pas s'apercevoir qu'en substituant ainsi aux deux chambres ou du moins à la chambre élective un simple conseil d'état, il détruit par le fait le gouvernement représentatif.

Telle est la position difficile d'un écrivain doué

d'un sens fort droit, d'un esprit étendu, et en même temps porté d'instinct aux rigoureuses conclusions de la logique. Il voit si bien les avantages et les inconvénients de toutes les idées, qu'il s'arrête à des mesures vagues, illusoires, dont le mérite est presque toujours négatif, ou que, semblable au sage de Montaigne, il reste immobile devant le parfait équilibre des deux plateaux de la balance, et réduit le lecteur à répéter après lui le fameux : Que sais-je ?

Ce vice inhérent à toute doctrine de justemilieu se fait spécialement sentir dans la section philosophique de l'ouvrage. Cette section traite des matières suivantes : Des idéalités et des réalités ; Des rapports entre l'universel et le particulier ; De l'idéalisme, du matérialisme et du dualisme ; De l'absolu et du relatif ; De la liberté et de la nécessité ; De l'eudémonisme et de l'éthique ; De l'amour pur ; De la foi et de l'incrédulité.

Ces divers traités n'ont point une physionomie originale, l'auteur ne cherche point à créer et à développer un système qui lui appartienne en propre et qui donne une solution nouvelle des questions abstruses autour desquelles s'est consumée, souvent sans résultat bien positif, l'énergie intellectuelle des philosophes anciens et moder-

nes. Essentiellement éclectique dans sa philosophie comme dans ses doctrines sociales et gouvernementales, M. Ancillon semble partager l'opinion stoïcienne qui ne s'expliquait l'influence qu'ont pu exercer tour-à-tour sur les hommes des opinions souvent contradictoires, qu'en admettant que chacune d'elles contenait toujours une certaine portion de vérité, que cette portion de vérité était, pour ainsi dire, l'anse du vase à l'aide de laquelle l'intelligence humaine le saisissait, qu'il ne s'agissait, pour apprécier l'opinion à sa juste valeur, que de pouvoir distinguer cette anse et s'en emparer. C'est en quoi l'ouvrage du ministre prussien peut être fort utile. Il trace avec sagacité l'histoire des idées, et donne, dans la partie philosophique, une nouvelle preuve de ce talent de rapporteur que l'on reconnaîtra en lui dans tout ce qui tient à la politique et à l'histoire, et sur lequel nous avons insisté avec raison.

Et, réellement, que faire, une fois entré dans les vagues profondeurs de la métaphysique, si ce n'est exposer les opinions des écrivains antérieurs? que dire, si ce n'est : Tel ou tel philosophe a poussé trop loin telle ou telle idée; tel ou tel autre, au contraire, n'a pas été assez avant? Quant aux solutions des mystères où depuis trois mille

ans s'égare notre intelligence, M. Ancillon ne les donne point et ne pouvait les donner. Ne niez pas l'absolu, mais n'exagérez pas le relatif; ne sacrifiez pas le matérialisme au spiritualisme, mais gardez-vous encore plus d'immoier le spiritualisme au matérialisme; sans les réalités, où serait la base de l'idéalité? ne croyez pas pourtant que la réalité renferme tout; l'éthique, la notion du devoir, est assurément le fondement de la moralité, cependant l'eudémonisme, la doctrine de l'intérêt, est également dans la nature humaine, et l'on ne doit pas le rejeter; et ainsi du reste. Voilà le résumé des doctrines philosophiques de M. Ancillon. Mais quel est le lien mystérieux qui unit le concret et l'abstrait? Comment se fait-il que la liberté et la fatalité coexistent dans l'homme, et comment peuvent-elles s'harmoniser entr'elles? Ici M. Ancillon se tait, et personne, sans doute, ne blâmera son silence. Il vaut infiniment mieux ne point chercher à soulever le voile éternellement baissé devant nos regards, que de tenter témérairement d'ajouter une nouvelle explication, aussi incomplète que les précédentes, à toutes celles qui ont été tomber l'une après l'autre dans l'abîme de la métaphysique. M. Ancillon possède un autre mérite; il se laisse rarement entraîner aux

inintelligibles obscurités de la pensée ou du style philosophique si familières à ses compatriotes. Il combat avec autant de bon sens que de précision la funeste doctrine de quelques professeurs de notre siècle qui ont cru tout expliquer en disant que tout ce qui est, est bien, parce qu'il est ; sentence destructrice, dans ses applications, de tout désintéressement, de toute moralité vraie et profonde.

Enfin, la partie littéraire de l'ouvrage ne se compose que de trois chapitres, mais l'auteur les a développés de manière à y présenter une histoire abrégée de la littérature et surtout de la poésie dans les cinquante dernières années. Dans le premier chapitre, M. Ancillon examine jusqu'à quel point la liberté influe sur la littérature ; dans le second, à propos de la discussion si vivement agitée, il y a quelques années, entre le classicisme et le romantisme, il passe en revue tous les poètes célèbres qui ont paru en Allemagne, en Angleterre et en France à la fin du dix-huitième siècle et au commencement du dix-neuvième ; le troisième, qui n'est qu'un appendice du second, poursuit le même examen en l'appliquant à l'Italie et à l'Espagne. Sans contester l'utile influence de la liberté sur les développements de l'esprit humain

en général, M. Ancillon ne trouve point en elle un élément indispensable à la production des œuvres littéraires, et l'histoire vient assurément à l'appui de son opinion. Mais s'il est vrai de dire que les périodes les plus brillantes de la littérature n'ont pas toujours été celles de la liberté politique, dans le sens que nous attachons à ce mot, si l'on a même remarqué que les lettres, exigeant surtout pour leur développement la paix et la sécurité, ont pu fleurir à l'ombre d'un sceptre absolu qui leur assurât ces deux conditions d'existence, il faut reconnaître, d'une autre part, que toutes les époques illustrées par les chefs-d'œuvre de l'éloquence et de la poésie ont été précédées par des temps de trouble et d'agitation où les esprits violemment remués avaient déployé, sans contrainte, toute l'énergie de leurs facultés; il faut reconnaître aussi que, dans les siècles littéraires, il régnait toujours une espèce de liberté dans les mœurs, sinon dans les loix, dans les formes, sinon dans le fond, dans les souvenirs encore vivants du passé, sinon dans les réalités du présent, et que enfin, si la liberté ne suffit pas seule et par elle-même à créer la littérature, d'un autre côté, le despotisme la tue et l'étouffe dans son germe.

Peut-être le chapitre où M. Ancillon traite de

la poésie classique et romantique prête-t-il à la critique dans la partie où il entre en matière. Il y a dans ces prémisses quelque chose des subtilités de la métaphysique allemande, mais une fois qu'il a dégagé de ces premiers brouillards des généralités, il aborde les développements, il déploie avec avantage cette netteté de vue et ce sens profond qui fait le caractère principal de son talent. Après avoir bien établi l'influence qu'exercent nécessairement sur le poète son siècle et son pays, il compare l'antiquité aux âges modernes sous le rapport de la religion, de la politique, du gouvernement, des mœurs publiques et privées. Il déduit de cette comparaison les différences essentielles qui doivent nécessairement distinguer la poésie ancienne de la nôtre, les œuvres qu'on peut appeler classiques de celles auxquelles on a donné le nom de romantiques. Mais ces différences, toutes multipliées qu'elles puissent être, n'empêchent point l'immobilité, l'invariabilité, l'éternité, pour ainsi dire, de certaines règles. Derrière les lois conventionnelles qui se modifient d'un siècle à l'autre, d'un pays à l'autre, parce que les hommes changent continuellement dans leurs formes extérieures, restent quelques lois immuables parce qu'elles tiennent

à la nature intime de l'homme , toujours la même , à travers le mouvement des nations et des âges. Que si notre époque ne s'est pas élevée dans la littérature , et surtout dans la poésie , à la hauteur de certaines périodes des annales humanitaires , ce n'est donc pas au besoin de règles nouvelles qu'il faut attribuer cette espèce de stérilité. Pourquoi des règles nouvelles , quand le but , le moyen , les effets sont les mêmes ? On ne peut accuser de notre infériorité poétique , si toutefois elle est réelle , que l'invasion de certains éléments d'activité intellectuelle qui ont conquis dans l'esprit humain une place beaucoup plus grande que celle qu'ils y avaient occupée jusqu'à présent , la politique , par exemple , l'industrie et toutes les connaissances qui se rapportent à l'une et à l'autre. Qu'on ne croie pas cependant que ces études nouvelles aient entièrement anéanti la poésie. Les cinquante années qui viennent de s'écouler ne seront pas les moins glorieuses de son histoire. Pour le prouver , M. Ancillon peint à grands traits et avec une remarquable sûreté de goût les hommes de notre temps que la postérité mettra au rang des grands poètes , en Allemagne , Goëthe , Schiller , Wieland ; en Angleterre , Byron , Moore , Walter Scott. Quant

à la France, il a cru devoir reprendre les choses de plus haut. Le siècle de Louis XIV est son point de départ. En faisant justice des théories étroites et des règles conventionnelles, malheureusement trop répandues alors dans la littérature, et qui souvent arrêtaient, on ne peut se le dissimuler, l'essor du génie, il est loin des iniques jugements que plusieurs critiques d'Allemagne, et Schlegel entr'autres, ont portés sur cette glorieuse époque, il est prodigue à l'égard des grands hommes qui l'illustrèrent des éloges qu'ils méritent si bien. Et de même que les préjugés de son pays ne l'empêchent pas d'apprécier les illustres écrivains du dix-septième siècle, de même ses opinions politiques et ses croyances religieuses ne l'égarent point quand il s'agit de prononcer sur ceux du siècle suivant. Il parle de Voltaire avec autant d'impartialité que de goût; puis, après avoir analysé la réforme à la fois incomplète et erronée du dix-huitième siècle, après avoir passé en revue Delille, Ducis, Beaumarchais, Châteaubriand, M^{me} de Staël, etc., il passe aux contemporains, il apprécie à leur juste valeur les écrivains romantiques, il trouve place dans sa balance pour les qualités qu'ils possèdent, comme pour celles qui leur manquent, et l'on comprend, à

ses paroles, qu'il prévoyait déjà les erreurs multipliées et la chute précoce d'une école qui, sans doute, avait brillé d'un grand éclat à sa naissance, mais qui avait affiché aussi des prétentions exagérées. Tout ce chapitre est fécond en principes de saine critique, et présente un résumé remarquable de l'histoire littéraire d'Angleterre, d'Allemagne et surtout de France, pendant les cinquante années qui viennent de s'écouler.

L'Italie et surtout l'Espagne, étant restées, sous ce rapport, bien loin des trois autres peuples dont nous avons parlé, le chapitre consacré à l'examen de leurs productions intellectuelles pendant le dernier demi siècle, ne pouvait présenter le même intérêt. L'on y remarquera cependant la manière dont M. Ancillon a jugé Alfieri.

En résumé, le livre dont nous donnons la traduction, sans se placer au premier rang des ouvrages philosophiques et politiques, n'est pas au-dessous de la réputation de son illustre auteur. Descendu d'une de ces familles que la Révocation de l'Édit de Nantes bannit de France, et força de chercher un refuge à l'étranger, Frédéric Ancillon n'a pas été détourné par les hautes fonctions dont il a été revêtu de la culture des lettres que ses ancêtres n'avaient jamais abandonnée. On

connait surtout son *Tableau des révolutions du système politique de l'Europe, depuis la fin du quinzième siècle*, ouvrage rempli de vues profondes, de vérités importantes et bien démontrées, remarquable par une politique pure et saine, par un style grave et soutenu, et qui assure à son auteur un rang honorable parmi les écrivains de ce siècle qui ont bien mérité de l'humanité. La commission de l'Institut de France, chargée en 1810, de faire un rapport sur les progrès de l'histoire, s'exprima ainsi en parlant de lui : « Digne héritier de Leibnitz, il montre par son exemple que le but de la vraie philosophie est de multiplier et non de détruire les vérités ; qu'elle tire sa principale force de l'alliance des sentiments avec les principes, et que c'est parmi les âmes élevées qu'elle aime à chercher ses premiers adeptes. »

Cet éloge de la commission de l'Institut de France ne serait pas déplacé à propos de l'ouvrage que nous publions aujourd'hui, malgré les observations critiques dont nous nous sommes permis de le faire précéder.

PRÉFACE.

Suivant Leibnitz, il n'y a, dans le système de toutes nos connaissances, aucune vérité qui ne soit mêlée d'erreur ou de fausseté, et aucune erreur qui ne renferme quelque chose de vrai. C'est d'après cette conviction, résultat de ses profondes recherches, et source de recherches nouvelles dans l'histoire des opinions de tous les temps, que, soumettant tous les systèmes philosophiques des siècles précédents à un examen aussi profond qu'impartial, il les a distingués, jugés et appliqués.

Le principe de Leibnitz se confirme encore chaque jour, et nul esprit clairvoyant ne peut se refuser à son évidence. Considérer un objet sous toutes ses faces, est le seul moyen d'arriver à la vérité; ne voir qu'un seul côté, c'est s'exposer à une foule d'erreurs, parce que dans l'infinie diversité de la nature, chaque chose présente un grand nombre de côtés différents. En général, chacun ne considère un objet que sous un point de vue, et ne s'en forme une idée que d'après cet examen incomplet. Son jugement peut être vrai, en tant qu'il se borne aux points de vue sous lesquels on

a envisagé cet objet ; mais quand il s'agit des autres faces, qui, inaperçues ou négligées, ne sont point entrées en ligne de compte, la vérité de son jugement disparaît. C'est de cette manière, que plus ou moins d'erreurs se glissent dans le système de nos perceptions, erreurs qui ne peuvent être rectifiées que par une parfaite connaissance de la nature des choses, et par une comparaison complète de tous leurs rapports entr'elles.

Il n'existe dans l'univers aucun être qui soit entièrement séparé et isolé des autres. Les différentes créatures exercent l'une sur l'autre une influence continue ; cette influence, la première condition de leur existence, en est inséparable, et il est impossible de les comprendre et de s'en faire une juste idée, si l'on ne cherche pas à connaître chaque être dans tous ses rapports avec le monde qui l'environne.

S'il était possible qu'une créature pût être séparée de toutes les autres, son existence cesserait immédiatement, et s'il était donné de concevoir une telle séparation, on ne pourrait cependant se former une idée d'une créature ainsi isolée. C'est seulement dans ses rapports avec toutes les autres parties de la nature, qu'on peut trouver son vrai sens, et le développement complet de son existence.

Il en doit être de nos idées, de nos connaissances, de nos jugements et de nos principes, comme des êtres existant dans la nature ; les premiers ne sont vrais qu'autant qu'ils répondent aux êtres réels ; ils doivent s'enchaîner ensemble, et ils s'enchaînent en effet comme les êtres eux-mêmes ; ils doivent s'influencer, se borner, se déterminer réciproquement.

Ainsi, lorsque nous séparons une perception,

une idée , un principe quelconque , de tous ceux qui s'y rapportent , que nous représentons cette idée isolée , abstraite de ce qui l'entoure , et que nous lui attribuons une vérité indépendante , entière et générale , elle doit nécessairement perdre une partie de sa justesse et de sa vérité , précisément de la même manière qu'une créature isolée perdrait de son existence , car la réalité est la vérité des êtres , comme la vérité d'une idée en fait la réalité. C'est des idées séparées de leurs rapports , arrachées des racines qui les tiennent à d'autres idées , que se forment les *extrêmes* , qui , présentés comme principe absolu , ne peuvent avoir aucune vérité. Un extrême est pour l'ordinaire opposé comme correctif à un autre extrême ; mais au lieu d'opérer comme remède , il devient souvent la source d'une autre maladie d'esprit non moins dangereuse.

Les extrêmes dans les opinions et les jugements naissent de différentes sources ; tantôt de la petitesse d'un esprit borné , tantôt d'un mouvement passionné de l'âme , qui obscurcit le jugement et empêche le discernement. Souvent aussi il arrive que même avec un esprit étendu , et un raisonnement calme , l'homme s'égare à dessein , pour donner du crédit à certaines idées favorites.

Mais quelle que soit la source d'une telle partialité , elle n'en est pas moins dangereuse ; elle l'est d'autant plus , que généralement les extrêmes trouvent un grand nombre de partisans ; ils séduisent les têtes faibles , par leur apparente simplicité , les âmes passionnées par les couleurs vives et tranchantes sous lesquelles on les présente , et les hommes d'un caractère énergique , par l'espèce de force qu'ils semblent renfermer. La vérité n'a peut-être pas de plus grands enne-

mis, que les jugements excentriques et les opinions extrêmes. Car si l'essence de la vérité consiste dans l'harmonie des idées, dans la réunion de tous les rapports d'un ensemble et dans la connaissance complète des choses, les extrêmes sont alors précisément ses antipodes.

Plus un objet est simple et plus il est facile de le saisir, et moins il y a de danger à tomber, par rapport à cet objet, dans une opinion extrême.

Plus un objet est compliqué, et plus il est nécessaire de l'envisager sous tous ses points de vue, si l'on veut l'approfondir, et, par conséquent, plus on peut se livrer, à son égard, à des jugements extrêmes, et s'éloigner de la vérité.

C'est ce qui arrive principalement dans l'histoire et dans la politique. Ces sciences n'ont rapport qu'à l'homme, vrai microcosme, qui réunit en lui tous les contrastes possibles. Les objets qui ont rapport à ces sciences, consistent dans des éléments tellement divers, qu'on manquerait entièrement leur but, si l'on négligeait de prendre en considération tous leurs différents rapports.

C'est ici, plus qu'ailleurs, qu'on doit éviter les opinions extrêmes, et qu'elles ont les suites les plus funestes, parce qu'ici, des notions fausses conduisent facilement à des actions injustes, et que des idées excentriques mènent à des faits coupables. Cependant, on ne peut nier que de nos jours de semblables idées ne soient le fondement de toutes les théories en vogue. Ce n'est pas dans ce que ces théories adoptent, mais dans ce qu'elles négligent, qu'est la source de la plupart des erreurs. Rarement de pareilles théories sont entièrement fausses; mais toujours partiales, elles sont partiellement erronées. Pour les rapprocher de la vérité, on doit les mettre en rapport avec toutes

PRÉFACE.

les idées dont elles se sont détachées, et qui seules peuvent réussir par de bienfaisantes restrictions et des modifications indispensables, à leur donner un caractère de généralité. Ce serait donc une question à l'ordre du jour que l'examen des thèses et des antithèses qui se contrarient souvent, dans l'opinion publique d'une manière si rude et si tranchante; il faudrait apprécier chacune d'elles à sa juste valeur, et les rectifier en les comparant. C'est ce rapprochement entre les extrêmes que j'ai voulu essayer dans quelques points d'histoire et de politique. Aurai-je eu le bonheur de ne pas échouer dans cette entreprise? c'est ce que décidera le lecteur réfléchi, modéré et impartial. Celui qui n'est engagé sous aucune des bannières ennemies, qui malheureusement se combattent sans cesse dans le monde politique, celui qui même est toujours prêt à tourner ses armes contre toutes les opinions extrêmes, a généralement tous les partis contre lui, et court le risque d'être méconnu et décrié par tous. Mais c'est justement d'un tel malheur qu'il doit se féliciter, car il est la preuve la plus sûre de la vérité de ses assertions. Avec le temps, la chaleur du combat diminue, l'agitation des esprits se calme, les passions se tranquillisent, les intérêts et les idées se rapprochent par la réflexion et l'expérience, et à la fin, la vérité reprend tous ses droits.

C'est sortir de l'humanité que de sortir du milieu, la grandeur de l'âme humaine consiste à savoir s'y tenir; et tant s'en faut, que sa grandeur soit d'en sortir, qu'elle est à n'en point sortir.

PENSÉES DE PASCAL.

DE L'INFLUENCE DU CLIMAT

SUR LES HOMMES.

THÈSE.

Le climat, a pris dans l'acception la plus générale, c'est-à-dire, comme l'ensemble des conditions matérielles de l'existence, décide sans exception, de l'esprit, du caractère, des inclinations, des vices, des vertus, de la tendance morale et intellectuelle d'un peuple. Les causes morales ne sont que l'effet des causes physiques.

ANTITHÈSE.

Les causes matérielles exercent sans doute une certaine influence sur l'homme ; mais ne le déterminent et ne le décident jamais ; les causes intellectuelles et morales décident tout. La liberté humaine triomphe de toutes les fatalités apparentes.

DE L'INFLUENCE DU CLIMAT SUR LES HOMMES.

Quel que soit le système qu'on puisse adopter sur la nature de l'âme et les liens mystérieux qui l'unissent au corps, quelle que soit l'idée que l'on se forme de leur influence mutuelle, il est certain

que le degré de longitude et de latitude, et en général toutes les circonstances que l'on comprend ordinairement sous le nom de climat, décident des rapports physiques d'un pays; que ces rapports agissent sur les organes du corps, et que ces organes, en ce qui regarde les perceptions aussi bien que l'activité de l'âme, ont plus ou moins d'influence.

L'effet des causes et des rapports physiques déterminés par le climat se manifeste principalement dans les plantes et dans les animaux d'un pays, et si ces causes et ces rapports ont par là une influence indirecte sur le genre de vie et de nourriture des hommes, ils en exercent une immédiate sur la nature de leurs occupations, et une autre plus immédiate encore, sur le développement de leur culture. Le climat crée certains besoins, et ne permet pas à ceux qui sont incompatibles avec lui de se faire sentir; il procure tantôt des moyens, tantôt des obstacles pour les satisfaire.

Dans la question de l'influence du climat sur l'homme intellectuel et moral, il faut distinguer avec soin ce qu'il produit, et ce qu'il demande, ses influences directes et ses influences indirectes; ensuite l'on doit s'entendre sur le sens plus étendu ou plus restreint qu'on attache au mot climat. La réponse à cette question diffère entièrement, suivant les limites plus ou moins étroites de l'idée qu'on s'en forme. Ou l'on n'entend par là que la température, et tout ce qui influe sur elle,

comme la hauteur et la direction des montagnes, le cours des fleuves, la proximité de la mer, ou l'on étend le mot climat à la réunion des conditions matérielles de l'existence d'un peuple, et des objets physiques au milieu desquels il est placé.

Est-ce la nature qui fait l'homme ou l'homme qui fait la nature ? Voilà proprement la question de l'influence du climat.

Personne ne niera qu'il n'y ait ici action et réaction ; mais le point de la question est de savoir lequel des deux agit le premier et de la manière la plus puissante et la plus décisive. Où la fatalité des lois de la nature domine-t-elle ? Où cesse-t-elle ? comment borne-t-elle les forces de l'homme ? Des deux côtés de la question, l'on peut se jeter et l'on s'est souvent en effet jeté dans les extrêmes.

Si l'on comprend sous le nom de climat, toutes les causes physiques qui décident de l'organisation et de la vie de l'homme, c'est seulement dans les extrêmes que son influence sera décisive, et que tout son pouvoir se montrera ouvertement. Dans la zone glaciale et dans la zone torride bien plus que dans les zones tempérées, on trouvera les hommes maîtrisés par les causes physiques.

Lorsqu'un peuple est dans un état sauvage, que tout est encore dans l'enfance chez lui, qu'il est à peine dégagé des langes de la barbarie, c'est alors surtout que les causes physiques exercent sur lui un pouvoir absolu ; mais, plus il s'éloigne

de cet état d'animalité en quelque sorte, moins il est soumis aux causes physiques, et plus les causes morales dominant.

L'homme ne peut jamais échapper entièrement au pouvoir des causes physiques, et les conditions d'existence matérielle, qui, dans certains pays, se font sentir impérieusement, doivent sans aucun doute, être prises en considération par les législateurs. Ce ne serait jamais sans danger, qu'on essaierait ou de les négliger ou d'agir directement contre elles. Mais l'homme doit faire tous ses efforts pour se dégager autant que possible des lois de la nature, et non-seulement pour assurer la supériorité à celles de la liberté, mais encore pour chercher sans cesse à augmenter leur pouvoir. Il n'y a pas de doute, que souvent les forces de la volonté ont combattu et vaincu les lois de la nature, et que le but donné par elle a disparu forcément devant le but choisi par l'homme.

Les lois, soit sociales, soit politiques, doivent toujours prendre en considération l'influence du climat, mais ne doivent pas être calculées sur elle, et moins encore suivre rigoureusement sa direction. Si le climat donne à l'homme certains penchants, certaines passions, la législation doit se garder de leur rompre en visière d'une manière trop brusque, et d'imprimer une tendance entièrement opposée ; mais elle doit chercher à agir insensiblement, et sinon à briser le pouvoir des causes physiques, du moins à l'affaiblir. Les

lois de la nature peuvent porter à certains vices ; celles de la liberté doivent travailler à les vaincre. Les lois de la nature peuvent faciliter plus spécialement certaines vertus , alors celles de la liberté ne doivent point chercher à les combattre , mais à exciter et à développer d'autres vertus , auxquelles le caractère d'un peuple ne le porterait pas , afin d'empêcher toute direction trop exclusive.

Toute la théorie de Montesquieu sur l'influence du climat semble reposer sur cette simple observation , que le froid resserre les fibres et les nerfs des troupeaux , et qu'au contraire , ils sont dilatés par la chaleur. Il est ridicule d'élever une théorie aussi profonde , aussi générale que la sienne , sur un fait unique , lors même qu'il serait décisif , ce qui n'est pas.

Le climat et ses différences ne dépendent pas uniquement de la différence de la chaleur et du froid ; mais d'un grand nombre d'autres raisons , qui sont différentes du froid et de la chaleur , et même qui leur sont opposés.

L'influence de la chaleur et du froid sur chaque créature organisée , sera diversement modifiée par l'idiosyncrasie de sa nature , par la constitution primitive des veines , des nerfs , des muscles , des vaisseaux , et cette influence sera plus forte ou plus faible à un tel point , que sa nature même en sera complètement modifiée.

Toute la théorie du pouvoir ou de l'influence

de la chaleur ou du froid du climat peut être vraie, s'il est question des extrêmes; mais dans toutes les localités mitoyennes, cette théorie ne peut s'appliquer sans être du moins très-restreinte.

Il n'y a peut-être aucun penchant, aucun sentiment, aucune passion, où l'influence du climat doive se faire plus clairement et plus sûrement sentir, que dans le rapport des deux sexes, parce qu'il a proprement son origine dans un besoin physique. Mais, même à cet égard, les causes physiques sont modifiées à l'infini et souvent les lois, les mœurs, la civilisation, peuvent changer les rapports des deux sexes mêmes dans les climats les plus chauds. Et qu'une religion, une législation, une civilisation données ne soient pas inséparables d'un degré donné de longitude et de latitude, de froid et de chaud, c'est ce que démontrent l'histoire et l'expérience.

Dans l'Asie-mineure, à l'égard des rapports des deux sexes, le polythéisme grec, et plus tard la religion chrétienne, ont porté des fruits tout autres que ceux du mahométisme. L'on a vu autrefois fleurir des États libres, là où maintenant tout se flétrit sous la verge de fer du despotisme. L'Asie-mineure avait devancé en civilisation la Grèce proprement dite, tant était grand l'essor que ce beau climat, cette terre promise, avait donné à l'esprit, à l'aide des causes morales.

L'amour n'avait pas jadis dans l'Asie-mineure ce caractère idéal et cette poésie, que lui a donnée

le christianisme ; mais il avait cependant quelque chose de plus délicat , de plus tendre , de plus doux , que ce qu'on y remarque aujourd'hui. La polygamie et l'islamisme ont tout corrompu et tout détruit. Mais ni l'une ni l'autre ne sont les suites du climat , puisque l'une était inconnue dans ces mêmes pays , et que l'autre s'est étendu dans des contrées , qui , sous le rapport du climat , sont fort différentes de l'Arabie , son berceau.

Si l'influence du climat était d'un si grand poids , si elle dominait même exclusivement chez l'homme , on ne trouverait pas sous toutes les zones , en exceptant peut-être les pôles et l'équateur , toutes les espèces de vertus et de vices , de talents et de génies , comme cela arrive. Seulement les unes et les autres sont plus fréquentes , ou plus rares dans les divers pays.

D'où vient donc , si la théorie de l'influence du climat est si vraie , qu'en admettant un petit nombre d'exceptions insignifiantes , on peut dire sous le rapport intellectuel et moral : *omnis fert omnia tellus* ? Ainsi , ou l'ensemble de l'organisation de l'homme , dans les différentes régions de la terre , n'est pas tellement déterminée par le climat que celui-ci lui donne un caractère fondamental et immuable , ou les causes morales ont chez l'homme une supériorité décidée sur les causes physiques.

Même à l'égard des animaux et des plantes qui obéissent aux forces physiques , et n'admetten

pas l'influence des forces intellectuelles et morales, on voit que la transplantation des végétaux et le transport de plusieurs espèces d'animaux dans des climats entièrement opposés, réussissent complètement. La plupart de nos fruits, de nos légumes, de nos animaux les plus utiles, ne nous viennent-ils pas de pays étrangers, et l'Europe ne les a-t-elle pas empruntés à l'Asie ?

On a souvent attribué exclusivement à l'influence du climat, le courage de certains peuples, l'immobilité des habitants de l'Asie, le monachisme, la passion du vin et des liqueurs spiritueuses, la disposition au suicide, le caractère sérieux et sombre des Anglais, l'estime ou le mépris des femmes, le caractère même de la littérature et de la poésie chez les différents peuples. Toutes ces hypothèses partielles et exagérées méritent d'être examinées, restreintes ou même entièrement réfutées.

Il y a plusieurs sortes de courage. Le courage physique, qui naît du sentiment qu'éprouve un individu de ses forces physiques, ou peut-être d'une certaine chaleur du sang, et le courage moral, qui a sa source dans l'intelligence ou plutôt dans le caractère. Le premier est aveugle, le second est raisonné; l'un brave seulement les dangers physiques, l'autre les dangers de tout genre; celui-ci suppose des idées, l'autre des sensations.

Il existe aussi un courage passif et un courage actif; le premier fait que nous souffrons tout

avec calme et résignation , le second que nous nous hasardons souvent avec intrépidité, afin de ne pas souffrir.

Le premier est influencé par le climat beaucoup plus souvent et plus fortement que le second. Les Indiens qui , sans combat , ont passé sous le joug de tous ceux qui ont entrepris de les soumettre , et qui ont tout supporté avec une indifférence indigne d'un homme, n'ont point le courage actif, ni au physique ni au moral ; mais ces mêmes Indiens prouvent par le pouvoir qu'a sur eux une religion erronée , qu'ils possèdent le courage passif , que leur lâcheté naturelle peut être vaincue par des ressorts moraux, et que, dans des circonstances plus favorables , des idées plus éclairées leur eussent inspiré le courage actif.

Les peuples du midi ont bien plus que ceux du nord une existence extérieure et sensuelle , qui souvent à la vérité s'unit à une sorte de génie dans les profondeurs de l'âme , mais qui suppose ou amène à sa suite une irritabilité, une impressionnabilité contre laquelle doit se déployer toute la force des lois.

Les peuples du nord , au contraire, s'avancent plus lentement mais plus tranquillement et plus sûrement dans la carrière de la civilisation ; ils se développent imperceptiblement , mais presque sans direction et sans secours extérieurs. Ils ont longtemps vécu sans convention sociale particulière , et sans lois coercitives. Il y a en eux plus

de négativisme, et dans les autres plus de positivisme.

On ne peut le nier, un mouvement entraînant, infatigable, se renouvelant sans cesse, tantôt destructeur, tantôt créateur, voilà le caractère principal de l'Europe ; au contraire, un repos non interrompu ou se rétablissant toujours de lui-même, est le trait caractéristique de l'Asie. Lorsque je parle du mouvement, je n'entends pas celui que produit le changement des événements ; car l'Asie a vu, si ce n'est plus, au moins autant de grands événements que l'Europe ; je parle du mouvement des idées, des mœurs, des différents rapports, et par conséquent aussi de leur repos et de leur immobilité. Que ce repos ne puisse s'expliquer uniquement par l'influence du climat, c'est ce que prouvent les faits, puisque, après quatre siècles, les Turcs, en Europe, montrent la même uniformité dans leur existence sociale et politique.

D'où vient ce singulier phénomène dans les institutions politiques et sociales des Turcs ? Dans un pays où la législation est fondée, ou plutôt calculée sur une religion telle que le mahométisme, où la polygamie conduit à la corruption, où le despotisme domestique soutient et annoblit le despotisme politique, où la nation conquérante reste entièrement distincte et séparée des nations conquises, où l'une règne par la force, tandis que l'autre est soumise au joug ; dans un tel pays on

redoute chaque mouvement, on n'ose, on ne veut, on ne peut se mouvoir en liberté.

Cette même inertie qui arrête et retient les lois et les institutions au même point de perfection ou plutôt d'imperfection, est encore la cause qui fait que les vêtements, les manières et les mœurs restent les mêmes depuis des siècles. De fréquentes révolutions, sous ce rapport, supposent une activité d'esprit qui amène avec elle le besoin du mouvement, de la diversité et du changement, qui provoque sans cesse la création d'inventions et de combinaisons nouvelles, pour se procurer de nouvelles sensations et de nouvelles idées. Le costume des Asiatiques, fut peut-être dans l'origine déterminé par le climat; mais leur nonchalance naturelle fait qu'ils le conservent depuis des siècles. La mode, cette déesse si puissante en Europe, n'existe pas chez eux, et ne change pas plus sous le rapport de l'étoffe, que sous celui de la forme.

L'immobilité des usages et des institutions en Orient, tient au charme de la paresse, soit que ces deux inclinations aient la même source, soit que la paresse conduise à l'immobilité. Le climat a sans aucun doute de l'influence sur l'activité ou l'inaction, non-seulement parce que le climat affaiblit ou fortifie le corps, et donne des ailes ou des chaînes aux organes du mouvement, mais parce que le climat augmente ou diminue le nombre des besoins, et rend plus ou moins difficiles

les moyens de les satisfaire. Un climat doux, tempéré et fertile, favorise ces moyens, et donne un charme particulier à l'inaction; mais aussi dans ce cas, il ne faut pas exagérer l'influence du climat; dans quelque pays que ce soit, au couchant comme au levant, chacun se sent, au fond, enclin à vivre sans travail, dès que la chose est possible. La nécessité fut la mère du premier travail, l'amour des jouissances s'éveilla plus tard, et nous fit entreprendre et supporter bien des travaux qui n'étaient pas d'une absolue nécessité; puis le travail devint lui-même une jouissance; et enfin naquit l'amour même du travail, sentiment plus noble, fondé sur des principes qui nous le font envisager comme un devoir. L'état le plus heureux serait, sans contredit, celui où, excepté le cas de vieillesse et d'infirmité ou de maladie et d'incapacité absolue, personne ne pourrait, sans travail, trouver les moyens de vivre, et où celui qui veut travailler serait toujours sûr de trouver de l'ouvrage et de se procurer par son activité, non-seulement le nécessaire, mais encore toutes les jouissances et les commodités de la vie. Ainsi l'on se tromperait si l'on attribuait seulement au climat le penchant de l'homme à la paresse; il est aussi profondément imprimé dans la nature humaine que le penchant à l'activité, qui lui est opposé; seulement il ne se développe complètement que lorsque les lois et les institutions ne le combattent point. L'état peut le com-

battre de deux manières différentes : tantôt en éveillant dans le peuple de nouveaux besoins qui, pour être satisfaits, nécessitent le travail et la production ; tantôt en excitant de nouvelles idées qui le portent à l'activité et font naître l'amour même du travail. Propriété, sûreté, liberté ne sont pas toujours suffisantes pour changer en activité l'indolence naturelle à l'homme ; c'est ce qu'on peut voir dans plusieurs petits cantons de la Suisse ; mais il n'en est pas moins vrai que le contraire, c'est-à-dire le défaut de liberté ou de sécurité dans la possession, contribue à augmenter considérablement le penchant à la paresse.

Ainsi qu'on a attribué la paresse de certains peuples uniquement à l'influence du climat, on a voulu aussi expliquer de la même manière le monachisme qui, sans contredit, a beaucoup d'affinité avec la paresse.

Mais le monachisme a une autre source. Il est une erreur de l'esprit et du sentiment, et prend sa naissance dans l'exagération d'une idée vraie d'abord, mais qui, envisagée d'un seul côté, est par là même devenue fausse. C'est l'idée que les sacrifices et les privations sont, en eux-mêmes, quoique sans but et sans nécessité, la condition essentielle de la vertu, et forment l'héroïsme du chrétien. Cette exagération fit penser qu'il était plus facile et plus sûr de renoncer au monde, que de résister à ses tentations, et que le salut de l'âme pouvait difficilement s'accorder

avec une vie active et utile à la communauté humaine.

En Égypte et dans l'Orient, les premiers qui se vouèrent à la vie contemplative, ne furent pas d'abord de véritables moines, c'étaient des anachorètes et des hermites. Ce fut en Occident que ceux qui se déterminèrent à quitter le monde, se réunirent en se soumettant à une règle commune, et formèrent des ordres religieux. Ces moines furent dans l'origine actifs et utiles, soit par leurs travaux agricoles, soit par leur charité envers les pauvres, soit enfin par leur zèle pour l'instruction publique et par leurs recherches scientifiques. En Orient au contraire, les anachorètes étaient indolents et inutiles au monde, et cette vie contemplative fut plutôt la suite de la facilité des moyens d'existence, que de la grande chaleur du climat.

Le penchant à l'usage des liqueurs spiritueuses n'a pas non plus pour source unique la douceur ou la rigueur de la température; il a de plus profondes racines dans la nature même de l'homme. L'homme, dans certains moments d'abattement, de fatigue ou de tristesse, veut relever et fortifier en lui le sentiment de la vie, et dans d'autres circonstances, anéantir ou du moins affaiblir ce sentiment. Les boissons spiritueuses opèrent l'un et l'autre effet; il résulte de là qu'elles sont aimées et recherchées par des gens de caractère absolument différent. Un pareil moyen d'attiser ou d'éteindre la flamme de la

vie , ou la conscience de son existence , devient un besoin pour l'homme dans la barbarie , et plus souvent encore dans les temps de décadence et de corruption. Les Musulmans , auxquels l'usage du vin est défendu , le remplacent par l'opium , plus pernicieux encore.

Lorsque Mahomet défendit le vin aux croyants , il ne pensait sûrement pas que l'alcoran s'étendrait un jour jusqu'aux climats qui le produisent en abondance. Il est à remarquer que , dans les pays de vignobles , le vin est bon pour la santé de l'homme , et contribue même à l'entretenir, tandis que dans les pays froids , privés de la culture du vin , il a souvent une dangereuse influence sur la constitution physique de l'homme ; car dans les pays chauds , le sang est plus porté à se décomposer, dans les pays froids, à s'enflammer, et cependant , par une contradiction singulière de la nature , on remarque que les habitants du Nord aiment les boissons spiritueuses plus que les habitants du Midi ; dans les pays chauds , elles portent à de grands excès beaucoup plus rarement que dans les pays froids ; dans les premiers , elles excitent la gaieté ; dans les seconds , la mélancolie et les passions violentes.

On ne peut nier que les boissons fortes n'aient une grande influence sur l'esprit , sur le sentiment, et en général, sur tout le moral de l'homme. Si l'on pouvait , au moyen d'une baguette magique , donner tout-à-coup l'usage du vin comme

boisson ordinaire à un peuple , qui , en général , n'aurait connu jusque-là qu'une boisson toute différente, on remarquerait, dans l'espace de cinquante ans , un changement très-sensible dans le caractère de ce peuple : l'esprit deviendrait plus actif , plus animé , plus vif , le caractère plus gai et plus léger. Il est vrai que par là les passions peuvent être nourries , excitées , quelquefois enflammées jusqu'au délire ; mais défendre les boissons spiritueuses , pour éviter ces inconvénients , serait un moyen imparfait ou violent, et qui manquerait son but , ou n'y conduirait que par des routes détournées et qui exigerait de grands sacrifices. Les lois civiles usurpent sur le domaine des mœurs , lorsqu'elles défendent certains plaisirs , parce qu'on peut les exagérer, et être entraînés par eux à des actions coupables et criminelles. Le législateur peut défendre et punir tout acte auquel donne naissance l'abus de certaines choses , lorsque par là la liberté ou la sûreté des autres pourraient être compromises ou menacées , et par là il peut remédier à l'abus lui-même : mais qu'il ne défende pas une jouissance aussi innocente en elle-même que beaucoup d'autres , et qui ne devient dangereuse que par son excès , surtout si l'on ne peut s'y livrer qu'en secret , et en désobéissant à la loi.

Le suicide , même envisagé comme dépendant du climat et comme une suite de l'influence de l'atmosphère et du genre de vie sur les organes

n'est pas tout-à-fait hors du domaine de la législation , qui peut en quelque sorte l'empêcher jusqu'à un certain point.

Le suicide en lui-même est non-seulement une action contraire aux lois morales et religieuses , mais encore , dans la plupart des cas , aux devoirs civils , puisque par là l'homme se dérobe à tout devoir positif.

Soit que le suicide dépende des raisons physiques , comme chez les Anglais , ou de certaines directions du caractère et de certaines doctrines , comme chez les Romains , voici la question qui reste toujours : Y a-t-il des lois qui , en attachant au suicide certaines conséquences inévitables , pourraient par là l'empêcher ?

S'il y en a quelqu'une , on doit alors s'en servir comme contrepois à opposer au suicide.

Il ne peut être question de punir directement une action qui , par elle-même , se dérobe à toute punition. Certaines idées de honte et de mépris exercent souvent sur l'homme dans les rapports matériels , et plus encore dans les rapports moraux , un pouvoir , qui pour être fondé sur une sorte d'idiosyncrasie de sa nature , plus que sur la raison , n'en a cependant pas moins de force. La vie est un fardeau pour un homme ; bien loin de craindre la mort , il la désire , il est prêt à se la donner lui-même ; mais l'idée qu'on lui refusera la sépulture , que son corps sera jeté à la voirie ,

qu'il attirera le déshonneur sur ses enfants , sur sa famille entière , cette idée sera capable de le détourner du suicide.

Que le suicide soit une maladie , ou le dernier paroxysme d'une maladie , alors même , le pouvoir de l'âme peut vaincre celui du corps , et une idée l'emporter sur une sensation. Le suicide est bien plus un malheur qu'un crime ; mais certaines idées , que les lois peuvent éveiller , pourraient éloigner ce malheur. Le suicide est un acte de passion , on ne sait ce qu'on fait lorsqu'on s'ôte la vie ; mais certaines considérations réussissent souvent à calmer la passion.

Il en est de la disposition des Anglais au suicide , comme de leurs autres singularités ; elle tient à leur caractère , sur lequel la position insulaire de l'Angleterre , son ancienne histoire et sa constitution , ont eu , sans contredit , beaucoup d'influence. Mais le climat a peu ou point de valeur sous ce rapport ; une vivacité sérieuse , un mélange d'activité et de constance , d'agitation et de ténacité , voilà le caractère anglais.

Il est à la vérité plus difficile de conduire un peuple en même temps sombre et vif , qu'un peuple passionné , gai , animé , ou qu'une nation flegmatique , triste et indolente. Le premier prend tout au sérieux et réfléchit mûrement , mais en même temps il agit vivement et avec promptitude ; le second choisit en tout le côté le plus facile , par sa bonne humeur , par son esprit pi-

quant , il réveille le plaisir , adoucit la douleur et glisse légèrement sur toutes choses ; le troisième n'a point la rapidité de conception , encore moins la rapidité d'action , il réfléchit longtemps et sans passion sur le même objet. Le premier de ces peuples ce sont les Anglais , le second les Français , et le troisième les Hollandais. Ces trois peuples , quoique leur climat n'ait point changé , ont été , à différentes époques , gouvernés et dirigés d'une manière tout-à-fait opposée.

Sans contredit , le climat et surtout la manière de vivre et la nourriture qui en dépendent , ont eu sur le caractère de ces trois peuples plus ou moins d'influence ; mais malgré la différence de leur caractère , ces trois peuples ont été soumis à l'arbitraire de leurs gouvernements , ou au moins à la volonté particulière de leurs souverains , et tous trois ont accepté des formes de constitution entièrement opposées entr'elles ; nouvelle preuve que les raisons morales l'emportent dans leurs effets sur les raisons physiques. Le climat ne donnait-il pas aux Anglais , sous le règne de Henri VIII , et aux Français sous celui de Louis XI , le même caractère qu'ils ont eu et développé plus tard ? Et cependant , quelle différence entre ceux d'alors et ceux d'aujourd'hui !...

Le plus ou moins d'estime qu'on accorde aux femmes dans un pays dépend encore des mœurs , et non pas du climat. Aucun pays n'a montré plus de considération pour

que les peuples d'origine germanique, et pourtant, quelle est la législation de la plupart d'entre-eux? Les Allemands ont traité les fautes des femmes, d'une manière fort légère et leur ont appliqué des règles toutes matérielles. Les Visigoths au contraire ont puni l'infraction à la foi conjugale de la part des femmes, de la manière la plus cruelle. Quelle que soit la différence de ces points de vue, et des lois qui en ont été la conséquence, ils s'accordent cependant, en ce que les choses n'ont point été considérées en elles-mêmes et sous le rapport des femmes, mais uniquement en ce qui regarde les hommes.

Cette manière de prendre les choses trahit un peuple qui n'a fait que peu de progrès dans la civilisation. Les Allemands regardaient les fautes de leurs femmes en maris indifférents, les Visigoths en maris jaloux; mais ni les uns ni les autres ne regardèrent les offenses faites aux jeunes filles comme plus punissables ou même comme aussi punissables que celles que l'on pouvait commettre envers les femmes mariées.

La pudeur, qui, chez tous les peuples civilisés, forme l'essence, le charme et la défense du beau sexe, était entièrement inconnue en Germanie, parce qu'elle est le fruit d'une société polic, du développement harmonieux de l'imagination

du sentiment, et du véritable amour moral.

leur de délicatesse ne pouvait se produire

et par là même les lois ne pouvaient

en faire mention. Le climat n'avait certainement aucune influence sur la différence entre les lois des Allemands et celles des Visigoths ; ceux-ci étaient vraisemblablement , lorsqu'ils habitaient les bords du Danube , aussi différents des Allemands sous ce rapport , que sous beaucoup d'autres. Le Soleil de l'Espagne n'avait point provoqué cette jalousie , puisqu'ils avaient conquis ce pays depuis trop peu de temps ; mais ils l'apportaient de leur ancienne patrie , et cette passion , jointe à des mœurs rudes et sauvages , donna naissance à ces lois inhumaines , qui soulevaient les esclaves contre leurs maîtres , les enfants contre leur mère , et détruisaient tous les rapports domestiques.

Rien n'est plus propre à prouver l'insuffisance de la théorie sur l'influence du climat , que la différence de mœurs et de caractère des Chinois , des Japonais et des Indiens. Chez les Chinois , on voit la force et la puissance des institutions civiles et politiques dans toute leur étendue. On ne peut pas dire que ces institutions soient les fruits du climat , qu'il les produise ou les favorise , puisque le climat est à peu près le même au Japon , à la Chine et à la Cochinchine. La nature de ces institutions considérées en elles-mêmes prouve suffisamment qu'elles ne sont ni produites par le climat , ni calculées sur lui. Le peuple du Japon a eu de tout temps un caractère sombre , sauvage et cruel ; ce caractère s'est conservé , malgré la

fertilité d'une nature prodigue, et malgré un climat où l'on est exposé à la vérité, par les volcans et les tremblements de terre, à de fréquents bouleversements, mais dont les forces créatrices sont telles, que les productions de toute espèce naissent des bouleversements eux-mêmes.

La législation qui correspond si bien au caractère national, paraît avoir pris sa source uniquement en lui, et contribué par ses propres erreurs à le fortifier encore; ceci est une grande leçon et une preuve bien remarquable de cette vérité, que quand la législation ne s'élève pas au-dessus des mœurs dominantes et du caractère national d'un peuple, pour chercher peu à peu à les purifier, à les anoblir, elle s'abaisse elle-même et contribue à augmenter encore tous les vices de ce peuple.

Les Indiens sont ce qu'ils sont, moins par l'influence d'un climat doux et d'une nature qui produit presque d'elle-même de quoi satisfaire à tous les besoins de l'homme, que par leur religion; car ils partagent les bienfaits du climat avec les pays voisins, avec Pégu, avec Siam, et là cependant le climat n'a point les mêmes effets. On ne peut pas non plus croire que la religion même des Indiens soit une suite de leur climat, puisque cette religion ne s'est point étendue jusqu'aux peuples voisins.

On a été, dans ces derniers temps, jusqu'à vouloir trouver une différence marquée entre la

poésie du Nord et celle du Midi. L'on a nommé l'une classique et l'autre romantique, et attribué au climat une grande influence sur toutes deux. La première doit être celle des Anciens, qui fleurit dans le Midi de l'Europe, se développa et parvint jusqu'à la plus grande perfection, mais toujours imitative et sans originalité. La seconde doit être née dans le Nord, et portant tous les caractères de la nature septentrionale, s'être répandue dans le Midi, et différer essentiellement de la poésie classique.

Mais la différence entre la poésie classique et la poésie romantique, n'est pas fondée sur leur essence même. Toutes deux présentent les mêmes espèces de poèmes épiques, dramatiques, lyriques, avec un bien petit nombre de différences insignifiantes. Toutes deux ont le même but, toutes deux se rapportent à certaines règles qui découlent de la nature humaine et résultent des lois de la libre activité de l'imagination, de l'esprit et du sentiment. Toutes deux s'efforcent d'atteindre le beau ou le sublime, et portent tour à tour, tantôt plus, tantôt moins, le caractère de l'un ou de l'autre. Malgré cela elles n'ont ni le même ton, ni la même couleur, ni le même esprit; mais c'est la différence entre l'ancien et le nouveau monde et non pas le climat qui produit ces diversités.

Les arts et la poésie sont toujours l'empreinte sensible, le signe vivant d'un certain état de so-

neté et de civilisation. Les siècles ou les pays produisent et reproduisent des objets différents, ou bien les mêmes objets se présentent sous un jour particulier, parce qu'en effet, ils se modifient d'une manière qui leur est propre dans deux époques de civilisation éloignées l'une de l'autre.

Ce n'est point parce que les règles de l'art changent d'une époque à l'autre, que la poésie classique et la poésie romantique se sont formées comme deux mondes opposés. Les règles de l'art restent toujours les mêmes, et sont éternelles, parce qu'elles ont exigé et qu'elles exigent toujours unité, diversité, vérité, vivacité, ordre et liberté. On ne peut pas non plus tracer une ligne de démarcation entre les deux poésies à l'égard de leur différente manière d'exprimer et de dépeindre. Elles sont les mêmes dans toutes deux, et chacune d'elles conserve toujours le caractère qui lui est propre.

Mais l'ancien et le nouveau monde ne se ressemblent point; la civilisation a adopté chez tous deux des formes spéciales. Cette circonstance seule a amené et produit la différence qui existe entre ces deux sortes de poésie. La religion chrétienne avec sa tendance toute spirituelle en contraste avec la religion sensuelle de l'ancien monde, la dignité et l'égalité de droits des femmes comparées à leur abaissement et à leur état de servitude dans les temps anciens, l'esclavage qui formait la base des anciennes institutions comparé

à la liberté individuelle des États modernes , la division du travail entre des mains libres, le mélange continu des deux sexes dans la société , l'action continue du commerce sur tous les rapports sociaux, les influences encore subsistantes de plusieurs institutions du moyen-âge comme , par exemple , de la chevalerie, tout cela forme d'actifs et puissants principes qui présentent entre la vie du nouveau monde et celle de l'ancien le contraste le plus tranchant.

Le caractère des sujets détermine le ton , la couleur, le caractère particulier de l'art qui cherche à les imiter et à les reproduire , parce qu'en général l'artiste travaille pour les contemporains. De là , la différence entre la poésie de l'ancien monde et celle du nouveau. Une nature cultivée, travaillée , modifiée , appliquée autrement , une société organisée d'une manière particulière , composée d'éléments tout-à-fait différents , une religion appartenant à un ordre de choses plus élevé , offrant des merveilles toutes différentes de celles de la religion payenne, présentant au lieu d'êtres surhumains , il est vrai , mais cependant finis et vivant avec les hommes dans une sorte d'intimité , un pouvoir éternel , invisible , qui domine sur les hommes , toutes ces circonstances réunies devaient nécessairement avoir une grande influence sur la poésie des modernes , et peuvent , en quelque sorte , justifier cette division favorite de nos jours , en poésie

classique et poésie romantique , quoique ces dénominations éveillent des idées accessoires qui peuvent facilement embrouiller la question.

Tout en admettant une autre cause de la différence de ces deux poésies que celle de l'influence du climat septentrional ou méridional , je suis pourtant très-éloigné de nier cette influence du climat sur la vie poétique et sur le caractère de la poésie ; mais la contemplation habituelle d'une nature entièrement différente a beaucoup plus d'influence sur le sentiment et l'imagination du poète , que le degré de chaleur ou de froid , ou que toute autre cause matérielle de la vie physique.

Cet aspect de la nature , qui dépend indirectement du climat , donne aux facultés morales et intellectuelles de l'homme , une direction et un caractère particulier.

L'imagination élève son vol avec les montagnes et perd , dans les pays plats , de sa force et de son élan ; elle prend une teinte sombre sous un ciel nébuleux , dans les régions où pendant une grande partie de l'année la terre est couverte de neige et de glace , où la triste verdure du sapin rappelle seule la fécondité de la nature. Sous un ciel d'azur , dans une atmosphère balsamique , au milieu des orangers et des citronniers en fleurs , elle s'éclaircit , s'égaie , devient douce , agréable et riante. Hardie comme la nature , quand la nature lui présente des monts escarpés , de profonds pré-

cipices , des formes gigantesques , des objets sublimes , elle devient lente , froide et stérile , dans les pays qui ne lui offrent qu'une fertilité terné et uniforme. Brûlante, riche de couleurs comme le soleil, volcanique comme les monts qui vomissent le feu , riante comme les plaines , voluptueuse comme l'air, la poésie du midi est un jeu de l'imagination, vif, animé et brillant ; elle s'arrête toujours et volontiers sur la nature extérieure et sensible , et représente le monde qui l'entoure avec la magique magnificence de ses couleurs et la séduisante beauté de ses formes. Sous l'influence inappréciable d'une telle nature, l'âme du poète se confond avec les objets qu'il décrit , et quoiqu'il tire à la vérité ses créations de lui-même, les productions de son imagination prennent cependant une vie extérieure et se transforment en un monde réel.

Au Nord, la nature n'offre pas à l'âme cette innombrable quantité d'images, de figures, de sensations ; qui se surpassent l'une l'autre en beautés et en agréments. Bien loin d'être invité par ses alentours à sortir de lui-même, l'homme est rebuté par l'âpreté de l'air, par les objets nébuleux, tristes et sévères dont il est entouré, et forcé à se renfermer dans son intérieur ; ses propres sentiments l'occupent beaucoup plus que les sensations du dehors. Ses idées, ses perceptions, plus vives et plus intéressantes que le monde extérieur, l'attachent bien davantage ; il se sent

moins entraîné à peindre ce monde , à le décrire, à le prendre pour modèle, qu'à exprimer avec feu et énergie ses propres idées, ses passions et ses sentiments. L'âme du poète n'est pas une glace fidèle, où se peignent les formes et les couleurs du monde extérieur ; elle est plutôt un fond intime et invisible, sur lequel elle dessine et colore ses propres sentiments, ses sensations qui se réfléchissent ensuite dans des mots, des sons et des images.

La poésie du Midi, dans sa vie animée et sensuelle, est plutôt objective, la poésie du Nord, plus occupée à contempler qu'à décrire, se montre dans son essence de pensée et de méditation, beaucoup plus subjective.

Que l'on compare la poésie allemande et anglaise avec la poésie italienne et espagnole, l'on verra la vérité de ce parallèle, et la réalité des différences que nous exposons. La première a toujours quelque chose de philosophique et de didactique ; elle est sérieuse, grave, riche de pensées ; les descriptions gracieuses, les tableaux rians ou terribles y sont plus rares que l'expression de sentiments et d'observations individuelles, et même, lorsque le monde extérieur répand ses formes et ses couleurs sur cette poésie, on y sent toujours en quelque sorte, l'influence d'un monde invisible ; tout s'y rapporte à l'immatériel, et l'on y trouve partout des échappées vers l'éternité et les mystères de l'infini.

La poésie du Midi offre très-rarement ce carac-

tère. Dante, dans lequel il se fait remarquer, soit par les sujets qu'il a traités, soit par le sérieux et la sombre profondeur de son génie, fait une exception à la règle générale, et forme à lui seul une classe à part. Il a été très-admiré dans sa patrie, il l'est encore ; mais il s'est ouvert un chemin où aucun de ses concitoyens ne l'avait précédé, où aucun ne l'a suivi. Il n'y a point de poète qui offre, moins que lui, une couleur nationale ; aussi, loin de former une école en Italie, il n'a pas même trouvé un imitateur. En Espagne, entre tous les poètes célèbres, Louis de Léon s'est le plus rapproché de cette tendance immatérielle, de cette mélancolie réflexive, de cette sentimentalité élevée, qui sont en général étrangères à ses compatriotes. On trouve souvent aussi dans Calderon ce ton et cette couleur, qui, d'ailleurs, sont plus en rapport avec la poésie lyrique qu'avec la poésie dramatique ; car dans cette dernière il est plus difficile de les allier avec la vivacité des aperçus et l'individualité des caractères. Mais des exceptions, des exemples rares, n'affaiblissent point la règle générale, et ne prouvent pas plus contre elle, que ne le font les poètes allemands et anglais, qui, quelquefois, par l'éclat de leurs couleurs et le caractère de leur poésie, se rapprochent des poètes espagnols et italiens.

C'est ainsi que Wieland a, dans son *Obéron*, quelque chose de la manière de l'*Arioste*, que Goëthe, dans son *Hermann et Dorothée*, rappelle

Homère, c'est ainsi que la poésie de Shakespeare est tout-à-fait objective et dramatique.

La poésie française tient le milieu entre ces deux genres, comme la France elle-même tient le milieu entre le Sud et le Nord de l'Europe. Elle est moins contemplative, moins réfléchie, et en même temps moins hardie, moins religieuse, moins élevée que l'allemande et l'anglaise; de l'autre côté, elle est moins pittoresque, moins animée, moins objective que l'italienne et l'espagnole. Elle a plus d'individualité que la première, moins que la seconde.

La poésie française est oratoire, la poésie allemande et l'anglaise ont une tendance philosophique, la poésie italienne et l'espagnole sont, si je puis m'exprimer ainsi, plus purement poétiques.

Pour résumer en peu de mots, ce qui a été dit, sur la différence de la poésie, chez les différents peuples, la poésie classique montre plus d'objectivité, la poésie romantique, plus de subjectivité. La poésie du Midi s'accorde plus avec la première, et celle du Nord, plus avec la seconde.

Cette différence se fonde sur des raisons plus puissantes et plus solides que l'influence du climat; mais l'influence des diverses formes et des couleurs de la nature dans le Nord et dans le Midi, et les rapports étroits qui existent entre elles et la direction des esprits, ne doivent pas non plus être méconnus.

DE L'APPRÉCIATION

DU MOYEN-ÂGE.

THÈSE.

Le moyen-âge fut un temps d'ignorance et de barbarie ; il présente sous tous les rapports un tableau de despotisme et d'esclavage, qui n'excite et ne mérite que le mépris et l'horreur.

ANTITHÈSE.

Le moyen-âge fut un temps de jeunesse, de développement, de vie active, un temps poétique où l'imagination et le sentiment portèrent leurs fruits les plus savoureux, où l'autocratie, le principe du despotisme, n'existait pas, et où l'on jouit de la liberté individuelle, plus que dans aucun autre temps.

DE L'APPRÉCIATION DU MOYEN-AGE.

Lorsque l'empire romain fut tombé dans la corruption, les germes de destruction, de désorganisation et d'anarchie devinrent semblables à ces plantes venimeuses, qui, formées dans les racines ébranlées d'un tronc gigantesque, se multiplient et se répandent d'une manière ef-

frayante; alors les peuples du Nord et de l'Occident inondèrent les États de l'Europe avec la violence d'un torrent auquel rien ne put résister, et brisèrent avec facilité les faibles digues qu'on leur opposa. La force des barbares était, sans aucun doute, une force brutale et destructrice; mais en même temps il y avait en elle un principe de vie et de santé, un sang nourri des sucres les plus purs, qui pénétra dans les veines de ce corps de l'empire romain si énervé et si corrompu; l'ancien monde dissous tomba en ruines; mais un monde nouveau se forma et se consolida peu-à-peu. La force des barbares se soutint longtemps sans s'affaiblir, la mesure et la règle leur furent données par le temps, par la religion et par la civilisation, suite des nouveaux rapports de propriété. Lorsque la première explosion de la tempête se fut calmée, l'agriculture succéda à la destruction, le christianisme mit un frein aux passions, les églises et les couvents devinrent le centre et l'école de la civilisation renaissante; ils adoucirent les mœurs, et donnèrent aux âmes rudes et sensuelles une tendance et des besoins spirituels, entièrement distincts de la vie physique. Les lois romaines conservèrent, gardèrent ou retrouvèrent leur considération et leur pouvoir chez les vaincus; les lois germaniques dans leur simplicité et leurs spécialités restreintes leur furent opposées, et régnèrent sur les vainqueurs et les maîtres du monde; il naquit de là un ordre de choses imparfait, sans

ensemble, entièrement différent du premier ; il se développa lentement, mais il contenait le fondement d'un ordre nouveau, applicable à un état social plus parfait. On peut nommer barbares, les peuples de Germanie qui l'introduisirent, en tant que la perfection de tous les arts de la vie et les institutions politiques leur étaient étrangères ; mais sous le rapport de la corruption, des vices de tout genre, de la cruauté et de l'arbitraire, c'étaient les habitants des provinces romaines et le peuple romain lui-même, qui étaient les véritables barbares. Un tronc sauvage, sur lequel le temps fait prospérer la bienfaisante opération de la greffe, est bien préférable à un arbre épuisé, et la force d'une jeunesse orageuse et déréglée, qui laisse entrevoir un meilleur avenir et toutes les espérances encore en fleur, est bien préférable à une vieillesse n'ayant pour tout bien que de grands souvenirs qui contrastent plus vivement avec son impuissance et sa nullité actuelles.

C'est ainsi qu'on doit envisager les rapports du moyen-âge avec le monde romain, et quant aux âges modernes qui lui succédèrent, si l'on veut les comparer avec lui, ils seront, à l'égard du moyen-âge, ce qu'est l'effet à la cause, le but au moyen, une végétation brillante à la semence jetée sur les champs, le soleil du Midi au premier rayon du matin. Mais on ne doit jamais oublier, que chaque saison de l'année, chaque heure du jour, offre ses beautés particulières.

Sans vouloir nier la supériorité du temps présent sur le moyen-âge, on doit se garder de méconnaître les avantages qui caractérisent ce dernier ; comme ses partisans les exagèrent, comme ses détracteurs les rabaissent, et que les uns et les autres sont également injustes, la vérité exige qu'on examine les deux opinions, et qu'on les pèse avec impartialité.

Les principaux éléments et les parties caractéristiques du moyen-âge peuvent se résumer facilement, parce que la simplicité dans les rapports, dans les lois, dans les mœurs, dans les formes de l'ordre social, fait son essence particulière. La féodalité développée par la guerre et les conquêtes, mais dont on trouve déjà le germe dans les forêts de la Germanie ; la supériorité du pouvoir spirituel sur le pouvoir temporel, et plus tard, la lutte entre ces deux pouvoirs ; la chevalerie avec sa vaillance aventureuse, sa sauvagerie indépendance, son obéissance religieuse, son amour enthousiaste, sa passion pour le chant et la poésie ; la fondation et l'agrandissement des communes, ces pépinières de civilisation et de liberté, ici favorisées, là combattues, tantôt victorieuses, tantôt vaincues par les princes et les chevaliers ; enfin le servage qui formait la base de cet édifice, comme un terrain sans vie porte la nature animée, tout cela peut offrir l'esquisse du moyen-âge.

Dans les traits caractéristiques de ce temps, un

œil impartial peut facilement saisir des rapports, qui loin de fonder et de justifier l'accusation de barbarie et d'esclavage qu'on dirige contre le moyen-âge, prouvent plutôt le contraire, et le font envisager comme le germe de la liberté et de la civilisation.

La féodalité présupposait une propriété concédée en fief, mais qui ne pouvait être enlevée sans motif et sans jugement; elle supposait aussi un service personnel et volontaire en temps de guerre. Elle forma une chaîne de dépendance et de domination, ou plutôt une foule de chaînons adaptés à un très-petit nombre d'anneaux; et qui tous se rattachaient à un anneau principal. Chaque membre de ce grand tout formait en quelque sorte une unité indépendante, sur laquelle d'autres s'appuyaient, mais qui, bien que libre, avait à son tour besoin d'un appui qu'elle trouvait dans un pouvoir supérieur, dans une unité plus élevée. Cet ordre de choses n'était pas, à la vérité, très-propre à donner à l'ensemble une existence forte et paisible, ni à lui procurer les moyens de s'immiscer dans les rapports extérieurs des autres peuples. Ce n'était qu'une aristocratie sous la forme monarchique; le roi n'était que le premier entre ses pairs, le premier suzerain, mais généralement sans pouvoir, s'il ne réussissait par ses qualités personnelles à inspirer l'admiration et l'amour, ou le respect et la crainte. Mais au fond, et en considérant les choses de près, toutes les

constitutions ne sont plus ou moins , et dans un sens plus étendu ou plus limité , rien autre chose que l'aristocratie sous des formes diverses. Les lois d'élection , dans les nouvelles constitutions représentatives , n'établissent-elles pas une vraie aristocratie , en ce que , d'accord avec la raison , elles ne reconnaissent et n'assurent le droit politique d'électeur et d'éligible qu'à un très-petit nombre d'individus ? En effet , que sont dans un État comme la France , sans compter même la pairie , que sont les 80,000 électeurs et les 10,000 éligibles , sinon les éléments d'une bienfaisante aristocratie , qui , à la vérité , n'est pas héréditaire dans le sens exact de ce mot , mais présente cependant quelque chose de l'hérédité , puisque la propriété foncière , au moins la plus considérable , ne change pas très-promptement , et qu'en général elle se conserve pendant plusieurs générations dans les mêmes familles.

Des rapports de la féodalité combinés avec l'esprit du temps et la force des circonstances , se forma et se développa d'elle-même la chevalerie. Son but était de resserrer et d'affermir les liens relâchés de la société , de réprimer l'oppression , et le sauvage excès d'une force qui trop souvent ne reconnaissait aucun frein. Dans les commencements , elle ne manqua point son but ; mais ce remède donna naissance à une maladie nouvelle qui se répandit chez tous les peuples ; les armes , qui ne devaient servir qu'à défendre , apportè-

rent avec elles de nouveaux dangers. Le pouvoir de l'honneur, des mœurs, de la religion, avec lequel la chevalerie voulait combattre et vaincre les forces brutales des particuliers, prit bientôt un caractère arbitraire et passionné, le principe moral de la chevalerie succomba sous le principe matériel. Mais on ne peut nier que cette singulière institution, particulière au moyen-âge, releva considérablement le mérite personnel d'une certaine classe d'hommes; l'individualité de plusieurs se développa admirablement; la vaillance et la douceur, l'énergie et la modération, le courage et le désintéressement formèrent une noble alliance, et tandis que les plus nobles natures se mouvaient individuellement dans une vaste carrière, la liberté acquit une plus grande latitude. Rien ne fut plus étranger à la chevalerie, dans ses premiers beaux jours, que l'esclavage, la soumission aveugle ou la barbarie des mœurs.

A l'époque où les nations germaniques, si puissantes et si indomptables, inondèrent l'Europe, sans reconnaître d'autre pouvoir que celui des armes, et plus tard encore, lorsque les combats des vassaux entr'eux et contre leurs seigneurs se renouvellaient chaque jour, lorsque la chevalerie oubliant sa destination, agissait contre elle-même, ce fut un bonheur pour l'humanité que le pouvoir de l'église et des papes s'élevât peu à peu, et réussît à étendre son influence sur tous les rapports de la vie sociale. Ce pouvoir, dont on abusa

souvent dans de bonnes intentions, fut tantôt bienfaisant, tantôt nuisible, et se développa comme le contrepoids nécessaire de cette force physique, de cet arbitraire sans bornes, qui s'étendaient toujours davantage. Il résulta de là un combat entre l'esprit et le corps, entre les besoins intellectuels et les penchants sensuels, entre les idées et les passions, entre le monde inconnu et le monde visible, où l'église et le pape représentèrent le parti spirituel.

Le pouvoir ecclésiastique, on ne peut le nier, éleva ses prétentions au-delà de toute imagination; il s'insinua dans tous les rapports sociaux, et s'y arrogea la souveraineté; il ordonna et défendit, régla et désorganisa, récompensa et punit, ce qui réellement était hors de son domaine, ce qui appartenait et devait toujours appartenir au pouvoir civil. Mais on ne doit pas oublier que l'État, dans le sens actuel de ce mot, n'existait nulle part, que la différence entre les lois religieuses et les lois civiles était à peine soupçonnée, qu'une contrainte imposée par une loi régulière, qui est le véritable appui de la liberté, n'avait point encore paru dans le monde, que les princes et les nobles se seraient tout permis impunément s'ils n'avaient eu quelque crainte des sentences de l'église et des papes. Que l'on pense à toutes ces considérations, et non-seulement on rendra justice au pouvoir ecclésiastique du moyen-âge, mais encore, en le considérant comme un remède

nécessaire , on ne pourra lui refuser l'admiration. D'autres temps ont découvert et employé de meilleurs remèdes , ils ont su mettre aux passions un frein plus convenable ; mais on ne peut nier que la digue que l'église leur opposait jadis , ne fût alors aussi majestueuse qu'utile.

L'établissement des communes , l'augmentation toujours croissante de leurs richesses , les formes de leurs institutions , leur esprit public si actif , sont en quelque sorte la couronne du moyen-âge. Il s'éleva en Italie , en France , en Allemagne , en Suisse , une quantité de petites républiques , qui durent , sinon leur fondation , du moins leur prospérité , en partie aux rapports commerciaux qu'amènèrent les croisades , en partie à la prudente prévoyance des souverains et des princes , qui avaient besoin d'un contrepoids dans la balance contre la noblesse , et en partie enfin , aux querelles intérieures et aux divisions entre les différents pays. C'est ainsi que les guerres entre les Guelphes et les Gibelins contribuèrent à l'existence des communes en Italie. En Allemagne , ce furent les différends entre les empereurs et les papes ; en France , les luttes sans cesse renaissantes entre les rois et les grands vassaux. Quelque tristes et nuisibles que fussent ces circonstances , elles développèrent cependant , dans les villes , les franchises politiques et civiles , et surtout un sentiment de liberté élevé , entreprenant , grandiose , qui ne le cédait en rien aux beaux temps de la Grèce et de Rome :

A aucune époque la bourgeoisie ne montra autant de force et de dignité, autant d'activité et d'esprit public. Le développement si remarquable des communes, dans le moyen-âge, serait seul suffisant pour sauver son honneur, et pour réfuter victorieusement le reproche de despotisme et d'esclavage qui lui a été fait. A la vérité, la plupart de ces républiques étaient aristocratiques. Mais les républiques de la Grèce, ainsi que celle de Rome, dans son plus beau temps, n'étaient-elles pas assujéties à ces mêmes formes? On ne peut nier que dans les États du moyen-âge, on vit souvent de sanglants combats, et des partis furieux les uns contre les autres; mais qu'on se rappelle les temps de la guerre du Péloponèse, où, dans chaque ville, l'élément aristocratique et l'élément démocratique luttaient l'un contre l'autre de la manière la plus cruelle, et si l'on se reporte de là à l'histoire du moyen-âge, on sera plus disposé à justifier, ou du moins à expliquer et à pardonner.

Après cette courte dissertation sur l'esprit et l'état du moyen-âge, la plupart des reproches que lui ont faits ses antagonistes et ses détracteurs paraîtront sous un jour plus favorable; cependant, le servage et l'esclavage héréditaire, sans propriété assurée, sont un vice qu'il est impossible de justifier, et qui, se propageant plus tard, porte encore de tristes fruits.

Ces maux attaquaient la masse du peuple, et ils

forment par là même, une tache qui obscurcit incontestablement le tableau du moyen-âge ; mais ils furent la suite nécessaire du bouleversement total qui mit fin à l'empire romain. Cet état de choses se forma, en partie par la conquête, et en partie par l'absence totale d'industrie et de commerce.

La conquête, d'après les principes et les idées des peuples germaniques, qui ne voyaient de dignité que dans le courage, de mérite que dans la victoire, amena naturellement la différence entre les vainqueurs, à qui toute propriété semblait appartenir de droit, et les vaincus qui avaient tout perdu. Cette différence en entraîna avec elle une seconde, celle entre l'homme libre ou le vainqueur, et le serf ou le vaincu. D'après les notions de ce temps-là, le prisonnier de guerre tombait dans l'esclavage personnel, en sorte que le servage parut encore l'esclavage le moins dur. Au reste, tout l'ancien monde partage ces idées avec le moyen-âge, de sorte que, lorsqu'on veut rabaisser celui-ci et relever l'autre, l'on ne doit pas oublier que toutes les républiques de l'antiquité avaient pour base l'esclavage de la majorité des habitants, et que la proportion entre les esclaves et les hommes libres est beaucoup moindre en faveur des derniers dans l'antiquité que dans le moyen-âge.

Pour apprécier cette période, on ne doit pas perdre de vue que les formes représentatives auxquelles notre siècle met un si grand prix ou se

trouvent dans le moyen-âge ou du moins sont un développement de l'état de choses qui existait alors. La représentation par *ordre*, se forma partout où le clergé et la noblesse eurent assez de richesses et de pouvoir pour que les princes et les rois fussent obligés de les consulter sur tout ce qui avait rapport au bien public, et où ils étaient assez nombreux et répandus sur une superficie de terrain assez vaste pour qu'ils ne pussent ou ne voulussent paraître tous en personne et pour qu'ils fussent en conséquence, obligés à se faire représenter. Les assemblées, et la manière dont elles étaient composées jadis, étaient entièrement conformes aux vrais principes politiques.

Les droits politiques doivent dépendre de la propriété et de la fortune, dans le même rapport que les devoirs qu'ils imposent, et les seconds doivent déterminer les premiers. Ceux qui ont le plus de propriétés, et particulièrement de propriétés foncières, doivent avoir le droit de délibérer sur les affaires publiques; celui qui a le plus de devoirs à remplir envers l'État, doit aussi recevoir et exercer plus de droits politiques.

Ce principe garantit la sûreté et le bien être de tous les autres habitants d'un pays, et même des prolétaires. Dans le moyen-âge, il n'existait presque pas d'autre fortune que la propriété foncière; c'était celle au moins qui avait la supériorité la plus marquée; la propriété foncière, à l'exception des domaines des princes, était

toute entière entre les mains du clergé et de la noblesse, et ces deux corporations avaient envers la nation des devoirs sacrés à remplir. Le clergé était chargé de l'instruction dans ce monde et du salut de l'âme dans l'autre monde. C'était la noblesse seule qui devait défendre le pays et faire la guerre. Ces deux ordres formaient avec le prince tout l'État, et ils devaient aussi, par l'administration de la justice, avoir la plus grande influence sur les intérêts publics. Au temps de la conquête, et plus tard encore, les conquérants formaient une armée bien plus qu'une nation. L'État n'était qu'un camp et l'on avait besoin non d'un prince, mais d'un général.

Lorsque l'état des choses devint plus pacifique, et que les rapports civils prirent une sorte de consistance, l'on eut besoin d'un juge, plus que d'un général. Les rois et les princes du pays étaient l'un ou l'autre, suivant les circonstances. Mais quoiqu'en général, leur pouvoir eût augmenté, l'idée de la souveraineté et la chose elle-même étaient entièrement étrangères à ce temps. L'une et l'autre ne se sont développées que beaucoup plus tard.

Par le cours naturel de la société, les fortunes mobilières se formèrent dans plusieurs pays avec l'industrie et le commerce, mais cette dernière phase sociale a été attribuée à la profonde politique des rois et des princes, et l'on a supposé qu'ils avaient encouragé le développement des com-

munes, afin d'opposer un contrepoids au pouvoir de la noblesse et des grands propriétaires. Mais l'influence du tiers-état se forma d'elle-même, et fut une suite naturelle des circonstances.

Les communes durent leur naissance, soit à leur position géographique, qui en faisait des comptoirs et des entrepôts pour le commerce, soit à la disposition naturelle qu'ont les diverses industries à se réunir pour se prêter secours, se servir mutuellement d'appui et se préserver de la violence et de l'arbitraire. Lorsque les communes s'accrurent, et que le tiers-état devint de plus en plus riche, il forma de lui-même un contrepoids aux propriétaires fonciers. Les rois virent sans doute volontiers ce changement; mais il ne s'en suit pas qu'ils l'eussent eux-mêmes provoqué par un plan concerté. A la vérité, ils reconnurent bientôt qu'il était de leur intérêt et de celui de la justice, que les bourgeois fussent appelés comme troisième ordre, dans l'assemblée des États. De cette manière, les formes représentatives furent introduites dans tous les pays pendant le moyen-âge, et quelque imparfaites qu'elles puissent paraître à plusieurs théoriciens, d'après les idées du jour, elles furent cependant le fondement de constitutions où l'ordre et la liberté se trouvèrent réunis, et qui continrent le germe de plusieurs améliorations qui se développèrent plus tard. C'est ainsi que dans ce moyen-âge tant décrié toutes les semences de l'organisation des États furent amenées

par la prudence et le discernement , ou par les circonstances elles-mêmes.

Mais si nous rendons justice au moyen-âge , à ses avantages , à son mérite , nous sommes bien loin de partager l'enthousiasme de ses admirateurs déterminés , et de le placer aussi haut qu'ils l'exigent. On entend souvent affirmer que dans le moyen-âge , l'on trouvait plus de mouvement et de vie dans l'imagination et le sentiment , plus de poésie et d'élévation dans les entreprises , plus d'héroïsme dans les actions , quelque chose de plus saillant dans les individualités , plus de simplicité dans les mœurs du peuple , plus de magnificence dans la dépense des grands et des riches , et surtout plus de mouvement et de liberté dans la vie publique , qu'on n'en trouve dans les temps modernes. Notre siècle est souvent méconnu et rabbaissé ; on blâme sa marche uniforme , sa tendance prosaïque , sa forme régulière et inanimée , le penchant qui l'entraîne vers l'utile , vers les opérations et les travaux matériels , les chaînes pesantes qu'elle impose à toutes les entreprises , à toutes les forces des individus , pour rapporter tout à la pensée générale de l'État , et particulièrement les progrès du pouvoir suprême , sous le nom de souveraineté , aux dépens des pouvoirs intermédiaires.

Ce penchant à relever le moyen-âge si fort au-dessus du présent , et à vouloir reproduire ou du moins imiter , dans le temps où nous vivons ,

ses mœurs, ses usages, ses plaisirs, sa manière de vivre, son architecture, sa poésie, ses institutions, s'est tellement répandu, surtout en Allemagne, qu'il a causé beaucoup d'essais inutiles et même dangereux.

Cette singulière manie des Allemands, dans ces derniers temps, s'explique et s'excuse lorsqu'on réfléchit combien dans le siècle passé et même de nos jours, l'Allemagne est descendue de la hauteur où elle était placée dans le moyen-âge, et qu'elle méritait à juste titre par son existence politique, par sa grande influence sur tous les États voisins, par son énergie dans tous les rapports de la vie civile, comparées à l'état d'affaiblissement, d'asservissement à l'extérieur, de division et de désorganisation à l'intérieur, dans lequel elle est tombée depuis. Les meilleurs d'entre nous sentaient tout ce que l'époque actuelle avait de lourd et d'humiliant; ils avaient la conscience et de l'indignité des circonstances où se trouvait l'Allemagne, et de la dignité de la nation; pleins de grands souvenirs, ils voulaient les manifester de nouveau par des sentiments et des actions du même genre. Leur but était honorable et d'une utilité générale, mais ils se trompèrent dans le choix des moyens; le but était désirable, mais les mêmes causes n'eussent pas reproduit les mêmes effets, et il n'y avait point de pouvoir magique qui pût ramener ces causes. Pour anoblir et relever le présent, le passé ne pouvait être d'aucun

secours ; c'était sans retour qu'il était détruit. C'est dans le sein du présent lui-même qu'on devait entreprendre avec courage d'agir et de chercher des moyens en rapport avec le siècle actuel , pour réussir à amener un glorieux avenir. C'est ce qu'on a fait plus tard avec succès ; mais l'erreur n'a pas entièrement disparu , et une aveugle préférence pour les avantages vrais ou imaginaires du moyen-âge existe encore dans quelques esprits.

On peut en voir un exemple dans la ridicule manie qui entraîne vers le gothique ; l'architecture gothique , si différente de l'architecture grecque , a sans contredit un caractère grandiose et majestueux qui approche du sublime , comme la dernière approche du beau idéal ; elle est en rapport avec la religion chrétienne , et répond à son essence sérieuse , mystique , et immatérielle ; si elle ne découle pas précisément du christianisme , elle en conserve si bien l'empreinte , qu'ils semblent inséparables , et qu'on ne peut méconnaître l'influence réciproque qu'ils exercent l'un sur l'autre. Mais pour que le gothique ne manque pas son effet et se montre dans toute sa grandeur , il demande de grandes masses. Ce style est seulement convenable aux églises ou aux bâtiments qui doivent être en harmonie avec une nature sauvage et romantique. Mais employé dans les demeures ordinaires du bourgeois , non-seulement il n'a aucune convenance , mais tombe faci-

lement dans le ridicule. L'architecture civile doit toujours être en rapport avec le genre de vie, les besoins, les mœurs et les usages du temps ; ainsi, un appartement gothique devrait nécessairement contenir des meubles et des ustensiles gothiques ; ces derniers amèneraient naturellement le costume gothique chez ceux qui devraient l'habiter, et enfin, pour être conséquent, et ne pas se contenter d'imiter à demi, il faudrait ramener la langue, l'écriture et même les occupations du moyen-âge, ignorer et renier son siècle, ce qui serait non-seulement du plus mauvais goût, mais encore complètement absurde ; comme il serait ridicule d'exiger qu'une époque qui était ce qu'elle pouvait et devait être, ressemblât au temps présent, il ne le serait pas moins de vouloir transporter le temps actuel dans le temps passé.

On peut appliquer ce raisonnement à tous les autres avantages dont nous avons fait mention plus haut, que l'on accorde à tort ou à raison au moyen-âge, et qu'on voudrait miraculeusement reproduire dans le nôtre. Il est hors de doute, que dans la jeunesse des peuples, l'imagination avait un élan hardi, une couleur fraîche, un ton naïf, et une empreinte particulière, mais on a exagéré le mérite des *Nibelungen* et des autres poèmes épiques du moyen-âge, des romances, des ballades, des chants des ménestrels et des troubadours, et on a oublié ou refusé de reconnaître qu'il en

est d'une nation parvenue à un âge viril, comme du poète de génie lui-même. L'une et l'autre produisent des œuvres qui n'auront point les erreurs et les fautes, mais qui n'auront pas non plus les beautés des productions de la jeunesse. Ce qui peut-être manque à l'âge mûr en naturel, en vivacité de sentiment, il le regagne en abondance d'idées, en perfection de formes, en alliance heureuse de l'unité et de la diversité.

Il en est de même des mœurs, des usages, des actes de la vie dans la société civile. Dans le moyen-âge, les mœurs de la masse du peuple paraissaient plus simples, parce que le peuple était pauvre, parce qu'il y avait peu de rapports entre les personnes et les choses, et que les arts mécaniques, encore dans leur naissance, loin de créer de nouveaux besoins, et d'exciter des jouissances de tout genre, suffisaient à peine aux premiers besoins de la nature d'une manière sûre, facile et agréable. La dépense des riches paraissait plus considérable et plus magnifique, soit parce qu'elle faisait un contraste avec la pauvreté générale, soit parce qu'elle n'avait lieu que rarement, et dans des circonstances extraordinaires. Une force sans frein se meut avec plus d'énergie, mais souvent elle n'a aucun but, ou elle a un but coupable, parce qu'elle ne connaît ni règle ni lois; au contraire, de nos jours, la force est circonscrite dans les bornes de l'ordre, de la convenance, de l'opinion, et par là même elle a plus

d'étendue et d'efficacité, mais moins de grandeur extérieure. Si dans le moyen-âge l'on fut plus frappé de l'individualité de certaines grandes natures, ce n'est pas qu'en effet elles fussent plus extraordinaires; mais c'est que l'ensemble de l'humanité, reléguée au plus bas degré de la civilisation, contrastait bien plus avec ce petit nombre. Là où l'ensemble plus cultivé parvient tout entier à une plus grande hauteur, les masses l'emportent sur les individus, et il est alors bien plus difficile à ces derniers de s'élever au-dessus de leurs compatriotes, ou du moins de paraître aussi supérieurs qu'ils le sont en effet.

Ce que regrettent le plus les admirateurs du moyen-âge, c'est que l'on ait ôté à la noblesse, au clergé, à la bourgeoisie, la puissance qui mettait des bornes étroites aux droits de l'État et au pouvoir des rois, et qu'à sa place, l'unité de l'État et sa force dominatrice résidant dans le souverain se soient formées aux dépens des différents ordres. Cependant l'une et l'autre étaient devenues aussi nécessaires qu'elles se sont montrées bienfaisantes. La souveraineté n'a en effet jamais existé dans le moyen-âge telle qu'elle est dans sa forme actuelle celle-ci est une suite toute naturelle du changement des différents rapports du temps, du progrès de la civilisation et des besoins du peuple. La complication et la multiplicité des intérêts de la société, la division du travail et l'activité toujours croissante de toutes les forces produc-

trices, rendirent plus sensible et plus urgente la nécessité d'un pouvoir général, énergique et bien déterminé. Le soin de pourvoir à sa subsistance personnelle absorba l'attention de chaque individu et employa tellement son temps, qu'il abandonna volontiers la direction entière et absolue de l'ensemble aux princes et aux rois. Chacun s'occupa beaucoup plus de ses intérêts particuliers que de l'intérêt général. La noblesse avait perdu son indépendance par la grande révolution qui s'était opérée dans l'art de la guerre et dans la manière de la conduire. Les armes à feu firent disparaître les armes des siècles précédents, ou du moins l'emportèrent considérablement sur elles. L'abus que les grands vassaux avaient fait de leur pouvoir contribua aussi à l'altérer. A mesure que la puissance de la noblesse déclinait, celle des princes et des rois augmenta dans la même proportion; la noblesse redouta l'influence du tiers-état, le tiers-état redouta celle de la noblesse, ces deux ordres jugèrent plus convenable de se soumettre au pouvoir des rois et de trouver sous leur sceptre un égal appui, que de souffrir tous deux de leurs usurpations réciproques. Les princes et les différents ordres auraient pu, il est vrai, balancer les progrès du pouvoir royal, par les droits politiques des diverses classes, et borner les premiers d'une manière bienfaisante, en maintenant les autres avec fermeté. Mais la prévoyance humaine va rarement assez loin pour

éviter les suites désavantageuses d'une mesure qui soustrait les hommes à l'oppression des circonstances. Les bienfaits du présent font oublier qu'ils peuvent dans l'avenir dégénérer en abus. Aussi le pouvoir absolu des rois fut permanent, et son activité ne fut jamais interrompue. Celui des différents ordres fut temporaire et passager ; il fut donc difficile d'éviter la destruction de l'un par l'autre.

Si l'on veut examiner et comparer la souveraineté, c'est-à-dire la volonté unique et le pouvoir indépendant des rois, telle qu'elle s'est formée et développée dans plusieurs États, avec les différents rapports dont elle découle ; si on la considère relativement à son origine et non à son but, cette souveraineté, telle qu'elle s'est constituée, paraîtra à plusieurs une véritable anomalie. La souveraineté ne consistait pas jadis dans la volonté d'un seul ; elle était partagée et se formait du concours de plusieurs pouvoirs en une volonté générale et toute puissante ; ces pouvoirs se limitaient réciproquement ; mais les limites disparurent, le pouvoir souverain survécut à tous les autres et domina sans partage ; l'histoire prouve que cette situation fut amenée naturellement et nécessairement par les progrès de la culture intellectuelle et fut la conséquence d'un plus haut degré de civilisation. Sous ce point de vue, la souveraineté n'est nullement par elle-même une anomalie. Aussi longtemps que le pouvoir souverain,

provoqué comme il l'était par les circonstances, et non par un dessein prémédité amené par des causes générales, n'a agi que conformément au but de la société civile, aussi longtemps qu'il a fondé la liberté sur l'ordre et l'ordre sur la justice, il n'a pu paraître un abus; il a été au contraire la première condition de toute prospérité. C'est seulement lorsqu'il dégénéra en oppression qu'on réfléchit à son origine, et que son état de décadence souleva des observations et des doutes sur la pureté de sa source. Mais alors il eût été plus raisonnable et plus convenable au bien du peuple de s'occuper à régénérer ce pouvoir, à le ramener à sa première et véritable destination, que de faire des recherches sur son origine.

Lorsque la souveraineté, au lieu d'exister pour la société et pour le peuple, s'élève, au contraire, contre l'une et l'autre, et que loin de tout diriger, de tout protéger, de tout animer, elle égare, entrave et opprime tout, c'est alors seulement que naît le despotisme. Il ne consiste pas dans l'unité du pouvoir souverain, mais dans un usage injuste et pervers de ce pouvoir. Le despotisme peut avoir lieu partout où il y a un pouvoir suprême; il est aussi peu inséparable d'une monarchie, qu'il n'est étranger à une démocratie ou à une aristocratie pure. L'abus du pouvoir est à craindre dans tous les États, même dans ceux où, par le moyen d'assemblées et de divisions artificielles, il ne se réunit et ne se concentre pas dans une seule personne

soit physique, soit morale. La possibilité de ce danger ne peut être évitée d'une manière absolue, quoique, sans aucun doute, on réussisse à la diminuer par de sages institutions. Mais qui peut calculer les moyens d'empêcher que les passions, la force, le génie, l'ambition et des circonstances favorables, travaillant à la fois, n'amènent le despotisme dans un temps donné?

DU CARACTÈRE ET DES PROGRÈS

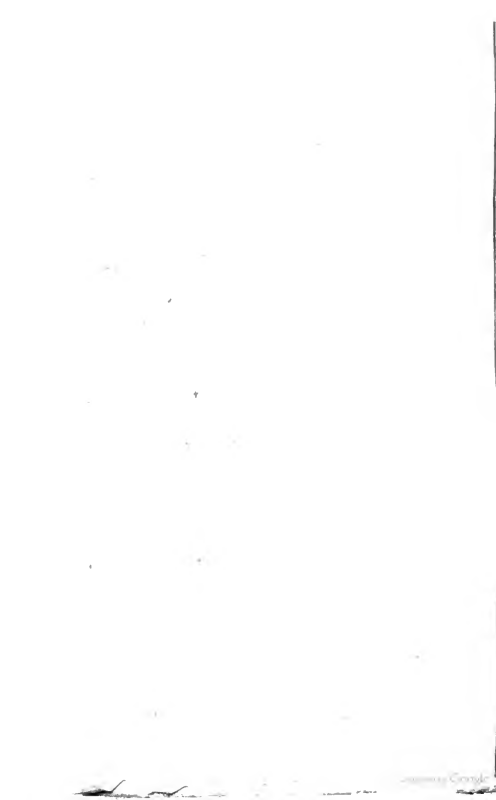
DE NOTRE SIÈCLE.

THÈSE.

Notre siècle surpasse tous les autres, et comparés avec lui toutes les périodes précédentes sont pauvres et misérables.

ANTITHÈSE.

Notre siècle est une époque de décadence, qui ne peut soutenir la comparaison avec les périodes si pures et si nobles qui l'ont précédé.



DU CARACTÈRE ET DES PROGRÈS.

DE NOTRE SIÈCLE.

Chaque période dans le cours des siècles a son caractère déterminé par les périodes précédentes ; elle a ses vertus et ses vices qui se distinguent toujours par une couleur particulière. L'on ne doit exiger d'aucun siècle ce que sa position à l'égard des autres siècles n'amène pas naturelle-

ment, ni ce qui contrarierait son individualité. Aucune période n'est indifférente, sans valeur et sans influence pour celle qui succède; aucune ne fleurit sans avoir hérité des siècles antérieurs, sans léguer un héritage aux siècles à venir.

Au fond, on pèche contre la véritable philosophie lorsqu'on compare les siècles, pour exiger du temps passé ce qui ne pouvait être en lui, ce qui ne devait se développer que plus tard. Chaque siècle doit être considéré et jugé en lui-même. Il est aussi ridicule de prétendre qu'une période doive ressembler à une autre, meilleure peut-être sous plusieurs rapports, peut-être pire sous d'autres, que de reprocher aux grands hommes des différents siècles de ne point se ressembler entr'eux, d'avoir chacun son côté faible et son côté brillant qui le distinguent. Autant vaudrait exiger d'un homme qu'il eût été tout autre que ce qu'il a été et que ce qu'il devait être par sa nature, sa position et ses alentours.

Quand les différentes périodes du genre humain, en se succédant, se constituent comme effet de causes naturelles, soit physiques, soit volontaires, sans obéir à des influences étrangères ou à la violence, alors chaque période porte l'empreinte qu'elle doit et peut avoir. Il faut reconnaître que dans l'histoire de l'Europe, et particulièrement dans celle de quelques peuples, il y a certaines époques qui semblent mériter la préférence sur celles qui les ont précédées; mais il est

toujours très-difficile de comparer les époques, de ne pas trop les relever ou les rabaisser, et d'établir avec exactitude le bilan en quelque sorte de leur actif et de leur passif, c'est-à-dire de leurs défauts et de leurs mérites. Un tel bilan ne pourrait s'établir, s'exécuter que par un parallèle entre les divers siècles, étudiés sous toutes leurs faces et dans tous leurs rapports; or, comme nous ne possédons point d'instrument capable de mesurer les degrés des qualités intellectuelles et morales, le rapport entre la surface et la profondeur reste toujours inconnu, et de semblables parallèles doivent toujours être faux et imparfaits.

Ceci explique comment l'on entend souvent sur le siècle actuel des jugements si contradictoires. Les uns, n'examinant que son côté brillant et le plaçant dans le jour le plus favorable, tombent dans une sorte d'exaltation, lorsqu'ils font l'énumération de tous les progrès accomplis pendant les cinquante dernières années; les autres, ne voyant que les côtés sombres du tableau, n'étant frappés que des faiblesses et des crimes de cette période, s'abandonnent à l'indignation, à la colère, et condamnent tout leur siècle. Les deux partis n'envisagent les choses que d'un seul côté, et leurs jugements sont empreints d'une égale exagération. Ici encore la vérité est dans le juste milieu, quoiqu'il soit difficile de le saisir et de le conserver.

Cet objet , d'une si haute importance , est en général traité ou superficiellement , ou avec une partialité passionnée. Il donne lieu à des exagérations brillantes, séduisantes , mais vides et sans consistance. Pour leur échapper, pour éviter de se livrer les yeux bandés à une croyance aveugle, on doit avant tout aborder la question sous toutes ses faces , et déterminer avec soin les idées dont elle dépend.

L'homme est un être très-complexe, doué d'une grande quantité de capacités , de dispositions et de facultés diverses. Lorsqu'on parle de ses progrès , il faut d'abord commencer par comprendre et approfondir ses facultés, se les représenter avec leurs ressemblances et leurs différences , déterminer complètement leur nature et leur objet , les comparer entr'elles ; cela fait , l'on verra bientôt qu'un développement égal de toutes ces facultés est absolument impossible. En supposant qu'une force continue , une volonté persévérante nous fussent données pour exécuter une œuvre aussi gigantesque, le temps ne nous le permettrait pas, la vie humaine ne pourrait y suffire. Celui qui voudrait entreprendre de perfectionner tous ses organes et toutes les facultés de son corps, d'être , par exemple , excellent dans l'escrime , dans la danse, etc., et d'atteindre en même temps le plus haut point de connaissances et de qualités morales, ou succomberait bientôt sous de pareils efforts , ou ne s'élèverait jamais au-dessus de la médiocrité.

La perfection du caractère moral consiste dans la perfection de la volonté ou de l'intention ; la pureté d'intention garantit le but de l'homme ; la noblesse d'intention garantit le désintéressement des motifs qui l'ont déterminé ; la force d'intention garantit les effets qui résulteront de l'empire qu'il exercera sur la nature , sur les passions , sur les obstacles à vaincre ; enfin la persévérance et la fermeté d'intention en garantissent l'accomplissement , qui est comme le cachet particulier imprimé à l'œuvre. Le devoir de chaque homme est de s'efforcer d'atteindre l'idéal de cette perfection de volonté , de chercher sans cesse à l'anoblir , à l'animer , à la manifester , à augmenter sa force , et comme c'est le devoir de chacun , il est à présumer que chacun peut le faire , et que la volonté , dans son essence inexplicable , a sur les actions un pouvoir sans bornes. Mais les sensations et les sentiments , qui ont aussi leurs droits , ne doivent pas être étouffés ; ils doivent seulement être développés jusqu'à un certain point , il faut qu'ils soient d'accord entr'eux et avec la volonté , et qu'ils coexistent avec elle , quoique toujours en sous ordre.

En général , il est vrai que , lorsqu'on parle des progrès de l'humanité , l'on entend par là , presque exclusivement , ceux de l'esprit humain dans toutes ses différentes branches et ses facultés diverses. Mais quoiqu'on paraisse simplifier ainsi la question , en la limitant , il est toujours très-diffi-

cile de se prononcer pour ou contre , sur les progrès de l'esprit humain. L'idée qu'on s'en forme reste toujours très-compiquée, et il s'agit toujours de savoir duquel de ses éléments il est question, lorsqu'on disserte sur son développement.

L'esprit humain contient deux facultés principales, celle de percevoir au dedans et celle d'exprimer au dehors. Dans la première, on distingue avec raison les impressions sensuelles et le sentiment intellectuel ou moral; dans la seconde, l'imagination, l'esprit et la raison. Ces dispositions et ces facultés diverses de l'homme marchent dans leur développement d'un pas aussi inégal, chez les différents peuples et dans les différentes époques de l'histoire, que chez les individus isolés. Elles ne peuvent être également cultivées. Ce que l'on fait pour le développement de l'une, nuit souvent à celui de l'autre. Si l'une parvient à un point de perfection décidé, l'autre au contraire reste en arrière. L'équilibre est facilement détruit; et il est rare de rencontrer une harmonie parfaite résultant des rapports bien déterminés des différentes facultés entre elles. Des sens fins et pénétrants, qui reçoivent facilement toutes les impressions, qui saisissent tout ce qui est saisissable dans leur sphère d'action, captivent l'attention et occupent tellement l'activité de l'homme, qu'il laisse en souffrance ces sentiments intimes qui se forment mystérieusement en lui. Au contraire, si les sentiments intérieurs, par leur multi-

plicité et leur force entraînant font naître en lui un monde fécond en créations intellectuelles; l'homme s'y arrête volontiers, se retire du monde extérieur; alors, les organes, en contact avec ce dernier, restent négligés, et, faute d'exercice, s'affaiblissent insensiblement. Il en est de même des facultés productrices. Il y a eu des époques où une imagination fertile, créatrice, embellissait par ses images et sa poésie, la vie des peuples ainsi que celle des individus, et la remplissait exclusivement. Dans ces périodes, les génies distingués produisirent seulement des œuvres d'imagination et de sentiment, car les peuples ne s'intéressaient à aucune autre; l'intelligence, qui s'occupe d'idées, et qui, à l'aide de ces idées, cherche à comprendre et à expliquer le monde et les hommes, le jugement qui applique ces idées à des objets spéciaux et individuels, la raison qui présente des principes solides, généraux, inébranlables, et qui veut les fonder uniquement sur les existences réelles, ces trois facultés, dis-je, furent alors entièrement négligées, rejetées sur le second plan, et restèrent dans une longue enfance. Le contraire arriva dans les périodes où l'esprit humain, méprisant les tableaux de l'imagination, ou fatigué de les contempler, n'aspira qu'à la vérité et à la réalité, mit la plus haute valeur à la faculté de penser et de raisonner et lui consacra exclusivement tous ses soins; alors l'intelligence gagna en pénétration et en étendue, le jugement en justesse et en

promptitude, la raison prit un élan dont la hauteur excita l'admiration de tous, mais où en même temps se mêla imperceptiblement, insensiblement, la froideur des régions élevées qu'elle atteignait. La voix de l'âme et du sentiment ne fut plus entendue, les abstractions usurpèrent le domaine de l'imagination, et en glacèrent les créations les plus animées; l'esprit humain connut à fond le monde environnant, mais la vapeur magique de l'imagination disparut; un air froid, s'échappant de l'homme lui-même, se répandit partout; la lumière s'accrut, la chaleur diminua, et l'enthousiasme, qui produit de si grandes, de si belles choses, dans le monde idéal et dans le monde réel, fit place au calcul et à l'analyse; ce fut alors que parut l'âge viril, avec tous ses fruits, mais les fleurs de la jeunesse se fanèrent et disparurent; car ces divers produits n'étaient pas compatibles les uns avec les autres.

Il résulte de là que lorsqu'on parle des progrès de l'esprit humain, on doit nécessairement, si l'on veut s'entendre, chercher à déterminer exactement de quelle disposition de l'homme, de quelle faculté de l'âme il est question; et l'on voit clairement, d'après ce que j'ai dit plus haut, que ce n'est pas une tâche facile de le déterminer positivement, de dresser une sorte de bilan des facultés qui, dans une période donnée, peuvent atteindre leur plus haut point de perfection,

et de celles qui par là même souffrent dans leur développement.

Il est aussi nécessaire que difficile de chercher à approfondir cette question, d'analyser les idées qu'on se forme du progrès, aussi bien que de l'esprit humain, afin de les renfermer dans de justes bornes, et de les représenter sous leur véritable jour.

Avant toute chose on doit déterminer d'une manière précise l'objet qu'on prend pour but des efforts et de l'activité de l'esprit humain, et par conséquent de ses progrès dans une période donnée. Si la carrière que l'on parcourt n'est pas suffisamment indiquée, on court risque, tout en soutenant et en exigeant les mêmes choses en apparence, de ne point s'entendre en réalité; ou au contraire de se diviser et de commencer une lutte interminable, quoiqu'on soit des deux parts beaucoup plus d'accord qu'on ne le suppose.

Les objets de l'activité et des efforts de l'esprit humain, sont ou matériels ou intellectuels, et dans l'un et l'autre cas, il y a la science et la production. Toute production exécutée d'après un type et des règles fixes se nomme une œuvre d'art. Elle est toujours précédée ou accompagnée d'une certaine science déterminée; mais il existe aussi un savoir indépendant de tout art et de toute production.

Tous les objets matériels, toutes les vues et tous les intérêts matériels se rattachent à une

seule connaissance, celle de la nature. Les observations et l'expérience conduisent à acquérir cette connaissance, par laquelle l'homme peut jouir des créations de la nature, se les approprier, les modifier d'après ses besoins, rendre la nature son esclave, en employer et en diriger les forces de manière à les augmenter ou à agrandir ses propres facultés, en multiplier les produits, les améliorer, les perfectionner, créer même de nouveaux objets qui lui étaient étrangers, par l'emploi des procédés qu'il a appris d'elle-même, en un mot, maîtriser la nature avec elle-même et par elle-même, en s'en servant comme but ou comme moyen, comme ouvrage ou comme instrument.

C'est dans cette route aussi immense que la nature, et qui s'ouvrit d'elle-même devant lui, que l'homme avance sans cesse. Dans le dernier siècle il y a fait des progrès gigantesques; et pourtant, ces progrès seront encore surpassés, car à cet égard, l'activité humaine ne se laisse prescrire ni fin, ni borne. Les objets de la nature et leurs rapports avec les désirs intimes de l'homme ont éveillé les premiers besoins et fait naître les premiers travaux. Chaque travail est toujours un exercice des forces de l'homme sur celles de la nature, soit pour la connaître, soit pour la posséder, soit pour en profiter. Il y a déjà un travail, et le plus simple de tous, lorsque l'homme distingue un fruit d'un autre fruit, le cueille et s'en nourrit.

Le travail dans ses essais multipliés et sous toutes les formes possibles, augmente les besoins, parcequ'il offre de nouveaux aliments à la faculté de désirer, et ces besoins à leur tour, qui, sans cesse s'accroissent et se manifestent plus vivement, aiguillonnent et augmentent le travail.

L'homme fut obligé de produire toujours davantage parce qu'il voulut toujours jouir davantage. Le travail se divisa et se divisera toujours à l'infini, et par cette division, la nature sera toujours de plus en plus exploitée comme instrument, et servira à conquérir sur elle-même des produits toujours plus nombreux et meilleurs.

Dans l'enfance du genre humain, l'individu fait seul tout ce qui est nécessaire à sa vie ; il bâtit lui-même sa cabane, confectionne ses vêtements, façonne tous les objets dont il a besoin, et dépense ainsi beaucoup de temps et de force pour se procurer une triste et misérable existence. Quel contraste entre cet état de la société naissante et le nôtre, où le mendiant lui-même et le journalier trouvent mille mains occupées à le servir, et où par la division du travail, une aiguille seule demande pour sa confection le concours d'une foule d'ouvriers différents. Un contraste plus immense encore se fait sentir entre le temps où les sauvages connaissaient à peine le feu et la manière de l'entretenir ou de l'employer, et le siècle actuel où, au moyen de la vapeur, l'homme se procure une force à laquelle rien ne peut résister.

C'est ainsi que les rapports de l'homme avec la nature se sont multipliés dans une progression et avec une rapidité au-delà de toute attente, et dans leur influence réciproque ils ont pris toutes les formes imaginables ; armé par la nature elle-même, l'homme a maîtrisé la nature , et pour atteindre toute espèce de but , il a sans cesse imaginé ou trouvé en elle de nouveaux moyens. La force créatrice a pris dans toutes les branches un élan incalculable ; les produits , dans leur innombrable diversité , sont toujours devenus moins chers , plus parfaits et plus faciles à se procurer ; une émulation sans exemple entre le travail et la demande, entre les producteurs et les consommateurs , s'est montrée plus ou moins, dans tous les États de l'Europe. Avec l'accroissement et l'augmentation journalière des besoins matériels et des moyens de les satisfaire , les intérêts matériels se sont tellement élevés et étendus , qu'ils ont tout envahi , et avec eux se sont répandues dans la circulation des connaissances, des idées, des perfectionnements qui ne cessent de témoigner et d'étendre à la fois les progrès de la culture physique. A cet égard aucun siècle ne peut se comparer au nôtre, même de loin.

Mais cet état de choses a aussi son côté défavorable. Par l'invention et l'application de machines merveilleuses, les machines se sont élevées presque au rang des intelligences, et les intelligences individuelles, les hommes, ont été rabaissés au rang

de machines. Les produits par leur quantité innombrable ont dû naturellement surpasser souvent la consommation. La concurrence des travailleurs augmentant sans cesse, le travail a diminué ; et de là est née la disproportion entre la masse des marchandises, et les moyens pécuniaires de ceux qui devaient les acheter, les mettre en usage, et les consommer. D'immenses fortunes se sont concentrées dans les mains d'un petit nombre, et dans la généralité il y a plus de misère que d'aisance. Des jouissances recherchées d'un côté, de cruelles privations de l'autre, ont opposé des obstacles insurmontables au développement d'une civilisation plus relevée.

Qu'arriva-t-il de là ? Un voluptueux matérialisme devint la principale tendance de notre siècle. Tout ce qui a rapport au corps et aux organes physiques obtint une supériorité décidée sur l'intellectuel, sur le moral, sur tout ce qui n'appartient pas aux sens. La partie la plus sublime dans l'homme fut subordonnée à la partie inférieure, l'éternel au temporaire, comme moyen d'arriver au but. Les gouvernements même furent entraînés par le torrent de l'opinion. La richesse nationale les occupa exclusivement ; la protéger, la diriger, l'augmenter, voilà ce qui fut regardé par eux comme leur premier devoir, leur principale destination. Ils ne songèrent plus à améliorer les mœurs du peuple, à les conserver pures, à affermir les principes, à noblir les sentiments.

Tout parut gagné dès que le bon goût dans toutes les parties des divers travaux se répandit de plus en plus, dès que les règles d'une prudente économie s'établirent, dès que l'égoïsme s'abstint de se montrer dans toute son âpreté et sa violence, et put se satisfaire sans heurter celui des autres. Comme multiplier l'argent, le répandre, lui procurer un prompt écoulement, paraissait l'affaire la plus importante, on pouvait croire que les gouvernements avaient trouvé dans l'argent le secret de conquérir ou au moins de remplacer tout ce que réclame la nature de l'homme, et par conséquent de se passer et de vertu et de religion.

Dans ce combat continuuel de l'homme contre la nature, où l'homme cherchait à gagner toujours davantage sur elle, et à faire toujours tourner à son but, les forces de son adversaire, il était naturel que l'on donnât plus de valeur, d'importance et de soins à toutes les connaissances physiques, à celles qui ont rapport au monde extérieur et sensuel. Chaque progrès dans ces connaissances apportait un perfectionnement dans les productions et dans les arts qui contribuent à nos jouissances, ou pouvait du moins en faire espérer. Les observations, les expériences conduisaient à la connaissance de nouvelles propriétés de la nature, et la géométrie, l'algèbre, les hautes mathématiques donnèrent les moyens de calculer, de mesurer, de déterminer ces propriétés nou-

velles. La découverte d'une plante , d'un animal , d'un métal jusqu'alors inconnus , pouvait amener à des inventions neuves , et avoir de l'influence sur la richesse du peuple. La profondeur avec laquelle on étudiait les lois de la mécanique , l'analyse plus rigoureuse des éléments des corps , la connaissance exacte de la surface et des entrailles de la terre, des mers et des montagnes, des astres et des parties qui composent l'atmosphère, pouvaient donner aux arts de nouveaux matériaux, au travail des instruments plus convenables, ouvrir au commerce et aux rapports des peuples une carrière nouvelle. C'est ce qui arriva, et non-seulement l'attente qu'on avait fondée sur la culture des sciences physiques ne fut pas trompée , elle fut surpassée même au-delà de tout espoir. L'impulsion une fois donnée, les savants qui avaient consacré tous leurs efforts à la science des besoins pratiques de la vie , ne se contentèrent plus d'un tel but ; ils étudièrent la science pour elle-même, lui donnèrent des fondements plus solides et une plus grande étendue. Tandis qu'ils satisfaisaient aux exigences matérielles, de nouveaux aspects, de nouveaux points de vue s'ouvrirent devant eux dans l'univers ; pour leur propre satisfaction , ils s'occupèrent de ce qui n'avait point de rapport aux arts pratiques, et continuèrent cependant à enrichir les différentes parties de la science appliquée. Plus tard on reconnut que les observations et les expériences qui ne semblaient avoir

aucun rapport au but que l'on se proposait, produisaient cependant des résultats surprenants, et avaient d'heureuses applications pour l'avantage de la société. On ne travailla d'abord qu'à étendre le règne de la vérité ; mais l'utile et l'agréable y trouvèrent également leur compte. La nature fut attaquée, interrogée, approfondie dans toutes les directions , et par tous les moyens possibles ; chaque pas que l'on fit dans cette carrière incommensurable fut un aiguillon pour aller plus loin ; plus on devinait de secrets, et plus il s'offrait à la curiosité et à l'esprit de découvertes, de secrets nouveaux à deviner. Le nombre des faits, qui depuis 50 ans sont entrés comme éléments dans les différentes parties des sciences naturelles, est vraiment incroyable ; et avec quelle patience ne les a-t-on pas rassemblés ? avec quels efforts d'esprit n'a-t-on pas cherché à les lier et à les expliquer ? par quelles hardies et subtiles hypothèses n'a-t-on pas poursuivi la nature jusque dans ses retraites les plus cachées, et forcé le Protée de rendre raison de ses innombrables métamorphoses ? Sous ce rapport , les progrès de l'esprit humain , sont non-seulement irrécusables , ils sont presque fabuleux, et quelque immenses qu'ils aient été , peut-être paraîtront-ils bien peu de chose en comparaison des progrès que doivent amener les siècles à venir. L'étonnement des anciens philosophes serait grand sans doute , s'ils reparaissaient dans le monde ; leurs conquêtes et les résultats de

leurs travaux comparés à nos richesses actuelles , leur sembleraient sans doute bien pauvres et bien misérables. Mais si nos naturalistes actuels pouvaient reparaitre dans le monde dans 2,000 ans, ils présenteraient peut-être une opposition non moins tranchée avec leurs plus riches et plus heureux successeurs. Ainsi que je l'ai déjà dit, on n'aperçoit point de bornes à cette carrière, et les sciences naturelles peuvent espérer un perfectionnement réellement infini.

Mais l'homme est le contraire de la nature , et il en diffère entièrement. En tant que partie intégrante de la nature , l'homme aussi a appris à se mieux connaître ; toutes les sciences qui ont rapport à ses organes , à leurs liaisons , à leurs variations , à leurs maladies , à l'histoire de sa vie et de sa mort, toutes ces sciences, dis-je, ont fait des progrès et en feront toujours davantage. Mais l'homme a un principe spirituel ou plutôt il est un être spirituel qui a le même rapport avec ses organes que le musicien avec son instrument. Les sciences qui s'occupent de l'intelligence , de la volonté, de la nature spirituelle de l'homme , des lois, des effets, des facultés qui en découlent, forment un empire à part et se nomment pour cela sciences morales. Celles-là sont bien loin de marcher d'un pas égal avec les sciences physiques. Les progrès des anciens, sous ce rapport, sont tout à la fois grands et faibles; grands, si l'on considère de quel point ils étaient partis, faibles, si l'on com-

pare leurs efforts à l'objet et au but de leurs recherches. Dans les temps modernes, malgré tous les efforts des penseurs, on n'a guère avancé, et tout ce qu'on a fait se réduit plutôt à la forme qu'on a donnée aux vérités déjà découvertes, qu'à de véritables conquêtes, et à une science plus solide ou plus étendue.

L'homme se présente à lui-même des phénomènes, aussi bien que la nature extérieure lui en présente, et tant qu'il demeure dans ce monde des phénomènes, et qu'il s'en contente, il peut toujours avancer, et ses conquêtes peuvent augmenter chaque jour. Mais cela ne lui suffit point; une ardeur intime, indomptable, l'arrache à ces régions inférieures, et l'entraîne vers une sphère plus haute, plus dégagée des sens. La connaissance des *phénomènes* ou des *apparences* ne le satisfait pas, et il a bientôt aperçu que cette connaissance n'est pas la véritable science.

Derrière les apparences sont les êtres réels, ce sont eux qu'il faut trouver, comprendre et connaître. L'homme s'efforce sans cesse d'atteindre à la réalité, à quelque chose d'universel, de nécessaire, d'absolu, qui seul peut être pour lui la véritable existence. Trouver ce quelque chose, le fixer, le représenter, y rapporter ses découvertes, fonder sur lui les conclusions de la raison, ce serait là pour l'homme la véritable science. Ce monde immatériel et en même temps réel, a toujours été le but de ses désirs, dès l'instant où sa

raison a été éveillée , il a essayé tous les moyens possibles d'y arriver et de s'en emparer. En parlant de sa conscience, qui l'avait déjà conduit depuis longtemps à réfléchir sur lui-même, il se rendit compte des lois de sa pensée comme de celles de ses actions, et trouva que les unes et les autres étaient également absolues, immuables et d'une application générale à tous les temps et à tous les lieux. Armé de ces vérités, et gagnant par là un point d'appui, il s'efforça en suivant la première, d'atteindre à la vérité absolue, et à l'aide de la seconde, il chercha à réaliser et à posséder le souverain bien ; approfondir la nature des choses, l'être réel, la source et la fin de cet univers et de lui-même, devint l'objet principal de ses réflexions et des efforts de son génie. C'est ainsi que furent créées la logique, l'éthique et la métaphysique comme sciences ; tandis que les deux premières sont découvertes, la dernière se cherche toujours. Les philosophes grecs ont porté dans l'étude de cette science un intérêt soutenu, une admirable pénétration, et une persévérance infatigable. Les problèmes capitaux de la métaphysique, ont été attaqués par eux de tous les côtés imaginables, ils ont essayé toutes les espèces de solutions, et fait tout ce que pouvait faire l'esprit humain dans une entreprise aussi difficile. Les anciens ont épuisé sur ce sujet presque toutes les combinaisons possibles. Les systèmes des modernes ne sont en grande partie que des empreintes

de ce type, des reflets ou des rayons de cette lumière, et là où ils ont présenté de nouvelles prémisses, de nouvelles conclusions, là où ils ont hasardé de nouveaux rapprochements, ils n'ont guère été plus heureux que leurs prédécesseurs et n'ont pas avancé plus loin qu'eux dans ces routes impénétrables. Aristote a porté la logique à une telle perfection, qu'elle ne pouvait gagner beaucoup après lui, et n'a rien gagné en effet.

L'éthique dans ses principes fondamentaux ne pouvait être ni erronée ni dénaturée; car la conscience sert ici d'étoile polaire pour s'orienter facilement. La vertu et le vice ont été promptement connus et dépeints sous leurs traits particuliers et présentés comme deux forces ennemies. Quant à la fin de l'homme dans ses devoirs et dans ses droits, quant à la nature de la perfection morale et aux moyens d'y parvenir, la science a fait des progrès; mais ils sont uniquement le fruit de la doctrine chrétienne. En ce qui regarde les fondements scientifiques de l'éthique et la nature du premier principe dont elle découle, les anciens ont présenté une aussi grande diversité de théories que les modernes, ils ont parcouru tous les degrés depuis l'intérêt matériel jusqu'à l'idée du devoir pur, absolu et dégagé de toute considération étrangère.

Les anciens philosophes grecs nommaient la métaphysique, la science à trouver, et elle mérite encore ce nom de nos jours. Comme source de

cette science les anciens ont mis en avant , tantôt les sens et leurs jugements les plus subtils , et tantôt les notions de l'intelligence, tantôt les lois de la raison. Ils ont reconnu comme principe, tantôt l'unité , tantôt la qualité ou la pluralité ; ils ont donné comme résultat , ou la science objective , ou l'opinion subjective ; et plusieurs d'entr'eux désespérant d'atteindre à la vérité ont pris le parti de nier toute certitude, de ne porter jamais aucun jugement, et de ne reconnaître que le scepticisme.

La philosophie la plus relevée , celle qui traite des premiers problèmes du savoir humain, n'en a pas donné non plus parmi nous une solution qui pût se concilier l'assentiment général. On peut cependant avancer avec vérité que les sciences morales , qui sont d'une nature plus mêlée , et qui consistent dans l'application des principes généraux à la vie pratique, ont fait des progrès dans ces derniers temps. Comme elles reposent sur une alliance habile des théories et des faits , il est difficile, à la vérité, de déterminer jusqu'à quel point l'augmentation des faits et des expériences les ont enrichies et perfectionnées , mais ce perfectionnement n'en reste pas moins hors de doute.

Dans l'histoire , si les anciens ont été atteints , ils n'ont pas du moins été surpassés , sous le rapport de la haute et sérieuse moralité avec laquelle ils ont envisagé les événements, de l'enchaînement pragmatique qu'ils ont mis dans le développement des faits , de l'individualité qu'ils ont su

donner aux signes caractéristiques de ces faits, de l'énergie et de la vive animation de leurs tableaux.

La politique ne fut pas à la vérité envisagée chez eux d'une manière aussi rigoureusement scientifique, ni, en apparence, traitée aussi à fond que chez nous parce qu'ils ne croyaient faire aucun progrès en avançant des thèses abstraites et détachées de cette diversité immense de faits et de rapports dont se compose le mécanisme social ; ils ne croyaient pas se rapprocher du but des sociétés, à l'aide de prétentieuses théories sur l'origine, la formation et la destination des États. Cependant ils se sont appliqués à cette science et y ont répandu la lumière sous plusieurs rapports. Platon, avec une imagination créatrice et la profondeur d'un génie sublime, a produit l'idéal d'un État parfait, où l'éducation, la législation, la religion, la constitution seraient en complète harmonie. Aristote a traité le même objet avec la pénétration d'esprit qui lui était particulière, il a essayé l'explication de l'organisme social dès sa naissance, il a tracé avec la plus grande exactitude une immense quantité de systèmes divers, il a fait ressortir les traits caractéristiques et signalé l'extrême variété de rapports et de faits qui leur servent de fondement. Cicéron, avec le coup-d'œil pratique d'un homme d'État consommé, et la hauteur de génie qui l'élevait au-dessus des réalités, a choisi son point d'appui, entre ces deux philo-

sophes grecs. Il est bien remarquable que ce grand génie, quoique né et élevé au milieu du paganisme, ait placé au-dessus de tous les États et de tous les gouvernements, comme pouvoir éternel, comme base inébranlable de toutes les lois et de tous les droits, une loi commune, nécessaire et sacrée, qui dût servir de fondement à toutes les législations. Il est plus remarquable encore que ce républicain n'ait pas regardé les formes républicaines comme les plus parfaites, qu'elles consistent dans l'autorité du peuple, ou dans celle de l'aristocratie, ou dans une combinaison de l'une et de l'autre; et qu'il lui ait préféré cette forme de gouvernement monarchique, dans laquelle un seul homme est placé à la tête de l'État, mais où les nobles réunis aux chefs de la bourgeoisie discutent et décident les affaires publiques.

Ce que les anciens, dans leurs théories, avaient regardé comme le meilleur, mais ce qu'ils ne connurent point dans la pratique et ne purent jamais exécuter, a été réalisé par les modernes, par la formation des sociétés en *Ordres* ou *États*, combinaison déjà soupçonnée dans les forêts de la Germanie et accomplie dans le moyen-âge; c'est de ces formes qu'est résulté le système représentatif, où les besoins des peuples et les progrès de la raison trouvent des organes, élus ou héréditaires, et où l'édifice de l'État est supporté par la propriété en tout genre. C'est sans aucun doute

un pas de géant, dont on ne peut calculer les suites, une forme qui rend possible ce qu'on n'avait jamais regardé comme tel ; mais c'est plutôt un heureux accident du hasard, qu'une découverte du génie.

Nous connaissons peu la législation des républiques grecques, soit dans les formes, soit dans le fond, et ce qui en est parvenu jusqu'à nous est peu propre à nous en donner une haute idée. D'ailleurs ces États étaient, les uns trop petits, les autres trop insignifiants et trop pauvres, pour nous offrir une riche matière d'études. Mais la législation romaine est plus que suffisante pour nous dédommager amplement à cet égard. Cette œuvre colossale, que nous n'avons d'abord connue qu'imparfaitement et seulement après de longs travaux, surpasse tout ce qui a jamais existé dans cette partie, autant par sa profonde sagesse pratique, ses fondements historiques, et sa haute raison, que par la rectitude logique de ses déductions, la force, la dignité, et l'énergique autorité de son langage.

Quelque immense que soit le trésor de faits et de saines observations que présente le droit coutumier qui s'était formé lui-même dans le moyen-âge, le droit romain, après sa découverte et le travail qu'il occasionna, devint la source de la nouvelle science du droit, le fondement de toute législation, et l'école où se formèrent les plus grands génies. Des relations sociales inconnues aux Ro-

main, un autre genre de vie, une autre religion, qui rapporte tout à la justice et aux bonnes mœurs, exigèrent naturellement d'autres lois, et l'on ne peut nier que, dans ce qui tient aux formes de la justice, aux garanties de la liberté individuelle, à l'humanité et à la douceur qui ont pénétré dans les châtimens, les temps modernes ne se soient distingués par des perfectionnemens réels; cependant on ne peut leur accorder une supériorité décidée.

Ce qui leur est particulier, ce sont les Codes, qui renferment tous les différens rapports de société, où tous les cas possibles semblent produits d'un seul coup et introduits à l'instant même, tandis que les anciennes législations n'étaient que les œuvres du temps, le fruit tardif des circonstances ou d'une nécessité soudaine. Mais il est fort douteux que le siècle doive s'honorer de cette supériorité, car il n'est pas prouvé qu'une législation qui prévoit tous les cas possibles dans l'avenir, soit un guide plus sûr que celle qui apprécie avec un juste discernement les besoins du moment présent; il n'est pas prouvé que des lois dont la source est historique, qui ont rapport aux faits, qui semblent en découler naturellement, ne soient pas mieux proportionnées aux besoins du peuple, ne lui soient pas plus chères et plus sacrées que celles qui doivent leur source à des principes généraux.

La politique proprement dite a adopté, dans ces

derniers temps, un caractère scientifique. Le droit naturel des peuples et les traités ou conventions qui déterminent les droits et les devoirs réciproques des États, sont parvenus à des résultats complets et profonds, tandis qu'ils ne consistaient jadis qu'en lois imparfaites et en usages isolés. La politique, comme science, a gagné, en tant que, s'appuyant sur l'histoire agrandie par les rapports plus intimes et plus multipliés des peuples, elle a pu présenter des systèmes dans lesquels les États se rapprochent ou s'éloignent, s'allient ou se désunissent. Mais on ne peut prétendre que, comme art, elle ait fait les mêmes progrès, ou au moins on ne peut attribuer ces progrès aux travaux faits en ce genre. Il n'y a peut-être jamais eu de politique plus sévère, plus conséquente, plus inébranlable sous le rapport du but, plus adroite dans le choix des moyens, plus soutenue dans ses maximes que celle de la république romaine. Celle du gouvernement papal peut seule lui être comparée. Les hommes d'État qui agissent d'après un plan vaste et profondément réfléchi sont de nos jours un phénomène rare, il est beaucoup plus facile de trouver d'habiles négociateurs, qui jouent avec adresse et succès un rôle donné dans le grand drame du monde ; car ici, il s'agit principalement de la connaissance des hommes, et cette connaissance s'est enrichie d'une immense quantité d'observations et d'expériences.

Les formes et le perfectionnement de la vie so-

ciale, la multiplicité des points de contact que le commerce fréquent des deux sexes a occasionnés dans la société, la complication des intérêts divers, les fréquentes collisions qui en sont naturellement la suite, ont porté la connaissance des hommes à une perfection entièrement ignorée aux anciens. Les erreurs, les faiblesses, les illusions, les penchants, les passions, les vertus et les vices du cœur humain, sont plus sagement mis au jour, jugés avec plus de rectitude, complètement dévoilés et mis à nus pour tout esprit désintéressé : c'est à la vérité une connaissance moins agréable qu'utile; mais qui sans aucun doute a eu une influence positive sur le perfectionnement de la politique, sur l'expérience dans les affaires du monde, comme sur l'éducation et le gouvernement.

Deux sciences sont ordinairement présentées comme créations des temps modernes, et, sous la forme qu'elles ont adoptées, elles le sont en effet. C'est l'économie politique et la statistique. La première recherche les sources de la richesse, développe le mécanisme de la production, indique les différentes carrières où s'essaye l'industrie humaine et les points où se touchent toutes ces routes pour conduire à un but commun; la seconde cherche par les calculs les plus détaillés à établir la situation actuelle de chaque État sous tous les rapports et dans toutes ses relations. Depuis longtemps les individus et les gouvernements avaient, par tous les moyens possibles, cherché à augmen-

ter ou à conserver la richesse nationale , les uns en profitant , avec une habileté presque instinctive , de l'expérience et de l'instruction donnée par des faits , mais sans pouvoir se rendre un compte scientifique de leur manière d'agir ; les autres , en considérant du plus haut point de vue les résultats des faits , et en les changeant en maximes pratiques. Les gouvernements et les individus ont aussi jadis rassemblé des observations statistiques sur les différentes branches de l'économie sociale. Mais c'étaient des esquisses isolées qui ne pouvaient être regardées comme un tableau complet. Le grand mérite des temps modernes consiste à avoir appliqué à ces deux sciences un travail parallèle et isochrone. Car si l'on avait prétendu former l'une sans l'autre , on aurait présenté des effets sans pouvoir en donner les causes , ou bien , l'on eût offert une théorie des causes qui n'eût reposé ou du moins qui n'eût paru reposer sur rien , puisqu'elle n'aurait pas été le résultat de l'étude des effets et n'aurait pu s'y rapporter. Au reste , il ne faut rien exagérer ; on ne doit point méconnaître et nier l'importance de ces sciences , ni , d'une autre part , exalter l'influence bienfaisante qu'elles exercent sur les États , au point de fermer les yeux sur leurs inconvénients. L'économie politique est bien loin de la perfection comme science. Elle présente encore plus de problèmes que de théorèmes , et dans ce qu'on nomme ses systèmes , il y a encore beaucoup de lacunes. Il est

même à supposer que , plus cette science fera de progrès , et plus on verra clairement que les théories générales y sont incomplètes et conduisent même à l'erreur , que comme il y a toujours plus d'exceptions à la règle , que de cas qui pourraient y rentrer , les considérations locales , temporaires , individuelles , doivent l'emporter sur les généralités.

La statistique est aussi dans la réalité encore à son berceau ; plusieurs de ses parties ne reposent pas sur les observations exigées et sur des calculs rigoureux. L'application à ces deux sciences est résultée de cette tendance de notre siècle vers le matérialisme politique dont nous avons parlé plus haut , et a sans aucun doute contribué à augmenter cette tendance. Les efforts que l'on a faits pour recueillir , comprendre , et expliquer les éléments matériels de l'existence des États ont absorbé l'attention que l'on devait à l'étude bien plus essentielle des causes morales de leur existence , et , cette fois encore , la matière l'a emporté sur l'esprit.

Si les louanges que l'on donne aux progrès de l'esprit humain dans les sciences demandent à être limitées et rectifiées , il en est ainsi à plus forte raison , quand il s'agit du mérite des temps modernes dans les beaux-arts. Ici il ne faut pas songer à la perfectibilité indéfinie. Les arts sont plus que toutes les autres productions de l'esprit humain , enfants du génie. Ils demandent à la vérité à être favorisés par les circonstances , le pouvoir ,

la richesse , dans les pays où ils doivent fleurir ; ils ont des points de contact avec la nature , avec la religion , avec le caractère qu'adopte la vie publique et la vie privée , enfin avec le climat . Mais si toutes les conditions exigées se réunissent , alors quelques artistes de génie peuvent , tôt ou tard , atteindre une hauteur à peine imaginable ; ils réalisent dans leurs ouvrages l'idéal du convenable , du beau , du sublime ; les générations suivantes ne peuvent en approcher qu'à force d'efforts , et d'une autre part risquent d'échouer , dès qu'elles abandonnent leurs traces . Au temps de Périclès et d'Alexandre , les Grecs atteignirent la perfection dans les beaux-arts , et laissèrent dans la sculpture et dans l'architecture des chefs-d'œuvre qui seront des modèles pour tous les âges . Le quinzième et le seizième siècles ont produit des peintres et des architectes qui ont surpassé de beaucoup ceux des siècles précédents . Palladio , Scamozzi , et Bramante , en architecture , Léonard de Vinci , Titien , Raphaël et le Corrège , en peinture , et Michel-Ange , dans ces trois arts réunis , sont restés les premiers de tous . La sculpture seule a réussi dans notre temps , et les noms de Canova pour le gracieux , de Thorwaldsen pour le sublime , et de Rauch pour le beau , sont célèbres à juste titre . Mais en général le joli , le maniéré , l'agréable , ou bien le recherché , l'extraordinaire , le hasardé , ont été souvent préférés au grandiose . Les arts mécaniques doivent plus que les beaux-

arts à l'étude du dessin aujourd'hui plus répandue, à celle de l'antique et de la nature. Les formes de leurs ouvrages sont devenues plus gracieuses, plus commodes ; l'amour des jouissances, trait caractéristique de notre temps, y a gagné, et l'on s'est arrêté là. A la vérité on parle beaucoup de goût, d'amour des arts, mais aussi, sous ce rapport, la vanité, l'affectation et la fausseté sont en jeu, et trompent souvent l'observateur superficiel.

Cette comparaison détaillée des progrès de l'esprit humain dans les temps anciens et nouveaux suffit pour prouver que, sous le rapport de son intensité, la lumière des sciences et des arts n'a pas augmenté au même degré et dans les mêmes proportions pour toutes les branches, ainsi qu'on le prétend ordinairement. Il en est de même à l'égard de la clarté que répand cette lumière. Elle consiste en effet, si l'on veut s'en former une juste idée, moins dans les progrès de telle ou telle science, que dans une plus grande disposition à penser par soi-même, et à se rendre exactement raison de tout ce qu'on croit, ou de ce qu'on rejette et de ce qu'on nie. Elle suppose une sorte d'activité de l'esprit ou de la raison qui fait qu'on n'admet rien comme vrai, uniquement sur parole ou d'après l'impulsion d'une foi aveugle, mais seulement d'après sa propre persuasion, et qu'on veut que cette persuasion soit fondée sur l'examen approfondi du pour et du contre. C'est

en suivant cette marche que se forme une sorte de gymnastique de l'esprit qui l'aiguise et le fortifie, qui le rend à la fois plus vigoureux et plus délié. Cette disposition à penser par soi-même demande peut-être plus d'indépendance dans le caractère que de sagacité dans le jugement, et dépend beaucoup plus de la première qualité que de la seconde. C'est en elle que l'esprit philosophique, dans le sens que l'on donne aujourd'hui à ce mot, trouve son origine et son principal aliment. Cet esprit se signale par le besoin et le talent d'analyser les idées, les objets et les parties qui les composent, et de démontrer les principes. Assurément, tant que cet esprit ne prend pas une fausse direction, tant qu'il sait rester dans de justes bornes, il est d'un très grand prix, et l'on ne saurait nier qu'on le trouve plus souvent dans notre temps que dans les trois derniers siècles. Mais il offre aussi des dangers et des écueils qui lui sont particuliers, on peut facilement le porter à l'exagération, ou lui donner une trop haute valeur.

Si l'on ne se contente pas de décomposer nos perceptions complexes en éléments, plus simples, ou de les ramener à ces éléments si l'on n'admet pas que toutes les conclusions de la raison, que toutes les analyses doivent, en définitive, se rattacher à quelque chose qu'on ne peut ni démontrer, ni analyser, mais que l'on doit admettre intuitivement et croire comme un fait donné par le sens intérieur ou extérieur, alors cet esprit phi-

losophique, passant les bornes naturelles, peut facilement conduire à l'erreur, créer le doute universel, l'incrédulité, et ôter par là même à l'homme toute certitude et tout point d'appui. D'un autre côté, il n'en est pas de la propagation de la lumière, comme de son intensité. On ne peut nier qu'un grand nombre d'hommes, dans toutes les classes de la société, ne participent aux lumières émanées des hautes régions de la science. Certaines connaissances sont devenues plus générales, on rencontre plus communément une sorte d'activité d'esprit, et le désir de savoir est plus répandu. Comme, dans le ciel sensible, le soleil n'éclaire les vallées que lorsqu'il est parvenu au point le plus élevé de sa course, on pourrait être tenté de conclure, en observant la grande diffusion actuelle des lumières, que l'esprit et la raison sont arrivés à une hauteur qu'ils n'avaient jamais atteinte. Mais nous avons vu que cette dernière supposition serait irréfléchie et manquerait de justesse, que les progrès de l'esprit humain n'ont eu lieu que partiellement, que s'il a été fort loin dans quelques branches, dans d'autres au contraire, il a fait, sinon un pas rétrograde, au moins une halte évidente. La diffusion des lumières peut être expliquée par d'autres circonstances. Ces circonstances sont principalement la réforme, la découverte et le perfectionnement continuel de

l'imprimerie, la multiplicité des rapports commerciaux entre les peuples, les raffinements de la vie sociale, le rapprochement des différentes conditions, l'amélioration de l'instruction populaire, circonstances qui, dans le fait, n'ont rien de commun avec les progrès réels de l'esprit humain.

La réforme, ouvrage de quelques hommes de caractère et de génie, fut, à la vérité, amenée ou du moins favorisée par une activité d'esprit dans le peuple, activité qui l'avait précédée et qui l'accompagna ; mais la réforme a beaucoup plus contribué à étendre les lumières, que les lumières à étendre la réforme. Comme elle appelait des sentences du pape et de l'autorité de l'église au jugement de la raison individuelle, et qu'elle substituait la liberté d'examen à une croyance aveugle et servile, il était naturel que l'habitude de penser par soi-même imprimât un mouvement progressif à toutes les nations réformées, mouvement qui s'étendit jusqu'aux pays catholiques. Comme la réforme ne reconnaissait d'autre fondement à la foi que l'écriture sainte, comme elle engageait chacun à la lire avec ardeur, la lecture devint généralement enseignée et apprise, et ce moyen essentiel d'instruction fut sans cesse plus répandu, même dans les cabanes du pauvre.

Aussi longtemps que les connaissances et les idées des siècles précédents ne furent contenues et conservées que dans des manuscrits, les unes

et les autres furent la propriété presque exclusive des hautes classes de la société ; ces trésors furent inabordables pour la généralité , et de cette source de vie quelques gouttes isolées tombèrent à peine sur la masse du peuple. La découverte de l'imprimerie mit fin à cette triste situation , et changea le monopole de quelques-uns en commerce libre et ouvert continuellement pour tous. Plus l'imprimerie se multiplia , plus ses moyens d'exécution furent rapides , moins ils furent dispendieux , mieux chacun put jouir de ses bienfaits , et dans ces trésors universels de la science s'approprier ce qui convenait le mieux à ses besoins , à ses inclinations , à sa position.

Les entreprises hardies et les heureuses découvertes de la navigation , les rapports de commerce qui augmentaient sans cesse entre les peuples et devenaient toujours plus compliqués et plus variés , agrandirent le cercle des connaissances et jetèrent dans la circulation un grand nombre de faits , qui naturellement durent aiguïser l'esprit , et le conduire à des idées nouvelles. Les pays les plus éloignés se connurent réciproquement ; les journaux excitèrent et satisfirent la curiosité. Les voyages devinrent chose ordinaire et favorisèrent l'échange des idées et des opinions , aussi bien que celui des besoins et des produits ; la sphère des connaissances s'étendit avec le marché des spéculations mercantiles. Avec les sources de l'activité nationale s'accrut la richesse nationale.

L'aisance facilita l'acquisition des propriétés et favorisa la liberté individuelle. L'une et l'autre devinrent des conditions de progrès pour la civilisation, en mettant à la portée de toutes les classes les moyens de se civiliser. C'est ainsi que les bornes qui séparaient autrefois les différentes classes durent naturellement disparaître peu-à-peu, dès que la culture intellectuelle ne fut plus le privilège exclusif d'aucune d'elles, et qu'aucune ne put se glorifier de prérogatives marquées sur les autres. Les hommes sentirent toujours de plus en plus, surtout dans les grandes villes, le besoin de parvenir par des conversations spirituelles, animées, instructives, à abrégér le temps, à exercer leur esprit, à le rendre plus fin, plus pénétrant, ou à le faire valoir. Les sociétés se multiplièrent à l'infini et prirent toutes les formes possibles. Les deux sexes se rencontrèrent journellement, et cet usage, entièrement inconnu aux anciens, releva la dignité des femmes, les excita à acquérir des connaissances, en même temps qu'il rendait les hommes plus capables d'apprécier la beauté, la décence, la délicatesse; et le cercle des observations qui conduisent à la connaissance du cœur humain s'agrandit naturellement. C'est à ces raisons seules que l'on doit attribuer le progrès des lumières dans les temps modernes, et ce concours de circonstances explique assez ce brillant phénomène. Cependant, quoique, sous le rapport de la civilisation, notre siècle ait sur les siècles

passés une supériorité qu'on ne peut nier, il ne faut pas se former une trop haute idée de la propagation des lumières. Les classes ouvrières n'ont encore aujourd'hui ni le temps, ni le loisir, d'acquérir une grande culture, et ne sentent même pas le besoin de former leur esprit par des connaissances variées. Il en sera toujours de même, en dépit des progrès de la civilisation, parce qu'en général la plupart des hommes sont condamnés dès l'enfance à des travaux continus et difficiles, sans cesse occupés des moyens de subvenir à leur existence, et n'ont que rarement le désir d'arriver à un plus grand développement de leurs facultés. Quoique la société civile ne repose plus comme jadis sur l'esclavage des masses, et que la liberté individuelle soit partout introduite et protégée, les besoins physiques exercent un pouvoir si absolu sur la plupart des hommes, qu'ils doivent plier leur temps et leurs forces sous le joug de fer de la nécessité et ne peuvent en disposer à leur gré. On peut même dire avec vérité que cette malheureuse position a plutôt augmenté que diminué avec les progrès de la civilisation matérielle.

Les branches de travail et les diverses occupations se sont à la vérité multipliées d'une manière incroyable et augmentent encore tous les jours ; la masse des objets qui servent à satisfaire les besoins est sans comparaison devenue bien plus considérable, et cependant il devient toujours

plus difficile à l'individu isolé de se procurer de l'ouvrage, et de s'avancer dans la vie avec aisance et sécurité. A la vérité, malgré ces obstacles, le paysan, l'ouvrier, le journalier le plus commun, ont sur leur origine, leurs devoirs et leur destination des notions plus justes que la plupart des hommes appartenant aux classes plus élevées, dans l'ancien monde, et même un pressentiment, un espoir du monde moral, a pénétré dans les esprits les plus grossiers. Mais cet avantage ne peut être attribué à la civilisation, il est uniquement un fruit précieux du christianisme.

On a souvent demandé si le progrès des lumières était décidément un bien, ou si l'on ne devait pas plutôt chercher à y mettre des bornes? Cette question est en partie déraisonnable, en partie purement oiseuse. Chaque être doit arriver à tout ce que comporte sa nature, et développer toutes ses forces d'une manière proportionnée à sa position et à ses rapports. Avant tout, l'homme doit cultiver et exercer toutes ses facultés, autant que les circonstances le lui permettent, et principalement perfectionner d'une manière indépendante son esprit et sa raison. Hors les lois de Dieu et la vertu qui en découle, il n'est réellement sur la terre aucun bien absolu, tout n'a qu'une valeur relative, et l'on doit en peser les avantages et les inconvénients. Mais ce qui est d'une nécessité absolue, c'est que chaque homme puisse se mouvoir et cherche à agrandir peu à peu le cercle de ses

idées aussi bien que celui de ses actions. C'est une conséquence de notre destination sur la terre et de l'irrésistible pouvoir du temps. Personne n'a le droit de s'opposer à cette marche éternelle du genre humain, de l'arrêter ou d'y mettre obstacle. Heureusement, si on voulait tenter de le faire, un dessein si hardi deviendrait bientôt inexécutable et ne tarderait pas à s'évanouir. Le faible bras de l'homme ne peut s'opposer longtemps aux lois de la nature, ni renverser l'ordre de l'univers. L'homme peut beaucoup, sans doute, quand il se meut librement dans les limites qui lui sont prescrites ; mais il serait bientôt saisi par la grande roue du temps, entraîné et broyé par elle, s'il voulait essayer de donner à ses rayons une direction contraire. On ne peut nier que le progrès actuel des lumières, n'ait ses défauts et ses inconvénients. Les idées naturellement mobiles et inconstantes ne peuvent devenir utiles dans leur mouvement continué que lorsque ce mouvement est dirigé par des principes solides et immuables, qui leur donnent du poids et un appui constant ; mais malheureusement cette mobilité dans les idées s'est étendue jusqu'aux principes qu'elle a ébranlés. Des notions imparfaites, des jugements partiels, des connaissances mal digérées, la répétition d'assertions empruntées à d'autres, au lieu d'être le produit de nos propres observations, se sont promptement répandues et se multiplient partout. L'amour des doctrines nouvelles a fait

regarder comme des préjugés bien des vérités qu'on a rejetées. La présomption, la vanité, l'ignorance colorée de beaux dehors, ont fait valoir des prétentions nouvelles; tous ont voulu et réclamé des droits égaux, comme s'ils avaient tous eu des forces et des facultés égales. Il est devenu plus difficile d'obtenir la considération personnelle, même en la méritant à tous égards, parce que chacun a cru posséder des avantages supérieurs aux autres.

La langue du savoir et de la bonne éducation s'est répandue si généralement, que le contraste d'un individu avec la multitude, quelque grand qu'il puisse toujours être, est devenu beaucoup moins sensible. De là est résulté la déconsidération et l'affaiblissement toujours plus marqué de toute autorité; par là, les bonnes intentions des gouvernants ont souvent échoué, parce que les gouvernés se sont imaginé qu'ils possédaient mieux qu'eux l'art de se diriger eux-mêmes et de diriger les autres. Quoique ces vices soient réels, sans aucun doute, on aurait tort cependant de blâmer et de décrier à cause d'eux le progrès des lumières. Une fausse civilisation se place toujours à côté de la véritable, comme l'ombre suit la lumière; mais plus la lumière augmentera et parviendra à s'étendre, plus ces ombres pernicieuses s'affaibliront et s'évanouiront. Le crépuscule et le clair-obscur ne sont pas la lumière du jour, et peuvent causer des erreurs et des méprises; mais qui pourrait leur préférer les ténèbres de la nuit?

Après cette appréciation du temps présent sous le rapport du progrès des lumières, se présente cette importante question : où en est la religion , où en sont les mœurs à cet égard , et le bonheur général des peuples et des individus a-t-il augmenté en proportion de la culture intellectuelle ?

La double tendance du siècle présent, de vouloir tout décomposer, tout analyser, et en même temps de déclarer la guerre au sentiment comme à un vice et à une faiblesse de la nature humaine, a exercé sur la religion une pernicieuse influence. L'infini, l'invisible, l'immatériel ne peut être jeté dans le creuset de l'analyse. La source et le siège de la religion sont dans l'âme bien plus que dans l'esprit ; il y a certaines existences , de même que certaines vérités , qui ne sont pas prouvées par les démonstrations de la raison , mais qui , ayant leurs fondements dans la nature même de la raison , émanent de ses profondeurs , et créent en nous une croyance involontaire et irrésistible. En général , on ne pourrait le nier sans injustice , dans ces derniers temps , la religion a repris un grand empire sur les âmes , l'on a mieux reconnu son essence intime , on a rappelé avec ardeur et béni en plusieurs occasions son influence consolatrice. Vers la fin du 18^{me} siècle , les choses saintes étaient attaquées , ridiculisées , poursuivies avec une telle fureur , un tel acharnement , les armes employées pour travailler à la destruction totale de la religion , étaient si nombreuses et si

variées, les écrits contr'elle se multipliaient tellement, que l'homme rassasié jusqu'au dégoût de ce scandaleux langage et de ces éternelles leçons d'incrédulité et d'impiété, commença à regretter son ancienne croyance et à souhaiter le retour de cette foi dont il sentait vivement le besoin. L'erreur et la méchanceté s'étaient épuisées. Des temps meilleurs leur succédèrent. On sentit que l'homme se ravalait lui-même, que la dignité de sa nature disparaissait, qu'un vide impossible à remplir dans la vie humaine, une inquiétude que rien ne savait calmer, un insupportable sentiment de nullité étaient les suites naturelles de la rupture avec l'être infini et la céleste patrie. Les crimes et les souffrances de notre époque, l'anarchie sous le nom de liberté, et le despotisme qui succéda à la licence, amenèrent des années si pleines d'angoisse et d'amertume pour les États et pour les individus, que les peuples rentrèrent en eux-mêmes et sentirent vivement que le sublime, l'éternel, l'intellectuel, pouvaient et devaient seuls arrêter, combattre et vaincre tout ce qu'il y a de bas, d'éphémère, de matériel dans ce monde.

Le sérieux dans les mœurs que fit naître l'oppression toujours croissante, les nobles efforts des gouvernements et de toutes les classes de la société pour s'en délivrer, les sacrifices de tout genre auxquels on se soumit volontairement, l'enthousiasme général pour le pouvoir légitime, la patrie

et la nationalité, contribuèrent aussi à réveiller les sentiments religieux, à les animer, à les fortifier ; car tout ce qu'il y a de grand dans l'homme est en rapport secret avec la Divinité, et plus il devient vertueux, plus il se rapproche de celui qui seul peut donner à toutes les vertus une couronne d'immortalité.

Tel est l'état de la Religion, et sous ce rapport on peut avec raison rendre justice au présent et le préférer au passé. Mais il n'en est pas moins vrai qu'à peine échappé à un extrême, le siècle présent se rapproche insensiblement d'un autre. Jadis, on exagérait le pouvoir de l'intelligence; ce qu'on appelait la raison recevait tous les hommages, et la foi était décriée; actuellement, on veut bannir l'intelligence de son domaine naturel, on exagère l'insuffisance et la faiblesse de la raison. La foi seule doit suffire à l'homme et on la laisse dégénérer elle-même en une aveugle et stupide crédulité. Jadis on ne voulait reconnaître aucun secret, tout mystère était rejeté. Aujourd'hui, l'on affiche une inconcevable prédilection pour tout ce qui est mystérieux ; on voudrait multiplier les mystères, on se défend de chercher à comprendre, à expliquer, à prouver même ce que la Religion offre de plus clair ; on prétend que de tels essais sont autant de péchés. Jadis on avait séparé la morale de la foi, et la morale fut, si non déracinée, au moins affaiblie et souffrante. Et en effet, la vertu sans la Religion est une plante

qui, privée de l'influence du ciel et à jamais séparée de lui, ne peut que languir sur la terre; aujourd'hui l'on prêche une foi qui, totalement abstraite et indépendante des actions des hommes, ne se fonde et ne s'appuie que sur elle-même; et la vertu, le signe, l'effet, le but de la vraie foi, est détrônée, précipitée de sa hauteur et reléguée au second rang. Jadis le service divin avec ses formes extérieures, ses solennités, ses rites, était décrié et tourné en ridicule, comme un enfantillage indifférent et inutile; aujourd'hui on court le danger d'y attacher un trop grand prix et le christianisme actif est subordonné au christianisme contemplatif. Dans le dix-huitième siècle, on calomnia l'état ecclésiastique, on le couvrit de ridicules, on pensa que la société pouvait s'en passer, on lui enleva ses biens, ses moyens d'existence, son influence, son pouvoir spirituel; aujourd'hui le clergé s'efforce d'obtenir plus que ne comporte sa destination; il veut devenir puissant au lieu d'être utile; il veut régner avec éclat, au lieu de se faire chérir par ses bienfaits; il veut donner ses conseils dans les choses mondaines, les conduire et les diriger. La plupart de ses partisans, éblouis et trompés par leurs propres idées, secondent ses projets, et ne voyent pas que ses prétentions mal fondées finiront par lui faire perdre les avantages même qu'il pourrait réclamer avec le plus de raison.

La moralité et la Religion ont ensemble tant de

points de contact , toutes deux sont unies par des liens si étroits , que leur destin , chez tous les peuples , semble inséparable de l'influence mutuelle qu'elles exercent l'une sur l'autre.

Les mœurs gagnent ou perdent en régularité, en pureté , en beauté intime , à mesure que la Religion s'épure ou se corrompt , et que la vraie piété devient ou plus générale ou plus rare. Le dix-huitième siècle a encore confirmé par une nouvelle expérience l'étroite parenté qui existe entre les mœurs et la Religion. Le siècle actuel a sans doute plusieurs avantages à cet égard sur celui qui l'a précédé. Au reste, il est très-difficile de déterminer l'état moral d'un peuple ou d'une époque , et encore plus difficile de l'évaluer exactement et de le rapporter à ses véritables causes. La moralité extérieure et sensible d'une action n'est pas toujours en rapport exact avec la moralité intérieure des sentiments et des principes qui portent à cette action. Les circonstances exercent leur empire sur la première, en ce qu'elles lui offrent plus ou moins de motifs ou d'occasions; l'intérieur de l'homme au contraire , indépendant des circonstances , peut être en tout temps cultivé, dirigé par lui seul ; mais en général cet intérieur humain nous reste caché , et se dérobe à toute observation. Il ne faut pas non plus juger de la moralité privée d'un peuple , d'après ses vertus publiques et réciproquement. La moralité publique, dépend beaucoup plus que la moralité

privée, de la grandeur d'un État, de son gouvernement, de sa législation, des événements de son histoire, de ses rapports avec les autres peuples. Il est aussi très-facile de se tromper sur la véritable moralité d'un peuple ou d'un siècle, et de rapporter l'absence de certains vices, aussi bien que l'exercice de certaines vertus à des causes qui ne sont pas les véritables, par conséquent de relever ou de rabaisser trop leur valeur morale. La situation géographique d'un peuple et la nature du sol ne lui permettent pas quelquefois de sortir des bornes de la médiocrité, ou le condamnent même à la pauvreté. La pauvreté chez un peuple est loin de contribuer à créer comme chez les individus, des défauts et des vices; au contraire, elle le force en quelque sorte à la simplicité, à la frugalité, au travail; elle le réduit exclusivement aux jouissances de la famille et du foyer domestique, et ces conditions de son existence favorisent la vertu, ou du moins lui en donnent toutes les apparences. C'est ainsi qu'étaient les Romains dans les premiers siècles de leur histoire. Au contraire, si les dons de la nature, et d'heureuses circonstances conduisent promptement et facilement un peuple à de grandes richesses nationales, les arts, qui travaillent pour les jouissances sensuelles et les commodités de la vie, augmentent alors le goût des unes et des autres; l'aisance générale et les richesses considérables des individus leur donnent l'envie, le temps et les moyens de faire

de grandes dépenses, il en résulte une lutte de luxe et de voluptés dans les rangs divers de la société; la durée de cette lutte démoralise et corrompt également les vainqueurs et les vaincus; les richesses abandonnent à l'avarice, à l'ambition, à la vanité; les citoyens moins fortunés font d'amères et dangereuses comparaisons; leurs cœurs s'ouvrent à l'envie, à la haine contre leurs rivaux plus heureux, et si les circonstances viennent à restreindre la production, à diminuer les gains et les salaires, à augmenter le prix des marchandises, alors les conditions inférieures, pour ne pas souffrir d'un tel état de choses et n'être pas obligés à renoncer à leurs jouissances, se laissent entraîner à des fautes qui peuvent facilement conduire au crime. Or, il se pourra faire que, au fond, si ce n'est à l'extérieur, les principes philosophiques, les sentiments religieux, les idées morales, soient les mêmes chez les deux peuples dont nous venons de parler. Mais la moralité extérieure sera beaucoup plus évidente chez le premier que chez le second, et l'on y verra beaucoup moins d'actions immorales. Veut-on apprécier les différents siècles sous le rapport de la moralité? on ne doit pas oublier que notre nature imparfaite ne permet pas à toutes les vertus de s'exercer à la fois, mais que tandis que les unes brillent, les autres pâlisent et sont rejetées au second plan du tableau de la vie. Dans les différentes périodes de l'histoire, les passions et les vices changent de

formes, d'allure et de ton, bien plus encore qu'ils ne se distinguent entr'eux par leur véritable essence, par leur influence, ou leurs progrès plus ou moins rapides. Dans un siècle, les passions et les vices paraissent grossièrement à découvert, dans l'autre ils sont plus raffinés, ici ils dérobent par l'astuce ce que là ils arrachent par la violence, et je doute fort que l'immoralité accompagnée d'esprit, de prudence et d'artifice, vaille mieux que cet état de sauvage licence où tout dépend de la supériorité physique des individus.

S'il est difficile de juger de l'état moral du siècle présent, parce que nous manquons à cet égard de caractères fixes et déterminés, il est aussi presque impossible de pouvoir prononcer sur le plus ou moins de bonheur d'un peuple dans un temps donné. Le bonheur, dont on ne peut tracer un idéal ou présenter un type généralement admis, est, dans la réalité, non-seulement incomplet, imparfait, défectueux, insuffisant, mais il est surtout essentiellement relatif. Il tient bien moins au nombre et à la nature des sources du bien-être et aux objets de jouissance possédés qu'à la tendance particulière du genre d'esprit, du caractère, des sentiments de chaque individu. Ce n'est pas ce qu'on possède ou ce qu'on acquiert, mais la manière dont on en jouit qui fait le véritable bonheur. Le bonheur est un état durable qui naît principalement de l'harmonie des moyens et des fa-

cultés de chaque individu avec ses besoins , avec les circonstances , avec le monde dont il est entouré. Il est reconnu que ce qui produit chez l'un cette harmonie , la détruit chez l'autre. Tout dépend de cette harmonie , mais cette harmonie est tellement en nous qu'il n'est pas facile de l'apercevoir , et qu'elle se dérobe à toute observation. La seule chose que l'on puisse dire avec exactitude sur le bonheur ou le malheur du genre humain , en divers temps et en divers lieux, c'est que dans tel pays les conditions d'existence matérielle se trouvent en plus grand nombre que dans un autre, que les objets des jouissances y sont plus faciles à obtenir et à fixer ; que les sources du travail , de l'aisance , des richesses y coulent plus abondamment et qu'un plus grand nombre d'individus peut y avoir accès ; que la liberté individuelle y est plus étendue , que les propriétés y trouvent à un plus haut degré protection et sûreté. Mais qui pourrait, d'après ce point de départ, déterminer le bonheur du siècle présent et lui donner l'avantage sur tous les autres ? puisque la question est toujours de savoir lequel vaut mieux ou des besoins bornés, mais satisfaits, et des moyens aussi limités que les besoins , ou bien de grands moyens, de grandes richesses, mais surpassés encore par des besoins plus grands ; puisque, dans l'état actuel de la société, il paraît que le nombre de ceux qui ne possèdent pas est à peu près égal au nombre de ceux qui possèdent ; et que les mêmes

raisons qui augmentent l'un , contribuent aussi à augmenter l'autre; puisque les désirs et les efforts inutiles pour arriver à un but, les passions toujours déçues et se consumant elles-mêmes , les amères et décourageantes comparaisons faites sans cesse par la médiocrité , se multiplient dans une effrayante proportion.

Ce parallèle dont nous n'avons esquissé que quelques traits, pourrait être poussé beaucoup plus loin; mais il suffit pour prouver que tous les jugements à l'avantage ou au détriment du siècle présent pris dans leur généralité exclusive sont à peu près également exagérés, et par conséquent également faux. Quoiqu'ils paraissent contradictoires, ils doivent cependant être fondus dans un seul tout pour s'approcher de la vérité. Le tableau du temps présent, comme celui de chaque siècle, a ses ombres et ses lumières qui s'obscurcissent et s'éclairent réciproquement.

Au reste, de pareilles comparaisons des temps, si même il était possible de leur donner une justesse parfaite, peuvent avoir quelque valeur historique, mais bien peu d'utilité pratique. Dans le cours éternel des choses, les siècles ne sont qu'un moment. Chaque moment arrive nécessairement, et sa signification est déterminée aussi bien que sa place. Aucun moment particulier n'a une supériorité positive sur celui qui l'a précédé, ni sur celui qui lui succédera. Comment donc une période qui ne consiste elle-même qu'en de

semblables moments pourrait-elle l'emporter sur toutes les autres? d'autant mieux que la marche de l'humanité restera longtemps un problème; dans son mouvement continu, le genre humain avance-t-il en parcourant une ligne droite ou une spirale, ou bien tous les différents peuples et le monde entier tracent-ils un cercle dont le centre est immobile et dont la circonférence revient sans cesse sur elle-même? Question abstraite et qui n'a pas encore été résolue.

SUR LE POUVOIR

DE L'OPINION PUBLIQUE.

THÈSE.

L'opinion publique est, plus que jamais, le pouvoir dominant dans le monde politique ; elle est l'astre qui doit éclairer et guider les gouvernements ; il faut la consulter, la prendre en considération dans toutes les affaires politiques, et principalement dans la législation.

ANTITHÈSE.

L'opinion publique est une croyance erronée, chancelante, passagère, un pouvoir usurpé. Bien loin d'être le principe fondamental des gouvernements, elle ne peut leur donner que de fausses directions et leur susciter de continuels obstacles.



SUR LE POUVOIR DE L'OPINION PUBLIQUE.

Depuis environ cinquante ans , un pouvoir invisible , qui se faisait déjà sentir dans le commencement du 18^me siècle , s'est peu à peu développé en Europe. Longtemps faible , craintif , se glissant dans l'ombre , il s'est toujours étendu de plus

en plus, et il a fini par faire de rapides progrès. Depuis un demi-siècle surtout, sa force et son autorité se sont singulièrement accrues. Ce pouvoir exerce sur l'individu comme sur la multitude, sur les princes comme sur les peuples, sur les gouvernants comme sur les gouvernés, une influence continue, active, profonde, et d'autant plus redoutable qu'on ne peut rechercher sa source, trouver sa place, tracer ses limites; elle est partout et elle n'est nulle part.

Il est impossible de nier le pouvoir moral de cet être énigmatique. Maintenant est-il une vaine illusion, un fantôme de l'imagination, ou bien a-t-il une existence réelle, et doit-il toujours être écouté et consulté? Cette question est digne d'examen et d'une réponse sérieuse.

Pour l'aborder de plus près, il faut d'abord la décomposer en plusieurs questions subsidiaires. Quelle idée peut-on et doit-on attacher à ces mots : opinion publique? Quelle est la source, l'essence, la forme de l'opinion publique? A quelles circonstances doit-elle son pouvoir, et jusqu'à quel point peut-elle être regardée comme règle de pensée et d'action?

L'opinion est la croyance qu'on accorde à une chose dont on n'a qu'une connaissance superficielle; bien loin de pouvoir être comparée à une conviction fondée sur la raison ou sur l'existence réelle d'un objet, l'opinion est tout le contraire. On a une opinion sur une chose aussi longtemps

que l'on ne croit pas encore , qu'on n'est pas convaincu , qu'on n'a aucune certitude d'avoir saisi la vérité. On n'a point d'opinion sur une chose que l'on ne connaît pas du tout ; on se fait une opinion sur elle quand on commence à la connaître ; l'on croit si des preuves positives font briller l'évidence à nos yeux , de telle manière que nous ne puissions un instant admettre une idée contraire. On est convaincu lorsque des preuves irrésistibles et des arguments rigoureux parlent en faveur d'un principe ou d'un fait ; lorsqu'on reconnaît l'existence réelle de l'un , ou l'incontestable vérité de l'autre , par un examen intérieur ou extérieur dont le résultat s'imprime invinciblement en notre esprit.

D'après cette simple explication , l'on peut reconnaître que l'opinion en elle-même ne mérite ni considération , ni mépris , mais qu'elle doit être soumise à un examen approfondi. L'opinion conduit à la vérité , en tant qu'elle éveille notre attention sur un objet , et nous engage à rechercher ce qui peut l'éclairer. Mais l'opinion , en nous prévenant pour ou contre une chose , peut aussi nous éloigner de la vérité et nous induire en erreur. L'opinion peut se changer en croyance et en conviction , si , par la profondeur des réflexions ou la sagacité des observations , nous parvenons à fixer , dans de justes bornes , ce qu'elle a de vacillant et d'incertain , à remplacer un jugement hasardé par un examen attentif de l'objet sous

toutes ses faces, et à donner ainsi de la consistance et de la réalité à l'ensemble.

L'opinion peut se répandre avec rapidité, précisément parce qu'elle est, de sa nature, légère, facile à communiquer et à saisir : soit qu'elle appartienne primitivement à plusieurs personnes que l'identité de situation, d'esprit, de caractère a pu inspirer en même temps de la même manière, soit que, dans le principe, elle n'ait été que la manière de penser d'un seul individu qui, par sa position ou son influence dans le monde ou par des moyens adroits, a su la répandre et lui procurer du crédit et des partisans. Cette promptitude ne change rien à la nature de l'opinion, et ne prouve rien pour sa valeur intrinsèque. On a vu des erreurs, aussi ridicules que dangereuses, adoptées pendant quelque temps comme opinions universelles, s'étendre, non-seulement dans tout un pays, mais encore dans une partie du monde; elles avaient la généralité pour elles, nulle voix ne s'élevait pour les contredire, jusqu'au moment où d'heureuses circonstances, de violentes secousses, ou d'autres opinions, souvent aussi erronées, parvenaient à dissiper cette fantasmagorie et à anéantir l'erreur si longtemps maintenue.

Pour qu'un jugement soit juste et qu'il ait quelque autorité, il exige, dans celui qui le porte, une connaissance approfondie de l'objet, le discernement et la circonspection nécessaires pour

pouvoir considérer cet objet dans ses rapports avec les principes et avec les autres objets qui dépendent de lui, la liberté d'esprit qui dégage de toute espèce de préjugé, l'absence de passion sans laquelle il n'est point de raison saine, enfin l'abnégation de tout intérêt personnel, car l'intérêt personnel obscurcit le jugement et remplace la vérité des choses par les préjugés de l'individu. Pour admettre la voix publique comme l'organe de la vérité, comme un guide sûr et infaillible, il faut supposer que la réunion si rare de toutes ces qualités est une chose commune et que l'on rencontre partout.

Mais malheureusement, l'on trouve précisément le contraire ; la masse des hommes, en général, ne réunit pas les qualités indispensables pour porter un jugement digne d'estime. Placé hors de sa spécialité et de ses occupations journalières, un individu connaît en général peu de choses parfaitement et par principes ; il est plus rare encore que son esprit soit assez pénétrant, assez exercé, pour pouvoir saisir et juger les rapports d'un objet entièrement étranger à sa sphère. Diverses raisons influent sur le jugement, avant qu'il soit formé et prononcé. Semblables à la brise qui, en élevant les vagues sur la surface de l'onde, empêche d'en apercevoir le fond ; les passions, les émotions du cœur bannissent de l'âme cette tranquillité parfaite qui seule eût pu lui permettre de voir avec netteté le fond de la chose qu'on

veut juger; enfin, chez la plupart des hommes, l'intérêt personnel est le poids qui fait pencher la balance et ne laisse que trop pressentir quel sera leur jugement.

Mais quand l'objet d'un jugement est simple ou peu compliqué et qu'il est du domaine de la morale, on peut plutôt espérer de la multitude un jugement équitable et digne d'attention. S'agit-il, par exemple, de juger si telle ou telle action de la vie privée peut être envisagée comme bonne ou mauvaise? on peut alors écouter la voix publique; mais même, dans ce cas, le jugement doit uniquement porter sur l'action en elle-même; car les circonstances qui peuvent l'atténuer et la justifier peut-être, sont pour l'ordinaire entièrement inconnues à ceux qui la jugent et plus encore les motifs qui peuvent l'avoir déterminée.

Ces ressorts cachés échappent souvent aux plus fins observateurs, souvent même à celui qui a commis l'action, s'il ne soumet sa conscience à l'examen le plus sévère. Il résulte de là que la voix publique, qui porte souvent des jugements très-sages sur la justice ou sur l'injustice d'une action, peut rarement juger avec équité de la moralité d'un individu, et c'est ce qui explique comment des hommes pleins de noblesse et de probité, quoique bien loin de mépriser leurs concitoyens, se mettent pourtant au-dessus des accusations et des jugements de l'opinion publi-

que , forts qu'ils sont de leur propre estime et de la pureté de leurs sentiments.

Or , si les choses se passent ainsi , lorsqu'il est question d'objets simples et pour lesquels chacun porte la règle de son jugement dans sa propre conscience , à plus forte raison en est-il de même , lorsque l'objet de nos jugements renferme en lui un ensemble d'intérêts plus grands et plus généraux , des faits , des notions diverses , alors la multitude n'est plus capable de juger , parce que tous les éléments d'une opinion lui manquent. Si elle se permet alors de s'élever au-dessus de sa sphère , ses jugements sont presque toujours erronés. En pareille matière elle doit s'abstenir de toute opinion , car cette opinion ne pourrait qu'être superficielle , sans fondement , et ne mériterait aucune considération.

En supposant que cette règle eût des exceptions , il resterait toujours une grande question à décider , à savoir comment l'on doit s'y prendre pour pouvoir , d'après un principe fixe , et avec une sorte de certitude , reconnaître de deux opinions opposées , quelle est la plus générale , la plus publique , pour ainsi dire. Quel moyen employer , quel centre d'observations choisir , pour juger du nombre de ces voix et les compter avec exactitude ? Car , quelles que soient les apparences et le bruit de l'opinion qui se dit dominante , il y a toujours des opinions opposées qui ont plus ou moins de poids. Comment déterminer les circonstances et le mo-

ment favorable pour additionner les diverses sommes que l'on aura cherché à recueillir? Comment s'y prendra-t-on pour ne pas confondre l'opinion des clabaudes de la capitale avec celle de la capitale elle-même, l'opinion de la capitale avec celle de la province, enfin l'opinion de la province avec celle de la nation? Une partie de la société blâme ce qu'une autre approuve; une caste préconise ce qu'une autre condamne; et souvent le même individu, suivant le temps et les conjonctures, portera deux jugements différents sur un seul et même objet.

De tout temps et dans tous les États, il a existé une opinion publique, chez les anciens, comme chez les modernes. Car de tout temps, les hommes ont eu leur opinion sur les événements du jour, sur la situation intérieure et extérieure de l'État, sur les lois, les réglemens, la conduite des gouvernants et des gouvernés : proclamée ou dissimulée, cette opinion a existé. Si, par sa nature et par ses éléments, elle mérite réellement l'attention universelle, si la justice exige qu'on lui accorde de l'influence et du pouvoir, elle n'a pas besoin d'élever hautement la voix, pour être connue, appréciée et suivie. Dans plusieurs occasions, il serait bien facile de la pressentir et de la deviner, lors même qu'elle ne se prononcerait ni dans les discours, ni dans les écrits. Même à ces époques, où la langue était glacée par la crainte, où la tyrannie croyait voir dans chaque observation

un reproche, dans chaque reproche un crime; où plus elle méritait le blâme, plus elle cherchait, par des moyens violents, à étouffer la voix du peuple, il existait pourtant une opinion secrète, et la tyrannie n'en était pas moins exposée au jugement des individus et des masses, quoique ses juges gardassent le silence. Mais dans des temps plus heureux, sous un gouvernement libéral, on a vu souvent les jugements de la nation sur les affaires d'État suspendus par un sentiment de modestie, par amour et par respect pour les autorités, par la crainte de prononcer sur ce qu'on ignorait, ou si l'on s'exprimait, c'était toujours avec de grands ménagements. De notre temps, c'est tout l'opposé. Dans toutes les classes plus ou moins, on juge de tout avec promptitude, d'un ton tranchant et sévère; l'opinion s'étend sur tout, et, loin de se glisser en silence, s'élève à ce point d'effronterie, de témérité et d'insolence de prendre le nom de la voix publique, nom magique qui étourdit, qui effraie les esprits, ou les entraîne de force à sa suite.

Trois raisons ont principalement opéré ce grand changement et ont amené cet état de choses que la marche et les progrès de la civilisation avaient déjà préparé.

Premièrement, les réunions d'individus sont devenues plus fréquentes et plus intimes; je ne parle pas seulement de celles que des besoins matériels et des points de contact amènent sans cesse

entre des hommes qui journellement doivent traiter ensemble de leurs affaires et chercher à les arranger pour leur avantage réciproque ; mais encore de celles que fait naître la recherche du plaisir. Le besoin surtout de la conversation et d'un échange facile d'idées et de jugements , a considérablement augmenté les réunions des deux sexes. C'est là qu'on traite de tout, qu'on examine tout, qu'on critique tout ; que les prétentions superficielles tiennent le haut bout, que des saillies, des traits d'esprit mordants donnent le ton et remportent une facile victoire sur le simple et modeste bon sens ; c'est là que la partialité est à la mode ; car chercher à s'éclairer en envisageant un objet sous toutes ses faces serait chose fatigante et n'exciterait que l'ennui. Dans ces réunions, la critique est à l'ordre du jour ; on loue rarement quoi que ce soit, et surtout ce qui est vraiment digne d'éloges ; car la critique suppose toujours une espèce de supériorité sur l'individu critiqué , tandis qu'admirer, c'est confesser en quelque sorte une infériorité que la vanité ne permet pas d'admettre. Dans les salons, dans les cercles, dans les clubs, quel que soit le nom qu'on leur donne , il se forme peu à peu des opinions qui se répandent avec promptitude, en imposent aux gens timides, et agissent avec d'autant plus d'énergie, qu'il est impossible de pouvoir calculer exactement leur puissance, leur étendue, leur valeur, et que ce torrent rapide trompe sur sa profon-

deur réelle , même les gens les plus éclairés.

Une seconde raison du crédit de l'opinion publique , qui emprunte beaucoup de la première , mais qui lui rend à son tour plus qu'elle n'emprunte, se trouve dans les progrès continuels de la littérature qui crée chaque jour de nouvelles productions. Pour donner à leurs opinions plus de poids et de valeur, les auteurs en appellent, dans leurs écrits , à l'opinion publique , qui , à les entendre , imprime à leurs doctrines le cachet de la vérité et de l'approbation universelle ; tandis que de son côté , l'opinion publique s'appuie sur les écrits qui l'invoquent et la prônent , comme s'ils étaient en parfaite harmonie avec elle et dignes par là même de plus de confiance.

A la vérité , il existe des auteurs qui , par la diversité et la profondeur de leurs connaissances , par la solidité de leurs recherches , par l'excellence de leur génie et de leur goût , par la finesse de leur esprit, par la saine raison qui dicte leurs jugements, auraient le droit de traiter des affaires de la société en général, et mériteraient d'être écoutés ; mais des écrits de ce genre qui exigent des lecteurs sérieux , de l'attention , des efforts , et qui demandent pour être compris du temps et des soins , ont ordinairement peu d'attrait pour la multitude, qui les néglige ou les ignore.

Les lectures les plus recherchées sont en général les gazettes , les brochures , les journaux du

moment , ou ces livres frivoles qui n'approfondissent rien , mais dont le ton enjoué , libre , moqueur , sans égards et sans ménagement , plait à la plupart des lecteurs : ils vont chercher dans ces ouvrages des notions et des idées déjà en rapport avec les leurs , et d'autant plus aisées à comprendre qu'elles ne font qu'effleurer la superficie des objets. Dans ces productions éphémères de l'esprit , tout est attaqué , rien n'est respecté , et des opinions tranchantes l'emportent sur les jugements les mieux fondés ; on y parle de tout : des individus , sans les connaître ; des actions , sans les avoir examinées ; des rapports les plus compliqués de la politique , sans posséder les éléments indispensables à leur comparaison ; des problèmes les plus abstraits de la législation et de l'administration , sans se donner la peine de chercher à en comprendre le sens. Prenant pour principe une opposition systématique contre le gouvernement , ces écrivains s'emparent de tout ce qui vient de lui , pour défigurer tous ses actes et pour envenimer toutes ses intentions. Le bien est passé sous silence ou dénigré ; le mal est représenté sous les couleurs les plus noires ; ne peut-on nier les faits , ni les dénaturer ? on leur suppose alors des motifs secrets et coupables. Le caractère de probité des gouvernants les met-il au-dessus de tout soupçon ? on blâme alors la maladresse des moyens qu'ils emploient ; la calomnie ne peut-elle attaquer le présent ? elle s'étend

sur l'avenir, et cherche d'avance à le noircir. C'est avec cette audacieuse ignorance, avec ces sentiments pervers que se fabrique en quelque sorte l'histoire : la vraie philosophie est condamnée, dès qu'elle établit des principes positifs ; la religion est avilie par des exagérations de tout genre, soit qu'on accorde trop à la raison aux dépens de la foi, soit à la foi, aux dépens de la raison. La confusion que fait naître la manie d'écrire et de lire se saisit des classes inférieures comme des hautes classes de la société, et contribue particulièrement à répandre des opinions qui, déjà corrompues dans leurs germes, croissent, se développent et s'étendent, toujours entachées de cette corruption. Et voilà souvent la source de ce qu'on nomme la voix publique ; on reconnaît cependant son pouvoir, on le ménage, on le craint, et quoiqu'il ne s'appuie que sur des erreurs, des passions, des absurdités de toute espèce, il n'en avance pas moins avec une force irrésistible.

Ce pouvoir ne se serait néanmoins pas formé avec une si effrayante rapidité, si une troisième circonstance n'eût contribué à ses progrès. Cette circonstance est la création du crédit, qui est le principe fondamental et la condition nécessaire de l'existence d'un État. Aussi longtemps que les dépenses furent couvertes par la recette, qu'aucun événement extraordinaire ne demanda des moyens extraordinaires aussi ; lorsque, dans des temps plus heureux, les épargnes fournirent aux

avances ; lorsque les besoins marchèrent d'un pas égal avec les ressources, et qu'il ne fallut pas chercher à augmenter celles-ci pour suffire aux autres, on ne connut le crédit que dans la vie privée ou dans le commerce. Mais dès que vinrent les temps de trouble, où il s'agissait de l'existence ou de la ruine d'un État, lorsque, pour ménager la génération présente, on imagina de rejeter le fardeau des dépenses actuelles sur la génération future, alors arriva l'époque des emprunts publics. A la naissance de ce système, on ne s'occupa d'abord que de l'idée de rembourser le capital emprunté dans un temps déterminé ; plus tard, on chercha seulement à assurer le paiement des intérêts ; puis enfin, on inventa la théorie d'amortissement pour anéantir insensiblement les dettes de l'État, et l'on perfectionna ce procédé, en renfermant déjà dans l'emprunt les moyens d'une rente d'amortissement. Pour toutes ces opérations, le crédit, c'est-à-dire, la confiance des créanciers de l'État, est indispensable ; mais cette confiance ne s'accorde que lorsqu'on a foi dans les ressources, dans la possibilité de paiement et dans la probité du gouvernement. Avec cette confiance s'élève ou tombe le crédit, et avec lui tout l'édifice. Or, cette confiance ne peut-être ni commandée, ni forcée, ni surprise, et moins encore séduite ou aveuglée, il faut donc nécessairement la gagner et la ménager.

De là vint que les gouvernements, même dans

d'autres cas et pour la plupart des affaires de l'État, s'accoutumèrent peu à peu à consulter l'opinion publique, à chercher à la captiver, et bientôt ce fut une maxime de flatter l'opinion dans tout ce qui concerne les intérêts généraux. On doit, pour excuser une telle maxime, dire que le gouvernement s'étant une fois habitué à consulter l'opinion sur un point, c'est-à-dire, sur le crédit, il était assez naturel de la consulter sur tous les autres points.

Comme tout dans l'organisation de l'État se tient et s'enchaîne, le crédit ne pouvait naître et se maintenir sans attirer l'attention des individus sur tous les ressorts de la vie politique et sur toutes les branches de l'administration.

La confiance dans la situation financière dépendait de l'idée qu'on se formait de l'administration gouvernementale et de la puissance nationale ; et ni l'une ni l'autre ne pouvaient être appréciées à leur juste valeur sans un examen approfondi de la situation intérieure et extérieure de l'État tout entier. C'est ainsi que se forma une opinion publique sur toutes les opérations des gouvernements, et que ceux-ci furent entraînés à accorder à cette opinion un pouvoir beaucoup trop étendu.

Il résulte de tout ce que nous venons de voir que ce qu'on appelle l'opinion publique peut quelquefois avoir une valeur relative, mais jamais absolue, et qu'il ne faut jamais l'envisager comme règle de conduite. Incertaine et variable, elle ne

peut être regardée comme principe immuable ; et d'après sa marche douteuse, d'après le changement continuel de sa direction, les gouvernements et même les particuliers ne peuvent sans danger s'en servir pour s'orienter ou s'abandonner à sa conduite. Ni son origine, ni les éléments dont elle est composée, ni la manière dont elle se forme et se propage, ne sont de nature à lui attirer beaucoup de confiance. L'opinion des gens les plus estimés, les plus instruits, les plus pénétrants, peut, sans contredit, mériter de la considération et consolider notre propre jugement, le rectifier ou ajouter à sa force ; mais cette élite du genre humain en forme toujours la minorité ; et, supposé même le contraire, ils ne pourront jamais être regardés comme les représentants de l'opinion publique, puisque le plus souvent ils sont en opposition directe avec elle.

Nous trouvons même dans les rapports de la vie privée, que les hommes d'un esprit original, d'un caractère ferme et indépendant, d'une grande élévation de sentiments, ne se laissent point aller dans leur conduite au vent de l'opinion publique et ne recherchent jamais sa faveur. Dans leurs actions ils sont dirigés par leur conscience, par leurs principes, par leur conviction raisonnée. Si, en suivant une pareille route, ils obtiennent l'approbation de leurs concitoyens, ils en éprouvent de la satisfaction ; ils se consolent, si elle leur manque, mais ne lui donnent aucune prise sur

leur manière d'agir. Il n'y a que les esprits vides , légers, qui ne trouvent en eux-mêmes aucun point d'appui et qui empruntent tout des autres , il n'y a que ceux-là qui demandent sans cesse à l'opinion publique ce qu'ils doivent penser ou faire. Heureux ou malheureux , raisonnables ou insensés , vertueux même ou vicieux d'après le cours de l'opinion du jour, ils prennent toutes les formes, toutes les couleurs, toutes les directions , et cependant ils n'atteignent jamais leur but, qui est d'être en harmonie avec l'opinion publique , parce que ce but est agité d'un mouvement continu, et qu'eux-mêmes ils sont sans cesse entraînés çà et là , comme le sable des déserts.

Si les individus doivent s'élever au-dessus de l'opinion publique pour marcher sûrement et pour conserver leur dignité, combien , à plus forte raison, est-ce une nécessité pour les gouvernements ? Ils doivent prendre une toute autre règle, dans leurs résolutions et dans leur entreprises , que la clameur éphémère de la voix publique , sans cela, ils perdraient inévitablement toute fermeté , laisseraient apercevoir une faiblesse impardonnable , tomberaient dans une dépendance aussi pernicieuse qu'avilissante , et au lieu de l'approbation qu'ils s'efforceraient d'obtenir, ils ne recueilleraient à la fin qu'un juste mépris.

Les gouvernements doivent, d'après le présent, calculer l'avenir, le préparer et le dominer. L'o-

pinion publique du jour, au contraire, sans penser à la postérité, s'occupe seulement du temps actuel, et le prend pour limite de toutes ses actions et de toutes ses idées : bien loin de vouloir, comme les gouvernements, sacrifier quelquefois le présent au profit d'un avenir éloigné, l'opinion de la masse sacrifierait volontiers l'avenir au moment présent. Les gouvernements ont chaque jour à résoudre des problèmes composés d'éléments innombrables, et dont la solution suppose d'avance la connaissance approfondie des choses et des hommes, connaissance qui ne peut être produite que par l'examen de la véritable situation de l'État dans tous ses rapports. Or, l'opinion publique n'a jamais à cet égard, pour établir son jugement, que des notions bornées et incomplètes, des faits, imparfaits ou faux. Comment pourrait-elle alors, sans se tromper, se hasarder à juger sur la nécessité de la guerre ou de la paix, sur la manière de conduire l'une et de traiter l'autre, sur les impôts et le système commercial, sur les lois qui garantissent les propriétés et la liberté des individus ? Comment les gouvernements ne tomberaient-ils pas dans les erreurs les plus dangereuses, s'ils prenaient un pareil jugement pour règle de leurs opérations ? Les gouvernements ne doivent avoir pour but principal que le bien général de la société ; ils cherchent seulement à concilier avec lui les intérêts privés, mais si quelquefois ils

sont forcés à des sacrifices partiels des intérêts de l'État, ils ne peuvent se les permettre que dans les moments les plus difficiles et les plus critiques, et quand la conservation de l'ensemble l'exige impérieusement, tandis que les opinions des individus qui, sans déterminer absolument l'opinion publique, ont cependant sur elle une influence marquée, sont pour la plupart dictées par l'intérêt privé ou du moins resserrées dans d'étroites limites par ce sentiment égoïste.

Si l'intérêt de plusieurs trouve son compte dans un décret ou un arrêté du gouvernement, quelqu'onéreux qu'il puisse être pour la masse, il sera approuvé par ceux qu'il favorise, et si l'intérêt d'une classe de la société se trouve menacé par quelque mesure publique, quelque avantageuse qu'elle puisse être pour la majorité, elle sera décriée par cette classe.

Le contraste qui résulte de la nature même des choses entre la position grande et élevée que les gouvernements ne doivent jamais abandonner, et le point de vue étroit et borné de ceux dont les opinions forment l'opinion publique, prouve assez que, dans la plupart des circonstances, elle ne peut être ni consultée, ni obéie, soit dans l'administration, soit dans la législation d'un État. Cependant, pour rester fidèle à la vérité, deux remarques doivent ici trouver place.

Premièrement, il est un cas où une opinion né-

gative dans un jugement du peuple sur l'organisation de l'État peut avoir plus de poids et mérite plus de considération qu'une opinion positive ; c'est lorsqu'il s'agit d'une mesure ou d'une détermination déjà prise , dont l'exécution entraîne à sa suite des résultats évidemment désavantageux ; les inconvénients qui en résultent peuvent être une preuve certaine , et doivent faire regarder l'impression générale qu'elles produisent comme un jugement fondé et équitable. Ce qui arrive dans ce cas peut sans doute instruire les gouvernements et doit être pris par eux en considération ; c'est alors que l'opinion publique prenant un caractère négatif , dit avec raison que telle chose n'aurait pas dû se faire. Mais prononcer d'avance un jugement positif sur une question qui sera soumise à la décision du gouvernement , dont il s'occupe encore , ou qui vient à peine d'être mise à exécution , c'est ce dont la généralité n'est pas capable , car même en lui accordant de l'impartialité , il lui manquera cette vue de l'ensemble , cette connaissance des obstacles qu'on doit tourner ou surmonter et cet aperçu général de toutes les circonstances et de toutes les considérations qui ont dicté la résolution du législateur.

En second lieu , pour donner à l'opinion publique tout ce qui lui appartient , il n'est pas inutile d'observer ce qui suit : elle peut être naturelle ou artificielle. Dans le premier cas , on

peut admettre qu'elle s'est formée de preuves palpables, de remarques et de notions, que le sens commun suffit pour rendre claires. Alors elle fournit une prévention raisonnable en sa faveur, et ce n'est pas sans motifs qu'elle prétend être prise en considération. Ces circonstances peuvent souvent se présenter quand le pays est tranquille. Dans les temps orageux, au contraire, dans les pays où des troubles civils agitent les âmes, où les différents partis cherchent à s'emparer des esprits, emploient la parole, les écrits, les moyens les plus astucieux pour gagner les opinions, les maîtriser et les diriger contre les gouvernements ; là, se forme une opinion factice, artificielle, qui dénature les faits, qui change les idées ; là se forme cette opinion qui, donnée et adoptée par la passion, est étrangère au peuple, et lui serait toujours restée étrangère si on l'eût laissé à lui-même.

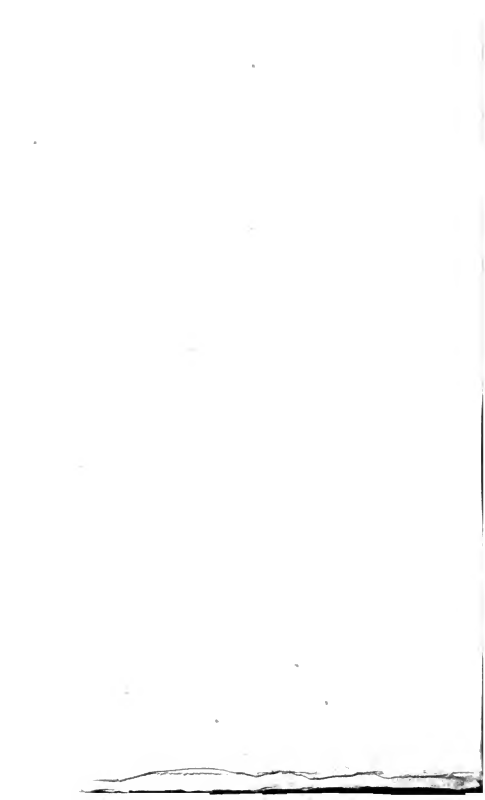
Comme les soins du gouvernement auraient dû étouffer à leur naissance une opinion si évidemment fausse et qu'il eut dû sévir contre elle, on conçoit aisément qu'elle ne peut avoir aucune influence sur les décisions et les mesures que le gouvernement pourrait prendre et mettre à exécution.

Tout ce que nous venons de dire du plus ou du moins d'importance de l'opinion publique, nous montre jusqu'à quel point les gouvernements peuvent la prendre en considération. Elle

n'est par sa nature ni bonne, ni mauvaise, ni fausse, ni juste; mais elle peut cependant être l'une ou l'autre suivant les circonstances. Cette opinion publique doit être jugée d'après une règle invariable et ses jugemens doivent être révisés d'après un principe plus élevé et plus général. Cette règle, c'est la raison qui la donne; ce principe, c'est le bien de l'État qu'on doit sans cesse avoir devant les yeux, pour discerner, trouver et choisir les moyens propres à l'effectuer. Les lois et les réglemens d'un État sont conformes à la raison lorsqu'ils ont pour but le bien général. Lorsqu'un gouvernement se conduit d'après les immuables principes de l'équité, et d'après les maximes de la saine politique, il peut espérer d'obtenir tôt ou tard l'assentiment public; s'il se laisse conduire, au contraire, par la soi-disant opinion publique, il court risque de fermer l'oreille à la voix de la raison, de se jeter dans l'injustice, de nuire aux intérêts généraux, et de se voir enfin repoussé, condamné, honni par cette opinion publique elle-même.

Les souverains peuvent, malgré les meilleures intentions, méconnaître la vérité, tomber dans l'erreur, et choisir des moyens peu raisonnés, pour arriver à un résultat moins raisonnable encore. Pour éviter de semblables erreurs, ils doivent fonder des institutions composées des hommes les plus capables de discernement, les plus probes, les plus considérés parmi le peuple, et les

consulter sur les lois projetées, sur les réglemens proposés, afin que tout ce qui s'y rapporte puisse être considéré sous toutes ses faces et que la lumière puisse résulter de ces avis divers. Lorsqu'il existe chez un peuple de telles institutions, les vrais représentants des intérêts de la nation ne doivent jamais accorder à la voix publique une influence directe sur leurs projets et leurs résolutions, et encore moins la prendre pour règle de conduite, comme cela se voit fréquemment en France ; mais comme organes de la raison, ils doivent éclairer, élever, rectifier et déterminer l'opinion publique, ce qui arrive souvent en Angleterre.



SUR LA PRESSE.

THÈSE.

La liberté de la presse est le véritable abri contre les erreurs et les abus du gouvernement, et, surtout dans les constitutions représentatives, elle est la première condition de prospérité pour l'ordre social.

ANTITHÈSE.

La liberté de la presse est le principe destructeur des gouvernements, la source du mécontentement et de la désobéissance des peuples.

SUR LA PRESSE.

Il y a peu d'événements, dans l'histoire du monde, qui aient eu autant d'influence, sous tous les rapports, que la découverte de l'imprimerie; elle est, pour la communication des idées, pour le commerce intellectuel des hommes entre eux, ce qu'est la navigation pour le commerce des

marchandises et l'échange des productions matérielles, et ce que les machines à vapeur sont déjà et promettent de devenir encore dans l'ordre des mêmes besoins.

L'invention de l'imprimerie n'était d'abord, dans le fond, que l'invention d'un nouvel instrument; mais cet instrument a fondé dans le monde une puissance incontestable, la puissance des écrivains. Elle n'a pas à la vérité sur les esprits l'influence de la parole, qui, par la force réunie des mots, du ton et du geste, entraîne les hommes et peut les porter à des entreprises et à des efforts soudains, rapides et extraordinaires. Mais l'influence du langage parlé a toujours des limites étroites et ne s'étend pas au-delà des bornes naturelles de la voix humaine. La sphère d'action du langage imprimé, au contraire, est plus grande et n'est resserrée ni par l'espace ni par le temps. Presqu'au même instant des discours inspirés par l'enthousiasme et propres à l'inspirer peuvent être entendus dans toutes les parties du monde; la voix d'un homme isolé, inconnu jusqu'alors, écrivant dans quelque coin ignoré, dans une misérable mansarde, a du retentissement partout, jusque dans les contrées les plus lointaines. Non-seulement cet instrument donne à la pensée une immense étendue, mais encore l'immortalité devient son partage bien plus facilement et plus sûrement que jadis. Elle ne meurt jamais, les générations les plus reculées peuvent profiter de sa lumière et de sa chaleur.

Lorsque le poète ou le savant sont depuis longtemps réduits en poussière, leurs écrits vivent encore et allument, après des siècles, la flamme du génie dans les âmes sympathiques aux leurs.

La presse a donc créé un véritable pouvoir, on ne peut le nier ni le méconnaître. Le levier qui n'était jadis qu'entre les mains des gouvernants, est dans le fait passé en partie dans celles des gouvernés, et ceux que jadis ce levier soulevait, peuvent à leur tour ébranler, jusque dans ses fondements, l'édifice gouvernemental. Ce pouvoir est-il, comme plusieurs le prétendent, un pouvoir salutaire et riche de bienfaits? Ses fruits sont-ils tels qu'ils ne puissent éprouver la moindre altération? Ce pouvoir est-il essentiellement bon? La liberté absolue est-elle nécessaire à son existence? Voilà des questions qui, surtout dans ces derniers temps, paraissent avoir été discutées et éclairées sous leurs différents côtés. Plusieurs ont été d'avis que tout ce qu'on pouvait dire à cet égard était déjà dit; mais les passions et l'intérêt personnel ont le plus souvent élevé la voix et obscurci les jugements. Des sophismes, des exagérations de tout genre ont pris la place de la vérité simple, pure, éloignée également de tout extrême; et, après tout ce qui a été dit, écrit et proclamé pour ou contre, le problème est encore resté sans solution.

La presse, considérée en elle-même, n'est qu'un mobile, un simple véhicule : elle ne peut donc

avoir en elle aucune valeur essentielle, aucun bien absolu. Elle pose, agite, propage, sans distinction, tout ce qu'on lui confie, l'erreur comme la vérité, le mensonge comme la réalité, les sophismes comme les arguments de la raison. Elle jette les semences de la foi comme celles de l'incrédulité ; avec la même force et la même promptitude, elle blâme ou loue, à tort ou à raison, le juste et l'injuste, et offre à chacun le poison et le contre-poison, avec la même prodigalité et la même indifférence.

Ainsi, quoique les partisans de l'entière liberté de la presse fassent beaucoup d'étalage et de bruit de l'autorité et du pouvoir que l'imprimerie peut exercer dans le monde moral, en faveur des progrès de la vérité, ils ne peuvent pourtant nier, sans inconséquence, que puisque ces progrès ne consistent que dans la facile propagation de toute pensée possible, la presse peut aussi se montrer tout aussi active et puissante pour protéger et publier en tous temps, en tous lieux, l'erreur, la folie, la fourberie et le mensonge.

C'est ce que doivent avouer les partisans même les plus zélés de la liberté de la presse. Mais ils prétendent que la vérité porte avec elle une évidence tellement éclatante, une force tellement élevée, qu'elle ne laisserait pas approcher l'erreur ou au moins l'éclipserait bientôt ; que les faits inventés ou dénaturés seraient bientôt reconnus comme mensonges, et que la calomnie serait

détruite et vouée au mépris. Qu'on laisse, disent-ils, une entière liberté à la presse, et le bien neutralisera le mal, les jugements seront bientôt mis en harmonie avec la réalité et la vérité des hommes et des choses. Les corps liquides qui peuvent se mouvoir sans obstacle, trouvent bientôt l'équilibre, il en serait de même des idées que représente la presse, des paroles et de la vérité.

L'expérience malheureusement prouve le contraire. La vérité doit en effet vaincre à la fin l'erreur et le mensonge, puisqu'elle est la vérité; mais cette victoire lui est quelquefois bien difficile, elle n'est ni prompte ni générale, elle n'a pas lieu sur tous les points en même temps. La connaissance de la vérité est, comme la vérité elle-même, fille du temps, et ce n'est qu'avec lenteur que le temps la fait naître par de grands efforts et le plus souvent par le secours de l'art seulement.

Des siècles s'écoulent quelquefois avant que cette fille du temps vienne au jour, avant qu'elle croisse, se développe et atteigne toute sa force. Des erreurs ont dominé pendant des siècles, des mensonges ont obtenu la croyance, des préjugés ont été généralement adoptés. Comme l'histoire nous l'apprend, c'est ce qui a eu lieu plus souvent encore lorsqu'il a été question des lois éternelles et des premiers principes de toute science et de toute croyance. Les vérités même qui, gravées dans la conscience, semblent faire partie de

la raison et ressortir, dans des circonstances favorables de la nature intérieure de l'homme, sont méconnues, rejetées, niées et longtemps repoussées par les erreurs qui leur sont contraires. Et lorsque le mensonge et l'erreur peuvent, sans obstacle et sans ménagement, se montrer et s'étendre, il leur est plus facile de saisir et de conserver la haute main sur la vérité, s'il s'agit d'objets incertains, multiformes et qui n'ont rien d'absolu. Une opinion erronée répandue par la presse a souvent décrié et fait échouer les mesures les plus sages de l'administration, étouffé de bonnes lois à leur naissance, ou paralysé leur exécution; le peuple enlacé dans des mensonges savamment ourdis, trompé par d'adroites calomnies, a frappé, sans plus ample information, d'une sorte de proscription, morale a mis au ban de l'opinion des hommes d'État habiles, vertueux, distingués; et plus d'un homme d'un mérite réel, noirci et souillé par de misérables libelles, n'a jamais pu recouvrer son titre d'homme d'honneur : il avait, à la vérité, pour lui le témoignage de sa conscience, mais il n'emportait pas dans la tombe la gloire qui lui était due.

Il résulte de là que la liberté de la presse est une épée à deux tranchants; que, d'après les circonstances, d'après l'esprit du temps, d'après la moralité ou l'immoralité de l'écrivain, elle est un bien ou un mal; que la balance des bons ou des mauvais effets qu'elle produit se tient à peu

près en équilibre, et que tout dépend du degré de pouvoir et de diffusion de ce qu'on imprime. Doit-on pour jouir du bien, supporter tranquillement le mal, puisque tous deux sont inséparables et qu'on courrait risque de perdre l'un en cherchant à s'opposer à l'autre? ou bien existe-t-il un moyen de distinguer le bien du mal, de séparer l'or de l'alliage, l'ivraie du froment, et d'employer ce procédé avant de les jeter dans la circulation? Voilà la question capitale sur laquelle les partis se divisent et se combattent vivement.

La séparation entre la vérité et l'erreur suppose que la vérité et l'erreur ont chacune des caractères distincts, certains, évidents, irrécusables, qu'on peut les présenter et les proclamer d'une manière qui entraîne l'assentiment général, et que tous ont le moyen d'employer facilement et sûrement cette pierre de touche. Il résulterait de là que l'homme posséderait la vérité, sinon dans le règne de la nature, du moins dans le domaine de la liberté, et que, sous le rapport de la morale, de la religion et de la politique, la science humaine serait complète et ne permettrait aucun doute. Dans cette supposition, nous aurions des dogmes pour ainsi dire stéréotypes qui ne demanderaient aucun développement plus étendu, aucun fondement plus solide, aucune recherche nouvelle; ils ne pourraient gagner ni en certitude; ni en perfection, la science ne serait pas un mouvement continuels vers le progrès, mais une complète in-

mobilité, et chaque essai d'un mouvement progressif serait inutile et même nuisible. Mais il n'en est pas ainsi. A l'exception de quelques principes immuables, bases de notre existence, et dont l'évidence irrésistible entraîne invinciblement notre conviction, nous ne pouvons pas plus dans le monde intellectuel et moral, que dans le monde physique, nous vanter d'être en pleine possession de la vérité et d'avoir une règle d'après laquelle il nous soit possible, dans tous les cas, de discerner l'être du paraître, les sophismes de la raison, les créations fantastiques de l'imagination de la réalité, les apparences objectives des aperçus subjectifs, et tout cela de manière que nous puissions dès l'abord rejeter et condamner les uns, approuver et reconnaître les autres, sans restriction. La nature de l'homme exige un mouvement continu, un examen constant de ses connaissances, autant de notions que de faits, et une méditation infatigable de ses pensées et de ses croyances. Dans aucune partie, nous ne pouvons jouir sûrement et tranquillement de nos richesses intellectuelles ; nous sommes contraints d'examiner sans cesse nos titres de possession, de les préserver avec soin de tout contact destructeur, de les regarder comme un capital dont nous devons nous servir pour augmenter nos revenus. De même que la nature ne posséderait pas longtemps la vie et l'activité, si elle ne travaillait continuellement les éléments pour leur faire prendre

des formes diverses et nouvelles, et si, dans son vaste atelier, elle ne décomposait sans cesse les êtres pour les recomposer ensuite; de même l'homme ne pourrait subsister comme intelligence libre, si par une activité d'esprit incessante, il ne soumettait ses idées et ses convictions à une analyse toujours plus sévère, et si, par de nouvelles combinaisons de son génie, il ne les fixait avec plus d'exactitude, ne les appréciait avec plus de rigueur et ne les enrichissait journellement. La perfection n'est pas le lot de l'esprit humain, mais une perfectibilité indéfinie qui s'efforce sans cesse d'atteindre le but éternel, la vérité. Cette perfectibilité est la qualité essentielle que comportent sa nature et sa haute destination. Le mouvement de l'esprit est, par là même, la première et la plus indispensable condition de tout progrès, comme le mouvement du corps peut seul empêcher la stagnation de toutes les humeurs, l'endurcissement imperceptible des organes et la ruine de la santé. Ce mouvement intellectuel peut, il est vrai, faire dévier quelquefois du droit chemin : c'est une nécessité qu'il porte avec lui. Notre nature bornée nous empêche de pouvoir suivre toujours la ligne droite. Nous reculons aussi facilement que nous avançons; mais toutes ces phases de progrès et de décadence contribuent cependant en définitive au perfectionnement de l'humanité. C'est seulement par la lutte des erreurs entre elles et des erreurs avec la vérité,

par la guerre continuelle de la lumière et des ténèbres, et par l'exposition des choses sous tous les aspects possibles, que l'esprit et la raison parviennent à la maturité, et que nos facultés naturelles peuvent être conservées, augmentées et utilisées.

Tout cela est incontestable. Il n'existe donc pas de moyen sûr de mettre un terme à toute recherche et de placer des bornes au développement du savoir; il est également impossible de discerner, dans tous les cas, la vérité de l'erreur, surtout dans un moment et dans un temps déterminés. Sans doute la vérité finit par conquérir ses droits, les fantômes disparaissent devant elle comme des feux follets; mais ce grand résultat demande des siècles et la réunion des efforts du genre humain. Il n'est donné à aucun individu de pouvoir poser des bornes exactes, profondes et impérissables entre la vérité et l'erreur; aucun individu n'a donc le droit de donner sa raison comme la règle de toutes les autres, excepté dans ce qui concerne les lois divines et les devoirs de la justice.

S'il est si difficile et même impossible de distinguer, dans tous les cas et à l'égard de tous les objets, la vérité de l'erreur, les faits réels des faits mensongers, inventés ou dénaturés, il doit l'être bien plus de déterminer promptement, sûrement et infailliblement quels préceptes, quels principes, quelles théories, quelles suppositions ou quels jugements, sont ou ne sont pas dange-

reux. Ces notions sont d'une nature relative et variable. On doit être au fait de tous les rapports d'un homme, avoir une connaissance complète de toute son individualité, pour pouvoir, avec quelque certitude, juger quels principes et quelles idées exercent sur lui une influence bienfaisante ou nuisible. Ce qui réussit à celui-ci peut égarer celui-là ; ce qui fortifie la conviction d'un côté l'ébranle de l'autre ; il y a plus, dans un seul et même homme, l'effet d'une leçon dépend souvent des circonstances ou du moment. Ce qui dans telle ou telle disposition de l'âme effleurait, à peine sa surface, peut, dans une disposition contraire, agir sur elle de la manière la plus puissante. Ce que l'on dit d'un individu isolé, trouve son application plus sûrement encore lorsqu'il est question d'un peuple tout entier. Sur une réunion d'êtres composés d'éléments aussi hétérogènes, on peut bien moins encore trouver des signes généraux et certains de ce qui est utile ou nuisible. Dans un temps donné, les effets les plus contradictoires peuvent découler de la même source. Bien plus, comme les résultats seuls peuvent nous éclairer sur ce qui est utile ou nuisible, et que les résultats de chaque action, de chaque parole, peuvent s'étendre à l'infini, notre jugement peut varier selon le point de vue d'où nous partons pour diriger nos calculs. D'après notre position plus ou moins élevée, d'après l'horizon plus ou moins étendu que nous

embrassons , le même objet peut nous paraître utile ou nuisible. Souvent l'objet qui dans ses plus prochains résultats a été nuisible , devient bienfaisant dans les plus éloignés , et souvent , au contraire , ce qui commence par être utile finit par être pernicieux.

S'il n'y a aucun moyen certain , aucune règle fixe d'après lesquels on puisse toujours dans les discours et dans les écrits , séparer le vrai du faux , l'utile du nuisible , il est aussi difficile de distinguer les abus de la presse et ses avantages , d'une manière exacte et déterminée , sans tomber dans des jugements arbitraires ; d'écarter d'une main sûre certains préceptes , certains principes , et d'en admettre d'autres ; de défendre la publication des uns , de permettre celle des autres ; de condamner et de frapper les premiers à leur naissance , tandis que l'on absout les seconds et que même on les proclame utiles et bienfaisants.

Il résulte de ces considérations que rien n'est plus difficile dans la législation que de vouloir borner et restreindre l'activité de la presse , et la retenir dans certaines limites. Le vague des idées sur cette matière se communique aux moyens et aux mesures que l'on pourrait prendre pour empêcher les écarts des écrivains. Les deux moyens principaux qu'on a jusqu'ici mis en usage pour obvier aux inconvénients et aux abus de l'imprimerie , sont la censure et les lois répressives. Le premier consiste dans un sévère examen des écrits

de tout genre, fait , avant leur publication , sur leur esprit et leur contenu, qui , tantôt les défend, tantôt les permet, et doit par là prévenir les transgressions ou les erreurs de la presse. Le second moyen , les lois répressives, est destiné à empêcher également ses erreurs et ses transgressions, mais seulement en les punissant avec sévérité. Le premier se nomme communément moyen préventif, et le second, moyen répressif. Ils sont cependant tous deux du ressort des moyens préservatifs , puisqu'ils doivent s'opposer à l'apparition d'écrits dangereux et immoraux; l'un en les étouffant , l'autre en mettant , par la crainte , obstacle à leur création. La censure est de nos jours décriée et représentée comme odieuse ; la loi pénale semble seule applicable au mal , et capable d'y remédier sans trop d'inconvénients. L'arbitraire et la tyrannie doivent être les suites inévitables de tout contrôle préventif : l'équité , au contraire, semble désigner le second moyen , comme protecteur de la liberté. Cependant une même difficulté se rencontre dans tous les deux. L'impossibilité de pouvoir déterminer d'une manière certaine, claire, évidente et bien fondée, ce qui peut et doit rester dans un écrit, et ce qu'il faut, au contraire, condamner, comme erreur dangereuse et fausseté punissable; cette impossibilité , dis-je , conduit toujours à une sorte d'arbitraire, soit dans le jugement des censeurs , soit dans celui des cours de justice. S'il était facile ou même possible de créer des lois

dont l'application , pour chaque cas particulier , pût se faire par les juges , on pourrait de même donner aux censeurs des instructions précises qui les guideraient avec la même certitude dans tous les cas possibles. Mais d'après les raisons énoncées plus haut , ces deux moyens présentent un problème qui , jusqu'à présent , dans aucun État , n'a trouvé de solution satisfaisante et complète. Dans toutes les instructions sur la censure, comme dans toutes les lois qui concernent et punissent les délits de la presse , on dit généralement : que tout ce qui n'offense ni la religion , ni l'ordre social , ni le respect dû au pouvoir légal , ni les bonnes mœurs , peut être librement imprimé ; mais si l'on veut se baser sur des idées et des expressions aussi générales , on pourra , en vertu de ces instructions et de ces lois , défendre et punir tout , ou bien tout permettre et tout accorder , car la question est toujours de savoir ce qui doit être regardé comme portant atteinte aux objets sacrés désignés dans la défense. Les idées et les expressions qui paraissent d'abord dirigées contre eux , servent souvent à les défendre , lorsqu'on distingue leur véritable essence des accessoires dont elles sont entourées et qu'on sépare le fruit de son enveloppe. Chaque opinion , chaque discussion , chaque idée , et chaque manière d'envisager les objets relatifs à ces matières , peuvent sembler une attaque contre eux , et cependant ne les offenser en aucune sorte. Souvent même une attaque

a servi la cause de la vérité, en donnant occasion de la développer et de l'affermir ; des objections ont quelquefois amené des réfutations triomphantes, et la défense a souvent été plus avantageuse à la vérité que l'attaque ne lui avait été nuisible. Ainsi, malgré toutes les instructions que l'on peut donner aux censeurs pour prévenir les délits de la presse, malgré toutes les lois qui doivent diriger les juges pour réprimer ces mêmes délits, il est toujours très-difficile de déterminer ce qui est erreur, ce qui est délit, ce que l'on peut et ce que l'on doit regarder comme tel. Il résulte de là que tout dépend de l'application des instructions et des lois ; mais cette application dépend du jugement du censeur ou du magistrat, et ce jugement dépend de leur individualité. Leur caractère, leur esprit, leurs principes, leur indépendance de l'opinion du moment font toujours pencher la balance. De la réunion de toutes ces modifications de leur intelligence et de leur volonté, se forme chez eux une sorte de conviction morale et de tact moral, qui les induira rarement en erreur, quand il s'agira de distinguer la liberté de la licence de la presse ; les recherches d'un esprit sévère, mais calme, des témérités de la calomnie ; l'examen sérieux des institutions sociales, des coupables attaques dirigées contre elles ; un ton ferme et posé, plein de force et de dignité, du langage violent de la passion. Les décisions d'un pareil jugement ne pourront pas toujours être justifiées

par des principes fixes, par des règles générales ou par des raisonnements positifs; mais si l'esprit du gouvernement est noble et élevé, fondé sur le droit et la raison, si l'un et l'autre font son unique but, le choix des censeurs et des juges sera toujours bon, et un tel gouvernement, sans avoir une règle absolue pour saisir ce qui est vrai ou erroné, pernicieux ou innocent, nuisible ou utile, frappera juste dans la plupart des cas, favorisera les progrès des lumières par le libre cours des idées, et les préservera elles-mêmes des erreurs et des abus en leur donnant un but et des bornes. Tel est l'état des choses, et il sera difficile de le régler autrement. Les partisans de la liberté et ceux de l'esclavage de la presse s'accordent sur un point, c'est que les abus de la presse peuvent être singulièrement nuisibles à la société, et que ses erreurs et ses excès sont non-seulement possibles, mais existent réellement et se multiplient chaque jour. Les deux partis reconnaissent la nécessité de remédier à un tel inconvénient; mais ils diffèrent sur les bornes que l'on doit mettre à la liberté de la presse, et surtout sur les moyens de tracer ces bornes, de manière qu'elles ne puissent être ni rapprochées ni reculées. Les uns voient la licence dans ce qui n'est que la liberté, les autres nomment liberté la licence la plus effrénée; les premiers redoutent tellement les abus de la presse, qu'ils ne trouvent de salut que dans une censure sévère, arbitraire même, et qui res-

treigne jusqu'à l'usage le plus raisonnable de la presse ; les seconds ne voient dans toute espèce de censure que l'esclavage, et l'oppression de l'esprit, que le coup de mort de la liberté, et pensent qu'il suffit pour empêcher les abus de les punir d'après des lois fixes et bien déterminées. La même difficulté arrête les deux partis , parce qu'elles s'opposent également aux moyens proposés et soutenus par l'un et par l'autre ; c'est-à-dire l'impossibilité de fixer avec exactitude les abus de la presse , de distinguer l'abus de l'usage , par des signes évidents et irrécusables , et de décider d'une manière certaine et généralement adoptée , où finit la liberté et où commence la licence. S'il était possible , d'après les principes de la raison , de tracer une pareille ligne de démarcation , sans laisser une trop vaste carrière à l'arbitraire , on pourrait alors , à la vérité , porter contre les erreurs et les excès de la presse , une bonne loi dont l'application serait facile et sûre dans tous les cas ; mais on pourrait toujours , aussi d'après les mêmes principes , donner aux censeurs des instructions qui les guideraient sûrement dans leur conduite et qui feraient régner une modération légale , en étouffant le caprice , la passion et la pusillanimité. Mais l'un et l'autre sont impossibles. Comme nous l'avons vu , ni la vérité , ni l'erreur , ni le bien , ni le mal , ne peuvent se régler , dans ces matières , d'après des principes certains et immuables. Il résulte de ces ob-

stacles élevés par la nature des choses, que les lois de la presse sont toujours vagues, insuffisantes, imparfaites et ne pourront jamais arriver à la perfection. Tout dépendra toujours, à cet égard, du caractère individuel des censeurs et des juges. S'ils sont impartiaux, intelligents, probes, incorruptibles, les censeurs ne proscrireont que ce qui est blâmable, les juges ne condamneront que ce qui est pernicieux, et la liberté souffrira aussi peu de l'un que de l'autre moyen ; mais si les censeurs ou les juges ont les vices contraires à ces vertus, les premiers permettront ou défendront tout, et les juges puniront ou pardonneront tout.

La presse, d'après sa nature, ne peut donc subir l'influence des lois. On doit se soumettre à ses inévitables inconvénients, comme à ses avantages ; et si l'on veut jouir des fruits de la liberté il faut aussi en accepter les ronces et les épines : les bons résultats l'emportent-ils sur les mauvais ? C'est ce qui est en général assez difficile à calculer, à reconnaître et à déterminer ; mais ce qui est bien prouvé et bien démontré, c'est que les uns sont inséparables des autres.

La liberté de la presse n'est donc pas un bien réel, mais dans plusieurs cas, et considérée sous plusieurs rapports, c'est un mal nécessaire : elle peut nacer d'attaquer d'une manière nuisible la religion, les mœurs, l'ordre social, la vie privée ; on ne peut nier qu'en certains temps elle leur ait

porté de fortes atteintes , mais aussi , dans d'autres , elle leur a rendu d'importants services , en les éclairant , en les améliorant , en les défendant et en augmentant leur influence. C'est une arme précieuse qui souvent a défendu la justice et la vérité , mais qui souvent s'est changée en instrument de crime. Bien loin d'être le palladium de la vie sociale , l'abri protecteur des gouvernants et des gouvernés , elle peut les égarer , allumer leurs passions , les exciter les uns contre les autres et rompre les liens de la société. Lorsque l'esprit de parti dirige la plume des écrivains et s'empare du levier de la presse , gouverner devient impossible ou du moins excessivement difficile : tous les actes du gouvernement sont blâmés , ses vues calomniées , ses ordonnances décriées , ses lois empoisonnées à leur naissance ; car , lorsque le mauvais vouloir est réuni à l'esprit , la passion à l'éloquence , lorsque l'intérêt , couvert du manteau du bien public , s'appuie sur des sophismes , ils peuvent tout dénaturer , tout défigurer , tout renverser , et de même que leur clinquant peut éblouir par un faux éclat , de même ils peuvent donner à l'or le plus pur l'apparence du plus vil métal. De nos jours , la liberté de la presse augmente d'autant plus les embarras du gouvernement que l'opposition à toutes les mesures est devenue une affaire de mode , de système , de principe. Il semble que les gouvernements soient les ennemis naturels des peuples , que l'on doive se tenir continuelle-

ment en garde contre leurs projets et leurs vues , que l'esprit public ne consiste qu'à fronder sans cesse toutes leurs opérations, et en général, l'esprit des écrivains est incontestablement un esprit d'opposition; on veut de l'opposition, on l'excite, on la soutient comme si c'était un devoir et l'unique moyen pour arriver à la justice et à la vérité. Dans l'opinion du grand nombre, l'opposition possède et déploie seule la supériorité d'esprit, le courage de la franchise, la solidité des principes, la fermeté et l'indépendance de caractère. Et cependant, dans la plupart des cas, on trouve précisément le contraire. Jeter sur tout le blâme et le mépris est aussi et même plus facile que de dispenser libéralement la louange. Lorsqu'un gouvernement soupçonneux, défiant et craintif, met obstacle à la libre énonciation de la pensée, qu'il la défend et la punit sans pitié, lorsque, sur ses mesures et ses décrets, il impose silence aux écrivains, qu'il les excite à d'hypocrites flatteries et réserve ses faveurs pour elles, il n'est pas douteux alors qu'une opposition fondée, conséquente et calme, mais hardie et inébranlable, suppose autant de courage que de discernement et paraît, avec justice, très-méritoire. Au contraire, quand l'opposition devient une affaire de mode, quand l'opinion publique la cajole et l'encense, quand les écrivains qui lui appartiennent sont les seuls qui reçoivent des éloges et des récompenses, quand le gouvernement lui-même, dans la crainte de ses

jugements, use de ménagements avec elle, et, loin de punir ses attaques téméraires, cherche à s'attirer ses faveurs par toutes sortes de moyens, alors ses défenseurs, si souvent récompensés par le mépris et l'ingratitude peuvent faire parade d'indépendance, de patriotisme, de caractère, et l'opposition ne doit être regardée que comme une bonne spéculation qui, loin d'être exposée à des dangers, peut procurer de grands bénéfices. Il fut un temps où l'on flattait les grands et les puissants de la terre pour parvenir soi-même aux honneurs. On paraît avoir retourné la médaille aujourd'hui. On flatte volontiers l'opinion la plus bruyante, la plus turbulente; l'opposition est l'idole du jour, et la vanité des lecteurs qui voient une sorte de grandeur dans la critique, encourage par son approbation l'amour-propre des écrivains qui encouragent de leur côté la vanité des électeurs.

La liberté de la presse est donc devenue une arme contre le gouvernement bien plus qu'une auxiliaire pour lui; elle met des entraves à sa marche bien plus qu'elle ne la dirige et ne la facilite. Elle a pris plus particulièrement ce caractère depuis que les gazettes et les brochures ont ramené dans leur domaine les rapports intérieurs et extérieurs des États et des peuples et jugent souverainement de tout ce qui arrive on n'arrive pas, de tout ce qui devrait ou ne devrait pas se faire. Des écrits de ce genre sont généralement

lus par toutes les classes , et sont lus aussi rapidement qu'ils sont écrits. Lors même que leurs auteurs sont des hommes de probité , de jugement et de prudence , ils peuvent facilement encore répandre de fausses nouvelles , des arguments superficiels et empreints de partialité , parce que , forcés d'écrire chaque jour , le temps ne leur permet pas d'envisager une chose sous toutes ses faces , et l'espace leur manque pour la traiter à fond. Lorsque cette espèce de composition est devenue une affaire de métier qui se fait par des gens vendus aux passions des autres, ou séduits par leurs propres passions et qui placent leur intérêt au-dessus de tout, le gouvernement trouve alors de dangereux adversaires dans de tels apôtres du mensonge et de l'erreur, parce que leurs attaques se renouvellent chaque jour et qu'ils se servent de toutes les armes empoisonnées pour le frapper et l'abattre. Ils lui ôtent par là la confiance publique qui est le véritable soutien de son pouvoir et de sa bienfaisante influence. La tactique de ces auteurs consiste à passer sous silence ou à défigurer les faits qui pourraient faire honneur au gouvernement, et à représenter sous le jour le plus défavorable ses méprises ou ses fautes ; à signaler , comme règle générale , quelques exceptions dans la marche ordinaire des chefs de l'État, et, comme exception , leur conduite ordinairement juste et sage ; à saisir seulement les côtés faibles de la législation et de l'administration et

à ne pas les envisager sous leurs autres faces ; à diminuer les bienfaits en attribuant les bons résultats des ordonnances à l'effet heureux du hasard , et les suites funestes à la mauvaise volonté ou à l'incapacité du gouvernement. Quoique cette tactique peu consciencieuse soit facile à comprendre, elle n'en atteint pas moins son but , elle séduit et empoisonne l'opinion du peuple ; car la plupart des hommes croient sans peine ce qu'on leur dit et répète journellement avec un aplomb et une hardiesse infatigable ; ils n'ont , d'ailleurs , ni le temps ni les moyens d'examiner ce qu'ils lisent , et croient facilement un langage en rapport avec les faiblesses et les penchants secrets du cœur humain. Si la liberté de la presse pouvait et devait être, sous certains rapports, resserrée dans des bornes déterminées, ce serait à l'égard de ces brochures du jour dont la force agissante est générale et dont l'influence sur la masse est un fait incontestable. Cette manière de travailler l'opinion agit , comme l'eau forte , sur chaque objet qu'elle touche , et nul gouvernement ne peut abandonner à toutes les mains un levier si puissant , ou le considérer avec indifférence. Mais il est difficile de lui donner un point d'appui convenable et de le diriger d'une manière avantageuse. De nos jours , on a répété à satiété que la liberté illimitée de la presse était la première condition de l'existence et du maintien des gouvernements représentatifs, et que sans elle cette forme

de constitution perdrait bientôt son principe vital ou au moins n'atteindrait son but qu'imparfaitement : l'examen ne justifie pas cette opinion, elle paraît même opposée à la vérité. Premièrement , le caractère distinctif et le but d'un gouvernement représentatif est de donner au peuple un organe légal , puissant , respectable , pour exprimer ses plaintes , ses désirs , ses besoins ; secondement , d'accorder aux citoyens distingués par leur discernement et leurs sympathies populaires , une voix qui puisse se faire entendre autant qu'il est possible dans tout ce qui concerne le bien public. Par de telles institutions , toutes les lois , tous les objets qui ont rapport au bien de l'État , échapperont à l'intérêt et à l'ignorance , et seront défendus contre la partialité et la précipitation : c'est par elles que peuvent se former des opinions et des idées qui , comme expression de la raison , doivent insensiblement donner à l'opinion nationale une direction sûre , ferme et conforme au but général. De telles assemblées , si elles sont formées d'après une loi d'élection sage , consistent dans l'élite de la nation , et peuvent par leur haute position embrasser tout l'ensemble des intérêts avec discernement , et juger en connaissance de cause. Il serait donc ridicule de croire ou de prétendre qu'elles doivent recourir aux décisions d'hommes moins éclairés et puiser l'instruction dans les brochures et les journaux pour arriver au vrai et au bien général. Les membres de ces assemblées doi-

vent sans doute rechercher les écrits profonds, savants, et qui traitent à fond toutes les parties de l'existence sociale pour y puiser leurs idées, les enrichir ou les rectifier ; et ainsi, une liberté raisonnable de la presse est sans contredit une condition essentielle de développement et de progrès.

Mais tout est perdu, si les représentants de l'État reçoivent leurs instructions des journalistes, et s'ils empruntent à l'opinion du jour, souvent irréfléchie, ignorante et mal dirigée, leurs pensées et leurs jugements. Ce serait un renversement de tous les rapports, un changement de rôles et de position qui avilirait les députés, rendrait leur existence politique sans couleur et sans but, et amènerait une prépondérance des ignorants sur les gens instruits, qui pourrait devenir singulièrement pernicieuse pour le bien public.

Si les gouvernements représentatifs sont ce qu'ils doivent être, s'ils comprennent la hauteur de leur destination, ils ne manqueront pas leur but, et c'est du milieu d'eux que se répandra sur toutes les parties de la vie sociale, une lumière qui éclairera et guidera l'opinion publique, et loin d'être gouvernés par elle, ils la gouverneront. Mais s'ils ne sont pas ce qu'ils doivent être, s'ils vont se mettre à l'école des écrivains du jour, s'ils sont réduits à s'informer de ce qu'ils doivent dire ou penser sur chaque objet différent, il serait préférable qu'ils n'existassent point, car les représentants ajouteront alors à des opinions dérai-

sonnables , intéressées , passionnées , le poids de leur position dans l'État ; et des erreurs éphémères qui , sans cette importance d'emprunt n'eussent guères vécu plus d'un jour , exerceront sur la chose publique l'influence la plus pernicieuse.

Les gouvernements représentatifs peuvent donc exister et prospérer sans une liberté illimitée de la presse ; non-seulement elle ne leur est pas indispensable , mais la représentation nationale peut et doit en tenir lieu. La liberté politique prit jadis racine à Rome et à Athènes , et porta ses fruits avant l'invention de l'imprimerie. Le sénat des deux républiques donna d'excellentes lois et dirigea l'administration d'après un plan régulier sans être entouré de journalistes. Le bien que pouvaient produire quelquefois mais rarement les assemblées du peuple et les tribuns , sera plus que compensé par les formes politiques des constitutions représentatives de nos jours , qui peuvent si bien amener le bien général. Ce que l'on a dit et écrit sur les avantages du journalisme pour l'instruction des députés n'est qu'exagération. On pourrait avec plus de raison prétendre que , dans une monarchie absolue où la société ne possède aucune institution pareille , une liberté de la presse très-étendue devrait être permise pour faire connaître au gouvernement plusieurs vérités utiles , pour porter la lumière dans l'administration , pour exprimer les vœux du peuple et en assurer l'accomplissement.

DE LA PERFECTIBILITÉ

SOCIALE,

DE SES CONDITIONS ET DE SES MOYENS.

THÈSE.

Le genre humain , pour avancer , doit être dans un mouvement continuel. L'immobilité est, sous tous les rapports, incompatible avec sa destination; les innovations, fussent-elles conduire à un bouleversement, ont leur fondement dans la nature de l'homme, et l'obstination à maintenir le passé lui est contraire.

ANTITHÈSE.

La conservation est le premier besoin des peuples comme des individus. Un mouvement continuuel affaiblit l'homme isolé et finit par épuiser les forces des États. L'homme doit conserver ce qu'il a acquis; sans cela, il ne parvient jamais à rien posséder en propre.



DE LA PERFECTIBILITÉ SOCIALE.

Dans la nature , et dans chaque être qui la compose , la vie n'est qu'un changement continuel des éléments. Tout changement suppose le mouvement comme première condition. La vie inorganique est une altération des formes , produite et amenée par des causes extérieures , qui se ma-

nifeste plus tôt ou plus tard , mais qui est incessante. La vie organique est un changement des êtres de l'intérieur à l'extérieur , opéré par un principe inconnu qu'on ne peut approfondir. La nature est ainsi dans un mouvement continuél, quoique souvent insensible.

Depuis les mondes qui se meuvent dans l'espace incommensurable et dont le cours apparent ne finit que pour recommencer de nouveau , jusqu'à la mousse insignifiante qui fleurit et passe en un jour dans les grottes obscures ; depuis ces montagnes éternelles qui , par l'effet continu des forces extérieures , varient de jour en jour, jusqu'au plus petit morceau de cristal dont les molécules élémentaires prennent leur forme, tout est soumis à la loi d'un mouvement qui se crée et se détruit lui-même. L'existence des corps est pour ainsi dire un *devenir* continuél et jamais un *être* immuable et en quelque façon stéréotypé. La mort même du corps , dans son engourdissement apparent, n'est que la fin , le dernier moment d'une vie organique ; mais le principe inorganique rentre dans tous ses droits , et un mouvement aveugle, purement mécanique ou chimique, succède au mouvement magique qui partait de l'intérieur.

Malgré ces mutations continuelles qui , dans leur marche éternelle , créent , développent et détruisent tout, qui permettent à peine à l'homme de dire, ceci est ou n'est pas, puisque dès qu'une chose existe, elle commence déjà à s'altérer, il est

ependant dans la nature quelque chose de constant, de ferme et d'inébranlable, qui, au milieu de ces incessantes métamorphoses, se maintient toujours, et, seul à l'abri de tout changement, domine les altérations de tous les êtres créés. Les éléments dont la nature se joue et qui lui livrent les inépuisables matériaux de ses ouvrages, restent toujours les mêmes dans leur essence indestructible. Les formes qu'ils revêtent, dans lesquelles ils se moulent avec un art infini, reviennent sans cesse ou se conservent comme des modèles inaltérables pour tous les temps. C'est d'eux que dérivent toutes les formes extérieures et les attributs distinctifs des êtres de tous les genres. Ils sont le type éternel et invariable des œuvres de la nature qui ne se lasse jamais de produire les mêmes formes sans aucune modification. Elle n'essaie jamais de retoucher, de changer ou de corriger ses ouvrages. Certaines espèces, certains genres de créatures organisées ont disparu; mais celles qui existent encore ont, depuis le commencement du monde, leurs apparences premières et leurs caractères fondamentaux. Les siècles ont passé et passeront comme des jours, le fleuve rapide des temps a fait paraître et disparaître tour-à-tour des millions d'êtres; mais la nature, fidèle à ses formes primitives, ne dévie pas des idées qui l'ont guidée dans ses créations: avec ses caractères mobiles, mais toujours les mêmes, elle compose sans cesse les mêmes

formes pour les briser, et les brise pour en recomposer de nouveau les mêmes ouvrages.

La nature nous montre la même constance dans le choix des moyens qu'elle emploie, des occupations auxquelles elle se les soumet, des forces qu'elle dirige, des lois d'après lesquelles ses travaux sortent de ses ateliers. Ces lois sont à la fois simples et éternelles, et éternelles parce qu'elles sont simples; c'est l'attraction d'après laquelle les corps célestes se rapprochent ou s'éloignent, et les affinités électives d'après lesquelles les molécules élémentaires se lient ou se séparent, lois qui ne souffrent aucune modification et qui doivent être considérées comme les principes fondamentaux auxquels la divinité a soumis la nature; car ce qui semble même exception à l'une de ces lois n'est que l'application d'une loi plus haute et plus générale. Même chez les individus, malgré leur courte existence, malgré leur changement rapide, malgré toutes les modifications qui forment comme le tissu de leur vie, aussi longtemps qu'ils existent et qu'ils vivent, il y a en eux quelque chose de stable, de permanent et d'invariable. C'est là ce qui permet de pouvoir distinguer un individu d'un autre individu de la même espèce ou d'une espèce différente, c'est ce qui produit le fond immuable sur lequel se jouent les formes et les couleurs variées. Il résulte de ces observations sur la nature que, dans son règne, malgré ses forces constamment

agissantes et agitées , tout n'est cependant pas sujet aux changements , mais que ses mouvements multiformes tournent autour d'un point fixe et immobile.

L'élément variable et l'élément permanent , le mouvement continu et un certain état de repos, la conservation des choses que l'on a acquises et la tendance vers des acquisitions nouvelles , doivent avoir place dans le monde moral comme dans le monde physique, et parvenir à trouver un certain équilibre pour que la nature humaine arrive à son parfait développement et la société à son but.

C'est tout le contraire chez les animaux ; renfermés dans des bornes fixes et immuables , ils ne peuvent ni étendre , ni restreindre les capacités qu'ils ont reçues des mains de la nature ; inhabiles à progresser comme à rétrograder, ils restent eux-mêmes , ne deviennent jamais autres , ne travailleront ni pis ni mieux , et en conséquence ces capacités ne peuvent soutenir de parallèle avec celle de l'homme doué d'intelligence et de liberté. L'essence de l'homme ne consiste pas dans un instinct toujours le même ; il n'était pas né riche mais il doit le devenir par son activité ; il n'apporta dans le monde pour tout bien et tout héritage , que des facultés de toute espèce. Son but est la perfection , cet être idéal vers lequel il tend sans cesse sans pouvoir l'atteindre , mais dont il approche par un progrès continu ; et grâce à cette

perfectibilité indéfinie, la réunion de ses facultés intellectuelles lui donne le moyen de poursuivre sans cesse ce travail à jamais inachevé. La persévérance à conserver une acquisition est le point d'appui de l'activité de l'individu et de la société même. Tendre sans cesse à perfectionner cette acquisition par tous les moyens, tous les changements propres à amener le succès, voilà la fin de son être et le but toujours présent de sa course.

Si le principe de la conservation l'emporte beaucoup trop sur celui de l'innovation, tout reste alors dans l'inaction. Les forces sont engourdies par l'immobilité, il n'est plus question d'aucune amélioration, d'aucune découverte, d'aucun essai d'invention nouvelle, le trésor de l'expérience n'est ni agrandi, ni utilisé, la richesse intellectuelle et matérielle diminue par là même qu'on ne l'augmente pas, car dès qu'on n'avance point, il faut nécessairement que l'on recule.

Si, au contraire, le principe d'innovation prend trop de supériorité sur le principe de conservation, alors s'opère un mouvement désordonné plutôt qu'un progrès normal; les forces se consomment elles-mêmes dans une activité turbulente. On fait tout autrement que par le passé, sans faire mieux. Des essais sans but et incapables d'arriver à maturité contredisent les expériences les mieux éprouvées. On abandonne la route du passé pour s'en frayer une nouvelle sans nécessité, ou bien

l'on change sans cesse de chemin sans avoir devant les yeux une direction déterminée. La société est entraînée par ce torrent, l'ordre social court risque de sortir de ses limites et cette apparence de progrès peut facilement conduire à une véritable décadence.

Ces deux extrêmes sont également dangereux, tous deux sont opposés à la destination de l'homme et doivent également être évités. La nature a pourvu à ces deux besoins par deux penchants qu'elle a profondément gravés dans notre être penchants méconnus, négligés, mais qu'on ne peut jamais effacer entièrement; ce sont la force innée de l'habitude, et la tendance toujours renaissante au changement et à l'innovation. Ces deux caractères fondamentaux de la nature humaine sont dans le monde moral ce que la force inerte et la force motrice sont dans le monde physique : et de même que ces deux forces dirigent dans leur route le mouvement continu des corps, l'entretiennent et le déterminent, de même les forces dont nous venons de parler agissent dans le domaine de la liberté; elles retiennent l'homme dans la route qui lui est prescrite, et en même temps elles excitent, déterminent et assurent son infatigable développement.

Notre nature est ainsi faite : la répétition des mêmes impressions, des mêmes idées, des mêmes actes, grave profondément ces impressions dans notre âme, nous associe étroitement avec elles,

nous rend ces idées familières et les incorpore pour ainsi dire à notre être, nous facilite ces actes et nous y porte naturellement. C'est en cela que consiste la force de l'habitude. Cette force paraît de bonne heure chez l'homme, et prend déjà racine dans l'enfance. Tout l'art de la première éducation part de ce point, et son chef-d'œuvre est de donner à l'enfant des habitudes raisonnables et convenables, qui soient en harmonie avec sa future destination comme homme et comme citoyen, qui soient proportionnées au sexe, à la vocation, à la profession de l'individu, et même calculées d'après sa spécialité physique et morale. Ce n'est que plus tard, lorsque le sentiment moral s'éveille en lui, lorsque l'homme parvient à la réflexion et à la raison, que ses habitudes lui deviennent chères, qu'il les associe à des sentiments divers, qu'il les corrige par un jugement plus droit et qu'il les change en principes. Le sentiment fortifie alors les habitudes, et les principes s'élèvent au rang des vertus. Les uns et les autres agissent alors sur nous d'autant plus promptement, plus assidument, plus puissamment, qu'ils avaient déjà une base solide sur laquelle ils pouvaient s'appuyer, et comme un canevas tout préparé que l'on pouvait broder et embellir. Suit-on dans l'éducation une route contraire ; laisse-t-on croître l'homme sans lui donner de bonnes habitudes ; veut-on, avant tout, éveiller le sentiment en lui et commencer par lui incul-

quer des principes ? on manque entièrement le but. Les principes et les sentiments n'enchaînent point parce qu'eux-mêmes ne sont enchaînés à rien ; nageant dans le vide, sans fondement, sans point d'appui, ils ne peuvent avoir sur l'âme aucune influence durable. Les habitudes doivent précéder un développement plus vaste ; car rarement dans un âge plus avancé les principes et les sentiments produisent de bonnes habitudes et acquièrent de la consistance. Tout dans l'homme doit être produit par une espèce de mécanisme intellectuel, afin que plus tard l'intelligence et la liberté puissent agir plus sûrement et plus aisément.

De cette manière la force de l'habitude est la base de tout ce qui est bon. Nous nous y attachons parce qu'en même temps elle anime notre activité et règle nos efforts. Elle unit le mouvement au repos ; non-seulement elle ménage nos forces , mais elle nous épargne encore un temps considérable. Avec son secours, nous parvenons à faire tout ce qu'exigent notre position et les circonstances, d'une manière plus prompte, plus facile , plus convenable. Tout notre être si irrésolu en lui-même , si inconstant , si peu stable , prend par la force de l'habitude une sorte de pesanteur qui le fixe ; et notre manière de penser et d'agir qui varie avec tant de rapidité , en reçoit de la durée et de la consistance.

Ce pouvoir bienfaisant de l'habitude exerce son

influence sur la vie sociale, et sur la généralité comme sur les individus. Les peuples, les États, les différentes classes qui les composent, ont aussi leurs habitudes et doivent les avoir pour parvenir à une existence durable : ils tiennent, avec une persévérance bienfaisante, à leur religion, à leur culte, à leurs institutions, à leurs lois, à leur genre de vie, à leurs mœurs, souvent même à des minuties et à des bagatelles insignifiantes en apparence. Ce que les pères ont cru, pensé, fait, recherché ou évité, passe chez les enfants. Les objets que les hommes ont vus, les actions qu'ils ont observées, la conduite qu'ils ont tenue depuis leur enfance, deviennent pour eux une seconde nature, et forment une sorte de nécessité à la direction de laquelle ils s'abandonnent volontiers. Lorsqu'elles ont longtemps régné sur un peuple, ces habitudes forment une partie de son caractère national et lui donnent une couleur particulière : elles assurent le cours tranquille et régulier de la société, l'obéissance au gouvernement, l'étroite union des membres de l'État; elles donnent un aliment à l'amour de la patrie, une individualité réelle à la nation, et sans la laisser tomber dans un repos apathique, elles règlent et assurent sa marche et son action. De cette manière, par la force de l'habitude, par ce penchant inné dans l'homme, la nature a donné au monde moral un élément conservateur qui unit le présent au passé, assure le maintien de

l'ordre social et pourrait le faire rentrer dans ses limites avec une admirable élasticité, lors même que pour un temps il serait emporté loin d'elles avec violence.

La nature de l'homme, malgré sa prodigieuse variété, réunit cependant en un système d'unité tous les principes possibles. C'est là ce qui forme son caractère distinctif.

La force de l'habitude tient dans notre constitution intime le même rang que l'amour de l'innovation. Ce dernier penchants'annonce de bonne heure dans l'homme. Les enfants déjà cherchent la variété dans leurs jeux, dans leurs exercices, dans les objets qui les entourent et les occupent; ce penchant les conduit à de petits essais, à des combinaisons de tous genres, les rend mécontents, inquiets, impatients, entreprenants; et ce besoin même de destruction qu'on remarque en eux en est une conséquence. Il a sa source dans l'activité naturelle de l'âme, dans le besoin qu'ont les forces de se développer en tous sens et d'agir sur toutes choses; dans la satiété de tout ce que l'on a et dans cet invincible désir de changer notre position pour l'améliorer, qui paraît inséparable de notre être, comme première condition de tout progrès.

Ce penchant à désirer toujours le neuf, à le chercher, à l'acquiescer, à l'utiliser, est un immense bienfait pour l'individu comme pour la masse, pour la famille comme pour l'Etat. Toutes les in-

ventions dans les arts, toutes les découvertes dans les sciences, lui doivent en grande partie leur origine et leur perfectionnement. Ce penchant, dans son premier développement, ne sert qu'aux besoins que les moyens ordinaires ne peuvent plus satisfaire, et aux désirs sensuels qui, rassasiés des jouissances journalières, en demandent d'autres et, dans leur continuelle exigence, aspirent sans cesse à de nouveaux objets. Plus tard l'amour des nouveautés découle d'une source plus pure, et prend le caractère d'un amour désintéressé pour l'activité en elle-même. Cette activité devient pour les âmes élevées un des premiers besoins, et sa satisfaction une jouissance qui surpasse toutes les autres. Sans ce principe moteur, l'homme ne serait jamais sorti de l'état sauvage et de la barbarie, ou y serait bientôt retombé ; sans de continuels efforts pour imaginer, créer, découvrir et posséder du nouveau, on aurait bientôt perdu le bien déjà acquis. Un être dont les facultés sont susceptibles de progrès infinis et dont la nature consiste dans un perfectionnement continuel, ne pourrait exister ni parvenir à son but, sans ce penchant conforme à sa nature ; il est un effet aussi bien qu'une cause de la perfectibilité humaine, il est le principe moteur de tout savoir et de toute action.

Ainsi la nature a doué l'homme de l'attachement à ses habitudes et du penchant à l'innovation, afin que d'une part il n'abandonnât jamais

la route qui lui est tracée, et que de l'autre il avançât sans cesse dans cette route; afin de le contenir et de lui laisser en même temps la liberté d'agir; afin qu'il pût conserver ses acquisitions et en faire de nouvelles. Ainsi malgré cette contradiction apparente aux yeux de l'observateur superficiel, un examen plus approfondi prouve que non-seulement elle est établie dans notre être, mais même que ces deux penchants se combinant tour-à-tour nous conduisent ensemble au but de notre existence. Ce sont deux forces qui doivent se maintenir en équilibre; l'une trouve toujours dans l'autre sa mesure, ses bornes et son contre-poids. S'il en était autrement, nous tomberions ou dans un repos qui ne serait qu'un avant-coureur de la mort, ou dans un mouvement désordonné sans motif et sans but qui causerait bientôt notre destruction. C'est ainsi que les corps célestes qu'on nomme planètes, s'ils n'obéissaient pas alternativement à des forces opposées, se perdraient bientôt dans le soleil, point central de leur système, ou, s'en éloignant dans une progression toujours croissante, finiraient par s'anéantir.

Cependant cet attachement à l'habitude et ce penchant à l'innovation, ces deux forces qui se partagent le cœur humain, ne sont jamais dans un parfait équilibre, mais l'une a toujours plus de poids que l'autre. L'âge, le caractère, le degré de vivacité d'esprit, l'état de la société, et un

grand nombre d'autres circonstances donnent à l'une ou à l'autre une sorte de supériorité; mais cette opposition est insignifiante dans les résultats, aussi longtemps que l'une des deux ne perd pas entièrement son pouvoir et qu'elle continue d'agir.

En général la nature a suffisamment pourvu à ce que dans la vie sociale, le pouvoir de l'habitude et le penchant à l'innovation conservassent entre eux leur rapport si juste, si bienfaisant et même si nécessaire. Tous deux ont en elle leur représentant et leur défenseur. La vieillesse a toujours un penchant décidé à l'habitude, la jeunesse aime la nouveauté et l'accepte volontiers : l'une tient plus au passé, l'autre, par ses espérances, ses vœux et ses projets, s'attache plus à l'avenir et s'en occupe davantage. La première a reçu et donné, entrepris et exécuté, et veut conserver ce qu'elle a acquis; la seconde cherche, avant tout, à développer son être, à acquérir des facultés de tous genres, à s'étendre dans toutes les directions, et non contente de posséder l'héritage social, elle veut l'augmenter, le perfectionner et faire son propre bonheur. Aussi longtemps que les peuples conservent, sans l'altérer, ce rapport naturel, cette tendance bienfaisante et particulière à l'âge mûr et à la jeunesse, et qu'ils les laissent agir au gré de la nature, la société civile reste dans des bornes convenables et en même temps marche en progressant. D'un

part, le trésor du passé est soigneusement gardé et conservé, de l'autre on tend sans cesse à l'augmenter et on le regarde comme une avance, un capital qui fournit les moyens de faire de nouvelles acquisitions.

Le tempérament, l'esprit et le caractère ont une influence directe sur les deux penchants que nous venons de décrire. Chez les hommes qu'un sang froid, calme et pesant, porte à l'inertie, dont les sens émoussés ne reçoivent aucune impression vive de la nature, qui n'ont ni le feu de l'imagination, ni l'énergie d'une volonté ardente, l'habitude seule domine et ils persistent opiniâtement dans une sorte d'inaction : ceux, au contraire, qui sentent couler dans leurs veines un sang rapide et léger, dont l'esprit créateur se plaît dans des combinaisons nouvelles, dont le caractère est susceptible de résolutions soudaines, d'entreprises hasardées, qui placent la jouissance d'une grande activité au-dessus de tous les biens de la terre, ceux-là dédaignent l'habitude; ils mettent volontiers en jeu le bien qu'ils ont acquis pour le bien qu'ils n'ont pas : le repos leur est odieux, et à leurs yeux l'être réel ne consiste que dans un *devenir* mobile et toujours variable.

Cette différence, qui se montre si visiblement chez les individus, se manifeste plus fortement et sous des couleurs plus prononcées chez les divers peuples. Des causes physiques et dépendantes du climat la déterminent et l'expliquent chez eux.

Plus on se rapproche des pôles , dans les zones glaciales , ou plus on avance vers l'équateur , dans les climats brûlants, plus on remarque d'inclination pour le repos , la paresse et l'inaction. Là règne dans toute sa force le pouvoir de l'habitude , c'est là qu'on le voit tout puissant et qu'il n'est ni borné, ni restreint par la tendance contraire. Dans les zones tempérées , se montrent les rapports naturels et convenables , entre le mouvement et le repos , entre l'amour de l'habitude et le besoin d'une activité progressive. Là, l'un et l'autre se partagent l'empire sur le genre humain et agissent sur lui tour-à-tour ou à la fois , quoique , même dans cette partie favorisée du globe , les rapports entre ces deux forces ne se forment et ne se maintiennent pas également. Des lois politiques sans but, des institutions peu rationnelles ont souvent , dans plusieurs pays , détourné les bienfaits et les desseins de la nature , et détruit, par là , l'équilibre de ces deux forces. Le despotisme , né de la paresse et de l'apathie qui soumettaient les peuples au pouvoir de l'habitude , a souvent cherché à fortifier, à affermir ce pouvoir, à le rendre dominant , et a trouvé en lui un point d'appui. Au nombre des institutions de ce genre qui ont dû donner et donnent encore à la société civile un caractère stéréotype en quelque sorte , on peut citer la division des castes qui chez les Égyptiens et les Indiens fermait l'entrée à toute innovation , quelque avantageuse

qu'elle pût être, paralysait toute activité créatrice et regardait l'inaction comme la plus haute perfection.

Si l'on parcourt avec attention l'histoire de la civilisation du genre humain, on trouve que l'état d'un peuple, qu'il soit placé au premier ou au dernier degré de l'échelle du développement, a toujours eu une influence directe sur le rapport de ces deux forces capitales qui déterminent et dirigent l'activité du genre humain. Tantôt un peuple paraît plus enchaîné par les liens de l'habitude et marche en avant avec plus de lenteur ; tantôt il prend un vol plus rapide, plus animé, plus téméraire. Dans l'enfance ou dans la première jeunesse des peuples, on remarque un attachement aveugle aux institutions existantes, aux traditions, à l'héritage des aïeux, autant sous le rapport de la religion, des lois, des mœurs, des principes reçus et des maximes, que sous le rapport des usages de la vie sociale, des procédés mécaniques et des arts. Satisfaits des premières inventions et des premières découvertes, étonnés de leurs propres progrès, ils s'en exagérèrent la valeur réelle. Ils craignirent de faire un pas hors du chemin battu, ils évitèrent chaque essai nouveau comme une profanation ou comme une tentative dangereuse qui eût pu les priver, sans dédommagement, de leurs acquisitions. Plus on s'éloigne de cette première période de la société, plus l'empire de l'habitude s'affaiblit. Le pen-

chant pour elle se refroidit à mesure que l'expérience des peuples leur découvre l'insuffisance et l'imperfection de leurs arts et de leurs sciences , à mesure qu'ils reconnaissent ou soupçonnent les richesses de la nature et les trésors qu'elle offre à leurs découvertes et à leurs inventions , à mesure qu'ils acquièrent de la confiance en eux-mêmes et en leurs forces. Alors succède une période nouvelle , où l'activité de l'homme ne connaît plus de bornes , où il se meut dans toutes les directions , où le changement en toutes choses est pour lui un besoin , un plaisir , une jouissance , où les conquêtes passées ne sont plus considérées que comme instruments de conquêtes nouvelles , où chaque progrès ne le satisfait qu'en promettant des progrès nouveaux : sans cesse en rapport avec la nature qu'il contemple , qu'il interroge , qu'il utilise , qu'il cherche à dompter de toute manière , qu'il fait servir à son but , il change , améliore et perfectionne tout.

Les anciens matériaux des arts , les instruments primitifs , la manière de s'en servir , sont abandonnés pour faire place à d'autres toujours meilleurs ; les formes sont refondues ; des objets entièrement nouveaux apparaissent ; de nouvelles productions sont inventées , gagnées , conquises ; elles naissent des besoins ou en créent elles-mêmes. Les forces s'augmentent avec ces besoins et les efforts redoublent ; les cercles de l'activité se multiplient à l'infini , ils s'enchaînent les uns aux

autres, et il en résulte entre eux un mouvement non interrompu, un flux et un reflux continu; les vagues s'écartent d'un point pour se précipiter sur un autre. Le spectateur tranquille voit, avec étonnement et même avec effroi, à quel point l'amour des innovations menace de tout engloutir. Mais alors même l'empire de l'habitude n'a pas perdu toute sa force, il conserve encore plusieurs points fixes et inébranlables, il a seulement cessé d'être le principe dominant.

Aussi longtemps que la force d'impulsion née de l'amour des innovations l'emporte sur l'empire de l'habitude, seulement en ce qui concerne les arts mécaniques et les sciences naturelles et qu'elle en accélère les progrès, la société peut se féliciter d'une pareille situation; car la crainte de diminuer ses profits par des essais hasardés et de périlleuses innovations empêchera la classe des agriculteurs et des artisans de se laisser séduire, de s'abandonner aveuglément, et l'habitude, fortifiée par cette juste crainte, ne leur permettra pas de quitter la route frayée et connue. Mais si l'amour des innovations s'empare des sentiments et des esprits des classes les plus civilisées, les plus savantes, les plus élevées, les plus puissantes, s'il attaque témérairement les théories politiques et morales, la société court alors un grand danger et l'ordre social, jeté hors de ses gonds, peut facilement se rompre et se détruire dans le

changement de forme et dans la mobilité continue des règles successives.

Dans une pareille période, tout ce qui existe est décrié, méprisé et rejeté comme des fruits verts ou gâtés de l'ignorance et de la barbarie des siècles précédents : tout ce qui est ancien, loin de paraître respectable par l'empreinte du temps, est pour cette raison même, d'un mérite douteux, taxé d'erreur enracinée, et rangé dans le domaine des préjugés ; l'amour des innovations, porté au plus haut degré, ne ménage rien, s'étend sur tout, et paraît vouloir refondre le monde moral et politique. La religion des ancêtres, fondée sur la considération, sur les traditions, sur une sainte autorité, est traitée comme un organe inanimé, comme un instrument usé ; l'infini est retranché de notre esprit borné, le surnaturel, le métaphysique doivent s'expliquer aux sens, et comme on n'y peut parvenir, on les regarde comme entièrement chimériques ; l'incompréhensible doit donner des idées claires de lui-même, si non il sera contesté ; la foi, la simple, l'humble foi, la première base de toute science, le dernier résultat de toute recherche, à laquelle on finit toujours par revenir, lors même qu'on ne l'a pas eue pour point de départ, la foi sera taxée de superstition puérile et ridicule ; le christianisme, s'il n'est pas relégué par l'orgueilleuse et vaine sagesse du siècle parmi les chimères du genre humain au berceau, ne sera aux

yeux même de ses prétendus partisans qu'un thème sur lequel on peut faire diverses variations, une étoffe élastique et souple qui, travaillée et perfectionnée par l'esprit du temps, doit se modeler sur lui, et à laquelle on peut donner toutes les formes possibles et toutes les significations du caprice. Telle fut la période de la révolution française.

On ne ménage pas plus ce qui a rapport à l'État. Les anciennes lois, les institutions du temps passé, paraissent insuffisantes, inconsistantes, rongées par la rouille, ou on les regarde comme des produits grossiers des circonstances antérieures. On cherche en secret ou ouvertement à amener une époque où les rapports de la vie sociale, consacrés par le temps, doivent se dissoudre pour faire place à des formes plus brillantes et plus libérales, où la société se montrera comme une création nouvelle. On voudrait pouvoir séparer le présent du passé, afin de le conduire à un avenir parfait; tout pouvoir transmis par les aïeux, même s'il a crû avec un peuple depuis des siècles, semble une anomalie ou une usurpation; les deux pôles de l'ordre social et de la vie politique, la sainteté du pouvoir souverain et celle de la propriété, sont attaqués avec la même inconséquence et la même audace. Ce qu'on ne peut expliquer ou ce qui n'est pas produit par les éphémères et étroites théories du jour, est regardé comme sans valeur et opposé aux lois suprêmes de la raison :

les anciens droits justement acquis n'obtiennent plus de considération et doivent céder le pas aux nouveaux. La légitimité n'est plus une possession sanctionnée par le temps et les lois, c'est une faveur accordée par la prétendue raison. La différence des conditions est regardée comme contraire à l'égalité primitive de l'homme, de même que chaque pouvoir qu'on n'a pas créé soi-même paraît contraire à la liberté. Tout cela doit être réformé aussi bien que les corporations; ces unités organiques d'où se formait jadis l'organisme du corps de l'État doivent céder le pas à une organisation générale, absorbant toute individualité.

Chaque constitution, qu'elle soit fondée même sur des bases historiques, qu'elle soit résultée des localités et calculée d'après elles, n'aura plus aucune valeur, et sera placée au-dessous d'une constitution nouvelle, improvisée d'après des principes théoriques et des classifications systématiques. En un mot, dès que l'amour des innovations s'empare d'un siècle au point de détruire entièrement l'empire de l'habitude et de secouer toutes les chaînes, alors une génération remuante ébranle toute chose, et l'ensemble n'est plus qu'un mouvement continuels sans but et sans fin. Si l'on considère cette génération dans sa violente et fougueuse activité, on pourra penser que celle qui l'a précédée n'a rien fait pour elle et que celle-ci ne laissera rien à faire à celle qui lui succédera.

Il est facile de comprendre que , si la religion et l'État sont soumis à des changements continuels , à des métamorphoses et à des convulsions sans cesse renaissantes , non-seulement la totalité de la vie sociale est bouleversée dans ses divers rapports , mais aussi les sciences morales et politiques , si intimement liées avec la religion , avec l'État avec la vie sociale , partagent le même destin . Aussi sont-elles souvent réformées dans leurs principes autant que dans leurs résultats . On prétend et on croit les perfectionner et assurer leurs progrès en leur ôtant leur base et en changeant complètement leur forme . Si les vérités sur lesquelles elles reposent n'étaient pas profondément enracinées dans la nature de l'homme et fixées dans sa conscience intime , si elles n'étaient pas éternelles comme les lois divines dont elles découlent , on pourrait , dans ce changement général de toutes les formes , craindre pour leur durée et leur existence . Elles ne peuvent , il est vrai , perdre par là de leur essence réelle , mais elles pourraient perdre de leur considération et de leur influence sur les esprits , et dans aucun cas , elles n'y gagneraient . Comme elles sont d'une nature toute autre que celle des connaissances physiques , elles ne peuvent , comme celles-ci , faire des progrès incessants .

Le monde matériel offre à l'esprit observateur une variété infinie de phénomènes ; il est si vaste en faits que le champ des découvertes s'étend

toujours davantage ; comme nous l'avons prouvé plus haut , quelques progrès que nous ayons faits , c'est à peine si nous avons franchi l'entrée et soulevé un coin du voile qui couvre la nature. Dans le domaine des sciences physiques , les essais , les observations sont sans bornes. Un seul fait qu'on n'a pas aperçu dans l'origine donne souvent à ce qu'on connaît déjà une place et une direction nouvelles. Il arrive journellement que dans ce que l'on avait adopté jusqu'ici comme lois de la nature , on remarque des exceptions qui , envisagées de plus près et soumises à un examen plus profond , deviennent des preuves d'une loi générale sous laquelle doivent se ranger les autres et qui fait connaître les erreurs des théories et des systèmes établis. Le contraire a lieu pour les sciences politiques et morales. Le monde intellectuel , avec lequel elles sont en rapport , est un monde tout intérieur que chaque homme porte en son sein , qui , en admettant de très-légères différences dans les individus , paraît dans la généralité le même qu'il a été observé dès le principe , et reste toujours dans les points capitaux ce qu'il a été d'abord. Les phénomènes intérieurs et les faits de la conscience sont les mobiles sur lesquels il s'appuie et se meut en même temps. Jamais on ne doit chercher à les ébranler : l'essayer est un attentat contre la dignité de la nature humaine et contre la majesté divine. De même que les lois de la pensée sont immuables , et que , depuis la

création du genre humain, que nous en ayons eu ou non la conscience, elles ont déterminé et dirigé l'activité de notre esprit et de notre raison avec une sorte de nécessité, de même les lois de la volonté sont immuables. Ce sont les colonnes inébranlables qui supportent l'édifice sacré du droit et du devoir, et dont la divinité même est comme la clé de voûte. C'est du droit et du devoir que se forme la fin de l'État, le lien de tous ses membres entre eux, la légitimité du pouvoir suprême, les rapports des gouvernants et des gouvernés, attendu que l'État doit être soumis à la justice éternelle et que c'est par elle que le pouvoir de l'État peut être fondé, maintenu et présenté sous des formes sensibles dans la société civile. En ce qui regarde le but commun de l'humanité, les sciences politiques et morales sont en quelque sorte stéréotypes, elles peuvent et doivent être mises à l'abri de tout prétendu progrès et de tout mouvement : quant aux moyens qui, dans un temps donné et dans un lieu déterminé, peuvent et doivent conduire au but, c'est la prudence seule qui en décide : elle est une sorte de tact qui, perfectionné par les observations et l'expérience, se trompe rarement, mais ne peut être réduit à des formes scientifiques. Malgré ces simples vérités, la passion des innovations a voulu entraîner dans son tourbillon jusqu'aux sciences morales, elle a tout ébranlé, et se laissant aller à l'illusion de tout reconstruire sur un meilleur plan, elle s'est attaquée aux choses

les plus saintes , elle a donné à l'erreur la couleur de la vérité , elle a déclaré la guerre aux meilleures lois et amené sur les peuples d'innombrables calamités ; mais loin de détruire la vérité et de l'éloigner de sa route , la vérité s'est conservée elle-même au milieu d'un semblable désordre , et a prouvé que , dans le monde politique et moral , on doit toujours revenir aux mêmes principes. Quoiqu'on soit peu porté à accuser son siècle , quelque disposition qu'on ait à être du nombre de ses admirateurs , il faut pourtant avouer que dans la plupart des États de l'Europe , l'amour des innovations s'est emparé de tous les hommes : que tout ce qui est ancien est détruit d'un côté , ébranlé de l'autre , et que les maximes , les idées , les mœurs , les institutions adoptées anciennement , sont sinon rejetées et anéanties tout-à-fait , du moins déchuës de leur considération , et regardées comme un fardeau insupportable et comme un frein incommode. Tout est chancelant ou le devient chaque jour : et dans le dessein ou sous le prétexte de vouloir tout perfectionner , tout est mis en question , tout est objet de doute , tout marche rapidement à un bouleversement général. De la mobilité de l'esprit du temps est résulté un amour de mouvement , sans motif et sans but déterminé ; c'est en lui , et en lui seul , qu'on place et qu'on cherche la vic réelle. La constance , la persévérance dans les idées comme dans la conduite , deviennent toujours plus rares ,

parce qu'elles sont regardées comme petitesse d'esprit, incapacité, penchant à une vie végétative, et la vanité ne souffre pas d'être exposée à une pareille opinion. Les uns, par intérêt, pour satisfaire leurs passions, souhaitent le renversement de l'ordre existant; les autres le font par une activité exagérée; le plus grand nombre veut des changements pour en jouir comme d'un spectacle agréable. La tranquillité publique, qui fut longtemps regardée comme le plus grand bien de l'humanité, a cessé d'être envisagée ainsi; une vague inquiétude a saisi les esprits, les rend mécontents et leur inspire les essais les plus téméraires et les plus hasardés. Le penchant secret à concevoir des plans politiques, les vœux et les efforts pour atteindre à une constitution représentative, découlent en partie de cette source. L'on voit moins dans ce mode de gouvernement une sûre garantie de la justice des lois et de la prospérité de la société, qu'un principe de mouvement, dans lequel, soit comme acteur, soit comme spectateur, on croit trouver des matériaux et des ressources par une vie plus animée de laquelle on espère par des résultats et des combinaisons nouvelles une suite d'améliorations. Ce caractère de notre siècle est un fait reconnu. Par lui le genre humain fait-il des progrès en politique et en morale? c'est ce qui peut paraître douteux sous bien des rapports. Mais qu'actuellement en Europe on ait horreur du repos, qu'on veuille

à toute force et sans cesse marcher dans toutes les directions et s'agiter en tous sens, que ce qui a été adopté jusqu'ici soit ridiculisé, que tout ce qui est ancien soit méprisé, c'est ce que personne ne peut contester. On doit fixer attentivement les regards sur ce fait, mesurer son étendue et sa profondeur, et ne point se tromper sur la nature et le danger de cette maladie qui, dans l'origine, n'était qu'un penchant naturel, si l'on veut remédier au mal ou au moins le combattre avec quelque succès. Nier ce fait ne serait qu'un pur et dangereux aveuglement ; le méconnaître, trahirait l'ignorance et le manque total de pénétration ; espérer de le déraciner et de le détruire, en étouffant dans le peuple l'activité ou l'amour des innovations, serait un attentat, si toutefois il était possible d'y parvenir. Mais c'est dans l'art d'occuper, de contenir, de régler ce penchant aux innovations, et d'en tirer parti, que consiste de nos jours la tâche difficile des gouvernements.

L'empire de cet amour du changement porté au plus haut point, est la principale source des révolutions politiques. Le premier moyen de l'affaiblir, de le modérer et de le détourner d'une activité fougueuse, est incontestablement de lui ouvrir une carrière dans les travaux des arts, du commerce et des sciences. Mais tandis que les gouvernements assurent, par ce moyen, un cours à la civilisation, ils doivent lui donner des formes proportionnées au but, aux besoins, aux divers

rapports qui en sont la suite ; sans cela, il en résulterait un contraste ou même une opposition tranchante entre la vie du peuple et la vie de l'État. Des améliorations convenables au but et aux besoins, introduites graduellement et suivies avec persévérance par les gouvernants, peuvent seules préserver d'un tel inconvénient. La raison de l'État ne doit pas céder le pas à celle des individus : non-seulement il faut satisfaire les justes désirs du peuple et ses demandes, quand elles sont fondées, il faut même les prévenir. Il faut non-seulement marcher d'un pas égal avec la civilisation du peuple, il faut encore la devancer, s'élever au-dessus d'elle, pour en saisir et en embrasser l'ensemble. Les sages réformes qu'on saura alors donner et maintenir ne pourront qu'être conformes aux circonstances. Cette conformité ne résultera pas de l'opinion du jour, mais des observations du gouvernement sur les événements et sur tous les résultats des circonstances. C'est de cette manière qu'on peut renfermer dans de justes limites l'amour des innovations et ravir à l'esprit révolutionnaire ses armes les plus dangereuses. Au contraire, les gouvernements qui, par une crainte outrée ou par inexpérience, persistent avec une superstitieuse opiniâtreté dans leurs précédents errements jusque dans les plus minces détails, qui voient dans chaque changement une altération, dans chaque altération un commencement de bouleversement, bien loin de réussir à

arrêter ou détourner la marche générale du progrès, ils courent risque de donner à l'amour des innovations plus de pouvoir et de rapidité et d'être entraînés tôt ou tard par sa violence.

C'est dans la fausse direction de l'éducation et de l'instruction que se trouve la source de tous les vices du temps : le vrai rapport entre l'une et l'autre doit particulièrement attirer toute l'attention des gouvernements, s'ils sentent la nécessité de garder l'équilibre entre l'empire de l'habitude et les prétentions de la perfectibilité, ou plutôt de le rétablir et de maintenir tour à tour l'influence de ces deux forces différentes.

Quoiqu'en effet, l'instruction soit à l'éducation ce que la partie est au tout, et que la dernière doive toujours être le but principal, il arrive pourtant qu'elle est parfois subordonnée à la première ou confondue avec elle. L'instruction forme et aiguise l'esprit, et, avec des matériaux convenables, par des exercices proportionnés, lui donne ainsi qu'à l'imagination des formes et une certaine tenue. L'éducation a rapport à la volonté et au caractère ; elle doit donner à la volonté de la netteté, de la force et de la constance ; elle doit épurer le caractère, le fortifier et le porter à tout ce qui est moral, grand et beau. C'est l'éducation seule qui parvient à exécuter cette œuvre noble et difficile, en donnant pour base au caractère de bonnes habitudes, et pour première habitude celle de l'obéissance qui est la plus essentielle de

toutes. L'habitude de faire le bien d'après un ordre réglé et constant ouvre la carrière , et ce n'est que plus tard que la raison y entre à son tour : quelque difficile que soit l'obéissance , on peut la faire naître facilement par le pouvoir de l'exemple ; car l'exemple de la vertu agit sur le cœur d'autant plus fortement qu'il consiste en impressions sensibles , et semble une loi personnifiée et agissante. L'obéissance développe l'énergie du caractère par le combat qu'elle provoque en nous mêmes et par la victoire qu'elle remporte. C'est seulement par cette route que l'éducation atteint son but élevé , et elle le manquera certainement si elle veut y parvenir par l'instruction seule. L'instruction ne forme que les forces qui servent à l'homme de moyens et d'instruments pour arriver à son but ; l'éducation tend à établir la solidité du but lui-même, d'après les lois divines, et à rattacher à ces lois tous les sentiments du cœur. Les qualités de l'esprit que l'instruction produit ou développe ne garantissent pas par elles-mêmes le bon usage que l'on en fera ; c'est le caractère seul qui donne cette garantie : ses principes , ses opinions , ses sentiments sont ici l'essentiel , et c'est de l'éducation que le caractère reçoit sa direction et son empreinte. L'éducation, ou le développement de la volonté et de tout ce qui y a rapport , est donc ce qu'il y a de plus important pour l'homme : si elle est , comme il arrive souvent de nos jours, confondue avec l'instruction, si

elle lui est subordonnée, si l'une est souvent même négligée pour l'autre, le véritable but de l'homme est manqué, et la société ne trouve plus dans le caractère de ses membres les conditions essentielles de son existence et de sa prospérité.

La base de l'éducation et sa première condition sont, comme nous l'avons vu, des habitudes sérieuses, raisonnables, morales qui font naître la tendance et le penchant à toutes les vertus, avant même que la vertu paraisse comme le fruit de l'intelligence et de la liberté parvenu à toute sa maturité. Des habitudes qui sont profondément enracinées dans les individus et qui portent la majeure partie d'un peuple vers une direction particulière, lui donnent en même temps quelque chose de solide et l'empêchent d'être ballotté dans la suite par le vent des innovations. Les bonnes habitudes de ce genre qui consolident dans l'homme la force de l'habitude elle-même ne peuvent naître et prospérer que dans les familles, lorsqu'elles vivent beaucoup dans leur intérieur et que les chefs ont soin d'y maintenir, avec une douce sévérité, un ordre constant et une règle rigoureuse. Une telle conduite fortifie et suppose en même temps le pouvoir paternel, sans lequel elle ne pourrait avoir lieu. Avec le raffinement des mœurs, avec l'augmentation des plaisirs sociaux et des moyens de jouissances sensuelles, la vie intérieure a considérablement perdu de ses charmes. L'amour de cette vie du foyer devient de jour

en jour plus rare. L'autorité paternelle devait naturellement s'affaiblir d'après ce changement. Elle n'exerce sa bienfaisante influence que dans le cercle étroit et tranquille d'une famille où les enfants et les parents ne deviennent jamais étrangers les uns aux autres, et au contraire se rapprochent constamment et s'unissent toujours davantage. C'est du changement qui s'est opéré sous ce rapport dans les familles qu'est résultée l'opinion erronée, que l'instruction est le point capital. Cette erreur tranquillise la conscience des parents et semble justifier leur indifférence. Ils pensent avoir rempli leurs devoirs quand ils ont pourvu à l'instruction de leurs enfants; l'instruction peut être confiée à d'autres, elle peut être achetée et vendue. C'est ainsi que diminue sans cesse l'autorité paternelle, cette première condition de respect pour tout pouvoir. L'empire de l'habitude disparut avec l'obéissance, et l'obéissance avec l'usage de la vie domestique; dans les courts instants que les membres d'une famille passent ensemble, les parents cherchent seulement à être agréables à leurs enfants; convaincus qu'ils sont de la légèreté avec laquelle ils s'acquittent de leurs devoirs envers eux, ils donnent peu de force à leurs droits et ne savent pas les faire valoir. Une complaisance pleine de faiblesse devient de jour en jour plus générale; c'est tout au plus si les parents cherchent à faire entendre la voix de la raison à des enfants déraisonnables,

là où ils ont le droit d'ordonner ; ils emploient les raisonnements, lorsqu'ils devraient user d'une volonté ferme , et la prière lorsqu'ils devraient commander. D'une autre part , les enfants deviennent d'autant plus volontaires , plus opiniâtres et plus despotes, qu'on leur répète sans cesse, dans les écoles et dans la maison paternelle , que les connaissances et l'esprit sont l'essentiel et décident de tout dans les rapports de la vie sociale ; et, comme ils sont souvent plus instruits que leurs parents , ils se croient au-dessus d'eux , et sourient à leurs prétendus préjugés : les parents protègent cette ridicule imperfection , ils admirent et écoutent humblement , lorsqu'ils devraient réprimander avec véhémence. Ces fautes ont amené un bouleversement réel dans les familles, et altéré tous les rapports intérieurs. Ce bouleversement a naturellement agi sur la vie et les rapports politiques. Le principe des innovations a pu se développer d'autant plus facilement que l'empire de l'habitude n'ayant été ni développé , ni maintenu par l'éducation , était devenu entièrement étranger à la jeunesse. Comment pouvait-on , en de pareilles circonstances , attendre l'obéissance aux lois , le respect au pouvoir légitime , une sorte de piété pour les institutions existantes, de la part de ceux qui ne connaissaient pas l'obéissance dans la maison paternelle , qui n'étaient pas élevés dans le respect pour un ordre solidement établi, et qui , loin d'être convaincus

qu'il n'existe pas de véritable liberté sans lois , et point de lois sans soumission , confondaient sans cesse la liberté avec l'arbitraire , et la sage indépendance avec la licence.

Non-seulement le principe de conservation qui a sa source dans l'empire de l'habitude , a perdu sa force par les fausses idées sur l'éducation et la prépondérance qu'on a donnée sur elle à l'instruction ; mais l'instruction même , n'ayant plus rien de positif , a pris une fausse direction. Cette faute a été commise , développée et affermie , par l'idée exagérée qu'on s'est faite des avantages de l'innovation. Dans le cercle de l'enseignement , et particulièrement dans les sciences politiques et morales , les théories se sont combattues et chassées l'une l'autre , jusqu'à ce que les dernières restassent maîtresses de la place. Les systèmes se sont succédé rapidement ; téméraires , pleins de force , souvent victorieux dans la guerre qu'ils ont faite contre leurs prédécesseurs , habiles à détruire , ils l'ont bien moins été dans les efforts qu'ils ont faits pour élever un édifice complet et durable. Chacun d'eux , à sa naissance , fut reçu avec enthousiasme comme le seul moyen de salut , et tomba peu après , sinon dans le mépris , du moins dans l'oubli. Il était naturel que l'ignorance et l'incrédulité devinssent le résultat de cette continuelle succession d'idées et de doctrines dans les hautes écoles et dans le monde des lecteurs. On désespéra du fondement des premiers

principes de la science et de l'application générale qu'on pourrait en faire à la vie pratique, lorsqu'on vit chaque maître, chaque écrivain représenter les choses d'une manière différente, lorsque l'un nia ce que l'autre avait avancé, et que celui-ci adopta ce que celui-là avait rejeté. On s'abandonna à cette espèce de fantasmagorie; on sauta d'une doctrine à une autre qui lui était diamétralement opposée; on ne désira, on n'exigea rien au monde que du nouveau, afin de se tromper, de s'aveugler soi-même et d'éblouir les autres par de brillantes apparences. C'est ainsi que tout ce qui était positif, conséquent et solide dans les sciences morales, disparut insensiblement.

Cependant l'individu, aussi bien que la multitude et l'État demandent du positif, s'ils veulent atteindre dans leur existence intérieure à l'indépendance, à l'unité et à la concorde. L'individu demande le positif pour lier entre elles la tranquillité de l'âme et l'activité de ses forces, pour se former un plan de vie et le suivre, et pour trouver, conformément à sa haute destination, un point d'appui fixe au levier de la volonté d'où dépend toute sa conduite. L'existence de l'État est positive, repose sur le positif et a un but positif. Le positif qui lui sert de base consiste dans les droits justement acquis, depuis le trône jusqu'à la chaumière, depuis le roi jusqu'à l'artisan, tels qu'ils sont sortis de la nuit des temps et des rapports divers, tels que les pères les ont trans

mis à leurs enfants et que les coutumes ou les lois les ont déterminés et sanctifiés ; il consiste dans la religion telle que Dieu l'a donnée aux hommes , dans la conscience comme dans l'écriture , telle que , dans toutes les vérités principales , elle s'est conservée pendant des siècles ; il consiste dans les institutions sociales telles qu'elles se sont formées , développées , perpétuées , restant toujours dans leur longue durée susceptibles de perfectionnement. Ce n'est pas par le doute ou par un amour d'innovations qui détruit tout ce qui existe , qu'on crée ou que l'on conserve les États ; c'est par la foi à quelque chose d'immuable , par des principes solides , par des maximes applicables à des objets réels , par des sentiments qui passent de génération en génération et se développent avec la masse du peuple ; par des doctrines sacrées qui s'élèvent à la hauteur de véritables dogmes. Chaque État a des formes particulières , un esprit particulier : il a sa religion , sa constitution , ses lois , et s'il ne veut pas tout hasarder , il doit faire les plus grands efforts pour que l'éducation et l'instruction soient en rapport avec son essence et son esprit aussi bien qu'avec ses formes , et il doit les combiner d'une manière analogue et proportionnée à sa nature. Des principes démocratiques , des théories superficielles d'égalité illimitée , ne peuvent convenir à un gouvernement aristocratique ; des idées et des inclinations républicaines , répandues dans les esprits de la

jeunesse d'une monarchie, seraient pour elle aussi dangereuses que contradictoires ; un peuple chrétien doit recevoir une autre éducation , une autre instruction que le peuple payen dans l'antiquité et que le peuple mahométan dans le monde moderne. Ce qui chez l'un serait conforme au but , lui serait diamétralement opposé chez l'autre , ce qui donnerait la vie à celui-ci donnerait la mort à celui-là.

Chaque État doit donc savoir ce qui lui convient , ce que sa position exige , ce qu'il veut , et d'après cette règle déterminer et régler l'instruction publique , s'il désire conserver son caractère distinctif. Un gouvernement qui ignore tout cela , ou agit comme s'il l'ignorait , subira bientôt la peine de sa légèreté et de son indifférence sous ce rapport : le torrent des sentiments et des idées , s'il est abandonné à lui-même , loin de conduire au port le vaisseau de l'État , lui fera prendre une direction périlleuse , et après l'avoir ballotté çà et là , finira par l'engloutir. Les gouvernements qui livrent l'instruction aux caprices ou aux opinions particulières de celui qui instruit , et lui laissent décider de ce qu'il veut ou peut enseigner , paraissent avoir honte de reconnaître des principes positifs , et semblent se laisser aller au scepticisme ; ils portent sa couleur , ils parlent son langage et paraissent dire à ceux qui enseignent : « puisqu'il n'y a point de vérité , ou que nous » ignorons quels principes peuvent garantir l'exi

» stence et la sûreté de l'État, enseignez ce qu'il
» vous plait et ce qui vous paraît le meilleur. »

Plusieurs prétendent que cette marche est la plus régulière ; que les gouvernements doivent régler, organiser et payer l'instruction publique, et du reste lui laisser une entière liberté ; que le corps des profcsseurs, pour remplir sa destination, est autorisé à dire à l'État ce que le corps des négociants disait en France au ministre Colbert : Protégez-nous, et nous nous chargeons du reste ; que si le gouvernement veut agir directement sur l'instruction et la diriger, il donne à l'esprit humain sa propre mesure, lui prescrit des lois, lui impose des chaînes, arrête par là le progrès des sciences qui courent risque de reculer au lieu d'avancer.

Une manière de réfuter une thèse et de combattre un principe, qui pour être commune n'en est pas moins injuste, c'est de les exagérer, de les pousser à l'extrême et de leur donner la forme et la couleur d'une erreur dangereuse, en les isolant de tout ce qui les environne, les borne et les modifie. C'est ainsi que l'on agit dans le cas particulier dont il est ici question. Il n'y a rien à craindre pour les sciences physiques qui, par leur nature et leur objet, doivent constamment changer de formes et de matériaux, et peuvent continuer à le faire sans danger pour l'État ni pour les particuliers. Et quant aux sciences politiques et morales, les craintes de l'influence du

gouvernement sur l'instruction publique disparaîtront , si l'on veut seulement faire une distinction entre les principes et les idées : les premiers doivent être fixes et inébranlables , ou bien il n'existe ni certitude , ni vérité. Ils sont les pôles sur lesquels tout tourne dans le monde politique et moral ; mais eux-mêmes sont immobiles. Ces principes , le gouvernement doit les maintenir , il doit veiller sans cesse à ce qu'aucun sophisme ne parvienne à les obscurcir , ne cherche à les miner et à les ébranler dans les jeunes âmes. Les idées , au contraire , sont mobiles par leur nature et rien ne doit s'opposer à leur mouvement. Elles peuvent dans le cours du temps prendre les formes les plus diverses ; ces formes ne sont jamais que des liens arbitraires , des moyens artificiels , par lesquels on cherche à expliquer les phénomènes. Tous les systèmes ne sont que des opinions aussi mobiles , aussi vacillantes que ces idées auxquelles elles sont unies. On doit leur laisser un libre cours. Aussi longtemps qu'elles ne s'attaquent pas aux principes , on doit leur permettre de s'élever sans obstacle dans la région des nuages , et là , semblables aux météores , d'y paraître pour les plaisirs de l'intelligence , d'y briller et de s'éclipser. Il est permis à chacun d'élever un système , et si quelqu'un aime à s'occuper de ce jeu de l'imagination , il ne faut pas le priver de ce plaisir. Cette occupation est une sorte de gymnastique intellectuelle. Plus les systèmes sont dif-

ficiles à concevoir et à saisir, plus ils aiguisent et fortifient l'esprit. Ils lui rendent le même service que les corps durs, tels que l'ivoire et le corail, que l'on donne aux enfants pour faciliter leur dentition. Mais il en est tout autrement des principes. Leur conservation demande toute la vigilance du gouvernement. Ils doivent éclairer l'instruction, lui donner une direction, une consistance, et la préserver du penchant aux innovations. Ces principes, points d'appui de nos pensées et de nos actions, sont éternels comme la divinité, et toujours les mêmes pour la nature humaine. Ils peuvent être, il est vrai, momentanément obscurcis ou inaperçus comme les autres ; mais ils reparaissent de nouveau sans que leur lumière ait été affaiblie, ils ne peuvent rien gagner en force réelle, ni rien perdre de leur éclat. Sous ce rapport, ces principes n'ont aucun besoin de l'appui d'un bras humain ; mais il y a des temps où ils perdent une grande partie de leur influence sur l'âme des hommes, et où ils font peu sentir leur existence et leurs effets. Les gouvernements doivent, dans leur intérêt bien entendu, chercher à éloigner, à changer ou à améliorer un tel ordre de choses.

Il est remarquable combien, de nos jours, les idées sur les meilleurs moyens d'assurer l'éducation des hommes, sur l'administration de l'État, sur la civilisation des peuples, sont devenues sans cesse plus incertaines, et combien les principes

sur le but des États, la destinée des hommes, et les avantages de civilisation ont perdu de leurs forces agissantes dans la même proportion. On ne considère pas assez quelle route ont parcourue ces idées si remuantes et si remuées et quel développement elles ont pris en étendue et en intensité. La principale tendance du siècle est de réaliser les idées dont on est épris et d'assurer leur triomphe sur les principes précédemment établis. Cette tendance absorbe toutes les autres passions : la cupidité et l'ambition doivent se taire devant elle : la vanité à laquelle elle doit en partie son existence lui rend hommage. Des idées générales et indéterminées sont le levier dont se servent les hautes classes pour mettre en mouvement la masse du peuple qui aspire au changement : ce qui lui est d'autant plus facile que ces idées sont plus en rapport avec l'augmentation toujours croissante des besoins, et lui font entrevoir la possibilité de les satisfaire et de remédier à tout.

La prépondérance de l'amour des innovations sur l'empire de l'habitude, le besoin du mouvement, cette source de la plupart des bouleversements, ne sont pas, à la vérité, aussi actifs, aussi entraînants dans la masse du peuple que dans les classes cultivées; mais, même chez le peuple, leur présence et leur influence ne peuvent être méconnues et se font sentir dans toutes les occasions d'une manière très-distincte. Cette disposi-

tion est en partie une suite de la violence des orages du temps actuel qui ont agité et ébranlé plus ou moins tous les peuples de l'Europe, qui les ont jetés dans toutes les directions, et qui, en les arrachant à leur marche accoutumée, à leur forme reçue, les ont familiarisés avec des changements de tout genre. Mais ce penchant au mouvement est bien plus encore une conséquence des rapides progrès de la civilisation elle-même, qui agrandit d'une manière incroyable le champ des idées et des faits, et qui par là même développe prodigieusement l'esprit et le sentiment. Tous ceux qui ont pris part à ce développement rapide des forces, sont étrangers au repos et à l'immobilité; ils préfèrent les fatigues, les dangers même, à l'uniformité d'une vie toute végétative. De même que de nos jours les voyages sont devenus si faciles, si commodes et si sûrs que personne ne craint plus de les entreprendre ou de changer de lieu, de même on n'éprouve plus la moindre répugnance à abandonner les idées, les sentiments, les mœurs reçues, pour en chercher d'autres, pour satisfaire sa curiosité en les examinant et pour se mouvoir dans des directions diverses.

Sous plusieurs rapports, cette position du monde est, sans contredit, une position inquiétante et le temps présent est plein de dangers. C'est une raison de plus pour que les gouvernements cherchent à comprendre le siècle; ils ne doivent pas

le perdre de vue et aller au-devant de lui en aveugles et les yeux fermés ; ils doivent mettre tous leurs soins à affermir la force de gravité, sans cependant la laisser tomber dans l'inaction, et à mettre des bornes à la force d'impulsion, sans toutefois la paralyser. Heureusement que cette dernière n'a pas encore acquis dans les masses une prépondérance décidée sur la première. Plus on descend l'échelle sociale, plus on pénètre dans la classe des artisans, des agriculteurs, et plus on retrouve le penchant à l'habitude et le besoin du repos. Ces deux inclinations paraissent inséparables des occupations réglées, uniformes et pénibles ; elles sont le plus ferme appui de l'ordre social et les fidèles alliées des gouvernements légitimes. On doit seulement se garder de mobiliser, pour ainsi dire, par l'inconstance des lois, cette sorte de bien-fonds et de le laisser passer trop légèrement d'une main dans une autre. Dans la formation des institutions politiques et dans la participation aux droits politiques, qu'on attache la plus grande importance à la propriété, qu'on la regarde comme une condition essentielle, que l'on se garde de détruire, par une liberté d'industrie sans borne, les anciens rapports des corps de métiers : c'est alors que l'amour des innovations trouvera dans l'État un puissant contrepoids dans l'empire de l'habitude.

DU JUGEMENT

**QUE L'ON DOIT PORTER SUR LES RÉVOLUTIONS
POLITIQUES.**

THÈSE.

Les révolutions politiques sont, dans certaines époques ,
aussi inévitables et aussi nécessaires que les grandes révo-
lutions de la nature.

ANTITHÈSE.

Les révolutions ne sont jamais nécessaires : elles sont tou-
jours contingentes. Elles ne sont jamais le résultat de cau-
ses générales , mais le crime d'individus isolés.

DU JUGEMENT

QUE L'ON DOIT PORTER SUR LES RÉVOLUTIONS
POLITIQUES.

Les lois de la nature et les lois de la liberté diffèrent entièrement dans leur essence : rien n'est plus faux et plus dangereux que de les transposer ou de les confondre. Attribue-t-on aux unes ce qui appartient aux autres, on les méconnaît également. Ou l'on dégrade l'homme, ou bien l'on s'imagine que son faible bras peut être une digue

suffisante contre le torrent impétueux des forces de la nature.

L'empire de la nature est physique et soumis à d'immuables lois qui non-seulement forcent les individus à les suivre, mais qui les entraînent même sans qu'il s'en doutent. Il n'y a donc dans leur obéissance ni mérite, ni démerite : tout est bien parce que tout est nécessaire et que rien ne peut être autrement qu'il n'est. L'homme peut, à la vérité, par son intelligence employer une partie des forces de la nature à en diriger d'autres, à les fortifier ou à les affaiblir pour les faire servir à son but; mais le pouvoir de l'homme sur la nature trouve bientôt des bornes, et lorsque cela arrive, la nature se trouve pour ainsi dire en présence de la nature, et il en résulte une lutte d'elle-même contre elle-même.

Si l'on pouvait se représenter l'univers sans une intelligence absolue et infinie, d'où tout provient, dont tout dépend, il y aurait bien pour nous, dans l'empire de la nature, des événements heureux, mais aucune bienveillance, de la satisfaction, mais point de reconnaissance.

Dans l'empire de la liberté, au contraire, il règne des lois qui ne peuvent se rapporter qu'à des êtres intelligents et doués d'une volonté active. Ces lois sont appropriées à ces êtres en tant qu'ils les comprennent, qu'elles sont en harmonie avec leur essence, qu'ils les reconnaissent et se les prescrivent en quelque façon. Leur devoir

consiste dans l'obéissance volontaire à ces lois absolues ; leur droit dans la liberté de pouvoir faire ce que ces lois ne défendent pas, ou ce qui est nécessaire pour accomplir ce qu'elles ordonnent.

Sitôt qu'il existe des devoirs et des droits, il y a aussi conviction intime qu'il dépend de chaque individu de remplir ses devoirs dans toute l'étendue du terme et d'exercer ses droits aussi loin que le permettent les bornes qui lui ont été prescrites, ou de ne point remplir les uns ni user des autres. Dans l'empire de la liberté, chaque action dépend de celui qui agit, puisqu'il a le pouvoir de la faire ou de ne pas la faire. Le bien comme le mal, le juste comme l'injuste, lui sont comptés ou il se les compte à lui-même comme mérite ou démerite, attendu qu'ils dépendent de sa libre volonté. Rien ne le contraint à faire quelque chose contre son gré, et ses résolutions, dépendant entièrement de ses sentiments intimes, ne peuvent être forcées par aucun pouvoir extérieur.

Dans le règne de la liberté, les causes sont d'une tout autre espèce et amènent des effets tout autres que dans l'empire de la nature. Dans la première, elles peuvent subir des modifications ; reconnues par l'esprit, elles paraissent comme des motifs ou des raisons d'agir que l'on peut rejeter ou adopter, ou comme des moyens d'atteindre à un but que l'on peut employer suivant sa volonté ; les résultats qu'amène telle ou telle manière d'agir sont prévus et souhaités ; ils se changent en dessein

prémédité et présentent à notre intelligence un but que nous pouvons nous proposer ou éviter.

Il résulte de ce rapprochement entre l'empire de la nature et celui de la liberté qu'il sera facile à tout œil impartial de reconnaître, la proposition suivante : il est aussi contradictoire, dans le règne de la liberté, d'envisager comme des bouleversements de la nature des actions commises et déterminées par la réflexion et la volonté, qu'il le serait d'envisager ces bouleversements eux-mêmes comme les effets d'une volonté libre.

Une révolution politique n'est pas un simple événement, c'est un acte ou plutôt l'enchaînement de plusieurs actes qui amènent avec eux certains résultats, et qui non-seulement concernent les hommes mais encore sont toujours leur œuvre. Elle est, il est vrai, provoquée par certains événements; mais ces événements sont eux-mêmes des actions déjà commises et qu'on peut, dans un temps donné, employer ou négliger à son gré. Chaque révolution politique amène certains effets qui deviennent, à leur tour, des événements, mais ces événements ne sont eux-mêmes que des actions que l'on ne peut plus empêcher, et qui restent immuables dès qu'une fois elles ont été commises.

Ainsi les révolutions ne sont pas inévitables et nécessaires, ou bien l'on pourrait en dire autant de toute action humaine, qu'elle soit l'effet du crime ou de la vertu; et ceux qui parlent

ainsi des révolutions, brisent le sceptre de la liberté et le font passer aux mains de la fatalité. Les abus et les erreurs où l'on tombe dans le jugement sur les révolutions politiques, ont leur source en partie dans la fausse idée qu'on a du mot révolution, parce que tantôt on étend cette idée à tout un peuple, tantôt on la borne et on la rétrécit à des individus.

Une révolution politique est un bouleversement total et spontané, dans le gouvernement, la constitution, et la souveraineté d'un État, entrepris et effectué par un pouvoir illégal. Son caractère principal consiste toujours dans l'illégalité du pouvoir dont il découle, et le reste n'en est qu'une conséquence. Lorsque le peuple, ou une partie du peuple, ou ceux qui usurpent son nom, attaquent la souveraineté placée entre les mains d'un ou de plusieurs individus, et enlèvent, pour s'en emparer eux-mêmes, le pouvoir et la conduite de l'État à ceux qui l'avaient entre leurs mains, en vertu d'une possession légale, c'est toujours un acte qui prouve l'abus de la force physique. La chute de tous les rapports existants, la rupture de tous les liens qui unissaient les individus en sont une suite naturelle. Rien n'est ménagé. Ce qui jusqu'alors avait été regardé non-seulement comme sans danger, mais même comme utile, est suspendu ou détruit, sous le prétexte de ses rapports avec l'ancien ordre de choses dont on redoute et dont on veut empêcher le retour.

Toutes les parties de l'organisation de l'État, tous les éléments qui composent la vie sociale, sont brisés dans l'espoir bien ou mal fondé de donner à l'un et à l'autre, par le travail d'une nouvelle combinaison, une brillante jeunesse et des formes plus belles et plus convenables. Quant à la lenteur des préparatifs nécessaires pour arriver au bien, quant aux améliorations progressives, quant aux mesures graduelles et bien calculées pour passer avec succès d'un état à un autre, les révolutionnaires ne veulent et ne peuvent rien entendre là dessus, parce qu'ils ne sont mus et dirigés que par des idées partiales et des passions intéressées; ils ne le peuvent pas parce que le temps leur manquerait, et que, pour se maintenir à la hauteur de leur position, ils doivent éblouir, enivrer le peuple par la rapidité de leurs prétendues créations.

Ce n'est qu'à de tels bouleversements qu'on doit le nom de révolutions politiques; mais souvent on désigne ainsi de criminelles conjurations qui ont seulement menacé et atteint la personne du souverain, mais qui n'attaquent ni l'organisation du pouvoir suprême, ni le trône, ni souvent même les lois d'hérédité. Des soulèvements partiels, causés par l'ivresse du moment et apaisés presque aussitôt, quelque dignes de blâme qu'ils soient, quelque dangereux qu'ils aient été à leur naissance, n'ont cependant rien de commun avec les révolutions politiques. L'on ne peut non plus,

avec raison , compter parmi elles , les troubles publics qui ne prennent point leur origine dans le désir ou le dessein d'obtenir , par la violence , une constitution nouvelle , mais qui sont nés du juste vœu de maintenir et de défendre l'ancienne et légale constitution contre les attaques auxquelles elle peut être exposée. Dans de pareilles luttes , souvent très opiniâtres , ce n'était pas la passion de la nouveauté , mais l'attachement du peuple pour l'ordre ancien , éprouvé et patriotique qui excitait de semblables émeutes. Le peuple ne sortait pas de sa paisible route pour arracher avec violence aux possesseurs du pouvoir leurs justes droits ; mais c'étaient plus souvent ces possesseurs eux-mêmes qui sortaient des bornes légales pour restreindre ou enlever au peuple ses droits que garantissait la constitution. Dans de pareils cas , on peut dire avec vérité que c'étaient les gouvernants qui méditaient et essayaient une révolution politique , que le peuple , en se soulevant , tendait au contraire à l'éviter , et qu'en effet il a sauvé plus d'une fois la constitution.

Lorsqu'au commencement du quatorzième siècle , les Suisses chassèrent les gouverneurs Autrichiens , et que les paysans de Schwitz , d'Uri et d'Unterwald prêtèrent le serment éternel sur le Grutli , ils ne voulaient que conserver les privilèges de leurs ancêtres. Ils n'attaquèrent en aucune façon les justes droits de l'Autriche , ils ne voulurent pas même se soustraire à son obéissance , c'était

seulement contre l'arbitraire qu'ils se révoltaient. Si dans la suite leur ligue s'agrandit, s'étendit toujours davantage et parvint enfin à assurer aux cantons réunis une parfaite indépendance, ce ne fut point le résultat d'un plan formé pour atteindre ce but, mais celui de la résistance opiniâtre de l'Autriche et de la noblesse à leurs justes prétentions. L'indépendance fut le prix de cette lutte prolongée, mais elle n'avait été nullement son but dans l'origine.

On peut dire la même chose avec vérité de la guerre des Pays-Bas contre l'Espagne. Ces provinces avaient une constitution particulière qui leur accordait des droits politiques importants, que Charles-Quint et ses prédécesseurs avaient scrupuleusement respectés et que Philippe II, après avoir juré de les maintenir, viola de la manière la plus révoltante. Il attaqua à la fois la liberté de conscience et la constitution politique des Pays-Bas : il serait difficile de déterminer laquelle des deux sa tyrannie avait résolu d'anéantir, puisqu'il était tout à la fois superstitieux par opinion et despote par caractère. Il est possible que la destruction des nouvelles doctrines qui s'étendaient de plus en plus, fût ce qui lui tenait le plus à cœur et qu'il cherchât à enlever aux habitants des Pays-Bas leurs droits politiques parce qu'ils avaient donné une consistance et un appui à la liberté de conscience. Mais on peut croire avec autant de raison, que les progrès de la réforme ne furent pour

lui qu'un prétexte favorable pour mettre fin à la constitution des Pays-Bas pour laquelle sa haine était sans bornes. En un mot, il menaça ces deux libertés, et les foula aux pieds l'une et l'autre.

Les habitants des Pays-Bas crurent avoir le droit de défendre une constitution qu'eux et Philippe avaient également juré de maintenir, et de faire échouer les desseins du roi. L'Espagne voulut introduire dans leur pays une révolution politique. Ils lui opposèrent l'égide de leur constitution pour conserver l'état de choses existant ; les mesures que l'Espagne employa pour vaincre la résistance furent en général aussi contraires à la justice que les droits légalement acquis des habitants des Pays-Bas s'accordaient avec elle. Il en résulta une guerre sanglante de quatre-vingts ans, à la suite de laquelle se forma la république des sept provinces-unies. Les Espagnols perdirent tout dans ces provinces parce qu'ils avaient voulu s'emparer de tout et qu'ils n'avaient pas voulu souffrir plus longtemps le partage du pouvoir légalement établi par la constitution. Les Pays-Bas conquirent une indépendance qui, dans l'origine, n'avait point été l'objet de leurs désirs, parce qu'on n'avait pas voulu leur laisser une liberté juste et limitée, et un nouvel ordre de choses prit naissance lorsqu'ils n'avaient voulu que conserver l'ancien et le préserver contre toute attaque et toute destruction.

Les deux grands événements qui se passèrent

en Angleterre dans le dix-septième siècle, prirent un caractère qui a plus de rapport avec la notion qu'on doit se former d'une révolution politique, quoiqu'ils en diffèrent sur plusieurs points.

Dans la constitution anglaise, telle que le temps l'a faite et telle qu'elle résulte de l'histoire du pays et de ses rapports primitifs, il y a sans contredit, comme base fondamentale, le principe du partage du pouvoir suprême entre le roi et le parlement. Mais ce principe, semblable à la semence cachée et non développée, sommeilla pendant des siècles au fond de l'organisme politique. Sous la maison des Plantagenet, pendant la lutte de la Rose rouge et de la Rose blanche, sous la domination même des Tudor, le parlement, ignorant sa propre force, en partie effrayé, en partie gagné, était une faible digue contre le pouvoir des factions, contre l'arbitraire des vainqueurs et contre la tyrannie sans ménagement du roi. Généralement le despotisme l'employa comme un instrument sûr pour donner à l'oppression et aux mesures violentes exercées contre le peuple, une apparence de légalité; on se cacha derrière lui pour pouvoir, à l'abri de ce fantôme, se livrer impunément à ses violences. Cependant le parlement ne tomba jamais dans un oubli ou dans une inaction totale. Les deux chambres furent souvent convoquées et assemblées. Le peuple s'accoutuma de plus en plus à les regarder comme parties intégrantes de l'État. Les formes qui assu-

raient la liberté individuelle et qui donnaient des organes à la véritable opinion populaire existaient toujours et étaient solidement établies. L'esprit et le courage, qui eussent donné à ces formes une existence et une signification réelles, manquaient sans doute et ne se montreraient nulle part : on pouvait cependant prévoir que d'autres circonstances, d'autres rapports les feraient renaître dès que le temps aurait amené, avec la prospérité nationale, le développement du caractère national. Ce moment arriva sous Charles I^{er}. Les progrès de la civilisation avaient conduit les meilleures têtes à saisir le vrai sens de ces formes politiques endormies depuis si longtemps. Elles attirèrent l'attention. Les esprits en vinrent à raisonner sur elles. On reconnut les précieux et puissants moyens que possédait le parlement, dans ses membres, sa composition, ses rapports avec le peuple et avec le trône, pour réussir à protéger la liberté, à contenir l'arbitraire, à faire de bonnes lois, et à leur donner l'énergie d'exécution nécessaire. Il en résulta une lutte longue, opiniâtre et sanglante entre le roi et la chambre des communes, qui ne pouvaient plus s'entendre, quoique la chose eût été facile pendant les quinze premières années. Ils partirent de deux points opposés : et l'un et l'autre, d'après sa manière particulière d'envisager la question, avait pour soi l'apparence de la raison. Le roi et le parti royaliste, dans la défense des droits du trône et l'étendue

qu'ils leur attribuaient , se fondèrent sur l'expérience , sur les faits des siècles précédents et sur ce qui avait existé depuis si longtemps sans contestation et sans interruption. Le parlement , au contraire, envisagea son inaction précédente et le pouvoir absolu du roi comme un abus enraciné qu'il fallait extirper. La chambre-basse, dans laquelle parurent des hommes distingués , pour prouver sa destination et l'influence qui lui appartenait , s'appuya sur ce que le parlement pouvait et aurait dû être toujours, et sur ce qui avait été sans aucun le doute principe fondamental de sa constitution. Les droits que le roi voulait faire valoir comme prérogatives ne furent aux yeux du parlement qu'une usurpation illégitime à laquelle la durée ne donnait pas la prescription. Le pouvoir que s'attribua à lui-même le parlement, soit dans ses discours , soit dans ses actions , fut regardé par lui comme un pouvoir légal , longtemps paralysé et sans effet , il est vrai , mais qui n'ayant jamais été détruit , subsistait toujours et renversait enfin les limites dont l'arbitraire l'avait entouré. Le roi , d'un côté, ne vit dans les demandes du parlement, dans ses résolutions et dans ses actes , que de pures exigences qu'il fallait repousser avec énergie, pour préserver l'État d'une révolution politique : le parlement, d'une autre part, vit, dans les prétentions du roi , une conduite contraire à la constitution, qui avait confondu trop longtemps les droits du trône avec ceux du peuple , et il assura

qu'il n'avait d'autre volonté que de ramener l'ensemble de la machine de l'État à sa marche légale et primitive.

Si le roi avait satisfait à temps aux justes demandes du parlement, s'il avait accordé quelque chose à la direction nouvelle qu'avaient prise les besoins, les vœux et les idées, si plus tard, lorsque le parti contraire, qui faisait chaque jour plus de progrès et élevait plus haut ses prétentions, lui eut enlevé le plus ferme appui du trône dans la personne du vertueux et infortuné Strafford, il eût montré une fermeté et une résistance énergique, cette lutte violente n'eût pas dégénéré en guerre civile. Mais Charles s'opposa avec opiniâtreté à toutes les justes propositions du parlement et laissa voir la plus grande faiblesse lorsque cette longue lutte fut sur le point de se décider. Tout sortit alors des bornes légales, et lorsque le parlement se fut attiré tout le pouvoir, qu'il eut dissous la Chambre-Haute et rejeté de son sein les partisans de la royauté, alors se montra la révolution avec toutes ses horreurs. C'était dans ce moment que l'usage du pouvoir n'était pas seulement un droit, mais un devoir de la part du roi, et d'autant plus que la Chambre-Basse saisissait elle-même ce pouvoir. Il arriva alors que là où une réforme aurait dû nécessairement avoir lieu et remédier à tous les abus et à toutes les plaintes, le mouvement des esprits s'éleva au plus haut degré, et, grâce à l'artificieuse hypo-

crisie , à la témérité calculée , à la volonté de fer de Cromwell , l'on vit éclater un bouleversement politique , auquel la mort du roi imprima son cachet sanglant , crime affreux devant lequel , quelques années plus tôt , les meurtriers eussent reculé avec effroi , crime dont l'Angleterre gémit encore , qu'elle a en horreur et qu'elle voudrait pouvoir effacer à tout prix.

La nation une fois arrivée plus loin qu'elle ne voulait venir réellement , lorsqu'on eut renversé la constitution que les amis de la liberté avaient cherché à ramener et à conserver sous des formes rajeunies , lorsque la Chambre-Basse eut été détruite et dispersée , et que Cromwell se fut déclaré Protecteur , l'Angleterre prit le nom de république , et à l'abri de ce nom l'usurpateur exerça un pouvoir sans bornes. Pour l'instruction des peuples et des souverains , il est à remarquer qu'un amour de la liberté malentendu , conduit au despotisme , et que , pour corriger quelques abus , on éleva souvent la tyrannie sur les ruines d'un trône légal.

Cette malheureuse tentative finit avec Cromwell , et fut ensevelie avec lui. La nation s'empressa de retourner , avec un redoublement d'amour , à son ancienne constitution et à la royauté : Charles II monta sur le trône de ses pères. La souveraineté se forma toujours de plus en plus dans le même sens qu'elle l'avait été dans l'origine de la constitution anglaise ; elle parut toujours plus légale-

ment partagée entre le roi et les deux chambres. Mais Charles II ne fut pas instruit par les sanglantes expériences qu'il avait faites. Le malheur qui ennoblit les âmes nobles, endurecit et énerve celles qui n'ont point de noblesse ; le malheur avait passé sur la tête de Charles, sans donner de la solidité à son caractère, du sérieux et du poids à son esprit. Par un singulier mélange de faiblesse et d'arbitraire, de légèreté et d'opiniâtreté, il méconnut sa situation et la disposition de son peuple. Le parlement parvint, il est vrai, à le forcer à signer l'acte d'habeas-corpus, qui, protégeant la liberté individuelle, compléta l'œuvre de la grande Charte, et l'acte sur les Tests qui s'opposait aux progrès et aux usurpations de la religion catholique; mais ces lois ne satisfirent et ne tranquillisèrent pas le peuple, parce que le roi, à cause de ses principes ou de ses sentiments, ne pouvait lui inspirer aucune confiance. Ses principes n'avaient rien de positif et de solide, ses sentiments rien de sérieux, de grave et de noble. Il laissait voir trop souvent son mécontentement des bornes imposées au pouvoir royal, et pourtant il n'avait pas assez d'énergie pour maintenir ce pouvoir avec persévérance et d'après un plan arrêté.

La conduite imprudente et faible de Charles II prépara de nouveaux troubles qui éclatèrent sous Jacques II son successeur. Lorsque ce prince attaqua la constitution et la religion du pays d'une

manière aussi imprudente qu'injuste, le parlement s'éleva contre lui pour sauver l'une et l'autre ; c'est de là que résulta cet événement que les Anglais nomment encore aujourd'hui *l'heureuse révolution*, terminée par la fameuse convention qui définit d'une manière plus nette les droits du parlement et ceux du roi, et qui peut être envisagée comme un traité formel entre la nation et Guillaume III. Quelque importants qu'aient été ces événements, on ne peut pas cependant leur donner le nom de révolution, dans le sens propre attaché à ce mot, puisque la constitution de la vieille Angleterre ne fut ni renversée d'une manière violente et illégale, ni même altérée ; elle fut au contraire établie plus solidement, déterminée d'une façon précise, et perfectionnée dans le même esprit qui l'avait fondée. On peut dire avec justice que ce fut Jacques II qui essaya de susciter une révolution en Angleterre, en voulant attirer à lui toute la souveraineté. Le parlement, en vertu de sa légitime participation au pouvoir, n'avait d'autre but dans ses efforts et dans sa résistance légale, que de rendre un tel essai inutile, de protéger la constitution et de maintenir la royauté dans les bornes de ses droits aussi bien que de ses devoirs.

D'après le sens que nous avons attribué au mot révolution politique, on ne peut donc le donner à ces derniers événements ; car ce n'était point un bouleversement total, spontané, illégal, de la

constitution existante, ni proprement un changement réel des droits de la souveraineté ! On peut bien moins encore placer au nombre des révolutions , ces modifications qu'un pouvoir légitime apporte dans les lois d'un pays , fussent-elles même très-significatives dans leur nature , étendues dans leur objet , et puissantes dans leurs moyens , aussitôt que ce pouvoir n'agit que conformément aux lois et au but légal. Néanmoins de telles innovations , qui attaquent tous les rapports sociaux , ne sont peut-être jamais nécessaires , et sont rarement prudentes et bienfaisantes. Il est aussi contraire aux maximes de la prudence politique qu'aux sévères principes de l'équité d'ébranler l'état naturel d'un peuple pour introduire des lois nouvelles , et d'arracher un État au passé pour tenter d'améliorer le présent et de préparer un avenir plus heureux. Par des entreprises aussi hasardées , on court risque d'affaiblir les coutumes et les habitudes , en même temps que l'obéissance et le respect aux lois , et d'enlever à un peuple sa conscience politique , en le privant de droits justement acquis , et en l'affranchissant des devoirs que leur durée et leur antiquité rendaient aussi inébranlables et aussi sacrés que les lois de la nature. Aussi , lorsque les peuples , vieillis dans leur existence civile et politique , y avaient joint la persévérance et l'énergie , de telles tentatives ont produit souvent des mouvements d'une nature pernicieuse.

Joseph II, ce fougueux réformateur de ses peuples, qui, peut-être dans les plus pures intentions, peut-être pour ouvrir un chemin plus facile à son ambition, souleva l'État, qui, dans les divers pays soumis à sa domination, pays si différents en tout les uns des autres, voulut spontanément tout régler d'après une mesure uniforme et générale, et, dans une entreprise si gigantesque, ne consulta point le temps et ne ménagea ni les opinions, ni les convictions. Joseph II ne fit qu'exciter la fermentation dans tous les esprits, les conduisit à une sédition en forme, et n'en recueillit, à son lit de mort, que le sentiment douloureux mais juste d'avoir ébranlé les colonnes de l'État, et d'avoir menacé la monarchie d'une dissolution prochaine que la sagesse de son successeur ne put prévenir qu'en rétablissant tout dans l'ancien ordre de choses. Cet exemple prouve suffisamment à quel point des changements radicaux sont dangereux pour l'État, même s'ils sont l'ouvrage d'un pouvoir légal, lorsqu'ils ne sont pas dirigés avec la réflexion, la prudence nécessaire, et cette circonspection qui fait envisager les choses sous leurs différents aspects. De tels changements dans l'État dégénèrent aussi en bouleversements, mais ne peuvent être mis dans la catégorie des révolutions politiques qui commencent ou finissent par renverser le pouvoir légitime. Comme cette dernière sorte de révolutions est essentiellement distincte de l'autre, on doit employer

uniquement et exclusivement pour elle la qualification de *révolution politique*.

Comme nous l'avons déjà vu, de telles révolutions ne doivent jamais être regardées comme inévitables et nécessaires, car elles ne sont point des événements qui résultent des lois générales de la nature et qu'on doit expliquer par elles, mais bien des actions auxquelles les événements ont donné naissance et qui en ont produit d'autres. Prétendre le contraire serait introduire dans l'histoire de la société humaine le fatalisme au lieu de la liberté. De telles révolutions sont amenées ou par la cupidité et par l'ambition, ou par de faux et dangereux principes sur la nature et l'origine de la société civile, sur le bonheur et les droits du peuple. Dans les deux cas, elles sont l'ouvrage de l'homme, l'effet d'opinions erronées ou d'une liberté abusive, elles sont condamnables en tout, et retombent sur leurs auteurs.

La cupidité et l'ambition ont souvent, soit par artifice, soit à force ouverte, enlevé aux gouvernants leur pouvoir légitime, afin de régner elles-mêmes et de s'approprier la souveraineté. Souvent elles sont parvenues à leur but, sans avoir même eu pour elles le concours de la majorité. Il n'est pas besoin de beaucoup de raisonnements pour prouver que les crimes qui, dans de semblables bouleversements, résultent des passions et de leur démoralisation, ne doivent être attribués qu'à ceux qui les ont excités. Mais généralement les

ambitieux emploient la coopération des masses pour parvenir à leur but. Ils observent avec des regards pénétrants , avec une joie maligne , les fautes , les abus , l'imprudente conduite du gouvernement ; ils voient le mécontentement toujours croissant du peuple ; ils excitent , échauffent , enflamment les esprits toujours davantage , par une apparente compassion et par un désintéressement hypocrite ; d'après un plan réglé, ils font résulter la révolte de la malveillance montée au plus haut point ; et lorsque les forces effrénées du peuple ont arraché le levier des mains du gouvernement, ils s'en emparent eux-mêmes pour former un nouvel état de choses en rapport avec leurs desseins et qui leur assure le souverain pouvoir auquel ils aspirent. Leur but , dès l'origine , était d'anéantir le pouvoir légal ; l'oppression dont on accusait le gouvernement n'était pour eux qu'une heureuse occasion de parvenir à leur fin , et malheureusement la conduite des possesseurs du pouvoir ne les a que trop bien secondés dans ce bouleversement de l'État.

L'histoire des temps reculés ne nous offre que des révolutions semblables à celles que nous venons de décrire. Il était réservé au temps présent de voir de grandes révolutions résulter d'une prédilection pour des théories fausses et dangereuses. De puissants États ont été détruits , dans l'idée illusoire de pouvoir les recomposer sur un type de perfection idéale. Leur organisation politi-

que a été entièrement brisée , pour leur donner une forme plus parfaite. On tuait la personne morale de la société pour la ressusciter épurée et sanctifiée.

Le pouvoir légitime d'un État n'existe que pour le peuple , et le bien du peuple doit être constamment son but unique. Mais au lieu de partir de ce principe, les nouvelles théories prétendent que la volonté du peuple est l'unique source du pouvoir légal. Voici les conséquences de ce faux principe que le contrat entre le peuple et le souverain sert ou doit servir de base au pouvoir par lequel chacun est lié ; que ce contrat ne doit être ni indestructible, ni éternel, et que non-seulement il cesse d'être obligatoire dès que l'État manque à ses devoirs ou dépasse ses droits , mais qu'il peut changer chaque jour, dès que le peuple n'y voit plus son avantage et sa prospérité ; que des lois raisonnables ne peuvent venir que d'une constitution où la voix du peuple a la prépondérance directe ou indirecte.

Si l'on examine de près ces prétendus axiômes, si l'on y porte la lumière, si on les analyse, si on les ramène à leurs vrais éléments, on reconnaît facilement qu'ils sont en partie ou incomplets ou chimériques. Car un pouvoir souverain dans l'État précède nécessairement l'idée collective du peuple , puisque c'est ce pouvoir seul qui forme l'unité de cet être moral qu'on nomme l'État, et que sans lui il n'y aurait que des individus isolés,

rapprochés les uns des autres dans un espace et dans un temps donnés. L'État ne peut avoir son origine dans un contrat formel, parce qu'un contrat avec un peuple suppose préalablement et en fait l'existence de ce peuple, et que l'on ne peut concevoir l'existence du peuple que dans l'État et par l'État. Avec les bases de cet édifice idéal, s'écroule l'édifice lui-même. Si les formes de l'État et son essence, qui consiste dans la nature et l'organisation du pouvoir souverain, n'étaient pas quelque chose de permanent et de solide ; si elles étaient aussi inconstantes que la coupe d'un habit, aussi mobiles que les lettres d'une imprimerie, qui composent un ouvrage aujourd'hui et un autre demain, l'ordre social n'aurait aucun point d'appui, il n'y aurait plus la moindre sûreté dans les rapports entre citoyens, et les passions de tout genre auraient sur l'État une influence aussi facile que pernicieuse.

Malgré le peu de consistance des doctrines favorites de nos jours et leur défaut de profondeur, elles ont cependant un éclat superficiel qui les a fait réussir d'une manière extraordinaire. Comme elles sont intimement liées à toutes les passions égoïstes, elles leur présentent, sous le masque de la liberté et du libéralisme, les moyens les plus désirables de se satisfaire sans honte et sans danger. Les plus habiles même d'entre le peuple tiennent à ces fantômes trompeurs, soit par une aveugle philanthropie, soit par une exaltation po-

litique , qui trouve dans une imagination enthousiaste ses matériaux et son origine. Ils veulent la perfection ; ils s'imaginent que par ces doctrines ils rapprocheront la société du beau idéal , et ils ne voient pas que par là ils négligent le bien réel, et ouvrent une carrière à toutes les passions ; involontairement et à leur insu , ils donnent aux ennemis de l'ordre les armes les plus dangereuses, et abandonnent la société à l'intérêt et à l'ambition. C'est de ces pernicieuses théories sur des idées abstraites et des principes généraux, qu'ont résulté, dans ces derniers temps , des révolutions politiques jusque-là entièrement inconnues dans l'histoire ; par leur source , leur marche et leurs résultats , ces révolutions sont tout-à-fait différentes des précédentes qui commençaient par déclarer illégitime le pouvoir légitime, et le renversaient pour en élever un autre, illégitime en effet , mais qu'ils donnaient comme le seul légitime. Une semblable révolution qui ne prend en considération ni les faits , ni l'expérience , ni le passé , ni le présent , une révolution née de ce qu'on appelle des idées , exerce plus qu'aucune autre un pouvoir destructeur, marche orgueilleusement sur les ruines , et ne craint et ne rejette aucun moyen pour parvenir à son but , si vague et si mal déterminé qu'il soit. Une telle révolution porte plus qu'aucune autre l'empreinte de la licence , et peut d'autant mieux être rejetée sur ses auteurs , qu'eux-mêmes fondent sur elle

leurs prétentions et leur gloire. On doit juger de pareilles révolutions avec la plus grande sévérité et les trainer sans ménagement au pilori de l'opinion.

Mais pour saisir sous leur vrai point de vue ces révolutions politiques, il ne faut pas oublier que les fausses doctrines, dont nous avons parlé, amènent seules ces grands mouvements, lorsqu'elles se rencontrent avec une certaine disposition turbulente dans les esprits; elles s'emparent alors de cette disposition et la font fermenter, surtout lorsqu'elles peuvent former une sorte d'alliance avec les besoins des classes inférieures du peuple. Cet état de choses se remarque d'ordinaire dans une période où, par les progrès de la civilisation, la législation et les formes administratives ne sont plus en harmonie avec la nature des personnes et des choses. Les idées, les sentiments, les facultés intellectuelles et morales ne trouvent plus de quoi se satisfaire dans les anciennes routes et ne peuvent plus s'y mouvoir librement et facilement; l'homme éprouve une sorte de malaise, il conçoit et désire des changements, sans pouvoir se rendre compte à lui-même de ses vœux. Les besoins des classes inférieures, qui ont toujours rapport aux conditions matérielles de l'existence, augmentent ordinairement dans le même temps; ils dépendent des causes générales, et naissent communément d'une concurrence exagérée parmi les producteurs, ce qui amène à la fois une hausse dans le

prix des denrées premières et une baisse dans les salaires. Comme ces besoins ne peuvent être facilement satisfaits, il en résulte un mécontentement toujours croissant contre le gouvernement, injustement accusé par le peuple d'avoir causé cet état de choses.

Chez une nation où les classes élevées sont mécontentes et où les classes subalternes se sentent malheureuses, s'il se présente de prétendus réformateurs du monde, dont les fausses théories promettent à toutes les classes salut et prospérité, si ces hommes peuvent se faire jour, alors la révolution politique trouve tout prêt le terrain sur lequel elle se développe avec une effrayante rapidité. Sans leur liaison avec les besoins physiques et moraux, les fausses doctrines seraient restées dans la région des spéculations innocentes et improductives; et d'un autre côté, sans la direction que lui donnent ces fausses doctrines, le mécontentement n'aurait causé aucune explosion violente, mais se serait fait un passage en divers sens sans entraîner la ruine de l'État. C'est seulement cette coïncidence des doctrines pernicieuses avec les besoins du moment qui forme le danger; car alors les idées, armées des forces matérielles et brutales de la multitude, prennent de la consistance et deviennent des réalités.

De telles révolutions sont souvent envisagées comme nécessaires et inévitables; elles ne le sont cependant en aucune façon : elles sont d'une part

le résultat de la négligence des gouvernants à faire ce qui était urgent pour subvenir aux besoins physiques et moraux du peuple et ce qui était en rapport avec l'état présent de la société, et de l'autre, l'effet des prétentions des gouvernés, prétentions injustes autant qu'inexécutables, car elles passent les forces et le cercle d'action du gouvernement.

Quant au premier cas, c'est-à-dire aux devoirs du gouvernement dans les temps de mouvement et de progrès, faire avec prudence et peu à peu des améliorations sagement calculées et proportionnées au caractère du siècle, tant pour le fond que pour la forme de la vie sociale, voilà le vrai, l'unique moyen d'éviter les révolutions.

Tout, dans le monde politique et moral comme dans le monde physique, est soumis au changement, il n'existe dans aucune partie de l'univers un véritable point d'arrêt. L'être de chaque créature n'est autre chose qu'un *devenir* continu ; les choses même les plus simples changent d'un moment à l'autre. Les changements dans chaque espèce d'êtres sont plus ou moins grands selon que les êtres eux-mêmes sont plus ou moins complexes. L'homme, par sa nature, est un continu flux et reflux de mouvement, d'actions, de sentiments et d'idées. La société civile composée d'éléments mobiles, reçoit d'eux, dans une proportion plus considérable, l'agitation et le mouvement dans toutes les directions. La production

augmente ou diminue avec le travail ; l'objet, la division, la nature, les procédés du travail ne restent pas les mêmes. La richesse augmente ou diminue en proportion de ces diverses circonstances ; les rapports des choses avec les personnes et des personnes avec les choses se forment d'une manière variée. La propriété foncière, et avec elle la représentation politique, passent d'une main dans une autre, quittent une classe pour entrer dans une classe inférieure. Cette marche matérielle de la société a une influence décisive sur la marche des idées, sur la tendance des sentiments, sur les efforts des passions, sur les prétentions et les exigences des individus et de toutes les classes qu'ils composent. Il en résulte dans les esprits un malaise vague, une fermentation secrète, une agitation plus ou moins évidente, qui prend sa source dans un défaut d'harmonie entre certaines institutions et le développement de la société civile, entre les anciennes lois et les nouveaux rapports.

Le premier devoir du gouvernement est d'observer attentivement l'état précédent de la société, afin de pouvoir se rendre un compte précis des changements inséparables de la marche progressive ou rétrograde de la civilisation. Il doit connaître à fond le temps présent dans sa formation et ses phénomènes, les examiner, les apprécier à leur juste valeur, et faire avec calme et discernement, dans la législation et les formes adminis-

tratives, les changements proportionnés à cette nouvelle disposition de la société et à l'esprit du temps.

C'est seulement par cette marche que les gouvernements peuvent s'élever au-dessus de leur siècle et en même temps apprendre à le concevoir, à le diriger, à prévenir les innovations en s'occupant eux-mêmes, pour le perfectionnement de l'ensemble, à mettre de l'harmonie entre la vie de l'État et celle des individus et des différentes classes, à étouffer à sa naissance tout mouvement dangereux, sans empêcher cependant la société de se mouvoir et de s'avancer dans une route légale.

Un gouvernement qui, oubliant sa haute destination, méconnaît ou néglige cette conduite que lui prescrit son devoir, qui s'imagine que tout reste sans mouvement autour de lui, parce que lui-même est immobile, qui recule lorsque tout avance, qui veut contraindre les forces et l'esprit du peuple à rester refoulés dans l'enveloppe étroite et surannée qui lui suffisait jadis; ce gouvernement ne peut accuser que lui seul, si des forces de plus en plus développées brisent enfin des formes que le cours des siècles avait changées en une véritable prison. Chaque révolution qui résulte d'un ordre de choses aussi peu naturel, ne peut être regardée comme nécessaire qu'autant qu'elle est devenue le résultat nécessaire des fautes, des erreurs et des vices du gouvernement;

mais elle n'en est pas moins condamnable et elle pouvait être évitée.

Un mouvement progressif, un développement modéré, un perfectionnement continu de toutes les branches de l'organisme de l'État et de la vie publique, sont donc les premières conditions du repos des gouvernements aussi bien que de la prospérité des États. Par des améliorations proportionnées au temps et au but, ils suivent du même pas cette marche de la civilisation et ce mouvement des forces qui forment et entretiennent le mécanisme social. S'ils agissent conformément à l'opinion générale des hommes les plus raisonnables, ils préviendront par là le mécontentement et tout ce qui en est la suite. Le temps amène avec lui la nécessité de certaines réformes, il en indique la matière, l'objet, les occasions. Le temps détermine le moment où elles doivent être introduites, le temps leur imprime le cachet qui les rendra chères et sacrées au peuple.

Mais les gouvernements n'atteindraient qu'à demi leur but ; les améliorations les plus bienfaisantes seraient méconnues, combattues peut-être ou étouffées dans leur germe, si en écoutant et en prévenant même les désirs des gens éclairés, ils négligeaient de satisfaire les besoins matériels des masses. A la vérité leur pouvoir d'agir est, sous ce rapport, borné et le plus souvent négatif. Ils ne doivent pas pénétrer trop avant dans les causes qui déterminent la production et la consumma-

tion, qui changent la direction du travail, l'application des forces, le revenu et la dépense des particuliers ; car tout cela se dérobe le plus souvent à leurs calculs , dépasse leur pouvoir et doit être abandonné au cours naturel de la société et à l'intérêt bien entendu des individus. Mais les gouvernements ont déjà fait et gagné beaucoup, lorsqu'ils n'enchaînent point l'activité générale et les obstacles qui gênent son libre mouvement, et que, par de sages lois , ils ne mettent à l'industrie de l'homme que les bornes qu'exigent la sûreté publique et les besoins de l'État. Pour opérer le bien, il leur suffit seulement de ne pas le contrarier ; pour développer les forces , de ne rien faire qui les affaiblisse ou les paralyse. Par cette conduite, il peut bien y avoir des moments de stagnation pour le commerce, mais l'activité sociale ne tarde pas à le tirer d'embarras. L'équilibre entre le travail et le revenu , entre la production et la consommation peut quelquefois être détruit pendant un certain temps, mais après quelques secousses il se rétablira promptement de lui-même. Les besoins et les moyens de les satisfaire pourront cesser parfois d'être en rapport , mais ces divergences ne seront pas de longue durée ; et lors même qu'en certains temps et en certains lieux elles pourraient causer quelques troubles, ils seraient bientôt et facilement apaisés et ne dégénéreraient jamais en révolution. Lorsqu'un État sera dirigé par la raison, gouverné avec discernement et res-

tera d'accord avec le bon sens général ; lorsque , par l'affranchissement de toute restriction inutile , par un système d'impôts qui n'exige que le nécessaire et cela d'une manière peu onéreuse , simple , juste , et qui n'applique les revenus qu'à leur véritable objet , le peuple sera satisfait de sa prospérité ou ne pourra attribuer au gouvernement le malaise qu'il éprouvera ; on peut être assuré alors que les fausses doctrines politiques trouveront peu de partisans , qu'elles seront reconnues sans consistance , sans valeur et vaincues par la vérité. Il est hors de doute que des idées et des opinions qui traitent des rapports de l'État ne peuvent jamais être indifférentes au gouvernement et méritent de nos jours la plus grande attention , parce qu'une singulière exaltation politique a fait , sans contredit , de grands progrès et a excité chez plusieurs , soit par vanité , soit par une philanthropie mal entendue , le désir de répandre ses principes et de les réaliser avec une énergie qui s'est élevée jusqu'à la passion. Mais aussi longtemps que les opinions ne mènent pas à des faits ou ne dégénèrent pas en faits , le gouvernement doit se confier à la vérité et laisser la raison seule triompher de l'erreur. On répond à des systèmes par des réfutations , à des écrits par des écrits contraires et les sophismes finissent par succomber sous les armes d'une dialectique habile. S'il arrivait que dans des cas extraordinaires et dans certaines périodes , tout ce qui peut provoquer un boulever-

sement se réunit à la fois, la chute du pouvoir légal serait alors expliquée, mais non justifiée. S'il arrivait que de faux principes devenus dominants, coïncidassent avec la misère du peuple, si les négligences, l'apathie du gouvernement donnaient lieu à des plaintes, alors même une révolution ne serait pas encore moralement nécessaire, non-seulement parce qu'il faudrait l'attribuer aux séductions des uns et à la faiblesse des autres dont les grands et les petits se seraient volontairement rendus coupables ; mais parce que, quelque grand que puisse être le mal existant, la dissolution violente de l'ordre social est un mal qui surpasse tous les autres. Puisque la souveraineté est le principe vital de toute société, la suspension du pouvoir souverain existant paraît toujours un crime en lui-même, et, dans ses résultats, le plus incertain de tous les jeux de hasard. C'est un suicide que la société commet sur elle-même, et après lequel il est rare que, sous des formes rajeunies, s'opère réellement cette résurrection de l'État, toujours achetée par des malheurs de tout genre.

SUR LES CAUSES

QUI ONT AMENÉ LA RÉVOLUTION FRANÇAISE.

THÈSE.

La révolution française, préparée depuis longtemps, dépendait de causes anciennes et universelles ; elle était à la fois une inévitable nécessité et l'unique moyen de régénérer la France.

ANTITHÈSE.

La révolution française ne fut rien que l'œuvre des passions ; elle a été amenée par des causes contingentes et a précipité la France à sa ruine.



SUR LES CAUSES

QUI ONT AMENÉ LA RÉVOLUTION FRANÇAISE.

Les jugemens contradictoires sur la révolution française sont , à la vérité , souvent dictés par l'esprit de parti ; et il est naturel que ses auteurs et ses partisans d'un côté , ses victimes de l'autre , tiennent un langage entièrement différent sur ses causes et ses effets.

Mais la source de ces jugements contradictoires est souvent une idée erronée ou des notions fausses. On confond les causes générales qui ont précédé ce grand bouleversement avec les causes plus rapprochées et plus actives qui y ont plus spécialement contribué. Lorsqu'on sépare ces deux points de vue et qu'on fait valoir l'un ou l'autre exclusivement, il en résulte naturellement deux poids et deux mesures différentes.

Si l'on considère les causes générales seules, on trouve facilement que tout était inévitable et nécessaire, et l'on est tenté non-seulement de justifier les auteurs de la révolution, mais même de trouver qu'il n'y en a point eu, et que tout devait se passer ainsi ; mais si l'on fait abstraction des causes générales, et qu'on n'envisage que celles qui ont opéré plus directement, on ne voit dans ce mouvement destructeur, d'un côté que les fautes et les abus du gouvernement, de l'autre que les violences et les crimes du peuple et des démagogues. Alors il semble non-seulement que tout pouvait s'éviter, mais que tout l'effet du hasard a été le résultat de l'arbitraire et de la plus coupable licence.

La vérité tient encore ici le milieu entre ces deux manières de juger, et pour ne pas la laisser échapper, on doit lier ces deux points de vue et les fondre l'un avec l'autre. Sans les causes générales qui se ramifient profondément dans l'histoire de France, les actions individuelles et les faits par-

ticuliers qui ont amené ce grand événement, n'eussent pris aucune racine, ni porté aucun fruit. Le terrain devait être depuis longtemps préparé par les exhalaisons et les débordements de l'atmosphère politique, pour pouvoir recevoir de pareil germes, les développer, et les amener à maturité. Mais si ces germes dangereux n'avaient pas été, par imprudence et par témérité, ou dans de coupables desseins, jetés sur un terrain déjà préparé, les causes générales y fussent restées assoupies et sans aucun effet, le temps les eût neutralisées, il eût affaibli leurs forces agissantes, et elles n'auraient jamais produit la dangeureuse récolte d'événements affreux dont nous avons été témoins.

Ce troisième aspect de la révolution française, en tant qu'il se présente comme le rapprochement des deux extrêmes, mérite une étude approfondie.

Si l'on veut rechercher toutes les causes générales et les énumérer, il est difficile de déterminer jusqu'où l'on doit remonter, et où le mal commence en effet. Quoique l'homme paraisse maître de ses actions à chaque instant présent, elles ne lui appartiennent plus, dès qu'elles sont devenues des faits, résultant de sa liberté d'agir. Elle se joignent alors au passé, et forment avec tous les faits et tous les événements amassés dans l'espace d'un siècle un tout inséparable. Dans cette chaîne non interrompue du

temps, chaque moment, quelque'éloigné qu'il soit d'un autre, opère cependant sur lui, et l'on devrait, dans l'histoire, parcourir cette chaîne, pour expliquer un événement, si l'on ne se fixait pas soi-même les bornes où l'on est forcé de s'arrêter. C'est d'après ce principe que, lorsqu'on a voulu rechercher les causes reculées de la révolution française, on a commencé par le règne de Louis XIII, et nous ferons de même, parce qu'en effet c'est depuis lors que ces causes apparaissent plus distinctement.

Il se forma en France, comme dans tous les empires nés de la conquête et de l'établissement des Germains, des ordres de citoyens qui, placés près du trône, partagèrent le pouvoir avec le souverain; ils formaient le grand conseil national, avaient le droit d'accorder ou de refuser les impôts, de porter les plaintes, de présenter les demandes, et ils avaient d'autant plus de force qu'ils profitaient des demandes d'argent de l'État pour faire écouter et passer leurs propres prétentions. Ces *ordres* furent d'abord composés des propriétaires de biens-fonds, c'est-à-dire de la noblesse et du clergé; plus tard, sous le règne de Philippe-le-Bel, les villes y furent admises. Il en résulta le plus sage moyen de faire approcher la vérité du trône par un organe légal, d'exprimer avec force et dignité les besoins du peuple, d'indiquer les moyens de les satisfaire et de perfectionner, dans toutes ses parties, le mécanisme de la société d'une manière insensible et sûre, par le concours

régulier du trône et des ordres au bien public.

Cette institution nationale qui , comme le fanal de la vraie liberté, brillait au milieu des ténèbres du moyen-âge , commença à être ébranlée sous Louis XIII et tomba bientôt dans l'oubli. La dernière réunion des États-Généraux eut lieu en 1614. Avec elle disparut le pouvoir conciliant qui rapprochait le peuple de son souverain , qui donnait au premier la sûreté, la liberté, une part dans l'administration , et qui pouvait servir au second d'appui , de direction et de guide. Si la forme des États-Généraux n'eût eu d'autre utilité que celle de neutraliser les éléments de fermentation qui s'élèvent toujours plus ou moins dans tous les corps politiques, on eût dû pour cela seul l'entretenir avec soin et ne la laisser jamais disparaître. Avec elle périt une partie réelle de l'organisation de l'État , et rien de semblable ne l'a remplacée. C'était la faute, ou, pour parler plus juste, le crime des ministres. C'était eux et non la royauté qui avaient quelque chose à craindre de ce pouvoir d'où leur venaient souvent des avis, des menaces et quelquefois des châtimens. Mais ils surent persuader aux rois qu'il n'en était pas ainsi , et le pouvoir royal perdit de sa considération en réalité dans l'opinion du peuple , par la destruction des États-Généraux ; car avec eux fut détruit le moyen bienfaisant qui mettait des bornes à l'arbitraire ministériel.

Richelieu qui , près d'une ombre de monar-

que, exerçait son despotisme dans toute sa rigueur, n'était pas l'homme qui pouvait aimer une constitution avec des États. Des têtes de génie embrassant tout avec une inconcevable activité, des caractères de fer, opiniâtres, énergiques comme le sien, convaincus de leur supériorité, veulent se mouvoir librement, sans obstacles et avec un pouvoir sans partage, dans le cercle de leur autorité. Chaque borne qu'on élève est à leurs yeux un joug insupportable. Chaque droit justement acquis qu'on veut opposer à leur volonté toujours arbitraire, soit qu'elle crée ou détruise, leur est odieux. Comme ils veulent régner seuls, ils ne permettent à personne dans l'État d'émettre une opinion, encore moins d'agir. Tout doit leur servir comme moyens ou comme instrument aveugle, pour les conduire à leur but. Chaque obstacle qui menace de les heurter dans leur course rapide, leur semble une opposition criminelle qu'ils doivent non-seulement punir, mais briser. Tel était Richelieu. Sous prétexte de rétablir le pouvoir royal, de l'assurer, de l'étendre, c'était son propre despotisme qu'il voulait fonder et affermir. D'après cela, il anéantit toutes les libertés des États et des particuliers, des villes et du pays, et les traita comme si elles eussent été un attentat ou une usurpation sur le pouvoir royal et légitime, et par là, il donna à ce dernier le caractère en quelque sorte de l'usurpation la plus complète, la plus envahissante.

La noblesse possédait, depuis le moyen-âge, plusieurs prérogatives dont elle avait souvent abusé pour opprimer les autres classes et restreindre les droits de la royauté ; ces prérogatives ne s'accordaient pas, à la vérité, avec le nouvel ordre de choses et les progrès de la civilisation. Richelieu trouva plus court et plus sûr de les lui enlever avec violence, et de lui en rendre l'usage impossible, plutôt que de chercher à empêcher seulement les abus. Les grands et les puissants vassaux furent les uns effrayés, les autres séduits ; ceux qui montrèrent plus de force et de courage furent représentés comme des conspirateurs, dénoncés au Roi, punis comme tels et conduits à la mort ; ceux qui montrèrent de la faiblesse et de la flexibilité furent attirés dans la capitale par les séductions de la faveur et des plaisirs, et abandonnant leurs donjons où ils vivaient libres, ils tombèrent dans un brillant esclavage. Les protestants avaient jadis reçu de la reconnaissance d'Henri IV de grandes et dangereuses libertés qui leur avaient fait former un État particulier dans l'État lui-même. Ils possédaient jusqu'à des villes fortifiées pour assurer leurs droits, et l'on ne peut nier que des chefs de parti entreprenants, tels que le duc de Rohan, n'aient cherché quelquefois à changer ces moyens de défense en moyens d'attaque contre le gouvernement. Richelieu, qui craignait cette puissante corporation, viola le traité auquel les Bourbons devaient la

couronne , en s'emparant par la force des villes des réformés , en détruisant leur corporation politique , pour les placer sur le même pied que les autres sujets.

A ce terrible , mais habile ministre et à ce roi noble et consciencieux , mais faible , succéda une minorité orageuse. Après Richelieu vint un homme fin et adroit , haï des grands pour son extraction roturière , méprisé du peuple pour son avarice ; les premiers essayèrent d'employer le peu de prérogatives qui leur restaient pour ressaisir celles qu'on leur avait enlevées. Pour dominer , ils se réunirent au parlement de Paris ; l'exemple fut suivi par les autres parlements. Les hautes cours de justice , qui jadis n'avaient rien de commun avec la législation et l'administration , durent à l'abolition des États une plus grande considération , et leurs prétentions surpassèrent de beaucoup encore l'agrandissement de leur influence réelle. Pour donner aux lois et particulièrement aux édits-fiscaux plus d'autorité et en même temps les recommander et les faire connaître au peuple , il était d'usage de les faire enregistrer dans les actes du parlement. Ce privilège lui donna une occasion de se rendre agréable au peuple et de se procurer une sorte d'importance aux yeux du gouvernement. Avant de se décider à enregistrer ces lois , le parlement s'accoutuma à présenter au roi des avis et remontrances sur elles ou contre elles. On lui passa cette démarche hasardée , cet

essai se répéta, devint imperceptiblement une habitude, et enfin cette habitude lui parut un droit justement acquis. Le parlement crut pouvoir profiter de la minorité du roi, pour exiger toujours davantage ; il se considéra d'après son plein pouvoir, comme remplaçant les États-Généraux, dans une proportion plus resserrée, et fit cause commune avec la noblesse mécontente. Cette dernière ne voulait proprement que la chute du cardinal Mazarin, le parlement voulait s'agrandir. Mais les uns et les autres, dans la chaleur de la lutte, combattaient également contre le pouvoir royal, et levaient l'étendard de la révolte. Les prétentions opposées des conjurés, le peu d'accord qui régnait entre leurs chefs, le peu de capacité des agitateurs, l'état passif de la masse du peuple, qu'on ne pouvait mettre en mouvement hors de Paris, et plus encore la prudence de la régente, l'artificieuse habileté du ministre, et le vif intérêt qu'inspirait la personne du jeune roi, mirent bientôt un terme à ces troubles, et tout rentra dans la route ancienne et légale.

On a souvent représenté cette caricature d'une guerre civile qu'on a désignée sous le nom ridicule de guerre de la Fronde, comme le dernier effort de la liberté, et la dernière tentative pour la maintenir en France. Mais c'était seulement le dernier effort du pouvoir illégal des grands, une téméraire et dangereuse invasion des cours de justice sur un terrain qui leur était étranger

Cette échauffourée loin de borner l'autorité royale, conduisit seulement au despotisme. Le jeune roi sentit la nécessité de dominer les grands par sa prépondérance, de les gagner par une conduite adroite, bienveillante, calculée avec finesse, de les occuper par de brillantes entreprises, et d'affaiblir ou de détruire par de nouveaux événements le souvenir du passé. Il vit aussi la nécessité de tracer des bornes aux cours de justice et de les remettre à leur place. Il reconnut qu'il devait se défier de sa capitale comme point central de troubles dangereux, et il prit la résolution de la soumettre à une sévère surveillance. Lorsqu'enfin après la mort de son tuteur, le roi, paré de tous les dons de la beauté, de la grâce, de la dignité, d'un esprit grand, quoique peu cultivé et des plus nobles sentiments, prit lui-même les rênes du gouvernement et les dirigea avec vigueur, le pouvoir royal parut alors le seul pouvoir légitime, et bienfaisant autant qu'absolu. On oublia le passé, on se perdit avec délice dans les pompes du présent, et l'on espéra davantage encore de l'avenir. Le despotisme, dont Richelieu avait jeté les fondements, fut édifié et soigneusement embelli par Louis XIV. Comme il assurait le repos auquel tendaient tous les esprits, comme il faisait cesser tous les désordres par des lois sévères, qu'il remplaçait l'engourdissement du gouvernement par une vigoureuse influence sur toutes les branches de l'administration, on ne

pensa pas à lui opposer les anciennes bornes qu'il reculait ou dépassait. Le trône s'éleva au-dessus de tout, et ne souffrit près de lui aucun autre pouvoir ; mais précisément parce qu'il subjuguait toutes les classes , il parut assurer l'égalité devant la loi ; et comme son pouvoir s'opposait à tout pouvoir partiel , de quelque côté qu'il vint , il parut protéger la liberté. Dans la première moitié du règne de Louis XIV, le peuple français était tellement ébloui, enivré de l'éclat de la couronne , de la gloire des grands hommes en tout genre dont s'entourait le roi pour servir à ses desseins , de la magnificence, des plaisirs et des libéralités de la cour, des guerres victorieuses quoiqu'injustes du roi, que non-seulement on ne regretta pas les anciennes formes de la liberté , mais qu'on se trouva heureux d'être délivré des mouvements qui en paraissaient inséparables. Le despotisme parut, dans la personne du roi, comme le pouvoir suprême de la raison, de la justice, du génie , auquel il eût semblé criminel de vouloir mettre des bornes ; et dans cet enivrement général augmenté par l'admiration des étrangers , on oublia trop facilement que ce pouvoir suprême qu'on bénissait alors, pouvait aisément devenir un fléau pour le peuple.

C'est ce qui parut déjà dans la seconde moitié du règne de Louis XIV. Il n'était plus question des États-Généraux ; le droit de remontrance du parlement lui avait été si bien enlevé par la forme

qu'on lui donna, qu'elle devait détruire l'effet de ses opérations. Il fut décidé que les lois et les édits fiscaux seraient enregistrés au parlement préalablement à toute réclamation. Le clergé était plus que jamais dépendant du trône, depuis les quatre fameux articles qui, au détriment du Saint-Siège, confirmèrent les libertés de l'Église gallicane. La noblesse songeait à peine à ses anciens privilèges, servait le roi dans les armées, dans les parlements, dans l'administration, et portait ses chaînes avec aisance et même avec une sorte d'orgueil. Les privilèges des deux premiers ordres ne furent pas attaqués, il est vrai, dans tout ce qui tenait aux impôts; de même, ceux des communes, des villes et des provinces qui les tenaient de la faveur du prince ou des traités, furent respectés en tant qu'on ne les leur enlevât pas violemment, mais dans le fait, ils furent souvent méprisés ou violés; et c'est ainsi que Louis XIV régna d'une manière absolue.

Dans cette seconde partie de son règne, se montrèrent les suites dangereuses de son despotisme, aussi distinctement que l'on avait vu plus tôt les heureux effets de ses efforts pour tout améliorer, tout ennoblir, tout perfectionner. Lorsque de brillantes conquêtes n'eurent procuré à la France qu'une guerre défensive presque toujours malheureuse; lorsque les grands hommes, dont le génie avait jadis répandu son éclat sur le trône, furent disparu peu-à-peu; lorsque d'ignorants

ministres eurent succédé aux Colbert et aux Louvois ; que des favoris sans expérience conduisirent les armées ; lorsque subjugué par une femme spirituelle , il est vrai , mais bigote et d'un cœur étroit , le roi crut racheter ses faiblesses passées par un zèle religieux mal dirigé ; lorsqu'affaibli par l'âge et découragé , il prêta l'oreille à des insinuations étrangères , croyant toujours gouverner seul et par lui-même ; lorsque , sans qu'il le sût et le voulût , les protestants cruellement persécutés ne trouvèrent de salut que dans l'émigration ; lorsque l'intérêt des Jésuites devint l'intérêt dominant de l'État , et que l'on s'occupa presque exclusivement de l'exécution de la bulle contre les jansénistes , alors la France sentit tout le fardeau du despotisme et regretta vivement qu'il n'existât point de pouvoir intermédiaire qui pût obvier aux abus du pouvoir absolu ; elle se repentit amèrement de la légèreté insouciance et de l'aveugle admiration avec laquelle elle avait rendu hommage à l'arbitraire. Le fardeau des impôts écrasa le peuple ; les dépenses ne purent être couvertes que par des moyens violents ou des opérations hasardées ; une dette énorme , suite des guerres continuelles , des fautes de l'administration , de la passion du roi pour les bâtimens et la magnificence , tarit toutes les sources de la prospérité publique , la dépopulation du royaume s'accrut dans une progression effrayante , l'agriculture , les métiers , le commerce furent paralysés

parce qu'ils manquaient de capitaux. Moins le gouvernement mérita la confiance du peuple, et plus il devint méfiant. La police si recommandable qui protégeait jadis la sûreté, l'ordre, la santé des citoyens, dégénéra en un misérable espionnage, en une oppression journalière. Un sombre nuage de tristesse et de silences s'étendit sur le pays, de même qu'il entourait le trône; et le souverain, jadis si admiré, si redouté, descendit au tombeau avec le douloureux sentiment d'avoir fait le malheur de son royaume, et au milieu des cris de joie de ses sujets, qui espérèrent respirer plus librement et entrer dans un avenir meilleur.

Ces espérances furent déçues. L'esprit du gouvernement et le cours de l'administration prirent une direction nouvelle, mais la situation du royaume ne s'améliora point. Pendant la minorité de Louis XV, la France tomba dans une dissolution politique et morale. Le régent, Philippe duc d'Orléans, était un prince instruit, spirituel, ingénieux et de plus naturellement généreux et bienveillant, il montra souvent dans sa vie publique une sorte de noblesse de sentiment. Mais ses mœurs corrompues, son libertinage sans bornes, ses railleries, ses moqueries continuelles sur tout ce qu'il y a de sacré, sa négligence, sa paresse, qui augmentèrent sans cesse avec l'affaiblissement de ses organes, paralysèrent ou corrompirent toutes ses grandes qualités, l'abandonnèrent aux mains des hommes les plus méprisables, et

eurent sur le peuple la plus pernicieuse influence.

Pour se dédommager de la tristesse générale qui s'était emparée de tous les esprits, pendant les dernières années du règne de Louis XIV, la capitale suivit l'exemple de la cour et s'abandonna à une licence effrénée. Sous le règne précédent, la religion avait dégénéré en bigoterie. L'exagération chez les uns, l'hypocrisie chez les autres, étaient alors à l'ordre du jour. Mais comme les extrêmes se touchent, on tomba dans l'excès contraire. Il en résulta une sorte de réaction, non pas contre la superstition qu'on avait fait passer pour la véritable piété, mais contre la religion elle-même. L'incrédulité s'accrut partout et principalement dans les hautes classes; on en vint à une corruption d'autant plus dangereuse, d'autant plus incurable, qu'elle s'attaquait aux principes autant qu'aux mœurs et les frappait également. Non-seulement on se permit les actions les plus scandaleuses, on se mit au-dessus de toutes les lois divines et humaines, mais on alla plus loin, on empoisonna les sources de la moralité même, on essaya de représenter le vice comme une supériorité d'esprit, la vertu comme une faiblesse et une petitesse ridicule; on attaqua par de spirituels sophismes les vérités éternelles; l'esprit fut égaré, ébloui sans être éclairé, et la raison obscurcie par de fausses couleurs et de brillants mensonges. On avait déjà vu dans l'histoire, des périodes où une immoralité sans honte et sans

bornes avait envahi la vie sociale ; mais le caractère distinctif de la période de la régence en France , consiste en ce que l'on railla les bonnes mœurs , qu'on érigea le mal en système , et que , méconnaissant tous les principes , on prit pour règle l'irrégularité.

Ajoutez à cela l'enivrement général que causa le système de Laws ; toutes les classes furent entraînées dans ce tourbillon. Les espérances trompeuses que cet Écossais offrait à tous , firent tourner même les têtes les plus saines. Ces illusions ridicules se répandirent d'abord d'autant plus aisément qu'alors on n'avait point d'idée juste sur le rapport de l'argent à la richesse réelle , sur celui du papier à la monnaie métallique , et l'on put s'imaginer qu'il était du plus grand avantage de changer son avoir en actions qui promettaient un gain énorme et paraissaient le donner. Il en résulta tout-à-coup un bouleversement des richesses. Les pauvres devinrent riches sans travail , les riches , plus riches encore sans aucun effort , et tous s'abandonnèrent sans frein et sans mesure à tous les vices , à toutes les jouissances de la volupté , qu'ils pouvaient satisfaire de la manière la plus facile. Mais lorsque les ressorts de toute la machine se brisèrent en éclats , parce qu'ils avaient été trop fortement tendus , et que cette grande fantasmagorie disparut tout-à-coup , les prétendus riches tombèrent dans la plus profonde misère , et saisirent les moyens les plus désespé-

rés pour mettre fin à leur existence , ou les plus indignes pour la conserver. Par la réunion de toutes ces causes , le caractère national fut attaqué dans ses fondements. Tous les rapports furent bouleversés , les bornes qui séparaient les diverses classes de la société furent enlevées, les colonnes fondamentales de l'État et de l'Église furent violemment ébranlées. Les principes d'habitude , de crainte, d'honneur, de moralité, perdirent en même temps la plus grande partie de leur force active et coercitive. L'étrangeté des événements affaiblit le pouvoir de l'habitude. Le gouvernement semblait jouer avec l'État et le peuple un jeu de hasard ; sans conscience, sans tenue, sans idée sérieuse, il ne voulut point être sévère , et il tomba dans le mépris. L'argent fut mis au-dessus de l'honneur , la naissance même, qui autrefois était au-dessus de tout, s'humilia devant l'or. C'est de ce moment, si court qu'il ait été, que date la démoralisation des Français ; elle s'accrut pendant tout le siècle tantôt avec lenteur, tantôt avec promptitude, ici en secret, là ouvertement, mais elle augmenta toujours et répandit dès-lors bien des maux sur le pays , et finit par lui en causer de beaucoup plus grands.

Le jeune roi , après avoir atteint sa majorité , resta longtemps encore en tutelle. Il avait, étant enfant , donné tout son amour et sa confiance à Fleury , son gouverneur. Le vieillard conserva l'un et l'autre , et fut élevé à la dignité de

cardinal lorsque Louis eut passé l'âge de la minorité. Le cardinal se plaça bientôt à la tête du gouvernement avec un pouvoir illimité. Dans un âge avancé où, fatigué des affaires, on aime à s'en retirer pour jouir du repos, Fleury prit les rênes de l'État et les conduisit encore dix-sept ans d'une main habile. Il n'avait ni l'esprit vaste, ni la force entreprenante, ni l'opiniâtreté sans ménagement de Richelieu. Il était bien loin aussi de la basse et sordide avarice et de l'hypocrisie artificieuse de Mazarin. Son esprit pénétrant, quoiqu'il ne saisit souvent les questions que sous un seul point de vue, son activité sans turbulence, son caractère doux, son extrême amabilité, fondèrent et affermirent son autorité. Pacifique par tempérament, il le devint encore plus avec l'âge. Sa politique intérieure et extérieure était calculée d'après son caractère et sa position. Des projets étendus, de grandes entreprises, des opérations brillantes mais périlleuses qui exigeaient une dépense de forces extraordinaires, lui étaient insupportables, parce qu'ils étaient contraires à son individualité. Sous sa prudente et tranquille administration, la France se reposa des héroïques excès du grand roi, et des jeux fougueux et corrompus de la régence. Il soumit en quelque sorte le royaume à une diète sévère, et il n'en eût pas fallu davantage pour rendre à ce corps plein de sève et de force, la vie, la santé et la prospérité.

Mais cette administration sans éclat, cette em-

preinte de tranquillité qui se répandit sur tout l'État, ne s'accordait point avec le caractère national, dont le signe distinctif est de préférer le grandiose à l'utile, l'extraordinaire à l'habituel, l'éclat d'une lueur magique aux simples réalités. L'esprit ardent et passionné des Français, qui doit être occupé, flatté, nourri, et cependant contenu, ne trouva point son compte dans les systèmes politiques tout négatifs que suivait le cardinal de Fleury. Mépriser un gouvernement pareil était chose impossible. Les gens les plus distingués et les meilleurs, ne pouvaient lui refuser de justes louanges. Mais il n'inspira ni crainte, ni respect, ni admiration, et après l'espèce de fièvre chaude qui avait tenu les esprits dans une si longue tension, la plupart parurent languir dans une vie purement végétale. La main faible du cardinal s'affaiblit toujours de plus en plus, et tous les ressorts du mécanisme social se ressentirent de sa faiblesse. Le nouvel esprit qui se formait en France, la direction qu'il donnait aux idées et aux principes politiques et religieux, l'élan téméraire des auteurs, la liberté des uns, la licence des autres, les principes dangereux qui, à l'aide des livres, s'insinuaient dans les hautes classes et s'emparaient peu-à-peu de l'opinion publique, échappèrent aux observations du vieillard, et ne lui parurent que des lueurs passagères qu'il regarda avec indifférence ou avec une insouciance égoïste. Le cardinal croyait encore que la France

était toujours la même et suivait toujours sa route ordinaire ; mais il se formait dans le silence , à l'égard de la politique , de la religion¹, des tendances scientifiques, une France nouvelle , dans laquelle perçaient l'idée , le désir , le besoin d'un bouleversement total , aussi bien que les notions et les principes qui le préparaient.

Ce fut alors que naquit en France la soi-disant philosophie du dix-huitième siècle , menaçant toutes les institutions , détruisant toutes les croyances , ennemie de tous les principes , fougueuse activité de l'esprit , puissante pour renverser , impuissante pour reconstruire , terrible élément de destruction mais inhabile à réunir , à régénérer. Voltaire se mit à la tête du mouvement qui se formait alors , qui ne cessa de s'accroître et qui finit par tout submerger dans le torrent des opinions nouvelles. Comme le germe de cette métamorphose dans l'esprit et les mœurs se développa sous l'administration du cardinal de Fleury , on peut dire que celui-ci eut une grande influence sur les événements qui arrivèrent plus tard. On peut encore lui faire le juste reproche de n'avoir pas élevé de manière à le rendre actif et capable de juger par lui-même , un jeune roi qui possédait les grâces attachantes de l'esprit et de la beauté , comblé par la nature de tous les dons les plus précieux , et de l'avoir , au contraire , tenu éloigné des affaires , de lui avoir laissé contracter une paresse , une nonchalance coupables,

de l'avoir abandonné à toutes les séductions des sens ; et par cette conduite répréhensible , d'avoir préparé les malheurs des temps qui suivirent.

On vit bientôt les fruits dangereux de cette impardonnable négligence. Fleury mourut au milieu d'une guerre dans laquelle il était entré malgré lui, entraîné par Belle-Isle. Le jeune roi, faible, sans expérience, inactif, sensuel, dut alors régner par lui-même, mais ce ne fut qu'en apparence; car accessible à toutes les flattries, aux conseils dictés par l'égoïsme et l'avidité de ceux qui l'entouraient, fermant l'oreille à la vérité, il se laissa subjuguier par ses maîtresses et abandonna le gouvernement à leurs indignes favoris. Peu de princes sont montés sur le trône sous de plus heureux auspices. Sa jeunesse fut entourée de l'amour du peuple, qui souvent s'éleva jusqu'à l'enthousiasme et s'exprima dans toutes les occasions. On lui attribua tout le bien qui résultait de la sage administration du cardinal secondée des circonstances, et le blâme des fautes ou des abus du gouvernement retombait sur le ministre. Les vertus de la reine, fille de Stanislas Leczinsky, qui la rendaient digne de sa grande élévation, la fidélité conjugale que le roi conserva longtemps, donnèrent à la cour un bel exemple qui ne fut pas infructueux, et les mœurs parurent se relever de leur chute. Mais déjà vers la fin de la vie du cardinal, à son insu et sans qu'il y eût de sa faute, ce bonheur si remarquable commen-

çait à s'altérer. Le roi prit le goût de la débauche, et s'abandonna bientôt sans honte et sans frein à tous les plaisirs des sens. La volupté s'empara de tout son être, étouffa son penchant pour des sentiments plus purs et plus nobles, énerva complètement son caractère qui d'ailleurs avait peu d'énergie, et lui inspira une horreur extrême pour le travail; son esprit très-distingué ne servit qu'à le rendre plus méprisable à tous les yeux, et même aux siens propres, puisqu'il lui montrait le bien, mais qu'il n'avait ni la force ni la volonté de l'effectuer. En sortant des bras d'une indigne maîtresse, il tombait dans ceux d'une plus indigne encore; ses vices augmentèrent dans une effrayante progression. Les trésors de l'État furent épuisés pour assouvir l'avidité des femmes et des favoris complaisants; et ce n'était pas assez que Louis se laissât gouverner par eux, il leur permit de régner eux-mêmes et de tout diriger à leur gré.

Jusqu'à la paix d'Aix-la-Chapelle, qui mit fin à la guerre de la succession d'Autriche, le génie du Maréchal de Saxe, sa valeur et son bonheur, les victoires de Laufeld, de Fontenoy, de Rocourt, jetèrent un dernier éclat sur les armées françaises. Les talents des deux d'Argenson, le discernement et la grande probité de Machault, et plus tard, la politique habile et active quoique parfois injuste et légère du duc de Choiseuil entretenirent quelque temps à l'intérieur l'ordre et l'activité.

et à l'extérieur l'influence et la considération. Mais ce n'était que de courts instants, et des points lumineux pendant lesquels des individus que le hasard amenait au gouvernement réussissaient à opérer quelque bien et à empêcher quelque mal. En général l'administration s'attira toujours de plus en plus le juste mécontentement du peuple; haïe des uns, méprisée des autres, elle n'inspira à personne le respect et l'amour. La paix d'Aix, après une guerre de huit ans, n'apporta pas, malgré tant d'efforts, le moindre avantage à la France; cependant on se consola par l'idée qu'au moins l'honneur national n'avait pas souffert. Mais l'horizon s'obscurcissait encore davantage. Madame de Pompadour devint toute puissante et sut conserver son pouvoir, lors même que ses attrait n'enchaînaient plus le roi, en offrant toujours à ses sens de nouveaux objets. Elle plaça et déplaça les ministres, dissipa et prodigua les revenus de l'État, décida du choix des généraux, conclut ou rompit les traités politiques. Le roi s'abassa lui-même jusqu'au rôle d'indifférent, de complaisant, de spectateur passif de pareilles usurpations. Le traité avec l'Autriche, qui avait amené et prolongé la guerre de sept ans, changea l'ancien système politique, conservé si longtemps en France, lui fit employer inutilement ses forces sur la terre ferme, les affaiblit entièrement sur mer, où elle mit en jeu les grands intérêts de son commerce et de ses colo-

nies. L'Angleterre lui ravit tous ses établissements du Nouveau-Monde, et elle ne gagna rien en Allemagne, où ses défaites la couvrirent de honte. La paix de Paris assura aux Anglais le sceptre de la mer, et les concessions auxquelles la France se vit forcée mirent le comble à son ignominie. La nation était aigrie, exaspérée de ce qu'on eût ainsi sacrifié son honneur et son pouvoir en même temps. Le cabinet de Versailles ne se releva jamais de son abaissement; il ne fut plus question de sa prépondérance passée; il eut toujours moins de poids dans la balance européenne. L'Autriche le flatta pour atteindre son but, l'Angleterre se réjouit de son affaiblissement toujours croissant, Frédéric de Prusse en fit le sujet de ses plaisanteries, la Russie s'embarassa fort peu de l'opposition qu'il pourrait apporter à ses projets ambitieux. Le premier partage de la Pologne montra assez clairement cet état de choses, et ce grand, cet important événement, auquel la France n'eût jamais dû consentir, s'opéra à son insu; elle ne le sut que lorsqu'il était entièrement accompli.

Malgré cet abaissement politique de la France, l'activité de caractère du peuple Français et les progrès de la civilisation donnaient toujours une sorte de vie au pays dans tout ce qui concerne la prospérité matérielle. En perdant son pouvoir et sa dignité extérieure, la France conserva ses richesses. L'agriculture excita un intérêt général,

les classes élevées s'occupèrent davantage de la culture et de l'amélioration de leurs terres, et feignirent, ou sentirent en effet une sollicitude plus grande pour la vie agricole. Il en résulta même une école particulière d'économie politique, qui, ne mettant de prix qu'aux productions du terrain, tomba dans de grandes erreurs par la partialité et l'exagération de ses principes; mais ce furent ces erreurs mêmes qui en excitant l'attention générale amenèrent par leur publicité des résultats bienfaisants. Le commerce s'ouvrit des routes nouvelles, celui des Indes prit un élan imprévu, et si les projets du noble et prévoyant Labourdonnaye et ceux de Duplex, cet homme d'un génie entreprenant, avaient pu mûrir et se réaliser complètement, l'Angleterre eût été bien au-dessous de la France dans cette partie du monde. Les arts mécaniques se perfectionnèrent lentement, mais sans interruption; de nouvelles découvertes amenèrent des produits nouveaux, améliorèrent les anciens et rendirent leur acquisition plus facile et moins dispendieuse. Les beaux-arts furent cultivés et s'attirèrent l'attention d'une plus grande partie du peuple; mais on regrettait dans leurs œuvres et leurs créations, le grandiose qui jadis les avait distingués; ils servirent plus au luxe des particuliers qu'à l'utilité publique. Le beau, le sublime devinrent toujours plus rares, le recherché, l'agréable, tout ce qui flattait les sens fut préféré et admiré, parceque ce

point de vue répondait mieux au raffinement et à la corruption des mœurs. Les sciences naturelles, celles qui mesurent et calculent, celles qui décomposent et rassemblent les diverses parties de la matière, celles qui recherchent les causes ou les effets physiques arrivèrent à une hauteur qu'on n'avait jamais atteinte jusqu'alors, et occupèrent les esprits les plus distingués.

L'état intérieur de la France se conserva ainsi beaucoup plus florissant que n'auraient pu le faire supposer l'administration à la fois arbitraire et faible et les événements fâcheux qui résultèrent de cette administration. Mais cette situation ne réconcilia point le peuple avec le gouvernement et n'apaisa point le mécontentement des classes élevées, parce que le bien qui provenait de la nature du pays fut attribué à l'esprit et à l'activité des habitants, et non à un gouvernement qui ne le provoquait ni par ses efforts, ni par sa participation, et qui souvent même le contrariait par ses méprises. Mais les têtes pensantes avaient pris en France une direction qui tendait à anéantir tout principe, toute vérité, une direction qui eût été dangereuse même pour un bon gouvernement, et qui profita des fautes et des vices d'un mauvais, pour parvenir à son but destructeur.

La philosophie moderne, née de la corruption de la régence, se développa sous le règne de Louis XV avec la violence la plus terrible et la plus menaçante. Ses partisans, qui jadis isolés,

avaient plus d'influence par leur témérité que par leur nombre, s'étaient multipliés, répandus dans toutes les classes de la société et formaient une vraie secte, dont les membres, étroitement unis l'un à l'autre, recevaient leur impulsion, leur direction, leur mot d'ordre de quelques écrivains qui s'élevaient avec hardiesse; et, par l'identité de leur but, de leur tendance et de leurs maximes, se comprenaient sans s'être jamais vus, entendus, ni expliqués sur ce sujet. Cette secte ébranla toutes les bases de la vie sociale, politique, intellectuelle et morale; elle attaqua même dans ses fondements tout l'ordre social, en dénaturant tous les principes, tous les faits qui fondent la croyance, en mettant la confusion dans toutes les notions, dans toutes les idées, et en ridiculisant tous les sentiments religieux. Elle crut expliquer l'univers par un jeu du hasard, ou par le mouvement nécessaire des forces physiques, les seules qu'elle voulût reconnaître; elle crut comprendre l'âme, en lui refusant un principe particulier, et en ne voulant voir en elle qu'un mécanisme subtil d'éléments plus subtils encore; elle pensa faire remonter la morale à sa véritable source, en ne voyant dans tous les efforts des hommes que les calculs de l'intérêt, et dans leurs maximes que l'égoïsme, comme loi de notre nature et but de notre existence. C'est ainsi que disparurent sous son haleine empoisonnée et sous sa main destructrice, la croyance à l'être invisible, la

tendance immatérielle de la nature humaine , et avec elles , sa dignité, sa grandeur, et les préceptes salutaires qui dans le peuple étaient un frein pour les uns , un aiguillon pour les autres , un bienfait pour tous. Les chefs et les fauteurs de cette secte adorèrent la nature et blasphémèrent la Divinité , ils prirent plaisir à confondre l'âme avec la matière , et en conséquence à considérer la dissolution de l'homme comme la fin de son existence ; ils opposèrent cette doctrine aux espérances des gens de bien, aux justes craintes des méchants , pour dissiper comme un vain fantôme les croyances d'un ordre de choses plus élevé.

Lorsqu'ils eurent attaqué le ciel , lorsqu'ils crurent avoir anéanti la foi à tout jamais , ils ne ménagèrent pas davantage l'ordre existant dans les choses de la terre. Ils entreprirent de le détruire aussi , pour faire place à un nouvel édifice , et après avoir essayé d'enlever à l'homme le monde céleste , ils voulurent tout reconstruire en cherchant à réaliser leur projet idéal d'une société nouvelle. Pour pouvoir bâtir avec magnificence , il fallait avoir un terrain , et pour cela , faire table rase de tout ce qui existait. Le pouvoir légal du gouvernement , qui soutient l'ensemble de l'État , fut regardé comme l'ouvrage de l'artifice et de la force. Les institutions , nées des rapports sociaux , sanctifiées et affermiées par le temps , furent représentées comme les fruits de la barbarie et de l'ignorance.

Les racines historiques par lesquelles se nourrissait l'existence des peuples , dont leur législation était partie pour se développer ensuite , durent , avant tout , être extirpées comme des plantes parasites. Le pouvoir des rois et des princes parut à ces réformateurs du monde une antique usurpation , trop longtemps tolérée. Les meilleurs d'entr'eux , d'après le jugement de ces nouveaux sages , n'étaient que d'habiles et adroits tyrans , ou tout au plus de misérables mandataires du peuple dont le pouvoir était le seul véritablement légal. La société civile , conformément aux principes de la raison , ne pouvait être fondée que sur un contrat volontaire , mais qui n'était obligatoire qu'aussi longtemps que les contractants ne changeaient ni de sentiment ni de manière de voir. D'après ce principe , l'ordre social pouvait naturellement naître et se détruire chaque jour. Liberté, égalité, tel était le mot d'ordre adopté , le but unique présenté à tous et le souverain bien de l'humanité. Cette liberté supposée qui ne pouvait être contenue , liée et bornée ni par les lois divines méconnues , ni par les lois éphémères que les peuples se donnaient eux-mêmes et qu'ils suspendaient à volonté , n'établissait proprement que le droit du plus fort , la liberté d'être injuste impunément , et une attaque audacieuse contre les individualités les plus faibles. Cette égalité idéale , qui faisait abstraction de toutes les inégalités naturelles de l'âge , du sexe ,

de la force , de l'intelligence , de l'activité , des circonstances , pouvait seulement laisser un libre cours à l'égalité de passions et de désirs ; et non pas assurer une égalité conforme aux lois et fondée sur la justice.

Ces doctrines pernicieuses , si bien en rapport avec toutes les passions , avec les penchants sensuels et les appétits brutaux de la nature humaine , eurent un succès extraordinaire , et l'emportèrent bientôt complètement sur les anciens principes. Représentées et répandues avec esprit , prouvées en apparence par de brillants et séduisants sophismes , défendues par des railleries piquantes , offertes sous toutes les couleurs de l'imagination , elles prirent toutes les formes possibles , pour séduire les lecteurs de toutes les classes. Les uns étaient gagnés par l'apparent étalage de science et de perspicacité de ces systèmes , les autres se laissaient entraîner par une fausse éloquence , plusieurs ne purent résister aux traits de la raillerie et de l'ironie ; la plupart furent séduits par la vanité , l'orgueil et la crédulité , et pensèrent s'élever au-dessus de leurs prédécesseurs et de leurs contemporains , en secouant les soi-disant préjugés , pour rendre hommage aux prétendues lumières de l'époque. Préparé avec tant d'adresse , répandu avec une infatigable persévérance , ce poison ne manqua pas son effet et s'insinua peu-à-peu dans tous les rangs. Les classes élevées en éprouvèrent les premières atteintes. Il était du bon ton ,

dans le grand monde , de se moquer des choses saintes , de répandre sur les principes et sur les bonnes mœurs un vernis de ridicule , et de s'exprimer sur l'État , la religion , la considération due aux personnes et aux choses , avec l'indécence la plus éhontée. La noblesse usa de ses privilèges et se tourna elle-même en dérision pour montrer sa supériorité. Une partie du clergé , jouissant des richesses de l'Église , usa de ses revenus pour se plonger dans le luxe , et brava en même temps les mœurs par son exemple et les préceptes du christianisme par ses discours. La corruption se répandit des classes élevées dans les classes industrieuses : On accoutuma ainsi le peuple à l'incrédulité , à la désobéissance , à la révolte. Dans les drames , les romans , les chansons , se jouait cet esprit d'impiété , qui prenait un ton plus sérieux dans les œuvres scientifiques. Les savants et les écrivains qui arborèrent l'étendard de cette secte et qui se distinguaient par leurs talents , obtinrent une considération inouïe , furent admirés comme l'honneur de la nation , révéérés comme les organes de la raison , suivis avec une soumission aveugle comme les précepteurs du peuple. Bientôt les coryphées de cette secte donnèrent le ton dans toutes les sociétés et furent les plus estimés et les plus recherchés. Ils régnèrent et formèrent dès lors le premier pouvoir de l'État , en paraissant diriger , conduire et dominer tous les autres , et chacun plus ou moins s'empressa de les flatter , de

briguer leurs suffrages, parce qu'on craignait leur blâme plus que toute autre chose.

C'est ainsi que se forma un torrent d'idées et d'opinions, qui augmenta toujours en force et en étendue, se répandit dans toutes les fibres du corps politique et menaça d'ébranler et de renverser peu à peu, mais continuellement, les colonnes fondamentales de l'État. Le gouvernement reconnut le mal; quoique pressenti et remarqué, il s'accrut pourtant sans cesse, parce que le pouvoir était trop inconsideré pour en comprendre toute la profondeur et toute l'étendue, et qu'il était trop faible, trop insouciant pour le combattre sérieusement avec vigueur et avec suite. Les maîtres du pouvoir partagèrent quelquefois eux-mêmes cet enivrement général et le protégèrent; par exemple, les d'Argenson et les Choiseul favorisèrent les écrivains qu'on aurait dû punir avec sévérité, mais qui savaient avec finesse et habileté encenser leurs protecteurs.

Deux grands événements politiques qui se passèrent dans les dernières années du règne de Louis XV, et dans lesquels le gouvernement fit preuve d'imprudence et de témérité, contribuèrent à augmenter la situation critique de l'État à laquelle ils devaient remédier. L'un fut la destruction des jésuites; l'autre la dissolution des parlements. Le premier fut une victoire de la philosophie moderne et des encyclopédistes sur leurs ennemis. Les jésuites ne furent pas détruits, parce

que leur société , par son organisation , formait un État dans l'État ; parce que leurs leçons tendaient à tranquilliser la conscience de la manière la plus dangereuse ; parce qu'ils s'emparaient de la jeunesse pour l'employer plus tard comme instrument à leurs desseins ; parce que leur esprit était corrompu et que par ses ruses adroitement ourdies il avait donné lieu à une foule d'abus ; toutes ces considérations , quelque fondées qu'elles fussent , servirent de prétexte et d'excuse à plusieurs. Mais les jésuites furent supprimés , parce que , renfermés dans un cercle étroit , forts par leur union , redoutables par leurs liaisons et leur activité , ils défendaient le trône et l'autel avec intelligence et persévérance , et combattaient , ne fût-ce que par intérêt personnel , les ennemis de l'un et de l'autre.

La dissolution des parlements devait en quelque sorte servir de contrepoids contre les prétentions du parti triomphant et raffermir l'autorité royale. Les parlements avaient formé l'opposition pendant tout le règne de Louis XV. Leur considération aux yeux du peuple , leur importance à leurs propres yeux avaient considérablement augmenté depuis la mort de Louis XIV , dont ils avaient déclaré les dernières volontés nulles et non avenues , pour pouvoir déférer au duc d'Orléans la régence avec un pouvoir absolu. En reconnaissance d'un si grand service , le Duc avait rendu aux cours suprêmes de justice le droit de remontrance avan

l'enregistrement des lois, droit que Louis XIV leur avait sagement enlevé. Elles en usèrent; souvent elles l'employèrent pour faire parvenir au trône d'utiles vérités, mais plus souvent leur remontrances ne servirent qu'à donner aux idées nouvelles, aux théories politiques du jour, le poids d'une opinion légale. Dans le choix des expressions, dans le ton de l'ensemble, leurs discours n'outrepassaient jamais les bornes du respect dû au trône et conservaient toujours une sorte de dignité tranquille, mais ce n'était souvent qu'hypocrisie. Un fond de hardiesse, de témérité même dans leurs remontrances se cacha sous cette forme modérée à l'extérieur. Les préceptes qu'elles donnaient ou indiquaient firent d'autant plus d'effet chez le peuple, que leur force semblait être dans les choses et non dans les mots. Lorsque la philosophie moderne leva la tête et parla hautement, elles'empara de plusieurs jeunes conseillers du parlement. Ses maximes favorites sur la législation et l'administration de l'État se glissèrent dans tous les discours et se répandirent ainsi plus rapidement. Il est certain que le parlement ne manquait pas de motifs plausibles pour faire de sérieuses remontrances. Le gouvernement, par ses prodigalités, par ses attaques contre la liberté individuelle et le droit privé, ainsi que par sa conduite chancelante, faible et arbitraire, donnait une riche matière à ces remontrances. Il ne les prit pas assez en considération; il essaya de vaincre la résistance

du parlement par l'exil ; cette mesure manquait rarement son but , et le parlement était à la fin forcé de se soumettre à la volonté de l'administration. Tous les parlements, plus ou moins entraînés par la contagion de l'esprit du temps , ou subjugués , animés et dirigés par les jansénistes qui y siégeaient , contribuèrent pour beaucoup à la chute des Jésuites, qu'ils craignaient et haïssaient. L'on crut généralement , lorsqu'elle arriva , que es parlements chercheraient à étendre leur pouvoir, si on ne leur donnait pas une nouvelle forme et si on ne cherchait à borner leurs privilèges. Le gouvernement partageait cette opinion. On était fatigué et ennuyé des éternelles lutttes du parlement et du trône ; et au grand étonnement de tous , au moment de la plus grande faiblesse d'un roi impuissant et énervé , l'on vit frapper un coup d'État que son prédécesseur eût à peine osé hasarder, au temps de sa plus grande puissance. Les parlements furent dissous , et on forma de nouvelles cours de justice , auxquelles on n'accorda aucun droit politique, et qui, par leur origine , leur composition et leur existence dépendante , n'avaient rien de commun avec la grande corporation qu'elles devaient remplacer. Le chancelier Maupeou qui portait le courage jusqu'à la témérité, la fatuité jusqu'à l'impudence, mais qui joignait un esprit pénétrant à beaucoup d'adresse, fut l'auteur et le conducteur de cette étonnante mesure. Le peuple vit dans la chute des

parlements la destruction de son dernier appui. L'opinion publique de toutes les classes se déclara ouvertement contre ce bouleversement arbitraire, et comme il arrivait justement à une époque où le roi vieillissant, plongé dans la volupté et asservi par la dernière des courtisanes, se livrait lui-même au mépris général, et où le despotisme des ministres les plus médiocres, lui attirait la haine publique, le bien qui était attaché aux institutions nouvelles ne fut pas apprécié, et le mécontentement ne connut plus de bornes.

Louis XV finit, chargé des malédictions du peuple, un règne et une vie qu'il avait commencés au milieu des bénédictions de tous. Lorsque son corps fut transporté au tombeau de ses pères, avec toute la promptitude possible, parce que la corruption du cadavre faisait d'effrayants progrès, il fut poursuivi dans les rues par les imprécations de toute la populace.

Toute la France pleine d'espoir rendit hommage à son petit-fils et successeur Louis XVI ; le peuple oublia tout ce qu'il avait vu de scandaleux sous le règne précédent, tout ce qu'il avait éprouvé de fâcheux, toute l'oppression qu'il avait soufferte, et parut dévoué d'une manière inébranlable au trône et à la maison des Bourbons. Le jeune roi méritait ces sentiments, sa vie privée irréprochable, la pureté de ses mœurs, la douceur de son caractère, la bienveillance générale et le penchant au bien qui l'animaient et qu'il mon-

trait en toute occasion , promettaient à la France un meilleur avenir. Sans être pénétrant ni étendu, son esprit était sain et droit , ses connaissances étaient variées et même profondes sous quelques rapports. Son amour pour l'ordre , son économie, sa simplicité , lui avaient acquis de bonne heure l'estime des gens de bien. Il avait toutes les vertus d'un particulier , et comme fils , comme frère , comme époux , et plus tard comme père , sa conduite fut exemplaire. Mais les vertus politiques, si nécessaires à un souverain, particulièrement dans les temps de troubles, lui manquaient totalement. Quelques-unes de ses bonnes qualités pouvaient , dans la haute position où il était placé, être envisagées comme des défauts ou conduire à des fautes et à de dangereux abus. La promptitude dans les résolutions, l'énergie dans l'exécution , la persévérance dans un plan arrêté étaient entièrement étrangères à sa nature ; et à cette époque la justice et la raison , sans une volonté de fer, ne suffisaient pas pour gouverner la France. La molle éducation qu'il reçut après la mort prématurée de son père , sa modestie , sa bonté , augmentèrent son penchant naturel à l'irrésolution. Peu confiant en lui-même , trop confiant dans les autres , il fut en butte à des impressions et à des suggestions étrangères. Il voulait le bien , il le voyait , et n'avait pas la force de l'exécuter. Embarrassé , gauche dans ses manières , sans dignité dans son maintien , il n'imposait point aux Français, il ne

flattait point, comme ses prédécesseurs, leur vanité par un air noble et majestueux, il ne s'entendait point à gagner, à enthousiasmer, à enchanter les esprits, comme l'avait fait son grand aïeul Henri IV, par son extérieur chevaleresque, la gaité de son caractère, et la vivacité de son esprit. Louis XVI possédait des vertus négatives plutôt que des vertus positives, héroïques et royales; s'il avait eu autant de courage actif qu'il montra de courage passif à supporter avec calme les infortunes les plus inouïes, il eût évité et prévenu les malheurs qu'il souffrit avec la patience et la résignation d'un martyr.

Tel était Louis XVI, lorsqu'il hérita du royaume chancelant de son grand-père, dont il était appelé à expier les fautes. La reine Antoinette, fille de l'héroïque Marie-Thérèse, avait hérité de la grandeur d'âme de sa mère. Lorsqu'elle franchit les frontières de la France, elle fut reçue par le peuple avec une ivresse au-dessus de toute expression. L'admiration, l'amour l'entourèrent de tous côtés. Elle enchantait les yeux par son éclatante beauté, les imaginations par ses discours pleins d'esprit et de grâce, les cœurs par sa bonté et sa bienfaisance. Mais par sa supériorité elle gagna insensiblement trop d'empire sur le roi; elle le gouverna, peut-être sans en avoir formé le dessein, et il fut subjugué sans s'en douter. Jeune, vive, aimant le luxe et les plaisirs, élevée sur un trône brillant et riche, séduite par les courtisans ambi-

tieux dont elle était entourée, elle fut prodigue et donna ainsi un prétexte aux prodigalités de ceux qui l'entouraient. Elle introduisit à la cour, au lieu de cette dignité royale si nécessaire en France, une légèreté, une gaieté innocente il vrai, mais sans mesure et sans frein, et se mit au-dessus de toutes les règles sévères de la décence et de la retenue auxquelles les mœurs et l'habitude avaient toujours soumis les reines de France.

Des souverains avec des qualités et un caractère semblables fussent sans doute, dans des temps ordinaires, restés à la hauteur de leur éminente position, et eussent pu rendre la France heureuse. Mais quoique distingués l'un et l'autre, ils n'étaient cependant pas faits pour dissiper les orages de cette époque ou pour soutenir les coups terribles. Il était cependant facile de prévoir que des tempêtes menaçaient la France. Mais on les crut plutôt possibles que probables, on les supposa éloignées, et on pensa même pouvoir les écarter entièrement. En effet, malgré toutes les raisons de mécontentement, malgré l'élan hardi des idées et le grand changement qui s'était opéré dans les rapports matériels et la disposition des esprits, tout resta calme pendant les douze premières années du règne de Louis XVI. Tout semblait tendre à des améliorations, ou en recevait réellement de la main bienfaisante du roi. Les vapeurs orageuses semblaient se dissiper et l'horizon politique s'éclaircir dans l'intérieur de la France. Mais le gou-

vernement tomba dans plusieurs erreurs ; la cour fit de nouvelles fautes ; et dans les autres parties du monde , il se passa des événements qui eurent sur les opinions en France une influence marquée et qui menaça de devenir très-dangereuse pour le trône et pour l'ordre public. Ce fut un grand malheur pour l'État que le jeune roi abandonnât la direction des affaires publiques au vieux comte de Maurepas. Ce ministre , d'un caractère léger , superficiel , sans élévation , quoique doué d'un esprit fin , n'avait ni les principes solides , ni les grandes vues , ni le caractère énergique et pur , qui étaient nécessaires pour découvrir les maux de l'État , les juger et les guérir complètement. L'âge avait encore contribué à augmenter ses défauts. L'égoïsme fit naître chez lui la négligence ; exclusivement occupé du présent , l'avenir de la France lui était assez indifférent , et il pensait par sa gaité spirituelle et légère , si analogue au caractère national , pouvoir tout aplanir et tout gouverner. Le roi désirait faire des économies dans toutes les dépenses , des réformes dans toutes les branches de l'administration. Il le voulait même sérieusement , mais sans montrer l'énergie nécessaire pour y parvenir. Une entreprise si difficile n'était pas faite pour le vieillard énervé qui conduisait le gouvernail de l'État. Il recula devant elle , ne voulut point l'entreprendre , parce qu'il ne pouvait espérer de l'accomplir , et ne put se résoudre à la remettre en d'autres mains , dans la

crainte misérable , mais bien fondée sans doute , qu'elle obscurcirait son mérite personnel et laisserait voir la possibilité de se passer de lui.

Cependant l'opinion publique devenue puissante exerçait aussi sur lui son empire. Il lui rendait hommage par vanité et lorsque cette condescendance ne l'obligeait pas à sortir de sa route ordinaire. La voix générale désigna au ministre certains hommes qui par leur talent, leurs capacités, la noblesse éprouvée de leur caractère semblaient être faits pour assurer le bonheur de la France. Maurepas les présenta au roi qui les accepta avec joie comme des aides et des soutiens du trône. Ce furent Turgot, Malesherbes et Necker. Le premier, plein de discernement, mais trop porté à des vues systématiques, actif mais trop prompt dans ses actions, disposé à l'économie, mais sans ménagement pour l'intérêt des particuliers; plus habile dans la connaissance des choses que dans celle des hommes, ne put poursuivre longtemps sa carrière commencée avec tant d'éclat; il fut calomnié par les courtisans, et accusé par des gens à esprit étroit et à vues courtes de se livrer à de folles innovations; le roi l'abandonna à regret. Le second, Malesherbes, homme d'un cœur noble, de mœurs intègres, juste, doux, et qui par la pureté de ses sentiments était digne d'un siècle meilleur, parla et agit pour défendre la sûreté des personnes et des propriétés, contre les attaques de l'arbitraire, et essaya d'imposer la

liberté légale comme une borne salulaire à la licence des discours et des écrits ; mais d'après l'avis de ses ennemis, il favorisa sans le vouloir les doctrines dangereuses du jour, ou du moins parut les favoriser ; et lui-même découragé par les oppositions qu'il trouva sans cesse à ses plus utiles améliorations, à ses propositions les plus raisonnables, demanda volontairement sa démission et se retira dans la solitude. Necker, quoique protestant, s'était élevé du comptoir d'un banquier à la dignité de contrôleur-général dans un pays catholique. Il n'avait pas, à la vérité, l'esprit et le caractère d'un homme d'État ; mais il se distingua par son discernement en matière de finances, par une moralité qui n'était pas sans affectation, par sa fermeté qui n'était pas sans rudesse. Il introduisit l'ordre, la probité, le désintéressement dans la grande administration qui lui fut confiée ; il créa le crédit public auquel il ouvrit des sources avantageuses ; mais il se laissa aller à sa prédilection pour les opérations de banque qui l'avaient occupé jadis. Lorsque par son célèbre *compte rendu* il jeta sur les finances une dangereuse lumière, et amena par là une publicité plus dangereuse encore sur leur situation, il parut aux yeux mêmes des gens de bien, ne viser qu'à la popularité et vouloir s'encenser lui-même ; et lorsqu'il voulut s'élever encore plus haut et entrer dans le conseil du roi, sa chute fut décidée, on le regretta, et son retour fut plus d'une fois souhaité.

Dans le temps où Necker était à la tête des finances, la France prit une part franche, active et glorieuse à la guerre d'Amérique. Les colonies Anglaises, situées à l'est de l'Amérique du nord, qui familiarisées dès longtemps avec les formes représentatives et protégées par elles, avaient joui de la liberté civile et politique, profitèrent de cette liberté et des avantages qu'elles en avaient retirés pour obtenir une complète indépendance de l'Angleterre, et pour s'y maintenir. Le prétexte de cette grande révolution était insignifiant : les plaintes des colonies étaient peu importantes ; il ne s'agissait d'aucune oppression ; on demandait non de nouveaux droits, mais la garantie de ceux que l'on possédait à juste titre. Les querelles entre les colonies et la métropole duraient déjà depuis longtemps, lorsqu'elles se changèrent en véritables combats, et en une guerre sanglante. Ce fut alors que sous le nom d'États-Unis, se forma une puissance considérable qui se sépara entièrement de la mère-patrie. La France vit avec joie cette importante rupture, parce qu'elle calculait tout l'avantage qu'elle pourrait en retirer et les pertes qu'un tel événement causerait à l'Angleterre.

L'opinion publique des hautes classes, du commerce et des écrivains s'était ouvertement prononcée en France en faveur de la conduite et des droits des Américains. Les uns y voyaient une excellente occasion de se dédommager et de se venger du résultat déshonorant de la dernière

guerre; les autres songeaient à s'attirer le commerce du monde ou espéraient tout au moins ouvrir à leur industrie un marché nouveau et de plus vastes débouchés; les écrivains et leurs nombreux sectateurs, charmés de l'entreprise hardie des Américains, virent dans leur triomphe celui de leurs propres doctrines sur l'aliénation des droits des peuples, et le pouvoir usurpé des princes et des rois.

Tous se réunirent pour exiger du gouvernement qu'il déclarât la guerre aux Anglais, afin de fonder et d'assurer l'indépendance des États-Unis. Franklin était déjà depuis quelque temps à Paris pour amener ce résultat difficile. Il avait été précédé par la célébrité qu'il s'était acquise dans ses découvertes en histoire naturelle, et le savant aplanit la route à l'homme d'État. Sa simplicité, qui cachait beaucoup de finesse et d'habileté, sa conversation pleine d'esprit, de sel et d'originalité, firent fortune à la cour et à la ville, et ne contribuèrent pas peu au succès de sa mission.

La France avait déjà favorisé secrètement la cause des Américains; des spéculateurs, sans qu'on s'en doutât, sous les yeux même du gouvernement, firent passer aux États-Unis de l'argent et des munitions de guerre de tout genre. Une foule d'écrits parurent, où l'on représentait leur cause comme la plus juste, et à cette occasion, on publia impunément sur la science gouvernementale, des théories générales, qui traitées avec habileté et débitées avec éloquence péné-

trèrent dans les esprits , et qu'on appliquait sourdement à la France , ou au moins qu'on pouvait facilement lui appliquer. L'intérêt qu'inspirait l'Amérique s'éleva jusqu'à l'enthousiasme. L'opinion publique devint un torrent qui finit par entraîner le gouvernement. La guerre fut résolue en France et commença avec la plus grande activité. Necker, par des emprunts calculés avec sagesse , procura l'argent nécessaire. La marine française s'éleva avec une rapidité inattendue à une hauteur qu'elle avait perdue depuis la bataille de La Hogue ; alliée avec l'Espagne, elle se rendit formidable à l'Angleterre dans les deux parties du monde. Une armée française commandée par Rochambeau fut envoyée en Amérique. Toute la jeune noblesse militaire s'empressa de disputer l'honneur de prendre part à cette entreprise , et, comme on le disait alors , de verser son sang pour la liberté. Lafayette et Noailles avaient jadis combattu sous Washington, comme volontaires. La jeune noblesse animée par leur exemple , les suivit avec joie. La victoire couronna les armes françaises. Après plusieurs combats , l'Angleterre reconnut enfin les États-Unis ; la France retira de la paix de grands avantages et une gloire plus grande encore.

La part volontaire que prit la France à la guerre d'Amérique eut les plus importantes suites sur la disposition des esprits dans l'intérieur. Non-seulement on pouvait envisager cette guerre comme

une preuve, comme une conséquence de l'esprit du temps, mais encore elle eut un effet réactif sur lui, en confirmant et en fortifiant sa tendance. Louis XVI, dont les conseillers et l'opinion publique avaient arraché la participation à ce grand événement, l'avait jugé avec beaucoup de justesse ; il trouvait aussi injuste que dangereuse la guerre entreprise par la France pour protéger la liberté des États-Unis. Mais il agit comme à l'ordinaire contre sa propre persuasion, et se laissa entraîner à faire un pas qu'il désapprouvait entièrement. En effet, les événements justifiaient son jugement et sa répugnance contre la guerre. Sous prétexte de défendre la cause des colonies, plusieurs écrivains traitèrent sous diverses formes les questions les plus délicates, les plus importantes, sur la nature, l'origine, les bornes du pouvoir légal dans l'État. Ces questions furent discutées sans ménagement et donnèrent lieu à la propagation des plus dangereuses maximes. Les officiers et même les soldats qui avaient combattu en Amérique revinrent dans leur patrie animés de sentiments qui n'étaient rien moins que monarchiques, avec des idées et des principes qu'ils pouvaient facilement essayer d'appliquer à la France, quelque peu applicables qu'ils fussent.

L'enthousiasme qu'excita dans tous les esprits l'heureuse issue de cette guerre, qui n'eut dans le fond que l'insurrection pour objet, se montra ouvertement, sans aucune réserve et sans encon-

rir aucun blâme. Les finances, par les énormes et inévitables dépenses que la guerre occasionna, allèrent de plus en plus en décadence. Necker avait couvert ces dépenses par des emprunts assez considérables. Peut-être en aurait-il assuré le remboursement par son crédit et par les économies qu'il aurait su faire sur les dépenses ordinaires de l'État et de la cour. Mais lorsqu'il fut forcé de se retirer, le désordre des finances augmenta toujours davantage, et le déficit devint toujours plus considérable. Son célèbre ouvrage sur l'administration des finances découvrit sans ménagement le mal qui pesait sur l'État et qui menaçait de devenir plus irrémédiable. Est-ce la vanité ou le besoin de justification qui l'engagea à le publier, c'est ce qui est douteux ; mais ce qui ne l'est pas, c'est la fermentation qu'il produisit dans tous les esprits.

Son successeur, Calonne, avait plus de génie, plus de témérité que lui ; mais il était en même temps prodigue, immoral, imprudent, léger, hardi à concevoir des plans, et trop prompt à les exécuter. Sous sa direction, les dépenses surpassèrent les recettes dans une progression toujours croissante. Pour remédier à cette dangereuse situation, Calonne forma le plan conforme au but et au temps, d'assujettir à des impôts les deux classes privilégiées, la noblesse et le clergé, en leur ôtant le droit d'exemption de toute contribution directe, qu'elles avaient possédé jusqu'alors.

Pour éluder ou vaincre la résistance que ce projet devait naturellement rencontrer dans ces deux classes , Calonne engagea le roi à convoquer une assemblée d'hommes les plus considérés du royaume , dans l'espoir qu'à la face de la France , les notables écouterait la voix de l'honneur et de l'opinion publique. Pour donner en même temps à la nation une sorte de garantie sur l'emploi des moyens de secours tirés de la source nouvelle , pour la faire servir à son but , et lui procurer un organe légal qui pût exprimer ses vœux , il voulut instituer des assemblées provinciales. Mais ses plans calculés avec sagesse ne purent réussir , parce que comme individu il n'inspirait aucune confiance , parce que les classes privilégiées ne se croyaient point obligées de faire les sacrifices qu'on leur demandait , parce que la cour et même le frère du roi , le comte de Provence , se liguèrent contre lui , et que le roi n'eut ni le courage ni la fermeté de le soutenir par de vigoureuses mesures.

Calonne fut renvoyé ; l'archevêque de Sens , Brienne , dont les talents supposés n'étaient nullement proportionnés à la difficulté d'une situation aussi compliquée , fut , pour le malheur de la France , mis à la tête de l'administration. Ce fut alors que les entreprises les plus hasardées , les plus contraires au but , se succédèrent les unes aux autres , pour rétablir l'équilibre des finances. On projeta de nouveaux impôts , on porta de nou-

veaux édits fiscaux. La réduction de la rente fut décidée ; mais toutes ces mesures échouèrent devant la résistance des parlements. Louis XVI, pour se rendre agréable au commencement de son règne, avait rétabli ces grandes corporations, telles qu'elles étaient avant Maupeou et avant la nouvelle organisation de l'ordre judiciaire, et leur avait rendu leur droit de remontrance dans toute son étendue. Leur hardiesse augmenta avec les difficultés du moment ; ils refusèrent obstinément d'enregistrer les odieuses lois de Brienne, ils exprimèrent avec une voix énergique l'opinion publique, ils déclarèrent qu'après avoir pendant des siècles donné la sanction aux édits fiscaux par leur enregistrement, ils n'avaient ni le droit ni le pouvoir d'approuver ceux qu'on leur présentait, et demandaient les États-Généraux comme le seul pouvoir qui eût légalement droit de lever de nouveaux impôts sur le peuple.

C'est ainsi que se développèrent lentement, mais avec force, les causes éloignées qui préparèrent la révolution française. Deux siècles amassèrent les matériaux de ce grand événement. Des formes qui eussent dû être sacrées pour la nation et qui pouvaient opérer d'une manière bienfaisante, furent abolies ou mises en oubli ; d'autres formes inventées par l'arbitraire ou destinées à le servir, furent introduites ou s'établirent insensiblement. Des abus de tout genre s'étaient multipliés et causaient un mécontentement général. Une succession de des-

potisme et de faiblesse , une renommée guerrière chèrement achetée , des défaites payées plus chèrement encore ; une politique tantôt active, mais injuste , tantôt inoffensive et irréprochable, mais sans habileté et sans énergie ; des dépenses funestes quoique faites avec goût , avec dignité et dans un but important ; d'un autre côté la même prodigalité , mais rendue plus haïssable par l'éta-lage sensuel et sans noblesse des parvenus les plus vulgaires ; chez les grands la plus scandaleuse immoralité et une indifférence complète pour le bonheur ou le malheur du peuple ; voilà les caractères distinctifs qui signalèrent ces deux siècles. Cette immoralité fit à la vérité place à une grande pureté de mœurs et à des intentions plus pures encore dans la personne de Louis XVI. Malheureusement les vertus ne furent pas imitées comme les vices et n'inspirèrent pas autant de respect et d'amour que ceux-ci avaient inspiré de mépris et de haine. La civilisation s'était répandue dans les classes auxquelles elle était jadis étrangère , et son développement dans certaines branches était digne d'admiration. Mais la législation n'était plus en rapport dans toutes ses parties avec les besoins de la nation. Le peuple l'avait devancée dans ses progrès. Les maximes du gouvernement dans la répartition des charges , loin d'être en rapport avec la culture toujours plus perfectionnée des classes inférieures, contrariaient entièrement leurs prétentions , et ces dernières

paraissaient tout-à-fait exagérées aux yeux des gouvernants. L'empire des anciens principes, des opinions et des idées jadis universellement admises avait disparu ; des principes , des opinions, des idées nouvelles leur avait succédé , et avaient pris dans tous les esprits de profondes racines, avant que le gouvernement eût aperçu ou même soupçonné ce changement. Telle était la situation de la France , et il était facile de prévoir que ces matières combustibles pouvaient amener un effrayant incendie dans l'État , si le gouvernement, au lieu d'éteindre les étincelles, attisait lui-même le feu , soit par imprudence , soit par une fausse popularité. Mais malgré toutes les causes, toutes les circonstances , qui , en préparant une révolution la rendaient non-seulement possible, mais vraisemblable , elle n'aurait cependant jamais éclaté, si l'on avait su éviter des causes plus actives et plus rapprochées. La révolution n'était ni nécessaire ni inévitable , si l'on ne veut pas supposer nécessaires les crimes du parti victorieux , et inévitables , les fautes et les méprises du parti vaincu.

Des réformes, des réformes grandes, sérieuses, radicales étaient absolument nécessaires, et le gouvernement devait inévitablement les effectuer d'après un plan conçu avec discernement , suivi avec courage , avec force , avec persévérance, s'il voulait prévenir sa chute et celle de l'État. L'expérience avait déjà prouvé que malgré toute la bonne volonté du roi , les abus ne pouvaient être

extirpés par des moyens ordinaires. L'énergie , le discernement d'individus isolés, ne suffisaient pas pource gigantesque travail. Trop d'hommes aussi rusés qu'habiles et puissants travaillaient soit en secret soit ouvertement contre les premiers ; un plus grand nombre encore vivait des maladies de l'État , et craignait leur guérison. Il fallait qu'un principe organique de santé ou de salut fût introduit ou ramené dans l'État ; il fallait que ce principe fût assez largement compris pour renfermer en lui toutes les améliorations , assez respecté pour les entraîner avec lui ; il fallait qu'un pouvoir social pût les faire mettre à exécution et assurer leur accomplissement par une action continuelle. Les États-Généraux seuls pouvaient introduire un pareil principe. Ils furent demandés par le parlement, souhaités par la nation et accordés par le roi. C'était à la vérité un malheur que le retour des États-Généraux se rencontrât avec l'embarras des finances qui paraissait l'avoir provoqué. Mais les réformes nécessaires ne pouvaient s'effectuer que par un semblable pouvoir régénérateur. La renaissance de ce pouvoir n'était point en elle-même un bouleversement, il ne faisait que ramener l'État à sa constitution primitive. Le pouvoir politique était jadis partagé entre le roi et les États-Généraux, puisque leur influence sur la législation et les impôts était sanctionnée par les lois. La France avait donc le droit de les rappeler, car ils n'avaient jamais été

légalement abolis , mais seulement négligés par les rois et oubliés par la nation. Le peuple eût trouvé dans leur rétablissement un puissant organe pour exprimer ses besoins et ses demandes, le trône une vive lumière, qui lui eût montré ses véritables amis, les eût rapprochés de lui, et eût en même temps éloigné ses ennemis; ils eussent donné aux talents, au patriotisme, aux connaissances de tous genres l'influence la plus active, et leur eussent servi en quelque sorte de pépinière; la législation et l'administration envisagées et discutées impartialement, se fussent perfectionnées. Mais pour amener ces résultats bienfaisants, les États-Généraux eussent dû être formés d'après l'ancienne constitution, à quelques modifications près, qui n'eussent rien changé à leur essence, et les eussent retenus dans les bornes qui leur étaient assignées par les lois. La résolution du roi d'assembler les États-Généraux, n'était donc en elle-même en aucune façon une révolution, et n'en aurait jamais amené une, si une fois qu'elle eut été prise, les passions ne s'en étaient mêlés, et si les erreurs des gouvernants ainsi que les fautes des gouvernés n'avaient amené les affreux événements qui suivirent.

Le roi promit formellement d'assembler les États-Généraux aussi promptement que possible. Cette résolution sage, indispensable, bien loin d'avoir amené la révolution, ou de l'avoir commencée, comme quelques-uns le prétendent, aurait

guéri la France de tous ses maux politiques par de bienfaisantes réformes, si le gouvernement, dès la naissance de cette grande et importante mesure, n'eût commis méprises sur méprises, et fautes sur fautes. Pour rendre l'assemblée des États réellement bienfaisante et pour éloigner les dangers qui pouvaient en résulter, le roi et le gouvernement auraient dû réunir le discernement et la prudence à la force et à la fermeté, et prendre, dès la formation de cette assemblée, des mesures pour sa direction, afin que cet instrument du bien ne se changeât pas en instrument de mal. Mais on fit tout le contraire; on ne chercha pas à prévoir les événements afin de pouvoir les maîtriser, on s'exagéra les moyens du gouvernement, on méconnut la force des circonstances, on redouta au-de-là de toute mesure la soi-disant opinion publique; la crainte qu'elle inspirait fit qu'on se laissa entraîner par elle, et dès-lors l'assemblée des États put devenir très-dangereuse. Quoi de plus pernicieux que d'appeler volontairement un pouvoir légal, de le mettre en vigueur pendant la fermentation générale des esprits, et de se placer sans préparatifs et désarmé devant lui! Il était aisé de prévoir qu'il pourrait et voudrait agir contre l'ordre existant, si le trône ne savait prendre à temps les mesures nécessaires pour se défendre et se mettre à l'abri de cette force offensive si terrible qui pouvait se former contre lui, et s'il ne cherchait à contenir ce germe.

et à en affaiblir les éléments. Si le gouvernement n'était pas capable d'une pareille conduite, s'il ne se sentait pas convaincu de sa prépondérance, s'il ne pouvait ou ne voulait pas suivre un pareil plan, le Roi devait se garder de convoquer les États-Généraux, car il donnait alors par là à toutes les passions et à tous les desseins de ses nombreux ennemis, un appui légal qui devait naturellement leur prêter une force incalculable. Sans un centre organisé qui offrait un moyen de rassemblement et de réunion à tous les germes dispersés, il eût été difficile d'effectuer les réformes de l'État; mais aussi une révolution n'aurait jamais pu avoir lieu. Il y eût eu peut-être quelques scènes de révolte isolées dans quelques parties du royaume, mais un bouleversement total eût été impossible.

On fit précisément tout ce qu'il ne fallait pas faire dans de pareilles circonstances, et tout ce qu'il fallait faire, on ne le fit pas. On peut signaler plusieurs moments où il eût été possible au gouvernement d'éloigner les malheurs qui menaçaient la France, et où ce fut lui qui les amena par des méprises ou des incertitudes. Des mesures toutes simples prises à temps eussent préservé de tout inconvénient le moyen si salutaire par lui-même de la réunion des États, et le remède ne se fût pas métamorphosé en poison.

Dès que l'assemblée des États fut décidée, le roi, et le roi seul devait en pesant attentivement les

anciennes formes et les nouvelles exigences, changer les premières autant qu'il était nécessaire, mais sans perdre de vue le principe fondamental, cest-à-dire le caractère des États, leur position et leurs rapports actuels avec le trône. Au lieu d'agir d'après ce principe, on invita formellement tous les Français à examiner toutes les questions sur la réunion des États-Généraux et le cercle légal de leurs attributions, à y répondre et à faire connaître leurs opinions. Faire une telle invitation, c'était appeler tous les partis au combat. Par cette mesure, le gouvernement montrait publiquement et sans mystère, son embarras, son indécision et sa faiblesse. C'était dire à toutes les idées, à toutes les vues nouvelles, à toutes les passions de se faire jour. Ce qui fermentait sourdement bouillonna dès-lors avec violence. Les libéraux purent facilement se reconnaître ; surpris et charmés de leur nombre, ils se rapprochèrent, se réunirent et se cristallisèrent, pour ainsi dire, en un seul tout. Ce parti, sans être soupçonné, hazarda les plans les plus hardis et les propos les plus scandaleux. Le parti royaliste s'éleva contre lui de la manière la plus tranchante, et lorsqu'une fois ces adversaires se furent prononcés les uns contre les autres, et qu'ils eurent déclaré publiquement leurs principes et leurs vues, ils se firent entre eux une guerre sans ménagement.

A cette faute, il s'en joignit une autre qui rendit la première plus pernicieuse, en donnant à

ses résultats beaucoup plus d'importance. Pour éviter toute intrigue dans le choix des députés, pour empêcher la formation des partis ou tout au moins pour les paralyser, pour calmer le mouvement des esprits, loin de porter l'exaltation à son comble, il eût été de la plus grande importance de ne laisser qu'un court espace de temps entre la convocation des États-Généraux et leur réunion. Au lieu de prendre cette résolution, on laissa s'écouler cinq mois entre l'un et l'autre de ces deux événements, ce qui ne fut pas perdu pour les plans des mal-intentionnés. Les passions furent exaltées par des écrits et des discours; l'on répandit les calomnies les plus envenimées contre la maison royale, la noblesse et le clergé; les espérances, les exigences, les demandes ne connurent plus de bornes; l'idée que l'État ne pouvait être sauvé que par un changement total prit toujours de plus profondes racines dans l'opinion publique, et au lieu d'ouvrir une route à de bien-faisantes réformes, on ferma toujours davantage le chemin facile et légal, le seul par lequel elles pouvaient réellement être efficaces.

Malheureusement les conseillers du roi n'étaient d'accord ni entr'eux ni avec eux-mêmes à l'égard de la composition des États et de la marche à suivre dans les discussions. Il était absolument nécessaire de les maintenir autant que possible dans les anciennes formes avec les amendements que demandaient naturellement les

rapports nouveaux des choses et des personnes ; le roi seul avait le droit de prononcer en dernier ressort. Mais au lieu de suivre ce principe, après qu'une masse de brochures eut soulevé l'opinion publique contre l'ancienne constitution, le roi assembla les notables , pour les consulter sur la formation des États. On pouvait prévoir d'avance que les notables se déclareraient pour l'idée favorite de la majorité qui voulait donner au tiers État, un nombre de représentants aussi nombreux qu'aux deux autres classes réunies, soit qu'ils fussent déjà atteints de la contagion des idées nouvelles , soit qu'ils fussent influencés par la crainte de la voix publique et des opinions du jour ; la double représentation du tiers État fut donc décidée. Par cette mesure , ses prétentions prirent un nouvel essor ; il en reçut une prépondérance décidée, et cette résolution prouvait que le levier du pouvoir avait passé des mains du gouvernement dans les siennes , ou étaient près d'y passer. Si l'on avait voulu former dans l'assemblée des États un principe de conquête puissant et invincible , menaçant de détruire tous les droits existants, il eût été impossible de faire choix d'un meilleur moyen pour arriver au but. Mais d'après la disposition des esprits, l'essentiel eût été de présenter un principe conservateur des bases fondamentales de l'État, de la prépondérance du roi et des pouvoirs constitués, sans mettre toutefois aucun obstacle aux améliorations absolument né-

cessaires. C'est ce que la double représentation du tiers État rendait presque impossible; car tout œil impartial devait voir clairement que ce double nombre des députés eût été inutile si chaque État eût voté à part comme jadis; mais que si au contraire les États étaient réunis et confondus pour voter, cette double représentation du tiers menaçait d'anéantir entièrement l'ancienne constitution, et pouvait devenir du plus grand danger pour le trône et les deux autres ordres.

Après avoir commis cette faute capitale il y aurait eu encore un moyen de remédier à une partie de ses suites fâcheuses, si l'on avait pris la précaution de rassembler les États dans une ville de moyenne grandeur, éloignée de Paris, où, tranquilles, loin de l'influence des salons, des clubs, des réunions de plaisir de la capitale, indépendants des cris et de la force brutale d'une innombrable populace, ils auraient pu remplir leur mission avec le sang-froid et la prudence nécessaires, et accomplir le mandat sacré dont ils étaient chargés. Rien n'était plus dangereux que de les mettre en contact d'un côté avec les opinions excentriques des habitants de la capitale, qui avaient reçu une éducation bonne ou mauvaise, et de l'autre avec la masse rude, brutale et vicieuse des gens totalement dépourvus d'éducation. Dès qu'il en était ainsi, l'assemblée devait nécessairement, au lieu de dominer, être dominée elle-même; elle devait partager et recevoir

les fausses doctrines du moment, et de ces doctrines devaient résulter des crimes. L'assemblée et la capitale devaient agir continuellement l'une sur l'autre d'une manière pernicieuse, et dans cet échange d'influence, la supériorité devait rester à la dernière. Les États ne pouvaient presque pas échapper à ce danger. Ils devaient ou s'abandonner au torrent des erreurs et des passions dont les vagues roulaient avec fracas dans Paris, ou être entraînés malgré eux et engloutis par elles. Le gouvernement espéra éviter ces malheurs en rassemblant les États à Versailles, mais ce fut là le plus misérable palliatif : Paris même n'eût guère été moins dangereux, car la distance de Versailles était suffisante pour remplir l'imagination ardente du peuple de défiance et de soupçons sur tout ce qui s'y décidait ou s'y préparait, et pour lui faire admettre toutes les calomnies contre la cour. Tandis que d'un autre côté, cette distance était trop petite pour empêcher l'influence respective de l'assemblée et de la capitale, et mettre à l'abri des violences de la populace.

A cette méprise se joignit encore une faute capitale ; à l'ouverture des États-Généraux, le gouvernement, au lieu d'avoir déterminé avec prudence et fermeté, d'après un plan habilement tracé, les questions les plus importantes qui devaient nécessairement s'agiter dès les premières séances, et d'avoir préparé les réponses convena-

bles, les laissa entièrement indécises. Le roi avait seul le droit, et c'était même son devoir, de les déterminer, de les étudier, de les présenter et de faire connaître sa résolution à la première réunion. Au nombre de ces questions, celle qui devait tenir la première place, était de savoir si les États devaient voter ensemble ou séparément. Elle fut abandonnée au jugement des États eux-mêmes, quoique chacun reconnût facilement que la manière de voter aurait dû être déjà déterminée, avant de pouvoir voter et prononcer sur une question quelconque; que ce serait offrir le premier prétexte de désunion à l'assemblée, et qu'il pourrait donner matière aux plus dangereuses discussions et aux suites les plus fâcheuses. Mais une décision qui avait uniquement rapport aux formes ne suffisait pas encore. Le roi aurait dû, dès l'ouverture des États-Généraux, présenter un plan de constitution, dont le principe fondamental eût été l'ancienne constitution des États, que des siècles avaient consacrée en France, et l'on y aurait seulement ajouté les modifications que nécessitaient les progrès de la civilisation, et les nouveaux rapports de propriété et de pouvoir. Ainsi les institutions du passé recevaient des modifications actuelles un caractère plus ferme et plus solide. Un pareil plan eût été reçu avec joie à l'ouverture des États. Car dans ce moment, les partis n'étaient pas encore formés et ne s'étaient pas élevés les uns contre les autres d'une manière

hostile. Les députés des provinces arrivaient animés, à la vérité, de l'esprit du temps, et prévenus contre l'ordre existant ; mais ils ne se connaissaient pas encore, et n'avaient pu ni s'entendre ni s'entretenir mutuellement. La plupart d'entre eux, étrangers à la capitale, n'étaient encore ni travaillés ni séduits par les principaux meneurs de l'opinion publique de Paris ; ils n'avaient encore aucun point de contact avec la masse de la population, et ne soupçonnaient pas quelle effrayante force de destruction se trouvait dans la populace, avec quelle facilité cette masse fougueuse et indomptable pouvait être excitée contre l'ordre social, et à quel point on pouvait en abuser. Les députés mal intentionnés ne connaissaient point encore la force qu'ils avaient à leurs ordres ; les gens bien pensants n'étaient point encore dans le cas de craindre ce pouvoir terrible qu'ils ne connaissaient pas. Les uns n'étaient pas encore enhardis, les autres n'étaient pas encore effrayés. Le mal ne se glissait encore que dans les ténèbres, avec lenteur et précaution ; les mesures d'accord avec la raison et l'intérêt public présentées à temps, et proposées avec force et fermeté par un pouvoir légal, auraient sûrement trouvé par tout l'approbation et l'obéissance. Un projet longtemps médité de conserver tout ce que l'ancienne constitution des États avait de plus convenable au but, et de la perfectionner progressivement, s'il n'eût pas obtenu l'assenti-

ment général , eût, sans aucun doute , reçu celui des vrais amis de la monarchie , et leur eût servi de point de réunion. Au lieu de prendre cette attitude ferme , le gouvernement , par maladresse ou par timidité , ne traita point ces questions importantes , les abandonna aveuglément aux passions ou les livra au hasard. Au lieu d'avoir montré et tracé aux États d'une main habile et ferme le chemin qu'ils avaient à parcourir , il leur ouvrit une route incertaine , sans borne , sans mesure , comme s'il n'avait eu rien à craindre des esprits exaltés , des têtes excentriques et des passions démagogiques qui se déguisaient encore.

Le roi chercha par la déclaration du 20 juin , à remettre les choses dans la vraie direction ; mais cette mesure fut prise trop tard et suivie d'une manière contraire au but qu'on se proposait. L'état des choses avait changé ; deux mois s'étaient écoulés depuis l'ouverture , les esprits s'étaient échauffés sur la question de la réunion des États ; ils s'étaient aigris mutuellement par une lutte continuelle. Les députés , d'abord étrangers les uns aux autres , avaient pu se connaître et se grouper en divers partis selon leurs sympathies ou leurs antipathies diverses. Ceux qui voulaient un bouleversement total de tout ce qui existait et rêvaient une nouvelle France , étaient convaincus de leur nombre et de leur force , et sentaient qu'ils avaient pour point d'appui l'opinion publique , et que le pouvoir physique serait très-

facilement à leur disposition. Le parti royaliste avait ouvertement montré ses desseins et en même temps son irrésolution et sa faiblesse. Cependant la séance royale eût fait son effet , et la déclaration n'eût point manqué son but , si Necker eût assisté à cette séance , et si le roi eût joint de la fermeté et de l'énergie aux remontrances paternelles et aux concessions généreuses qu'il fit aux États.

Il devait y être porté avec d'autant plus de fondement que la déclaration de juin était faite pour satisfaire tous les vœux des gens de bien et toutes les demandes des vrais amis de la liberté. Pour le fond , si ce n'est pour la forme , elle était en plusieurs points semblable à la charte de Louis XVIII. Les trois ordres étaient conservés , mais avec des modifications. Ce partage de la représentation avait plusieurs avantages. Non-seulement il était fondé sur l'histoire et en rapport avec le passé de la France , il était en même temps en harmonie avec le maintien de l'ordre existant et les progrès de la société ; il accordait à l'existence de chaque ordre la stabilité nécessaire et en même temps le mouvement progressif , non moins indispensable. Il se fondait sur les anciens droits , et prenait cependant en considération , les rapports nouvellement établis ou qui s'établissaient chaque jour. Toutes les améliorations que demandait le pays , devenaient possibles , dès que les États , comme la déclaration le portait , délibéraient en commun sur les objets d'un intérêt général , et chacun en

particulier , s'il s'agissait de questions qui les regardaient personnellement. On pouvait attendre avec d'autant plus de probabilité les suites les plus heureuses d'une telle forme , que les deux premiers ordres avaient déjà consenti à renoncer à leurs droits d'exemption de l'impôt.

Ainsi, malgré les méprises et les fautes graves que le gouvernement avait commises, tout n'était pourtant pas encore perdu sans espoir. Pour extirper tous les abus et pour faire arriver l'État au but où il tendait, la révolution n'était rien moins que nécessaire. Toutes les réformes pouvaient s'opérer par la route que traçait alors Louis XVI. Ce monarque infortuné offrit à la France la véritable liberté légale. L'ordre et l'exercice actif des forces sociales, joints à des modifications conformes aux circonstances, auraient rajeuni les anciennes formes, mis en harmonie le passé et le présent, préparé lentement un avenir encore meilleur, et la France eût joui de tous les avantages d'une vraie monarchie et de ceux d'une constitution représentative solidement affermie. Mais la plupart des députés entraînés par le torrent d'une opinion publique erronée, dédaignèrent une organisation politique présentée par un pouvoir légal. Ils ne voulaient pas recevoir la liberté, mais la conquérir, la créer; ils croyaient qu'il fallait tout détruire pour pouvoir reconstruire de ces débris épars un nouvel édifice d'après leurs fantastiques idées.

Nous avons reconnu les fautes et les méprises qui ont été la source de la révolution, et nous n'avons point caché combien le gouvernement a contribué à amener ce terrible drame et des événements qu'on aurait pu facilement éviter. Mais ce que ces fautes n'avaient fait que commencer, les passions furieuses le développèrent, un plan régulier de destruction et des crimes de tous les genres complétèrent le mal.

La conduite coupable de la plupart des députés et les violences de la populace de Paris, au mois de juillet, décidèrent la révolution; tous les événements qui suivirent ces jours malheureux en furent les fruits et doivent en être envisagés comme les corollaires. On peut dire avec vérité, qu'à l'égard des principes et du but, la révolution entière apparut du moment où les députés du tiers État, soutenus de quelques-uns des autres ordres, prirent le nom d'assemblée nationale et en tinrent le langage. Car, par une telle déclaration, ils montraient en effet que l'ancienne constitution était détruite, que le pouvoir du roi n'était pas le premier dans l'État, mais qu'il devait céder à un autre pouvoir plus élevé et plus important; qu'il existait une autre source de droits politiques et de législation que cet ordre monarchique consacré en France depuis tant de siècles. Les députés tenaient leur convocation, leur réunion, leur existence, leurs droits, leur pouvoir, uniquement de la volonté du roi. Si cette volonté n'avait pas été

décisive, puissante, légale et souveraine, ils n'auraient pu eux-mêmes se présenter légalement ; ils eussent été produits par le néant et seraient rentrés dans le néant. Leurs devoirs étaient la source et le fondement de leurs droits : les uns et les autres n'étaient qu'une émanation du pouvoir royal, le roi seul pouvait déterminer les premiers et borner les seconds. Et cependant, se mettant au-dessus des uns et des autres, ils dirigèrent ce pouvoir conditionnel et emprunté contre le trône dont ils avaient tout reçu, et se crurent obligés d'élever leurs droits supposés au-dessus de tous les autres, qu'ils anéantirent entièrement. Pour justifier cette conduite attentatoire, ils représentèrent le principe de la souveraineté du peuple comme la source unique, pure et éternelle de tout pouvoir légal ; principe, qui dans son effrayante incertitude, ne peut reconnaître et ne reconnaît en effet aucune borne, aucune direction positive, aucune règle, aucun appui ; pouvoir absolu qui n'étant lié à rien, ni réglé par rien, peut tout créer et tout détruire sans qu'il puisse et sans qu'il doive rendre compte à lui-même ou aux autres de ses créations ni de ses destructions continuelles ; pouvoir arbitraire qui, comme Saturne, dévore ses propres enfants ; pouvoir d'un être abstrait, qui est partout et nulle part, et que chacun façonne et construit, en lui donnant le nom de peuple.

Il est remarquable que les États qui s'étaient de

leur plein pouvoir métamorphosés en assemblée nationale , pour justifier cette usurpation en alléguant la souveraineté du peuple , foulaient aux pieds la volonté de la masse de la nation, qu'elle même avait signifiée à ses députés. En effet, dans les mandats et pouvoirs donnés par les provinces à leurs députés , la grande majorité, en les chargeant de réformer plusieurs abus , d'introduire et de réaliser diverses améliorations, leur avait imposé en même temps le devoir de conserver intact le principe monarchique et la constitution des États. L'assemblée nationale commença donc sa carrière non-seulement par un crime de lèse-majesté , mais encore , pour parler son langage , par un crime de lèse-nation , en usurpant une position qu'elle ne tenait ni de Dieu ni des hommes. C'est ce crime qui fut la source de toutes les injustices que l'assemblée nationale fit succéder les unes aux autres avec une logique et une rapidité effrayantes. C'est du principe sans fondement de la souveraineté du peuple que découla continuellement, comme d'un volcan embrasé, le torrent de lave qui submergea la France , qui engloutit tous les droits existants du gouvernement, du royaume , de la généralité et des individus. Avec ce principe supposé , l'assemblée nationale détruisit tout, elle fit de la France une table rase , sur laquelle elle rebâtit avec une joie puérile le château de cartes de cette nouvelle constitution qui devait nécessairement s'écrouler d'elle-même

et qui s'écroula en effet , pour faire place à d'autres aussi éphémères qu'elles.

Si la révolution déclara ses principes le jour où les États se constituèrent en assemblée nationale , elle déclara ses moyens le jour où le peuple s'empara de la Bastille à main armée. Ce premier essai de force physique et d'insurrection formelle pour protéger les fausses doctrines et les pernicious décrets des législateurs de la France, pour repousser toute résistance , tout obstacle à leurs vagues théories , se renouvela bientôt sur une plus grande échelle. Dès que le peuple eut une fois versé le sang innocent , il eut soif de ce sang, et l'on put dès-lors le diriger, l'animer et le pousser à tous les crimes. C'est alors que la révolution se montra semblable à un géant armé de toutes pièces , dont la tête était enivrée des vapeurs d'une philosophie nuageuse , et dont les bras de fer écrasaient tout ce qui s'opposait à l'accomplissement de ses songes fantastiques. Deux siècles lui avaient à la vérité aplani la route et préparé des matériaux. Mais les fautes du gouvernement lui donnèrent naissance ; des erreurs de tous genres , erreurs volontaires enfantées par l'orgueil et l'ambition, accélérèrent sa croissance ; des crimes de toutes sortes développèrent ses forces et marquèrent tous ses pas , jusqu'à ce qu'enfin il succombât sous son propre poids et terminât sa hideuse carrière.

Pour être juste , même envers ceux qui com-

mirent sans honte et sans mesure des injustices de tous genres, il faut pourtant avouer, qu'après les premières fautes de l'assemblée nationale, causées volontairement par ses pernicieuses doctrines et des passions intéressées, après les premiers crimes du peuple d'abord séduit, mais plus tard menaçant et redoutable à son tour, le parti dominant de l'assemblée nationale ne commanda plus, mais fut lui-même tyranniquement dominé; il reçut son impulsion des circonstances, loin de les diriger et de les maîtriser; et sur le terrain glissant où il s'était placé, ne trouvant plus aucun point d'appui, il glissa toujours plus rapidement jusque dans l'abîme de l'erreur et du délire. La populace fougueuse et sans frein, charmée de la licence qui était son partage, s'accoutuma aux scènes les plus horribles; devenue plus téméraire à force d'attentats, elle alla jusqu'à l'incroyable, et elle s'étonna à la fin elle-même de ses affreux progrès dans le crime. L'erreur fondamentale dont on était parti fit naître d'autres erreurs; les passions devinrent plus ardentes, leurs excès mêmes leur donnèrent un nouvel aliment, elles étendirent sur toutes les classes leur feu destructeur et firent naître sans cesse des passions nouvelles. C'est ainsi que dans le cours de la révolution, il résulta des fautes et des crimes volontaires, une sorte de fatalité qui, comme une Némésis vengeresse, entraîna involontairement avec elle les auteurs du bouleversement; l'instru-

ment que l'on avait créé , le pouvoir du peuple , maîtrisa le maître lui-même, et la nation fut partagée en deux parties , l'une qui commettait avec une joie infernale et une hardiesse inouïe les actions les plus révoltantes , l'autre qui souffrait toutes ces horreurs avec patience , ou plutôt avec une sorte de torpeur toute passive. Il est certain que même les plus coupables de l'assemblée nationale eussent reculé d'effroi , si l'on eût pu dès les commencements leur montrer les conséquences de leur folie et de leur délire. Robespierre et Danton eux-mêmes, si quelque pouvoir surhumain leur eût présenté, dans un miroir magique, leur vie et leur fin , au commencement de la révolution , auraient repoussé l'une et l'autre comme impossibles. Mais cette espèce de fatalité de causes et d'effets qui résultent de l'abus de la liberté , ne sert ni d'excuse ni de justification aux auteurs d'une pareille révolution politique ; au contraire, cette fatalité retombe encore sur eux , et augmente leur responsabilité. Précisément parce que l'homme sait que certaines actions qu'il est en son pouvoir de commettre ou d'éviter, une fois arrivées, une fois entrées dans la chaîne incommensurable des événements, ne peuvent plus être dirigées par lui ; qu'au contraire , changées en résultats irrévocables, elles entraînent des conséquences infinies, il doit se garder de hasarder la première action téméraire qui peut amener le bouleversement de l'État. Si les dignes qui con-

tiennent la force populaire et les passions de tous sont une fois volontairement rompues, il sera impossible à ceux qui les auront brisées, de retenir dans des bornes certaines la violence des vagues agitées, lors même qu'effrayés de leur propre ouvrage, ils tenteraient de l'essayer. Lorsque nous remplissons nos devoirs et que nous faisons ce que nous commandent les lois éternelles, alors nous pouvons attendre avec calme les suites de nos actions et les abandonner à une volonté suprême : quoi qu'il arrive, nous avons fait ce que nous devons et ce qui dépendait de nous, nous ne sommes pas responsables du reste. Mais l'idée que nous ne pouvons ni calculer ni diriger les suites de nos actions est ce qui doit nous remplir d'effroi, et nous faire reculer lorsque nous sommes au moment de commettre quelque faute et de transgresser le droit et le devoir.

Il est bien remarquable que Louis XVI qui, par les défauts de son caractère et les fautes de ses conseillers, a contribué à la révolution, ait eu le même sort que Charles I^{er}, précisément pour des causes contraires. Charles méconnut les vœux et les besoins de son peuple, et ne connut pas mieux les changements que le bien-être et la civilisation toujours croissante du tiers-état avaient produits sous tous les rapports. Au lieu de prendre en considération les observations du parlement, par l'organe duquel s'exprimait l'opinion publique, il essaya de gouverner sans le parlement, jusqu'à

ce que la nécessité le forçât de recourir à lui, lorsqu'il ne pouvait plus rencontrer que la défiance et l'inimitié. Louis XVI rétablit les États-Généraux après de longues années d'oubli; en le faisant, il crut contenter les vœux de son peuple et satisfaire à ses besoins, et lorsque les États égarés et dégénérés poussèrent l'ingratitude jusqu'à ne plus mettre aucune borne à leurs prétentions et à leurs attaques contre le pouvoir royal, Louis leur céda encore. Charles tomba, et avec lui la constitution Anglaise, parce qu'il employa la résistance là où la condescendance eût été convenable et même nécessaire; Louis et la France tombèrent, parce qu'il ne montra que de la condescendance là où la résistance était juste et bien-faisante. Dans les quinze premières années de son règne, Charles poussa la fermeté jusqu'à l'opiniâtreté la plus inouïe : Louis depuis le commencement jusqu'à la fin du sien, poussa la douceur jusqu'à la faiblesse. Charles s'opposa aux réformes nécessaires, parce qu'il pensait que le démon de la révolution suivait toujours l'ange de la réforme; Louis ne sévit point contre la révolution, parce que dans sa bienveillance, dans sa bonté sans borne, il espérait que le démon de la révolution serait à la fin forcé de céder à l'ange de la réforme.

Louis méconnut une grande vérité, que l'on peut considérer avec raison comme le fondement de la morale des rois, c'est que les droits du

trône sont fondés sur ses devoirs, et que c'est manquer à ceux-ci, que de sacrifier les premiers. Conscientieux comme il l'était, s'il eût été profondément imbu de ce principe, il n'eût jamais montré cette indulgence dangereuse. Mais il sacrifia le juste pouvoir du trône comme s'il eût été question d'un intérêt purement personnel, et bientôt il ne lui en resta plus assez pour pourvoir à la sûreté de l'État.

DE L'INFLUENCE DE LA LIBERTÉ

SUR

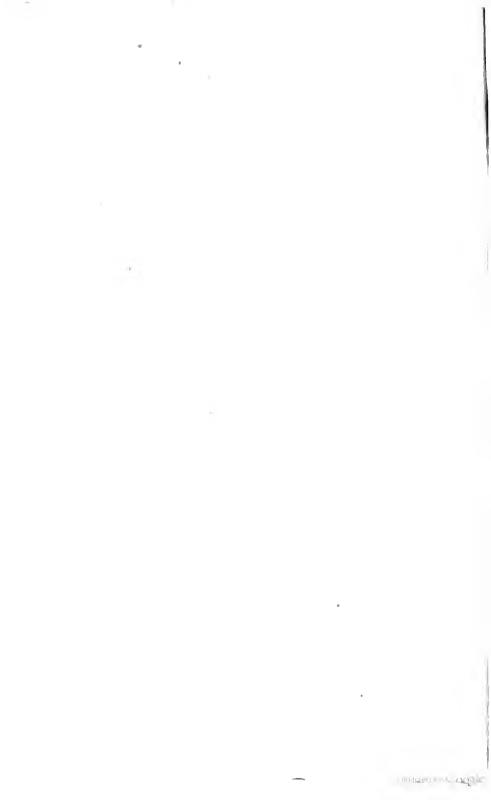
LES PROGRÈS DE LA LITTÉRATURE ET DES ARTS.

—
THÈSE.

La liberté est la condition première et indispensable du progrès dans les arts et les sciences ; sans elle ils ne peuvent arriver à la perfection.

ANTITHÈSE.

La liberté et les formes qui paraissent devoir la fonder et la garantir n'ont aucune influence sur le développement du génie et sur le perfectionnement des œuvres intellectuelles d'un peuple.



DE L'INFLUENCE DE LA LIBERTÉ

SUR

LES PROGRÈS DE LA LITTÉRATURE ET DES ARTS

La vraie liberté est, en elle-même, un bien si noble et si précieux qu'il satisfait à tous les besoins de la nature humaine : elle a tant de magnificence qu'elle peut se passer de tout éloge exagéré. On lui fait plus de tort que de bien en lui attribuant ce qui ne vient pas d'elle, ou au moins, ce qu'elle ne procure pas exclusivement.

Le développement de la nature humaine dans l'homme dépend de l'exercice et de l'activité harmonique de toutes ses forces. Or, il n'existe point d'activité sans mouvement, point de mouvement sans une carrière, et pour des hommes enchaînés et resserrés étroitement, il n'y a point de carrière.

On est d'accord qu'une sorte de liberté est absolument nécessaire, si l'homme doit développer en lui la nature humaine et ne pas descendre à la condition de la brute. Mais de quelle liberté est-il question, en quoi consiste-t-elle, est-elle la première, l'unique condition même de développement? Voilà la question capitale dont il s'agit ici.

La liberté individuelle, ou la faculté de pouvoir suivre ses inclinations, ses dispositions, sous le rapport de la destination de son activité, est sans contredit la plus importante. Celui qui se trouve dans une position où, sans obstacle, il peut employer ses forces et son temps, d'après ses goûts et ses talents, à l'abri du besoin, favorisé par les circonstances, exempt de toute gêne arbitraire au dehors, borné seulement par les lois, celui-là jouit de la liberté individuelle, et peut avancer avec toute la facilité désirable dans la route du développement.

La nature, le bonheur, le hasard, le caractère, contribuent aussi à la possession de cette liberté individuelle. La nature donne les disposi-

tions, le bonheur donne l'indépendance dans les rapports, le hasard donne les circonstances. Le caractère a encore ici le dessus, car lui seul fait profiter de toutes les autres conditions et peut même en tenir lieu. Lui seul fait que nous envions peu de chose aux autres hommes, que nous en attendons, que nous en exigeons peu, et il nous élève au-dessus de tout besoin factice ou imaginaire, lorsque les moyens de nous les procurer nous manquent.

Mais on ne peut concevoir la liberté individuelle sans la sûreté des personnes et des propriétés. Dans une société dépourvue de lois, où règne l'arbitraire, il n'y a point de sûreté possible, et toutes les conditions de liberté individuelle mentionnées plus haut ne suffisent plus. La liberté civile assure seule la liberté individuelle, quoiqu'elles soient différentes l'une de l'autre et ne se confondent point. L'essence de la liberté civile consiste dans le règne de lois raisonnables, et de telles lois sont toujours l'expression de la justice générale, qui borne les forces de chacun, pour protéger les forces de tous, et pour mettre le droit d'un individu en harmonie avec les droits de chaque individu.

Ainsi, là où la liberté civile repose sur des fondements solides, là aussi la liberté individuelle peut, sous une semblable égide, se développer paisiblement et porter les fruits les plus précieux. Là où n'existe point de liberté civile, mais où

se font sentir plutôt l'arbitraire et la volonté absolue d'un ou de plusieurs, là on ne verra que la servitude ou les fruits de la servitude, et par suite l'activité sera comprimée, les forces paralysées et les facultés et les talents arrêtés dans leur développement.

On ne peut nier que la liberté civile exige une garantie pour paraître elle-même assurée. Il est vrai qu'une telle garantie se suppose déjà dans l'individualité des gouvernants, mais cette individualité doit être protégée par des institutions qui facilitent et provoquent le pouvoir de la raison et la constante exécution des lois.

C'est dans des institutions pareilles que consiste la vraie liberté politique; elle n'est pas le but de la société, mais le moyen d'affermir la liberté civile et de la conduire à son résultat le plus important, qui est la plus grande liberté individuelle possible.

Ainsi la liberté individuelle, la liberté civile et la liberté politique se rattachent ensemble, et déterminent toutes les trois, le développement et les progrès de l'esprit humain chez un peuple; mais la première est sous ce rapport la plus importante; après elle, le point essentiel est la sûreté et par suite la protection. La liberté politique ne peut être envisagée ici que comme condition secondaire, comme moyen d'atteindre au but. Il est même possible que, sous le nom de liberté politique, se forme un état de choses, qui

contrarie le développement des facultés créatrices de l'esprit humain. Une continuelle fermentation des esprits, des troubles sans cesse renaissants ou la crainte de leur retour, une inquiétude continuelle sur les dangers qui menacent l'État, peuvent devenir non-seulement nuisibles, mais même mortels aux sciences et aux arts. Tout ce qu'on doit faire pour acquérir et conserver la liberté politique saisit et domine tellement l'imagination des hommes, qu'ils perdent souvent par là, le temps, le goût, le moyen et la force de parvenir à une plus grande culture intellectuelle, et la tranquillité nécessaire à la création des œuvres de l'esprit.

Mais quelque grande que soit la participation qu'on attribue à la liberté dans les choses de l'esprit, il existe sans contredit d'autres conditions efficaces de ce progrès; parmi elles le pouvoir et les richesses d'un peuple doivent tenir le premier rang. Un peuple petit, faible et pauvre, ne parviendrait jamais à pousser très-loin les sciences et les arts, même s'il jouissait de la plus grande liberté possible. Dans un État puissant et riche, où tout est mesuré sur une plus grande échelle, l'esprit humain pourra atteindre à son point culminant, même sans l'appui de la liberté politique, si la sûreté des individus et des propriétés et le maintien du repos public trouvent un abri nécessaire sous l'égide d'une législation raisonnable et d'un gouvernement énergique.

L'histoire des époques les plus belles et les plus brillantes du développement de l'esprit humain confirme ce jugement et prouve la vérité de la thèse énoncée plus haut. Athènes, du temps de Solon et de la première guerre contre les Perses, jouissait sans aucun doute d'une plus grande liberté que dans la suite. La république vainquit à Marathon et à Salamine par l'héroïsme de ses citoyens et par les sublimes vertus de ses généraux, mais la république était pauvre, et le génie qui se développa plus tard avec tant d'abondance, ne trouvait dans l'existence de l'État ni les moyens, ni les occasions, ni les forces, ni l'activité nécessaires pour produire le beau et le sublime. Avec Périclès s'éleva la gloire d'Athènes, elle finit avec Alexandre-le-Grand, et ce fut pendant cet espace de temps que la liberté fut attaquée et détruite. L'art avec lequel Périclès, pendant les quarante années de son administration, tout en conservant des formes républicaines dont son esprit profond se jouait adroitement, établit et exerça son pouvoir absolu et éclipsa par sa haute individualité tous les autres citoyens, cet art, disons-nous, affaiblit insensiblement le sentiment de la liberté. Après la mort de ce grand homme d'État, commencèrent les divisions intérieures et les violentes luttes des partis. La liberté succomba sous leur fureur, et l'issue de la guerre du Péloponèse priva même Athènes de son indépendance. Il sembla un instant que Thrasybule allait rendre

l'une et l'autre à sa patrie; mais l'ancien esprit public avait disparu, et la constitution ne put prendre racine. La voix de Démosthènes même ne fut pas capable de ramener ces sentiments élevés qui n'existaient plus, la persévérante adresse, les intrigues subtiles de Philippe de Macédoine, la force irrésistible et la gloire éblouissante d'Alexandre complétèrent la ruine de la liberté. Le nom de république resta, mais la réalité disparut. Et pourtant pendant toute cette période, surtout dans la première moitié, quoiqu'il n'existât plus de vie politique, Athènes fut le centre de la civilisation, le point de réunion des plus grands génies, la pépinière de tous les talents. Platon et Aristote, Sophocle et Euripide, Phidias et Praxitèles, Ménandre, Philémon et Aristophanes, Eschines, Lysias, Démosthènes, illustrèrent cette période, et leurs immortels écrits n'ont jamais été surpassés. Cet événement remarquable fut le fruit du pouvoir et des richesses nationales, du pouvoir qu'Athènes dut à ses victoires sur les Perses et qui donnèrent à la république la prépondérance en Grèce, des richesses que son commerce, ses flottes, sa supériorité sur mer lui procurèrent et lui conservèrent longtemps. Ces causes qui agirent toujours plus fortement, et qui prospérèrent et augmentèrent sans cesse, tandis que la liberté politique diminuait, ne produisirent pas le génie, mais réunirent toutes les circonstances dont dépend son développement.

Dans les temps de force et d'héroïsme de la république romaine , où la pauvreté exaltait le patriotisme, et produisait cette vertu rude mais énergique dont naquit la liberté , Rome était peu avancée sous le rapport de la culture intellectuelle. Le peuple n'en sentait pas le besoin , et le génie sommeillait , faute de moyens et d'occasions , ou dirigeait son activité sur la vie publique. Aussi longtemps que le sénat, et avec lui le principe aristocratique, conservèrent la prépondérance, aussi longtemps que le peuple fut à la vérité consulté, mais dirigé et gouverné par lui , les lois furent toutes puissantes , et sous elles , fleurirent l'indépendance de l'État et la sûreté des particuliers. Les guerres entreprises témérairement et couronnées de succès , les conquêtes qu'elles amenèrent à leur suite , les richesses des pays conquis qui devinrent le bien de l'État et fondèrent le pouvoir de la république , excitèrent le luxe et la mollesse , allumèrent toutes les passions , corrompirent les mœurs des hautes classes, démoralisèrent les classes subalternes qu'elles rendirent faciles à la séduction , tandis qu'elles donnèrent aux autres les moyens de les séduire. Précisément à cette époque où les droits politiques de la masse de la nation , auraient dû être restreints , le peuple avait une prépondérance décisive , et le principe démocratique l'emporta sur le pouvoir aristocratique qu'il paralysa entièrement. Au milieu des orages et de la lutte entre les partis, les riches

et les puissants aspiraient au pouvoir. Les guerres civiles se succédèrent les unes les autres avec une effrayante rapidité, accompagnées de toutes les horreurs qui en sont inséparables. Le mépris des lois conduisit à une licence désordonnée; il en résulta une anarchie qui se déchirait elle-même, et qui se termina comme toujours, par le despotisme militaire. Cet état de choses commença après la troisième guerre punique. Auguste fonda le pouvoir d'un seul. Il ne pouvait plus être question de liberté. Les formes qui jadis assuraient son empire lui survécurent, et la tyrannie se cacha derrière elles, ou s'en servit comme d'instruments de l'arbitraire. Rome gouverna tout l'univers civilisé; son pouvoir paraissait inébranlable, les trésors de tous les pays se précipitaient vers l'Italie et alimentaient le luxe et la mollesse des grands du royaume et les besoins du peuple oisif et paresseux. Ce fut à cette époque que commença le siècle de la littérature romaine, qui porta en même temps les fleurs les plus belles et les fruits les plus magnifiques. Lucrèce et Cicéron précédèrent à la vérité le siècle d'Auguste, mais ils vivaient cependant lors de la dissolution de la république. Tous les ouvrages immortels des poètes, des historiens, des philosophes, qui jetèrent un éclat si brillant et si trompeur sur le règne d'Auguste, ne peuvent réellement pas s'attribuer à l'haleine vivifiante de la liberté: elle avait disparu depuis longtemps. Mais le pouvoir et la richesse,

la nécessité et le besoin de jouissances plus raffinées amenèrent la culture des sciences et des beaux-arts. Les mêmes causes qui minaient sourdement toute moralité donnèrent à l'esprit un élan qui, en l'éloignant toujours davantage de la vie publique et du patriotisme, s'éleva dans les plus hautes régions des arts et dans leur atmosphère paisible, comme pour oublier le bien perdu et se dédommager de son absence. Les historiens racontèrent avec enthousiasme et dignité les hauts faits de leurs aïeux, comme si le présent dégénéré était incapable de suivre leurs traces. Les poètes enlevèrent les esprits au sentiment pénible de la réalité par le monde idéal qu'ils créèrent et par des chants où étaient célébrés des sentiments et des actions qui appartenaient à des temps meilleurs. Les philosophes cherchèrent, les uns à justifier, à ennoblir même la sensualité et l'égoïsme, en leur donnant un vernis de sagesse et en rappelant à la doctrine à laquelle Épicure avait donné son nom ; les autres, dont l'esprit était plus profond, le caractère plus élevé, cherchèrent au moyen des leçons de l'école stoïcienne à ramener quelque énergie chez les Romains amollis. Cette esquisse générale de la littérature romaine suffit pour prouver que la liberté politique ne lui a été d'aucune utilité ; car précisément dans le temps où Auguste détruisait insensiblement la liberté, avec tous les ménagements possibles, se rencontrèrent les efforts, les créations

et les chefs-d'œuvre de ces écrivains pleins de génie, qui nous servent encore de modèles aujourd'hui. Lucain, Sénèque, Tacite, Quintilien, Suétone appartiennent à un temps postérieur, à l'époque du despotisme le plus complet.

Après un long repos de toute activité d'esprit, après les ténèbres les plus profondes, la lumière et la vie brillèrent en Italie. Ce pays favorisé par le ciel plus que tous les autres, fut appelé deux fois à l'honneur d'instruire et d'éclairer l'Europe. La plus belle période de l'histoire de l'Italie nouvelle, sous le rapport de la liberté civile et politique, fut sans contredit le temps qui s'écoula entre la fin du onzième siècle et la première moitié du quinzième. Le Nord et le milieu de l'Italie étaient alors semés d'une foule de petites républiques qui devaient leur origine aux grandes luttes entre le pouvoir spirituel et temporel et aux hostilités sans cesse renaissantes entre le pape et l'empereur. Elles recevaient la liberté du premier ou la conquéraient sur le second. Leur commerce sur terre et sur mer les rendit florissantes. Leur position sur la mer ou le long des côtes et des fleuves favorisèrent les progrès rapides de leur pouvoir et de leurs richesses. Mais elles n'oublièrent et ne négligèrent pas l'exercice des armes, qui pouvaient seules protéger leur indépendance. Pendant ces temps glorieux de liberté et de patriotisme dans les républiques d'Italie, on ne remarqua que très-peu de grands poètes qui s'éle-

vèrent d'eux-mêmes sans prédécesseurs et sans successeurs, car ce ne fut que plus tard qu'ils exercèrent leur influence bienfaisante sur ceux qui marchèrent sur leurs traces. Dante, dont le génie gigantesque brille au commencement de l'histoire littéraire de l'Italie, devait la direction originelle de ses pensées aussi bien que l'inimitable caractère de son style à cette tendance sombre, sévère, religieuse et spiritualiste qui vivait dans les plus intimes profondeurs de son esprit. Les orages politiques de Florence, sa patrie, dont il fut la victime, lui ont fourni le ton et les matériaux de plusieurs passages de l'*Enfer*, son premier poëme. Un juste ressentiment l'avait poussé à la vengeance, et le besoin de stigmatiser certains noms, lui inspira plusieurs parties de ses poésies. Mais la liberté n'était point le principe vital de son génie; la tyrannie des Guelphes ravit au contraire au noble Gibelin son bonheur et sa liberté personnelle et opéra d'une manière fâcheuse sur le développement de son excellente et incomparable individualité.

Pétrarque s'est fort peu occupé de la liberté politique et sans avoir souffert de ses orages comme Dante, il n'a pas non plus profité beaucoup de ses bienfaits. Son amour idéal pour Laure, son enthousiasme pour la philosophie de Platon et son exaltation religieuse, sont les objets et l'âme de ses poésies. Seulement quelques-unes de ses belles canzones respirent le sentiment de l'amour

de la patrie, et expriment avec feu le désir de voir l'Italie délivrée du joug de l'étranger. Aussi ne resta-t-il que peu de temps en Toscane, où il avait reçu le jour et complété son éducation ; il passa la plus grande partie de sa vie au milieu de ses livres, dans une retraite qu'il possédait près de Padoue. Boccace ne dût la légèreté de son imagination et la grâce de sa muse enjouée qu'à lui seul ; il emprunta fort peu aux circonstances extérieures et aux formes de la société civile où il vivait. Ce fut plus d'un siècle après ces immortels écrivains, qui parurent isolés, semblables à un fanal au milieu d'une sombre nuit ou au fertile Oasis du désert, que s'éleva cette masse de lumière et de feu qui couvrit l'Italie à la fin du quinzième siècle, et de là répandit ses rayons sur le reste de l'Europe. Pour désigner cette période par ses héros, il suffit de nommer Michel-Ange, Raphaël, Arioste, le Tasse. Mais le commencement des *cinquecenti* ne se rencontre point avec le temps où la liberté politique et le patriotisme fleurissaient en Italie. Les petites républiques avaient disparu et s'étaient changées en principautés. La guerre entre la France et l'Espagne qui se disputaient sans cesse ce beau pays, l'avait partagé, morcelé et déchiré. Venise, Gènes, Lucques et quelques autres républiques moins remarquables avaient seules résisté aux orages du temps, quelques-unes d'entre elles s'étaient agrandies. Les richesses et le luxe prolongèrent ces

belles périodes et influèrent d'une manière bien-faisante sur le développement des sciences et des arts. L'anéantissement de l'empire Grec , la conquête de Constantinople , l'émigration des savants , qui cherchèrent un refuge en Italie , contribuèrent à éclairer les esprits. L'enthousiasme particulier des Médicis , de la maison d'Est , de plusieurs autres princes et des plus nobles familles , pour les œuvres de l'imagination , de l'esprit , et pour les créations des arts , éveilla , occupa et récompensa tous les talents. Ces circonstances expliquent le brillant phénomène que présenta alors l'Italie , et il faudrait vouloir se tromper volontairement pour l'attribuer à la liberté.

Le commencement du règne de Louis XIV l'emporte sur toutes les autres périodes de l'histoire moderne par l'éclat que les grands esprits de tout genre répandirent sur le trône. On voyait se presser autour de lui , et les grands généraux dont les armes le couvraient de gloire , et les hommes d'État les plus distingués dont l'administration développait , dans toutes les différentes parties , la force et la richesse nationale , et des poètes , des savants , des orateurs , des historiens , qui n'ont jamais été surpassés dans la littérature française , et dont l'ensemble peut soutenir la comparaison avec toute autre période de l'histoire littéraire. Ils ont deviné , exprimé et formé le goût français. La meilleure preuve de la nationalité de leur caractère , c'est que , même de nos jours , ils

sont considérés comme des modèles difficiles à atteindre, dans chaque branche des lettres et des arts. Ils ont eu aussi une influence incontestable dans tout le reste de l'Europe sur le développement de la littérature des autres peuples. Les progrès d'une législation pleine de raison et de prudence consolidaient alors en France la sûreté générale des individus et des propriétés. L'exécution continue, active et sévère des lois leur valait la considération et l'obéissance. L'admiration qu'inspirait le roi, le juste orgueil que la puissance de la France excitait chez les particuliers, l'influence des mœurs, qui prêtait à la contrainte des lois l'apparence d'un consentement volontaire, éloignaient des sentiments ainsi que des actions, tout aspect d'esclavage. Mais quelque peu gênés que fussent les mouvements de la classe bourgeoise dans la sphère qui lui était prescrite ou échue en partage, il n'existait pourtant dans ce temps là aucune liberté politique en France. Le droit de satisfaire les besoins et les intérêts nationaux, qui appartenait autrefois aux États-Généraux, leur était ravi depuis longtemps; quoiqu'il n'eût jamais été aboli entièrement, il avait été mis en oubli depuis les premières années de la minorité de Louis XIII. Les libertés des diverses provinces, celles de quelques villes et des grandes corporations de la noblesse, du clergé et du parlement, avaient bien été conservées en général, mais ne présentaient que de faibles digues

contre l'absolutisme du gouvernement , car ses employés avaient l'art de profiter même de ces libertés pour donner par elles encore plus d'étendue au pouvoir royal, et lui procurer des moyens d'action plus puissants. Le nom du roi et ses desirs exerçaient un pouvoir magique sur tous les esprits ; les provinces et les villes lui faisaient avec joie toute espèce de sacrifices, la noblesse abandonnait ses terres, pour disputer les faveurs du trône , et paraissait préférer les plaisirs de la capitale à son ancienne indépendance. Le clergé avait par la position particulière de l'Église gallicane plus à craindre et à espérer du roi que du pape , et par conséquent était entièrement soumis au premier. Les parlements conservaient à la vérité le droit de remontrance sur les lois qui leur étaient présentées , mais c'était seulement après qu'elles étaient acceptées et enregistrées qu'il leur était permis de faire des observations. C'est ainsi que tout contribua insensiblement à fonder le pouvoir royal, à l'étendre au-delà de toutes les bornes. Il existait dans toutes les parties de l'État plus d'ordre, mais moins de liberté , plus de sûreté , mais moins d'influence des individus sur l'ensemble, plus d'union et de dignité, mais moins de diversité dans les formes et dans les individualités , que sous les prédécesseurs de Louis XIV ; on aurait donc bien tort d'attribuer l'élan du génie , l'abondance de l'imagination , la profondeur du sentiment , la finesse de l'esprit

qui distinguèrent la littérature française dans cette période, à la liberté, dans l'acception qu'on donne à ce mot aujourd'hui; mais ce furent la puissance de l'État, les richesses nationales, la protection et les récompenses du pouvoir suprême, l'amour et l'admiration pour le beau dans toutes les classes, la réunion de toutes les circonstances qui favorisent la civilisation, jointes à une rare prodigalité de la nature dans la création des grands génies, qui amenèrent à maturité le siècle de Louis XIV.

L'histoire prouve que la constitution, qui a fondé en Angleterre la liberté civile et politique, et surtout la conviction de cette liberté dans les esprits des individus s'est formée lentement et développée d'une manière insensible; mais elle a été amenée par le temps bien plus que par les efforts de l'esprit humain. Ses formes existaient déjà depuis longtemps, mais elles étaient inanimées et n'avaient pas cet esprit qui plus tard leur donna la vie. Ses éléments étaient dispersés et inconnus, les germes de sa composition sommeillaient dans l'obscurité, et lorsqu'ils se développèrent en sortant des ténèbres, ils ne furent souvent que le manteau, l'instrument et l'abri du despotisme avant de créer et d'assurer la liberté.

Ce fut seulement au xvii^e siècle que se développa le germe de la liberté civile et politique, qui se trouvait dans les formes de la constitution. Les prédécesseurs d'Élisabeth, avaient abusé du parlement,

pour donner à leurs passions , à leurs volontés arbitraires, le sceau de la légalité ; Élisabeth elle-même s'en était servie pour présenter et exécuter les mesures , souvent utiles au bien public , mais plus souvent violentes, que lui insinuait son génie despotique. Ce ne fut que sous Jacques I^{er}, prince froid et pédant, que la constitution commença à se montrer. Sous Charles I^{er}, prince noble mais injuste , tantôt opiniâtre , tantôt faible , les principes libéraux se firent entièrement jour et produisirent des troubles et des guerres civiles qui firent croître l'arbre de la liberté au milieu des orages. Mais ce fut seulement vers la fin du siècle et dans cette seconde révolution, que les Anglais nomment heureuse , que cet arbre se couvrit de feuilles , acquit toute sa vigueur et commença à porter des fruits précieux. Les grands génies qui donnèrent à l'esprit national son élan , sa tendance , et préparèrent son développement , précédèrent cette glorieuse époque de liberté et exercèrent leur empire sur les esprits au commencement du xvii^e siècle , lorsque le pouvoir royal encore sans bornes l'emportait sur tout et envahissait tout. Bacon , le créateur de la philosophie anglaise , sous les drapeaux duquel les meilleures têtes se rangent encore aujourd'hui , Shakspeare, dont la grandeur originale et gigantesque surpassa tout, malgré ses fougueux écarts, et représenta soit par ses défauts, soit par ses beautés, l'idéal du caractère national, avaient vécu

du temps d'Élisabeth et de Jacques I^{er}. Milton, qui eut plus de goût et de perfection, sans manquer de force créatrice, et Buttler, qui dans le mélange de sérieux et de plaisant, d'imagination et d'esprit, traça avec tant de légèreté les images qu'il tirait de la profondeur de ses sentiments, n'ont vu ni l'un ni l'autre les progrès et l'accroissement de la vraie liberté. Plus tard la littérature Anglaise se distingua, à la vérité, par un goût plus pur, une correction plus sévère, mais si l'abondance et la force du génie doivent l'emporter et avoir la préférence, le siècle précédent a sans contredit un avantage très-décidé.

La littérature Allemande s'est développée dans le milieu du 18^e siècle, avec promptitude et variété; quoiqu'elle n'eût aucun rapport avec la liberté politique, elle eut cependant son caractère particulier, son originalité nationale et un esprit de vrai libéralisme. Aucune littérature n'a été aussi indépendante des circonstances extérieures, et ne fut moins redevable aux événements du dehors. Ce que Dante fut pour l'Italie, Shakspeare pour l'Angleterre, dans leurs immortels écrits, à l'égard de la langue qu'ils ont devinée, formée, enrichie, Luther le fut en Allemagne par sa traduction de l'Écriture-Sainte. Mais jusqu'au milieu du 18^e siècle, la grande révolution opérée dans notre langue était restée infructueuse et sans effet. Depuis cette époque, la littérature allemande se développa par ses propres forces au

sein de la nation , sans être favorisée par aucune circonstance particulière. Il faut cependant remarquer que l'élévation de la maison de Hanovre au trône d'Angleterre , produisit des points de contact entre les deux nations , et que l'analogie qui règne entre la littérature Anglaise et le génie allemand eut sur ce dernier une bienfaisante influence. Mais on ne peut nier que précisément dans le temps où la littérature Allemande cherchait à se dégager des chaînes que lui imposait le goût Français et se frayait elle-même une route , le commerce et l'industrie n'ayent augmenté le bien-être et les richesses nationales. Cependant la puissance de l'Allemagne en Europe avait disparu ; il n'y avait plus d'unité politique , le patriotisme était tombé avec la patrie ; l'influence bienfaisante des États, qui longtemps avait assuré la liberté , était tombée dans l'oubli ; les princes régnaient d'une manière absolue, et leur individualité pouvait et devait seule remplacer ce qui avait disparu avec les institutions.

Cette esquisse rapide de l'histoire de la littérature des divers pays de l'Europe, prouve suffisamment que le perfectionnement du génie et les progrès de la littérature , comme ceux des arts et des sciences , sont soumis à d'autres causes d'existence que la liberté politique. Il semblerait que la liberté politique , cette idole du temps présent , doit avoir seule le pouvoir de créer tout ce qui est beau , tout ce qui est bon. Mais sans vouloir mé-

connaître ses bienfaits, on doit éviter de tomber dans l'exagération et la partialité, et s'efforcer, en suivant fidèlement la vérité et l'histoire, de rapporter les événements du monde intellectuel et moral à leurs véritables causes. Ceux qui attribuent à la seule liberté politique le développement des peuples et des progrès de la culture de l'esprit, et regardent le despotisme comme un obstacle à tout mouvement intellectuel, empruntent leurs principales preuves à l'histoire de l'Asie. Dans cette partie du monde, on trouve en effet des peuples qui depuis des siècles ne sont jamais sortis de l'ignorance et de la barbarie, ou d'autres qui, ayant atteint dès longtemps un certain degré de culture, ne se sont jamais élevés au-delà. Ce phénomène a en effet quelque chose de frappant, mais au lieu de l'expliquer par le despotisme politique, qui a toujours eu son siège en Asie, au lieu d'attribuer uniquement au despotisme l'immobilité de ces peuples, il serait plus conforme à la vérité de regarder et l'absolutisme asiatique et la barbarie, comme deux effets d'une cause plus vaste et plus profonde. Ici d'abord il ne peut être question des pays de l'Asie situés au nord de la grande chaîne de l'Himalaïa, et qui ont le Caucase et l'Ural à l'Est. Ces rochers et ces déserts, dont on ne peut mesurer l'étendue, sont par la nature condamnés à la barbarie, parce que leurs habitants sont destinés à une vie nomade, et que l'agriculture, source de toute civilisation, leur

est interdite. On ne peut donc considérer sous ce rapport que les peuples qui habitent le sud-est et le sud-ouest de l'Asie. Le Japon, la Chine, la Cochinchine, le Pégu, Siam, l'Inde avec les îles de son archipel, la Perse et les beaux pays situés entre le golfe arabe et persique, la Méditerranée et le Caucase ; voilà les pays où le despotisme a droit de cité, et où la civilisation est immobile et en quelque sorte stéréotypée. Quelle peut être la cause d'un tel phénomène ? Voyons si l'on peut trouver la solution de ce problème.

Un coup-d'œil jeté sur la carte géographique prouve que l'Asie possède, en comparaison de l'Europe, très-peu de grands fleuves, et que la mer qui entoure l'Asie, ne forme point cette quantité de coupures, de baies et de golfes, qui distinguent l'Europe de toutes les autres parties du monde. Il est clair que moins la terre ferme est coupée par des fleuves et des mers, plus les communications matérielles et intellectuelles deviennent difficiles entre les peuples. Du nombre et de la facilité des communications dépend l'échange des idées et des marchandises. Les progrès des productions, la culture du terrain, l'activité de la main-d'œuvre, sont toujours en rapport avec les marchés, où le surplus de la production sur la consommation peut s'écouler, et le marché s'agrandit ou se rétrécit, suivant le plus ou moins de facilité des communications. Or, dans tous les temps et sous toutes les zones, comme nous

l'avons vu, la culture et le développement de l'esprit, prennent leur source dans les richesses, et sont encouragés par l'influence réciproque des peuples les uns sur les autres. Leur isolement, qui a toujours eu lieu en Asie, est donc la première cause de l'infériorité de cette partie du monde, comparée à l'Europe, dans le développement de la civilisation.

Il s'y joint encore une autre cause, qui doit être séparée de l'influence du climat. La polygamie a dans tous les pays que nous venons de nommer, poussé de profondes racines : on la retrouve partout. De la polygamie, que la religion en Asie a plutôt sanctionnée que prescrite, résulte nécessairement l'esclavage des femmes, l'abandon des enfants, le grand nombre et la mutilation des esclaves. Le chef de la famille règne despotiquement dans sa maison. Lui seul a des droits, les autres n'ont que des devoirs ; lui seul commande, les autres obéissent, et ses volontés arbitraires tuent, dans l'étendue de son domaine, toute espèce de liberté. C'est de là que résulta, de temps immémorial, le despotisme en Asie, et de l'intérieur des familles, il passa naturellement dans l'État ; on ne connaissait point d'autre forme depuis l'enfance, on y était accoutumé. Le pouvoir sans bornes de l'empereur ou du roi n'était que le faite de l'immense pyramide, la clé de voûte du grand édifice. Ajoutez à cela que la formation des États d'Asie est toujours venue de la

conquête. La conquête se faisait par la violence et se maintenait par la violence. Le peuple conquis supportait d'autant plus facilement le joug du peuple conquérant que lui-même ne connaissait dans son intérieur, depuis des siècles, que la puissance de l'arbitraire. De cette manière tous les genres de despotisme se sont prêtés la main en Asie et protégés les uns les autres. La paresse des esprits, l'indifférence qui en résulte, et qui n'est interrompue que par des jouissances sensuelles, le courage passif, ou la patience qui tient la place du courage actif et qui est le caractère distinctif des peuples d'Asie, ont contribué à légitimer le despotisme politique, et ce despotisme, s'appuyant aussi sur le climat, s'est toujours maintenu. Comment le développement des forces aurait-il pu résulter d'un despotisme intérieur qui arrêta, paralysait et comprimait tout ? Et en supposant que par miracle il eût pu naître, comment aurait-il pu se conserver sous le bras de fer des sultans ! Le manque total de vie et de mouvement libre dans les familles et chez les individus a donc rendu la liberté politique et civile impossible dans l'État. La barbarie et le despotisme dépendent de la même cause. Ils sont deux enfants de la même mère, ils se sont fortifiés mutuellement, et ont tout immobilisé en Asie. La division du peuple en castes séparées dont on ne pouvait sortir, le caractère particulier de l'écriture et du langage, la nature même des religions qui domi-

nent en Asie , ont été plus ou moins les effets de cette immobilité, avant que tous ces éléments eux-mêmes coopérassent à l'affermir et à la consolider davantage.



DE LA LÉGITIMITÉ

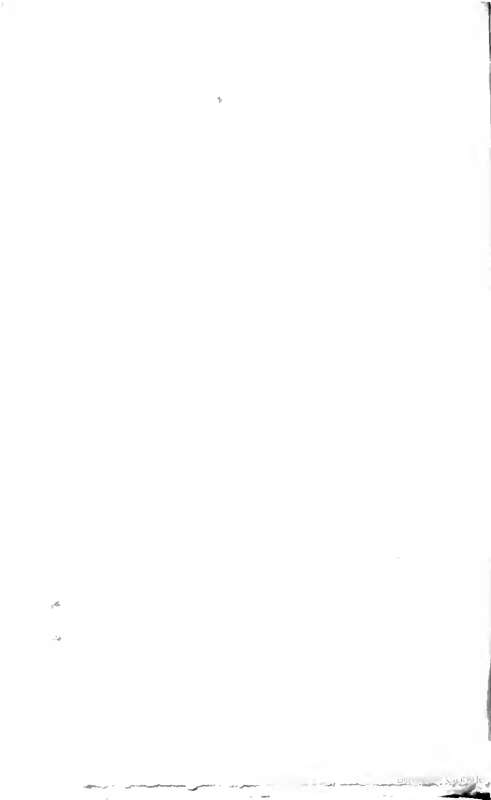
DANS L'ADMINISTRATION ET LA LÉGISLATION.

THÈSE.

Les droits politiques ne sont légitimes que lorsqu'ils émanent de la volonté nationale ; ses lois sont les seules justes et convenables. Tout, dans la société, est l'ouvrage de l'homme, et faire émaner de Dieu le souverain pouvoir, est erreur ou tromperie.

ANTITHÈSE.

L'ordre social, tel qu'il existe en fait dans les différents pays, est l'œuvre de Dieu ; les anciennes formes et les anciennes lois ont reçu leur force de lui seul ; les changer, les remplacer par d'autres, est un véritable attentat.



DE LA LÉGITIMITÉ

DANS L'ADMINISTRATION ET LA LÉGISLATION.

—

Il est des vérités que l'on doit déduire d'autres vérités, et qui ont besoin de démonstration ; il en est d'autres qui servent de base à tout notre savoir, et qui ne sont susceptibles d'aucune preuve de fait, mais qui ne laissent aucun doute à tout individu impartial dès qu'elles sont énoncées convenablement.

Chaque tentative pour les démontrer doit nécessairement échouer, parce qu'elle suppose qu'il existe des principes plus élevés qu'elles-mêmes, et si quelque chose peut contribuer à les obscurcir, à les ébranler, c'est sans doute de pareilles tentatives. Il est certaines recherches qu'on ne doit jamais aborder, certaines questions qu'on ne doit jamais soulever, parce qu'elles ne mènent à rien autre qu'à élever des doutes sur ce qui est par soi-même indubitable.

De ce nombre est, sans contredit, la question de l'origine de la société, de l'ordre social, et du pouvoir qui les lie. Rien n'est plus dangereux que de découvrir les racines d'un vieux arbre, qui ont poussé dans le terrain qui le porte, de les poursuivre dans les entrailles de la terre, pour examiner jusqu'à quel point l'arbre s'est étendu, et sur quoi il repose réellement. Une pareille entreprise a presque toujours entraîné avec elle la chute de l'arbre. Il en est de même des recherches que l'on dirige sur les racines du pouvoir politique qui renferme tout dans l'État. Mais cette question une fois entamée, on ne doit pas craindre de l'approfondir, ne fût-ce que pour prouver qu'elle eût dû rester dans son obscurité sacrée, que la société comme la religion a ses mystères, et pour appuyer sur une nouvelle preuve de fait cette vérité, que l'on ne peut expliquer par la théorie seule ce qui n'a pas pour fondement la théorie.

Les besoins et les actes des hommes, dès les temps

reculés prouvent qu'il est un être sociable, qui ne peut vivre que dans la compagnie de ses semblables. Abandonné à lui-même, il ne peut rien ou peu de chose, et il succombe dans sa lutte contre la nature ou contre les autres hommes, qui, s'ils ne sont d'accord avec lui, s'ils ne se réunissent à lui pour parvenir à un but commun, lui sont aussi hostiles, aussi nuisibles que les forces de la nature. L'homme naît dans la famille, et il y est élevé. La famille est la première condition de son être. C'est de la famille et de la co-existence de plusieurs familles que se forme la société civile, et c'est de ces germes que s'élève ce qu'il y a de plus général dans cette espèce, l'état.

L'état a la même origine que les langues. De même que ces dernières se sont produites et formées spontanément du besoin et de la faculté de l'homme de communiquer ses pensées et ses sentiments, de même les états se sont développés du besoin et de l'instinct de la sociabilité. Les états, pas plus que les langues n'ont été créés par quelques-uns, de propos délibéré, d'après des idées et des principes fixes; on connaît aussi peu les fondateurs de la première société civile que les créateurs des premières langues; toutes les deux sont l'œuvre lente des siècles, la pénible création du temps. Quand, où, et comment elles ont pris naissance, pourquoi et de quelle manière elles ont revêtu un caractère qui leur est propre, voilà ce qui ne peut s'expliquer que par les circon-

stances, les événements, les conditions physiques et morales, les propriétés des temps et des lieux qui ont influé sur les premières races humaines. Mais tous ces faits sont ensevelis dans les ténèbres du monde primitif, ils sont tout-à-fait inconnus, et ils le seront éternellement pour nous.

Mais quelle que soit l'histoire de l'origine de tel ou tel État, de telle ou telle langue, quelles qu'aient été les causes réelles qui ont donné à la première société et à la première langue, ses éléments, sa construction, sa forme et sa couleur, elles portent toujours l'empreinte de la nature humaine dont elles ressortent, et se rapportent plus ou moins à sa destination. Ainsi les États et les langues sont pour nous des faits d'origine extrêmement ancienne, produits à la vérité par l'homme, mais qui lui furent inspirés par un pouvoir plus élevé, et qui ne sont pas le résultat d'un plan examiné, calculé et créé avec la pleine conscience du but et des moyens. Ce ne fut que plus tard, lorsque les méthodes intellectuelles s'éveillèrent dans l'homme et que l'esprit d'analyse soumit les langues à des recherches et à des comparaisons, que l'homme examina et mit en ordre les trésors cachés dans ces langues et remarqua que, sans s'en douter, les générations passées avaient mis une sorte de régularité dans l'assemblage des mots, dans leurs liaisons et dans la construction des périodes. Il réunit ces règles, les écrivit, les mit en rapport les unes

avec les autres , se rendit compte à lui-même de leur arrangement , découvrit les anomalies des langues , et la grammaire fut créée. Plus tard encore, les langues furent mises en rapport avec les méditations , les idées , les sentiments , les facultés , l'activité de l'âme dans ses opérations , pour reconnaître jusqu'à quel point elles répondaient aux besoins de notre esprit. On les raffina , on les forma , on les perfectionna , mais toujours d'une manière qui correspondait à leur génie particulier et à la nature humaine.

Il en fut de la société civile comme des langues ; l'histoire des langues est tout-à-fait semblable à celle des divers États. Après que ces derniers eurent été produits par les circonstances et les besoins des peuples , après qu'un ordre de choses plus ou moins stable , plus ou moins avantageux se fut formé d'après les localités , et que les États eurent existé et fleuri pendant des siècles , lorsqu'une partie d'entr'eux commençait même à s'affaiblir et à décliner , on rechercha leur origine , la nature de leur constitution , l'esprit de leurs lois , et l'on fouilla dans la nature humaine , pour trouver les principes qui avaient fondé la justice des rapports sociaux ; on chercha les causes qui avaient amené les habitudes , les formes , les maximes des différents États , pour les faire servir à leur appréciation , à leur justification et à leur perfectionnement. C'est alors que se créa le droit public de chaque État.

Il se forma de la comparaison des principes du langage une sorte de grammaire générale, qui offrit les traits fondamentaux de toutes les langues, compara leurs ressemblances, et les rapporta aux lois primitives des facultés de penser et de sentir de l'homme. De la comparaison, de l'organisation des différents États, de leurs institutions particulières, de la nature des rapports et des pouvoirs politiques de chacun, se forma de même une science politique générale, qui contient l'ensemble de tous les États sous le rapport de leurs droits et de leur but, et qui devait leur servir de mesure normale. Mais cette politique générale, comme la grammaire générale, resta toujours sans consistance déterminée, et fut bien plus un objet de théorie qu'une source de la vie pratique et effective. L'une et l'autre étaient seulement un essai pour changer les faits en idées, les idées en règles et les règles en principes. En dégageant par ce travail, les langues et les États de tous leurs caractères particuliers, et en faisant abstraction de leur individualité, on s'éleva à la vérité toujours davantage, mais on tomba aussi dans des théories tellement générales qu'elles n'étaient plus applicables dans le fait à la vie ni à la réalité. Les prétendus principes primitifs se changèrent à la fin en de simples index qui ne contenaient que peu ou point de matières. Ce qu'il y a de sûr, c'est que la science de la politique générale n'a jamais créé un État dans le monde, elle n'en a gouverné ni conservé aucun d'une manière dura-

ble ; pas plus que lorsqu'on a essayé d'après les principes de la grammaire générale , ou de créer un idiôme nouveau ou de parler et d'écrire sa propre langue. Le caractère particulier reste toujours le point dominant, et fait toujours pencher la balance. La vie est toujours individuelle , la réalité a toujours un caractère tout-à-fait déterminé. Les généralités ne peuvent avoir une existence réelle, parce qu'elles ne perdent jamais leur vague et leur inconsistance sans passer de l'état de généralité à celui d'individualité. En cultivant la théorie, on ne doit jamais oublier que les faits sont la base éternelle du savoir humain , et doivent rester le seul point d'appui de la raison. L'État a été un fait, avant de devenir une idée ; de même les langues ont été un fait , ont été parlées , avant qu'on sût comment et pourquoi l'on parlait ainsi et non autrement.

Ces principes simples et faciles à comprendre ont cependant été, de notre temps , trop légèrement oubliés. En politique , on a placé en premier lieu ce qui devait se trouver à la fin , et de cette manière la pyramide de l'État n'a été qu'un cône renversé , et l'on s'est faussement imaginé que l'on pourrait en affermir les fondements au moyen d'un tel procédé. On a perdu de vue que les États étaient des données préexistantes, et l'on a hasardé de les construire comme des figures de mathématiques. Au lieu de chercher seulement à comprendre le but de l'ordre existant pour pou-

voir le second, on s'est occupé de sa légitimité et l'on a accordé plus d'attention à l'origine primitive de la société civile, qu'aux principes par lesquels on pouvait la diriger.

Ceci posé, l'impossibilité de défendre les extrêmes des deux thèses qui nous occupent, sera facilement démontrée à tout esprit impartial.

La maxime favorite du jour, qu'il n'y a de droit politique légal que celui qui découle de la volonté nationale, et qu'une loi ne peut être légitime que lorsqu'elle provient d'un pareil pouvoir, veut dire, dans le fond, que le peuple est le premier et le seul souverain, et ce principe n'est autre chose que la souveraineté du peuple considérée comme donnée primitive et inattaquable.

Cette doctrine contrarie les faits, et l'histoire de la formation de la société civile, comme nous l'avons déjà dit. Les pouvoirs politiques et toute l'organisation des États, ont été en quelque sorte une conséquence nécessaire des besoins des familles et du penchant donné à l'homme de vivre avec ses semblables, et se sont ainsi formés d'eux-mêmes. Par la diversité des forces, des intelligences, des circonstances, les uns se trouvaient dans le cas de souhaiter, de chercher et de demander un appui, les autres étaient en état de l'accorder et de le procurer. De ce rapport résulta d'un côté le droit de commander et de défendre, de l'autre, le devoir d'obéir. Le temps imprima son cachet à ces rapports, l'habitude les

fortifia , l'expérience de leurs suites favorables en augmenta la valeur , insensiblement le temps les rendit sacrés.

La doctrine dont nous avons fait mention plus haut n'est pas moins en contradiction avec les théories et les principes , qu'avec les faits. Il n'existe aucun peuple dans le sens politique, sans un pouvoir souverain , qui n'en reconnait aucun autre au-dessus de lui, ne souffre aucune contrainte légale , et ne peut être soumis à aucune responsabilité; sans un pouvoir qui rassemble, qui relie les individus isolés , les ramène à une unité, pour en former un être moral. Sans cela , il existe, à la vérité, des individus qui , sous le rapport de leur domicile et de leur langue aussi bien que de leur physionomie et de leur habitude extérieure, accusent une même origine ; mais ils ne sont en aucune façon unis ensemble, et aussi longtemps qu'ils existent isolés , ils sont bien les éléments d'un peuple , les matériaux dont il se compose , mais le peuple n'existe réellement que lorsqu'un principe organique forme un tout de ces divers éléments. Ce principe organique consiste dans l'existence d'une volonté qui gouverne la volonté des individus, et, en vertu de ses décisions , leur sert de règle et de lois , en un mot dans la souveraineté ; cette souveraineté ne découle point du peuple , mais l'existence de ce peuple suppose déjà l'existence du pouvoir qui le lie.

Cette volonté souveraine , le principe vital de

la société civile, peut prendre toute espèce de formes et en a pris en effet dans les circonstances qui ont entouré le berceau de chaque État : tantôt elle a résidé en une seule personne et s'est identifiée avec elle ; tantôt en plusieurs individus tantôt dans la majorité des habitants d'un pays, tantôt dans la réunion des Princes, des nobles, des plus habiles choisis dans la masse des citoyens. Toutes ces différentes formes furent sinon également bienfaisantes, au moins également légitimes dès qu'elles résultèrent des faits et des besoins, et toujours un pouvoir souverain devait exister, sous une forme quelconque, pour qu'il pût être question d'un peuple dans le sens politique.

On obtient le même résultat de l'analyse raisonnable de la signification des mots *volonté nationale*, si on les réduit à une notion claire et précise. Une nation est toujours une agrégation d'individus qui ont ensemble différents rapports, divers points de contact. Chacun a sa volonté particulière. Elle peut par hasard se rencontrer avec celle de la plupart des citoyens ; mais plus souvent encore et même généralement, ces volontés isolées diffèrent autant entr'elles que les opinions des individus, et se divisent en rayons divergents et innombrables, dont il est impossible de faire un tout ; même si cela pouvait arriver, il n'y aurait cependant point de moyen sûr de prouver cette union avec évidence, de la présenter et de la fixer d'une manière positive.

Dans tous les cas, il y aurait toujours une majorité et une minorité, et sur quoi se fonderait le droit de la majorité pour contraindre la minorité à l'obéissance, s'il n'eût pas existé préalablement une volonté souveraine qui eût déterminé cette manière de résoudre les questions à l'avenir.

Ainsi, pour résumer ce que nous venons de dire, la société civile ne peut se concevoir sans l'existence d'un pouvoir souverain qui donne aux individus et aux familles dont se forme cette société, l'union, la liaison et la consistance. Une pareille volonté a été, partout où il a existé et où il existe encore des États, le résultat des besoins, des rapports et des circonstances. C'est des États que ressortent ces unités que l'on nomme peuple. Le but principal de chaque État, consiste évidemment dans la fondation et le maintien d'une justice qui, soutenue par la force extérieure, protège les propriétés et la liberté personnelle de tous. Le souverain pouvoir politique, de qui découlent tous les autres pouvoirs est donc un fait légitime, consacré par le temps, et qui ne peut paraître illégitime que dans le cas où il aurait renversé un pouvoir légitime antérieur, pour se placer et s'élever lui-même sur ses ruines. La souveraineté est sacrée, comme toute autre propriété, et l'est d'autant plus que c'est sous son égide protectrice que toutes les autres propriétés trouvent la considération et la sûreté pour elles-mêmes. La nécessité d'un pareil pouvoir se montre par le

but de la société civile , qui reste immuablement et éternellement le même , et de l'une et l'autre découle l'inviolabilité de la souveraineté. Il est très-possible que si l'on voulait remonter à la source historique de chaque État , comme à celle de chaque propriété, il se présentât quelques circonstances qui auraient quelqu'apparence d'injustice; mais cela ne change rien au principe, et une telle recherche d'origine ne servirait qu'à miner et à ébranler la propriété.

On voit par toutes ces observations, jusqu'à quel point on peut dire avec vérité que l'État vient de Dieu, et que la légitimité du pouvoir politique suprême a le même fondement. Dès que l'on reconnaît un Être éternel, infini, et que l'on croit en lui, on doit aussi admettre que tout ce qui arrive dans le grand ensemble des lois de la nature et de la liberté a été prévu, voulu et ordonné par lui. Il est démontré par l'intelligence et la liberté comme par les besoins de l'homme, qu'il est destiné à vivre en société; on ne peut concevoir la possibilité d'une société générale qui embrasserait tout le genre humain; car les rapprochements mutuels d'espace et de temps seraient impossibles. Des sociétés séparées, des réunions sociales moins étendues, peuvent seules avoir une vie réelle. Aucune société pareille ne peut se maintenir sans un pouvoir supérieur et une force légale, c'est-à-dire sans un souverain, qui non-seulement donne les lois, mais assure en

même temps leur exécution. Il n'y a dans l'État aucun pouvoir au-dessus du souverain ; car si cela était, c'est celui-ci qui aurait réellement la souveraineté. Mais il existe un droit plus grand qui s'élève au-dessus de toutes les souverainetés, qui a sa source dans le monde invisible et métaphysique, c'est la loi de Dieu. Le pouvoir souverain de la société est à la vérité légitimement fondé, s'il est résulté des besoins, s'il s'est développé historiquement avec le peuple auquel il a donné l'origine, s'il porte l'empreinte du temps, s'il est amené par le caractère national, et si, en se ramifiant avec lui, il forme un ensemble. Mais il n'est respectable dans toute l'étendue du mot, que s'il agit avec justice, s'il honore le droit éternel, s'il donne des lois sages, s'il protège les propriétés légalement acquises et ne borne la liberté de chacun, qu'autant que l'exige la liberté de tous. C'est alors que le souverain pouvoir politique repose, en effet, sur la volonté de Dieu. Il ordonne ce pouvoir souverain, non-seulement parce qu'il est la première condition de la société, et que celle-ci fait partie de la destination de l'homme, mais aussi parce qu'il défend et exprime sa propre volonté, et agit d'après ses lois éternelles. C'est ainsi que la Divinité sanctifie l'œuvre de l'homme et lui donne une haute dignité et une force vitale.

Pour placer ceci dans un jour plus clair, et pour déterminer jusqu'à quel point l'ordre de la

société civile peut être regardé comme l'œuvre de Dieu, on doit comparer le règne de la nature à celui de la liberté et envisager les rapports de l'un et de l'autre avec la Providence. La force d'une aveugle nécessité opère seule dans le premier. La pensée et la volonté du Créateur semblent faire tout immédiatement. Lorsque l'homme agit dans ce règne, il n'est qu'un instrument très-subordonné. Lorsqu'il sème, lorsqu'il plante, lorsqu'il améliore ses plantations, il fait sans doute quelque chose, mais la nature fait toujours le principal. Au contraire, dans l'ordre politique et moral, dans cette partie essentielle du règne de la liberté, les créatures douées de raison, sont presque exclusivement les seuls ressorts du mouvement, les seules causes de tout ce qui arrive ou n'arrive pas; il est vrai que l'homme ne peut rien entreprendre, rien effectuer avec succès contre sa nature, et cette nature, il la tient de Dieu. Mais elle prépare et permet un grand nombre de directions diverses, et n'est point resserrée dans des bornes étroites et immuables comme celle des animaux; l'homme subit, il est vrai, l'influence et le pouvoir de toute la nature, qui est l'œuvre de Dieu; il est vrai encore qu'il reçoit des générations qui l'ont précédé l'état actuel de la société, par lequel son activité semble enchaînée, et aussi les idées, les sentiments, les actions, qu'il ne peut ni méconnaître ni rejeter; mais malgré tout, la liberté reste toujours la

force prépondérante. Il est vrai que le Créateur a préparé d'une manière incompréhensible les résultats de cette force dans la chaîne générale des choses ; mais il ne l'a point fait entrer violemment dans le système du monde , elle s'y place elle-même et volontairement. Ainsi tout ce qui arrive dans l'ordre politique et moral , doit être attribué à l'homme , lui seul peut et doit en être responsable. L'ordre social ne se maintient pas seulement pour lui , mais par lui. S'il arrive dans cet ordre des changements importants , on doit pour les juger, rechercher s'ils viennent du pouvoir souverain légitime , s'ils sont et nécessaires et convenables, et si, dans leurs moyens, dans la marche qu'ils suivent, comme dans leur but , ils sont conformes à la raison. Mais il serait ridicule et insensé de les croire injustes ou dangereux comme s'ils attaquaient le droit de Dieu. Ainsi l'Être éternel a voulu et ordonné la société civile ; mais il a abandonné les formes elles-mêmes au libre arbitre de l'homme , et s'est contenté de lui donner à cet égard des instructions générales dans la conscience et la raison ; elles le conduisent et le lient par les lois morales, hors desquelles l'homme ne peut trouver ni ne doit chercher sa félicité. Il n'est pas plus contraire au plan de l'univers, d'introduire des formes représentatives dans une monarchie, qu'il ne l'est de porter les formes monarchiques dans une république. Il s'agit seulement de savoir dans les deux cas, si ces changements sont conve-

nables au temps et au but ; qui les entreprend ; quand, où et comment on les entreprend. Toutes les formes politiques sont permises ; aucune n'est défendue et ne contrarie les lois éternelles, lorsqu'elle émane d'un pouvoir légitime et qu'elle assure l'ordre social. Mais il est toujours contraire au plan de l'univers et aux lois éternelles d'attaquer injustement et par des moyens violents le pouvoir légitime, pour le remplacer par de nouvelles créations supposées meilleures ; de dissoudre l'ordre social pour essayer de lui donner une autre forme, et de composer un pouvoir nouveau aux dépens du droit consacré. C'est ce qu'on peut appeller attaquer la vie sociale dans ses racines, offenser Dieu et les hommes, et braver ce qu'il y a de plus sacré.

Il n'y a donc rien au-dessus de la souveraineté, sans laquelle il n'existe point d'État. C'est ainsi que Dieu lui-même l'a voulu, parce que c'est le résultat de l'essence et de la nature de la société civile. Mais il existe un droit plus élevé que le droit du souverain pouvoir. Ce droit est celui de l'éternelle raison, ou la loi de Dieu. Ces mots : *lois légitimes* ont donc un double sens, en tant qu'on les considère d'après leur source, ou d'après leur nature et leur objet. Dans le premier sens, les lois sont légitimes lorsqu'elles proviennent du pouvoir souverain légitime ; dans le second, lorsqu'elles sont d'accord avec la raison suprême et conformes au but de la société. Pour

éviter toute confusion d'idées, on nomme ce dernier caractère des lois, la *convenance* des lois; les lois sont bonnes et raisonnables en tant qu'elles sont *convenables*.

Les lois civiles peuvent donc être légitimes, quant à leur origine, sans cependant pour cela paraître convenables. Leur perfection consiste à la vérité dans la réunion de ces deux caractères; cependant dès qu'elles sont légitimes, c'est-à-dire, dès qu'elles émanent du pouvoir souverain, on doit leur obéir, lors même qu'elles ne seraient pas convenables, ou que leur convenance ne serait pas évidente aux yeux de ceux qui leur doivent obéissance. La société serait bientôt dissoute et l'État lui-même s'évanouirait, si chaque individu ne voulait obéir à la loi, que lorsqu'il serait convaincu de sa convenance, car dans ce cas il n'y aurait aucune volonté souveraine, la volonté de chaque individu serait au-dessus du souverain pouvoir et chaque individu serait souverain lui-même.

Rien n'est donc moins conforme à la vérité que de prétendre qu'une loi ne peut être légitime que lorsqu'elle émane de la volonté nationale, et qu'à cet égard, la voix du peuple est la voix de Dieu. On peut, à la vérité, donner à ces lieux communs une juste acception et les rapporter à une idée déterminée; mais ils sont en eux-mêmes incertains, inexacts, et peuvent facilement devenir pernicieux.

Les lois doivent être *raisonnables*, c'est-à-dire



en harmonie avec l'éternelle justice, but de toute société civile ; elles doivent être intelligentes, c'est-à-dire, discerner, choisir et donner les meilleurs moyens pour parvenir à ce but ; si elles réunissent ces qualités, elles seront l'expression de la volonté générale. La voix du peuple leur rendra hommage, et alors, mais seulement alors, cette voix du peuple sera la voix de Dieu. L'expression de la raison deviendra tôt ou tard celle du peuple, car la raison finit toujours par l'emporter. Mais pour que cela arrive, il faut parcourir un long espace de temps ; car au premier moment, ou dans une courte période, la *raison* et l'*intelligence* d'une loi ne sont pas toujours reconnues par la majorité. On doit lui laisser le temps d'acquérir du discernement et de s'instruire par l'expérience ; on doit attendre que les passions se soient calmées, et que les préjugés qui combattent la vérité et troublent la raison, aient disparu. La raison est, sans aucun doute, la volonté générale, si chacun veut faire abstraction de son intérêt particulier, de ses penchants et de ses dessein. Mais la plupart des hommes le font difficilement et rarement. Plus rarement encore, ils rendent facilement et promptement hommage à la raison. Le législateur doit donc, pour ne pas s'égarer, tirer de la raison la conclusion de la volonté de tous ; alors il pourra compter, avec le temps, sur l'approbation générale ; mais il doit bien se garder de voir la raison dans la volonté

des individus, quand même ces individus formeraient la majorité ; car s'il agissait ainsi, il courrait risque de reconnaître, au bout d'un certain temps, qu'il a manqué le vrai et le juste, en négligeant de consulter la voix de l'intérêt général, de la raison, des siècles, pour n'écouter que celle de l'ignorance, de l'erreur, de l'égoïsme et les opinions du jour.

Il existe, il est vrai, presque toujours chez chaque peuple, un noyau de citoyens dont les opinions doivent être d'un très-grand poids, attendu leur jugement sain et pur, leurs connaissances, leurs sentiments, comme la position indépendante qu'ils doivent à leurs richesses. Ils sont placés plus haut que le reste du peuple, leur voix mérite de la considération ; généralement, elle s'accorde avec celle du législateur, quand il possède lui-même un coup-d'œil étendu et une raison pratique ; ces citoyens pourraient même lui montrer le droit chemin, s'il était en danger de s'égarer. Mais il est difficile, dans le tourbillon des passions et les cris de la multitude, d'entendre des voix de ce genre, de saisir des signes certains pour les reconnaître, et de distinguer l'opinion calme de ces hommes d'élite, de l'opinion tranchante et étourdissante de la multitude. Pour y parvenir, il se présente seulement deux moyens : premièrement, que le législateur, après une mûre délibération, après une profonde recherche de toutes les circonstances, prenne

conseil de lui-même, et, d'après le résultat des recherches de sa propre raison, prévienne ou suive les vues et les conclusions de la raison de cette élite du peuple. Ils s'accorderont ensemble dans la plupart des cas; cependant malgré la meilleure volonté de procurer le bien de l'État, malgré toutes les précautions possibles, le législateur peut méconnaître quelquefois le vrai, le juste, l'utile au plus grand nombre, et se laisser égarer par ses idées personnelles. Le second moyen, destiné à suppléer à l'insuffisance du premier, consiste dans la convocation des États. On doit ouvrir une route légale aux gens les plus estimés, les plus intelligents, les plus indépendants, les plus puissants, pour paraître et se faire entendre comme les organes du bien public. On doit introduire des formes par lesquelles ils puissent être consultés, donner des conseils et faire part de leurs vues au pouvoir souverain. Si ces formes sont conformes au but, l'opinion raisonnable et épurée du véritable peuple se montrera avec force et dignité, et l'on ne courra pas le danger de la confondre avec les violentes prétentions de la masse toujours maîtrisée par les passions et les jouissances sensuelles, et qui, étrangère aux vrais principes, ayant beaucoup de besoins et peu d'idées, se laisse aller aux impressions du moment.

De cette manière, les lois d'un État seraient non-seulement légitimes mais convenables, et se recommanderaient elles-mêmes par leur propre

valeur. Les lois, en général, ne sont bonnes qu'autant qu'elles sont, d'un côté, en rapport avec le but de la société civile, qui, dans le mouvement général de la nature des choses, reste invariablement le même, et de l'autre, qu'elles émanent des rapports de localité, et qu'elles sont scrupuleusement mesurées aux circonstances de temps et de lieu.

Ce double point de vue peut concilier les deux opinions différentes; l'une, que les bonnes lois se font d'elles-mêmes, l'autre, que les bonnes lois doivent être données par un législateur d'après les principes généraux de la raison. On peut sans doute dire dans un certain sens, que les bonnes lois se font elles-mêmes, en tant qu'elles sont le résultat de circonstances données et de rapports déterminés. Le moyen de satisfaire un besoin est déjà, en quelque façon, une loi renfermée dans ce besoin même, et l'un vient ainsi au devant de l'autre. Mais le législateur ou le pouvoir souverain doit apercevoir ce besoin qui provoque une loi nouvelle, qui la rend même nécessaire, et doit concevoir les moyens à employer pour arriver à cette fin, et proclamer les formes par lesquelles cette nouvelle destination, après avoir été mise en rapport avec le but général de l'État, a été élevée à une volonté légale. Dans ce sens, la loi ne se fait pas elle-même, mais elle se trouve pour ainsi dire toute faite.

Chez les peuples encore dans l'enfance, il

n'existe pour ainsi dire que des usages et point de lois ; les lois sont des usages et les usages des lois. Les rapports et les besoins de ces peuples amènent ces usages avec une sorte de nécessité ; ils sont , en vertu d'une convention tacite , généralement respectés et suivis, et règnent sur les esprits sans qu'on sache proprement pourquoi et comment ils exercent un tel empire.

Mais il en est ici des peuples comme des particuliers. Ceux-ci vivent un certain temps sous le pouvoir d'une aveugle habitude et de notions obscures. Mais lorsque la raison s'éveille, que la conscience de soi conduit à la réflexion , que l'homme commence à étudier ses pensées , ses actes et ses penchants, il se rend compte de ses habitudes, de ses usages, de sa conduite, et cherche à découvrir les règles qui l'ont dirigé jusque là.

Il en est de même des peuples. Plus ils avancent dans la carrière de la civilisation , et plus ils veulent connaître leur état , le juger et le déterminer de plus près. Dans les recherches de cet état , ils veulent formuler tout ce qui y a rapport. Le moment vient où l'on pense à mettre par écrit la constitution et les lois , qui n'étaient précédemment que dans la mémoire, dans la conscience et dans la tradition. Heureux est le peuple qui parvenant à cette époque , n'a plus qu'à mettre par écrit les faits de son existence civile et politique , et les consolider en les formulant. Lorsqu'on est arrivé à cette période , plusieurs faits

pourraient à la vérité être modifiés d'une manière avantageuse , plusieurs pourraient être améliorés avec discernement et précaution. Si l'on voulait se refuser à ces changements , soit par petitesse , ignorance ou superstition politique, qui fait craindre de mettre la main à l'œuvre du temps , rien n'arriverait à la perfection , et le genre humain s'éloignerait des commencements de son existence sans faire le moindre progrès. Mais quand il s'agit de ce travail aussi important que difficile , on ne doit jamais perdre de vue que les lois doivent toujours être fondées sur quelque chose de positif ; qu'elles ne doivent satisfaire que des besoins réels, et n'être amenées que par des besoins réels.

De semblables lois, qu'elles soient écrites ou non écrites, peuvent seules compter sur une longue durée , parce que fondées sur des faits , elles ont une racine historique, elles ont crû avec le peuple , et se sont confondues avec lui. Non écrites, conservées dans la conscience du peuple , répandues dans la vie, affirmées et maintenues par l'expérience journalière, elles forment une partie réelle de l'essence et de l'individualité d'un peuple. Chacun les connaît, parce que le passé repose sur elles, et qu'elles se montrent continuellement dans le présent. Si elles sont écrites, elles seront préservées de l'oubli dans lequel elles peuvent tomber tôt ou tard, elles seront plus fermement établies, mieux comprises, appliquées d'une manière plus déterminée, et

mettront plus à l'abri des volontés arbitraires des juges, puisque chacun possèdera le moyen de comparer leurs prétentions avec les lois. Jadis les arrêts judiciaires avaient donné la règle d'après laquelle doivent être jugés les cas semblables. Une fois écrite, cette règle détermine à l'avenir tous ces arrêts. On ne peut nier que si les droits consacrés par l'habitude sont rassemblés et mis par écrit, leurs défauts, leur insuffisance, leurs contradictions peuvent être saisis plus facilement, mieux sentis et par conséquent corrigés.

Cette dernière circonstance a conduit à l'idée qu'il serait convenable, utile, nécessaire même, de s'éloigner entièrement du droit coutumier, et de se diriger d'après des principes généraux, conséquents, systématiques, pour former la législation d'un peuple; de lui prescrire impérieusement cette législation dans un temps donné, et pour tout l'avenir, comme pour toutes les parties, pour toutes les provinces d'un État. On se flatte, en vertu d'un travail aussi énergique, d'avoir élevé un édifice vaste et régulier, au lieu de se contenter de fragments épars, de posséder un tout parfait. C'est ainsi qu'on vit naître dans les cinquante années qui viennent de s'écouler, une quantité de codes, qui, semblables aux systèmes philosophiques impromptus, se montrèrent tout-à-coup dans le but de modeler et de décider tous les rapports d'un peuple d'après des théories méthodiques. Mais on oublia dans ces entreprises qu'on croyait

si bien conçues et dans ces espérances exagérées, que les parties diverses d'un seul et même État ne peuvent exister et être gouvernées d'après les mêmes lois; que si l'on confond l'ensemble avec chacune des parties prises séparément, si l'on essaie d'enchaîner dans l'uniformité, des rapports si multiformes, la résistance des individualités brise les moules étroits où l'on veut les renfermer; que ces théories générales qui, dans leurs démonstrations font abstraction des individus, sont tôt ou tard vaincues par eux, sans pouvoir pénétrer dans la vie réelle; qu'il n'est pas donné à l'esprit humain de prévoir et de déterminer tous les cas possibles et les différents rapports; que si les lois se séparent des habitudes et des droits primitifs, elles restent longtemps étrangères à un peuple et ne touchent que sa superficie; que si l'on ne passe des anciennes formes aux nouvelles insensiblement et avec douceur, le passé soutient vivement ses droits et ce n'est qu'avec violence que le présent peut s'introduire; enfin, que comme la marche des événements ne peut être arrêtée, une telle législation formée, pour ainsi dire, au moule, ne peut, d'un côté, rester sans modification, et de l'autre, il est bien plus difficile d'introduire des changements partiels dans un ensemble aussi systématique, sans le détruire entièrement, que dans une législation qui s'est formée peu à peu, et qui, créée partiellement, peut être aussi partiellement améliorée.

SUR LES CONSTITUTIONS POLITIQUES.

THÈSE.

Les constitutions politiques sont l'unique moyen de remédier aux maux qui oppriment la société civile. Les formes politiques d'un État décident seules de son bonheur ou de son malheur. Pour que ces formes puissent atteindre leur but, elles doivent être créées d'après des principes généraux et conséquents, et ne pas être une réunion de pièces de rapport.

ANTITHÈSE.

En principe, les formes politiques sont très-indifférentes et peuvent souvent devenir très-nuisibles. C'est une maladie de notre époque que d'y attacher un grand prix, et d'attendre d'elles la guérison des abus d'un État.

SUR LES CONSTITUTIONS POLITIQUES.

Afin de pouvoir s'entendre sur une pareille question, il faut, avant toute chose, bien comprendre et bien déterminer les notions sur lesquelles repose toute discussion. Comme cela arrive dans presque toutes les questions qu'agitent les hommes, on joue ici sur le mot. Qu'entend-on

par une constitution, et comment la distingue-t-on de l'administration et du gouvernement?

Le mot *constitution* est emprunté du corps humain. La nature de ses organes, l'action mutuelle des uns sur les autres, leur activité normale, forment la constitution de l'homme. Si leur jeu est facile et régulier, si chacun de ses organes contribue à lui procurer la santé, on dit d'un homme, qu'il a une bonne constitution. Dans le cas contraire, il a une constitution faible et malade, et son existence est menacée. Il en est de même de l'État. Chaque État est un être organisé qui a pour but la conservation, la liberté, la sûreté du peuple, et qui, à cette fin, est composé de différents organes. Leurs propriétés, leurs rapports entre eux, leur influence mutuelle forment la constitution de l'État. Si elle excite et assure la vie de l'ensemble, si elle atteint le but de la société, elle est ce qu'elle doit être; au contraire, si elle paralyse la vie et produit dans le corps politique stagnation et maladies, elle perd de son mérite en manquant son but.

Les principaux organes de la vie de chaque État, sont les différents pouvoirs en vertu desquels les lois sont données et mises à exécution, pouvoirs qui sont à la vérité partagés, mais non séparés, qui sont unis, mais non confondus. On peut diviser de plusieurs manières, la composition, l'opération et les rapports de ces différents pouvoirs. Mais un État n'a jamais existé sans une

certaine organisation déterminée des pouvoirs législatif, judiciaire, administratif et exécutif. Le caractère particulier de cette organisation détermine la constitution de l'État.

Dans chaque État, l'administration et le gouvernement émanent de la constitution, ils doivent être en harmonie avec elle; cependant ils en sont distincts par leur essence. Le mot *administration* est pris, en général, dans un sens borné, et signifie alors la manière dont les revenus et les forces de l'État sont produits et employés. Mais on peut lui donner un sens plus étendu, il exprime alors l'ensemble des fonctions vitales de l'État; chaque partie, chaque branche demande alors une direction et des soins particuliers. Dans ce sens, l'administration peut se comparer aux habitudes de vie et au régime d'un individu.

Le gouvernement, au contraire, consiste dans l'art d'apprécier avec justesse, les forces, les sentiments, les actions des individus et de la nation entière, de les maîtriser, de les diriger, et d'employer les meilleurs moyens pour parvenir aux différents buts de la société. C'est la manière dont les hommes qui sont à la tête du peuple s'entendent à profiter des circonstances pour l'apaiser et le retenir, ou bien, pour l'animer et lui donner de l'essor.

Il résulte de ces définitions que l'administration a plus de rapports aux choses, et agit plus particulièrement sur elles; le gouvernement, a

contraire , opère plus sur les personnes ; qu'ainsi il dépend essentiellement de la prépondérance des gouvernants sur les gouvernés , du choix des hommes auxquels le pouvoir souverain de l'État remet une partie des droits et des devoirs , et de l'influence mutuelle des personnes entre elles.

En précisant ainsi la définition , on voit clairement qu'il y a toujours eu une constitution dès qu'il y a eu un État , et que de même il ne peut exister d'État , sans législation , sans administration et sans gouvernement. Mais il faut distinguer ici entre les constitutions qui sont émanées insensiblement de la force des circonstances , de la nature des rapports et des besoins du peuple , et qui ont leurs racines et leurs éléments de vie dans l'existence même d'un État , et ces autres constitutions , qui , formées d'après des principes généraux , improvisées et écrites , sont d'un seul coup imposées à un peuple.

Dans l'origine , toutes les constitutions ont eu le premier caractère , et ont été les créations du temps et de l'expérience. Elles ne furent point le résultat d'un examen approfondi et étendu de la nature et du but , des obstacles et de la résistance que les passions peuvent opposer à l'ordre et au maintien des lois ; mais elles furent données par une nécessité quelconque à laquelle le gouvernement obéit , et déterminées par des circonstances de temps et de localités. En effet , comment eût-il été possible de parvenir à pénétrer profondément

dans le mécanisme de l'État, de prévoir, par des précautions suffisantes, tous les embarras, tous les cas qui pouvaient s'élever dans l'avenir, de remédier par un plan prémédité aux besoins futurs ou de les prévenir ! L'imperfection d'un ordre de choses primitif ne fut aperçu que par les fautes et les abus qu'il occasionna ; on essaya de les corriger par des améliorations partielles, et l'on se contenta de remédier par une institution nouvelle aux fautes qui se faisaient sentir, sans réfléchir toujours si le remède n'amenait pas avec lui d'autres inconvénients, et ne créait pas d'autre maladie dans le corps politique. Il en résulta à la vérité un ouvrage fait de pièces de rapport, un édifice qui n'était point élevé d'après un plan uniforme, d'après une idée déterminée, et qui ne se distinguait ni par l'unité ni par la symétrie ; mais le peuple était habitué à cet édifice, il lui appartenait, il lui était devenu respectable et cher, et il correspondait à l'état et au degré de sa civilisation.

Comme l'État s'était formé de plusieurs familles et de la nécessité de les réunir dans un ensemble par un lien général, et que le pouvoir paternel réunissait et dominait la famille, il est inconteste que le pouvoir monarchique se montra le premier. Lorsque l'expérience prouva, que par négligence l'on ne faisait pas usage du pouvoir, que par passion on en abusait, que par manque de discernement, on l'employait contre son but,

on reconnut la nécessité d'organiser l'administration de l'État, de la diriger d'une manière régulière, de l'éclairer par la lumière de l'intelligence, et de l'entourer de bornes salutaires. On inventa des combinaisons diverses, pour assurer l'impartialité dans les discussions, l'accord dans les décisions, et la vigueur dans l'exécution. Le mécanisme ainsi essayé d'une manière ou d'une autre, dès qu'il fut mis en mouvement, trahit bientôt ses défauts particuliers. Instruit par l'expérience, on fit d'autres essais tant à l'égard de la division des pouvoirs organiques que de la marche des affaires. Souvent on retourna aux anciennes formes et l'on s'agita dans un cercle de constitutions diverses. Mais comme généralement tous ces changements venaient du pouvoir souverain, la prudence et la légalité y présidèrent.

De telles constitutions, qui se sont élevées insensiblement par les circonstances et les rapports sociaux, ne sont point pour l'ordinaire exprimées par des mots et par des formules écrites. Pour les connaître, les étudier et les apprécier suffisamment, on doit les voir agir et ne pas vouloir apprendre par la lettre morte des lois ce que l'on ne peut connaître qu'en s'initiant au mouvement vital de l'État. De telles constitutions sont liées au passé, elles ont crû et se sont développées sur le terrain de l'histoire; toutes consacrent plus ou moins le partage, non de la souveraineté, mais du pouvoir exécutif, par une raison très simple,

c'est qu'un seul homme, ou même quelques individus, ne peuvent absolument tout savoir, tout comprendre, tout pénétrer, tout embrasser et tout faire. De pareilles constitutions existaient en Europe dans la plus grande partie des États d'origine germanique ; dans plusieurs pays, elles ont été ou sont mises en oubli par la faute du souverain ou l'indifférence du peuple, sans avoir été formellement abolies ; mais elles pourraient facilement être remises en vigueur en y introduisant les modifications que le changement des rapports sociaux indique lui-même ; elles renferment un grand trésor de sagesse politique, souvent inconnu à ceux qui l'ont produit ou qui en ont joui. Dans ces constitutions se trouvent les vrais principes de la science politique, et elles n'ont besoin que d'être développées et amenées à une maturité convenable, pour porter les meilleurs fruits. Partout où de semblables constitutions, fondées sur les rapports sociaux et ayant toujours marché d'un même pas avec l'histoire des peuples, conservent encore leur force, elles peuvent facilement être perfectionnées peu à peu sans perdre leur caractère primitif ; elles peuvent pousser de nouvelles branches, tandis que leur tronc reste immobile. Comme chez chaque peuple s'établissent sans cesse de nouveaux rapports émanés ou des faits ou des mœurs nationales ; comme d'autres rapports se forment continuellement, soit entre les personnes, soit entre les choses

et les personnes ; comme la propriété varie dans sa nature , ainsi que dans ses sources , dans son partage ainsi que dans ses formes , de telles constitutions doivent , sans altérer leur essence , adopter quelques changements , quelques applications nouvelles. Sans rien changer à la nature de leurs principes , ces formes peuvent recevoir quelques modifications. De telles constitutions marchent d'un pas égal avec le temps , mais conservent la même direction et suivent les mêmes traces. Fidèles à leurs principes fondamentaux , elles se meuvent sans violence au moyen de transitions faciles et par une marche toujours égale. C'est ainsi que l'entendaient les grands politiques d'Angleterre , un Pitt et un Burke , lorsqu'ils parlèrent dans la chambre basse , des réformes de la représentation. Leurs propositions , sous ce rapport , portent toutes le caractère que nous venons de décrire , et lorsque plus tard les partisans des nouvelles théories essayèrent d'établir la représentation des comtés et des villes sur la base de l'étendue territoriale et de la population , les vrais défenseurs de l'ancienne constitution pouvaient résister avec force à une pareille tentative , sans s'attirer le reproche d'inconséquence.

Nous n'en dirons pas davantage sur le caractère si vrai et si beau des constitutions historiques. Celles qui leur sont opposées et que nous avons décrites plus haut , peuvent se nommer avec raison *philosophiques* , mais ce nom n'est pas un éloge.

Elles ne sont le plus souvent qu'un amas de principes généraux, dans l'exposition desquels on fait abstraction de toute individualité nationale, de tout rapport de temps et de lieu. De pareils principes paraissent pouvoir s'adapter à tous les peuples, précisément parce qu'ils ne sont applicables à aucun. Leur généralité les rend vagues et indéterminés ; ce vague a fait de nos jours leur succès, parce qu'on l'a pris pour le vaste et le fécond, et qu'il a plus d'élasticité que les faits qui pour l'ordinaire conservent une sorte d'inflexibilité. Les constitutions qui sont la conséquence de telles prémisses, ne sont dans le fond que des systèmes théoriques qui se fourvoient en s'élevant jusqu'à la pratique, ou si l'on veut, qui, des hautes régions de l'imagination, descendent jusqu'à la pratique sous des formes illusoires. Des constitutions de ce genre, qui apparaissent tout-à-coup, et qui, semblables à un conquérant, fondent sur un peuple, le séparent violemment du passé, l'attachent à peine à la superficie du présent, et ne peuvent lui préparer aucun avenir. Loin d'assurer le repos d'un peuple, elles attaquent tous les rapports sociaux, et remplacent un mouvement progressif et légal, par une mobilité inquiète, agitée, qui pousse çà et là le vaisseau de l'État et l'expose à toutes les tempêtes. De telles chartes sur le papier naissent et disparaissent, il est vrai, aussi promptement que le champignon dans les bois ; mais elles empoisonnent souvent

toute une génération , et chargent l'atmosphère politique des éléments les plus pernicioeux. Les anciennes formes , une fois écartées , ne peuvent plus revenir , et les nouvelles , insuffisantes à remplir leur but , disparaissent bientôt. La première expérience ayant manqué , l'on veut en essayer d'autres qui ne réussissent pas davantage parce qu'elles ne s'adressent pas au besoin de la société ; il ne reste de réel que le continuel désir d'atteindre à une perfection insaisissable , qui excite ou prépare sans cesse des bouleversements nouveaux.

Pour répondre à ce que nous venons de dire contre tous les désavantages et l'insuffisance de pareilles constitutions , on nous fera observer que la charte française , qui est au nombre de ces constitutions formées par des principes généraux , et introduites tout-à-coup , a cependant porté et porte encore des fruits salutaires. Mais il s'agit ici d'un cas tout différent. Cette loi fondamentale est dans ses dispositions capitales la conséquence des besoins , des vœux , des convictions qui ont pris racine en France , par trente ans d'une sanglante expérience ; elle est bien plus fondée sur des faits que sur des idées générales. Certaines idées s'étaient en effet métamorphosées en faits , le législateur les a adoptées et exprimées , et , en somme , la charte française est une sorte de compromis entre le passé et le présent , un rapprochement entre l'ancien et le moderne , un essai

de mélange entre le principe monarchique et les formes représentatives. Et cependant cette constitution n'est rien moins qu'exempte de ces défauts et de ces erreurs, qui s'attachent toujours aux œuvres improvisées de cette espèce ; il leur manque le véritable fondement d'un parcell édifice, c'est-à-dire, l'organisation municipale et communale, et les assemblées provinciales qui peuvent seules donner au tout l'ensemble, la solidité et l'unité. Si l'on veut considérer le pouvoir législatif, tel qu'il est formé en France, comme le cœur en quelque sorte du corps politique ; les pouvoirs locaux que nous avons mentionnés plus haut, sont dans le même rapport avec lui que les artères et les veines avec le cœur. Sans elles la circulation du sang ne peut avoir lieu, la vie ne peut se répandre du centre aux extrémités et revenir des extrémités au centre. Aussi dans les douze dernières années, le pouvoir législatif a-t-il été obligé de faire plusieurs changements essentiels à la loi fondamentale. La chambre des députés d'abord quinquennale est devenue septennale ; d'abord on la renouvelait chaque année par cinquième, maintenant elle se renouvelle en totalité ; les conditions et les formes d'éligibilité ont été changées pour accorder plus de droits politiques à la grande propriété. Toutes ces erreurs et bien d'autres, qui ont été déjà aperçues ou le seront plus tard, auxquelles on a remédié en partie ou l'on remédiera par la suite,

proviennent de ce que la loi fondamentale des Français a été faite et donnée tout-à-coup par un législateur, sans avoir été développée lentement d'après les besoins et les rapports sociaux du peuple. Quoiqu'elle soit beaucoup meilleure et plus sage que la majeure partie des constitutions d'après lesquelles elle s'est formée, elle porte cependant avec elle la faute originelle de toutes ces chartes sur le papier. De là vient aussi que n'émanant pas du caractère national et de l'histoire du peuple, n'étant point calculée sur la mobilité particulière aux Français, sur leur imagination passionnée, sur leur vanité si susceptible, elle n'est pas encore suffisamment comprise et estimée par eux. La plus grande partie de cette constitution empruntée aux étrangers, ne peut que difficilement être envisagée comme convenable au peuple auquel on l'a appliquée. C'est une plante transportée d'Angleterre en France, mais sans les conditions qui, sur son sol natal, produisirent son germe, accélérèrent son développement, amenèrent sa prospérité, assurèrent sa durée et lui donnèrent du prix aux yeux des individus et de la généralité.

Les constitutions historiques sont rarement écrites ou plutôt ne le sont jamais en général, les autres le sont toujours. Quelqu'insignifiante pour la nature même de la constitution que cette circonstance puisse paraître, elle détermine pourtant de nos jours le jugement de la masse, et la

majorité est disposée à admettre qu'il n'existe de véritable constitution que celle qui est contenue dans une loi fondamentale complète. Mais l'expérience et l'histoire prouvent que les constitutions qui ont grandi et se sont développées avec un peuple pendant plusieurs générations, ont un esprit de vie d'autant plus actif qu'elles ne sont point écrites. Elles ont leur base et elles sont en quelque sorte cachées dans un grand nombre de faits plus ou moins importants, qui exercent continuellement une influence réciproque les uns sur les autres ; elles entrent dans tous les rapports d'un peuple, et en reçoivent une empreinte particulière. S'il paraît d'abord difficile de les saisir dans leur ensemble et de se les représenter dans tous leurs éléments, ce n'est pourtant pas un mal qu'on doive pénétrer dans l'histoire et dans toutes les spécialités de la vie d'un peuple pour parvenir à connaître sa constitution. De cette manière, on apprend en même temps à rapporter les effets aux causes, à rapprocher l'origine des formes de leur convenance au but, à comparer les avantages et les inconvénients de chaque institution. Il en coûte, à la vérité, quelque peine pour embrasser le tout avec justesse ; mais l'on parvient au moins à une connaissance approfondie, et de telles études ne peuvent se borner à la superficie. Rien n'empêche d'ailleurs qu'une telle constitution soit mise plus tard en écrit, et que son existence, qui pendant longtemps ne s'est manifestée que

par des faits, ne se formule en principe. Mais s'imaginer que la première condition du bien public soit une constitution écrite, complète, divisée en chapitres, surchargée de paragraphes; détruire même avec violence l'ordre de choses existant, pour introduire un pareil chef-d'œuvre, c'est sacrifier la réalité à l'apparence et traiter la feuille de papier où sont écrites ces théories comme une image *miraculeuse*. De semblables thèses spéculatives, resserrées sous la forme d'une loi, pénètrent rarement dans la vie pratique. Croire qu'une constitution qui n'est pas écrite n'existe pas, serait une erreur aussi grande que de s'imaginer que, dès qu'une constitution est écrite, elle reçoit par là son existence.

Toutes les constitutions, qu'elles soient nées tout-à-coup ou formées insensiblement, qu'elles reposent sur des faits, ou sur des principes généraux, ont toujours eu pour but unique de présenter et de déterminer des formes d'après lesquelles tous les pouvoirs qui émanent du pouvoir souverain, et auquel celui-ci remet une partie de ses droits et de ses devoirs, doivent se mouvoir dans des limites fixes, réglées et sagement calculées; pour éviter d'un côté les erreurs qui pourraient empêcher une législation rationnelle, et de l'autre pour s'opposer et mettre un frein aux passions de l'égoïsme qui sont en opposition avec l'intérêt général. De telles formes, si elles réussissent, ont sans contredit un très-grand avantage

et peuvent donner en même temps au gouvernement sa vraie direction et sa juste mesure, augmenter son pouvoir et borner sa volonté, accélérer et limiter son activité. De telles formes, si elles donnent à la partie du peuple la plus instruite, la plus aisée, un organe régulier qui puisse diriger la législation et exprimer les plaintes et les vœux, peuvent être une garantie de plus de la convenue des lois, en ce qu'elles les soumettent à des discussions plus impartiales et assignent par là à l'esprit public la consistance et les moyens d'opérer. De telles formes, en accordant aux communes et aux différentes classes certains droits en faveur de leur administration particulière, peuvent encore donner par là aux individus le moyen de se former pour les emplois les plus importants de l'État, et procurer au gouvernement lui-même, l'occasion de connaître ceux qui sont dignes de sa confiance. Mais on ne doit pas juger ces avantages au-dessus de leur valeur et ne pas se faire l'illusion qu'on peut les modeler, les tailler sur une mesure générale et les adapter à tous les États, à tous les peuples et à tous les temps. Les rapports de temps et de localités doivent toujours être pris en considération.

Il serait encore moins conforme à la vérité et à l'expérience, de croire qu'il existe des formes politiques, qui, si elles étaient généralement introduites, amèneraient infailliblement à leur suite la liberté, la sûreté, le bien-être et le per-

fectionnement continuel des États, et en corrigeant tous les abus, ne permettraient pas à l'autorité de s'éloigner du but ou d'agir contre le bien général. Pour faire le bonheur d'un peuple, ce qu'il y a de plus essentiel sera toujours la sagesse, la capacité, les principes et la moralité des gouvernants. L'esprit du gouvernement peut à la vérité être souvent animé par les formes constitutionnelles et préservé de certaines méprises; mais bien plus souvent l'esprit des individus donne de l'importance aux formes, anime et met en action des institutions, qui sans lui n'eussent été qu'un misérable jeu. Il doit exister dans chaque État un pouvoir souverain, pour lequel il ne peut y avoir sur la terre aucune responsabilité; ce pouvoir ne peut dépendre d'aucun autre; aucune contrainte ne peut être employée contre lui, car le pouvoir qui aurait le droit de le faire, serait lui-même le pouvoir souverain. Le borne-t-on par des lois, qui pourra les faire valoir contre lui, s'il ne veut pas être lui-même conscientieux? Remet-on la législation entre les mains de plusieurs, la majorité peut sanctionner la passion, l'injustice, l'ignorance, et aussi bien qu'un individu, opprimer la minorité. Partage-t-on le pouvoir souverain en divers éléments, cette séparation n'est pour l'ordinaire qu'apparente, et un de ces éléments a toujours dans le fait une prépondérance déterminée, ou ce partage peut facilement ôter à l'État son principe vital, qui est l'unité

et la force , et le paralyser pour le bien , comme pour le mal. L'individualité du souverain l'emporte ainsi toujours sur les formes ; la personnalité reste l'essentiel , car elle encourage ou améliore , elle anime ou dirige , et cette personnalité ne dépend pas des formes mais des dispositions naturelles , de l'éducation , des sentiments religieux ou de la position des individus. L'on n'a point encore imaginé de constitution en vertu de laquelle les emplois soient toujours confiés aux plus nobles , aux plus puissants , aux plus intelligents , où les gens de bien , jouissant par ce bénéfice d'un système d'assurance contre toute corruption , aient toujours répondu aux espérances du peuple ; où l'ignorance , l'insuffisance et le vice aient toujours été éloignés du timon de l'État. Au nombre des contradictions de l'esprit du temps , en voici une à remarquer : dans un siècle où l'on parle sans cesse de la dignité personnelle de l'homme , des avantages du génie et du caractère , des progrès de la civilisation générale , dans un tel siècle , dis-je , on met un si grand prix aux formes extérieures , que d'elles seules on espère le salut de l'État , qu'on n'éprouve et qu'on ne montre que de la défiance contre ceux qui gouvernent et qu'on n'accorde une confiance illimitée qu'à la lettre morte des constitutions.

On a souvent , sous le rapport des constitutions , partagé les gouvernements en deux classes , ceux qui reposent sur la confiance ; et ceux auxquels la

méfiance qu'on a des qualités intellectuelles et morales des gouvernants semble avoir donné naissance. Cette distinction ne peut être de quelque valeur qu'autant que, d'un côté, on regarde le bien de l'État comme dépendant de la personne du souverain plus que des formes politiques, et que de l'autre, au contraire, on estime comme le point capital des formes politiques, sévères, rigoureuses et tendant toutes au but. L'on peut accorder aussi quelque valeur à cette distinction, si l'on parle des faits et non des principes, et si l'on veut seulement présenter le principal caractère de tel ou tel gouvernement; mais elle est défectueuse et ne peut contribuer à éclaircir les idées, si on veut l'établir comme ligne de démarcation entre des choses qui n'admettent aucune différence saillante, et lorsqu'il est moins question de ce qui est que de ce qui doit être.

Dans l'origine, chaque souverain qui n'a pas dû son existence à des conquêtes ou à l'usurpation, en a été redevable à la confiance personnelle de tous. On s'est abandonné volontairement à la direction des natures héroïques qui s'étaient distinguées par la vaillance, ou par la sagesse et la vertu. L'expérience avertit bientôt les gouvernants et les gouvernés de la nécessité de prendre certaines mesures de prudence contre l'abus du pouvoir confié. Si les gouvernés même, n'eussent pas songé, soit par habitude, soit par amour et respect, à souhaiter ou à exiger de pareilles me-

sures, les gouvernants eux-mêmes auraient senti la nécessité de les introduire. Comme ils partageaient le fardeau du gouvernement avec plusieurs, pour n'être pas entraînés par eux, ils furent portés à imaginer et à déterminer des formes dans le cours des affaires, qui les missent à l'abri des erreurs et des passions des employés. Ainsi la confiance n'exclut pas des précautions de prudence, et ne les rend pas superflues; et celles-ci à leur tour ne peuvent jamais exclure la confiance et la remplacer.

La confiance est purement personnelle, elle suppose certaines qualités dans les gouvernants comme dans les gouvernés; il a existé des gouvernants qui ne méritaient point de confiance, comme des gouvernés qui n'en étaient pas capables d'en avoir. C'était un temps fortuné que celui où la plupart des peuples, semblables à quelques-uns d'entre ceux qu'on voit encore aujourd'hui, croyaient à la vertu de leur souverain, où l'amour et le respect les attachaient à lui, où ils en recevaient beaucoup de bien, et en espéraient toujours davantage, où ces mots : *si le roi le savait*, ouvraient le chemin du trône à tous les malheureux, à tous les opprimés, où l'accès du souverain était permis à chacun, où chacun le quittait rarement sans être satisfait; où une confiance héréditaire, raisonnée et en même temps cordiale, animait toutes les classes pour leur prince, parce que l'on supposait toujours chez lui, la bonne volonté

malgré les erreurs et les méprises qui seront toujours inévitables aussi longtemps que les hommes seront gouvernés par d'autres hommes. Quelques peuples avaient souvent fait, il est vrai , de tristes expériences sous ce rapport, mais cependant la plus grande partie voyait dans le gouvernement son ami et son protecteur naturel ; on trouvait louable de se réunir à lui , de le soutenir, d'approuver ses déterminations et ses démarches ; le contraire , ou seulement le juger sans indulgence , paraissait blesser les devoirs et l'attachement filial qu'on lui devait.

Tout-à-coup la scène changea. A la suite de demi-idées , suggérées par des lumières fausses et trompeuses , les hommes eurent à la fois une confiance entière en eux-mêmes , et une méfiance extrême du gouvernement. On pensa et l'on agit comme si les gouvernants étaient les ennemis naturels , déclarés ou secrets du peuple, comme si , avec ou sans intention , par ignorance ou par intérêt , ils manquaient des moyens d'opérer le bien général , et ne produisaient que ce qui était nuisible et dangereux. On oublia que , dans les États monarchiques où cette disposition se rencontrait particulièrement , le souverain est placé si haut, et par là même réunit à un degré si élevé tout ce qu'un homme peut souhaiter , que son intérêt se trouve toujours lié avec l'intérêt général ; et d'un autre côté, l'on ne songea point que les administrateurs dans tous les États , sont rare-

ment des étrangers et qu'ils sont presque toujours pris dans le pays et dans les classes les plus instruites ; qu'ainsi le peuple qui décrie et attaque le corps entier de ses administrateurs , s'accuse lui-même d'incapacité intellectuelle et morale, et prononce sa propre sentence. Quelque frappante et simple que soit cette remarque , on voit cependant dans plusieurs pays , qu'il entre dans les mœurs publiques et qu'on regarde comme une preuve de bon ton et même de mérite, l'opposition contre le gouvernement, que ceux qui le soutiennent par conviction , par devoir et par principes deviennent suspects et sont souvent calomniés et envisagés comme de vils flatteurs , de timides esclaves , des gens sans caractère et sans discernement. Une défiance générale , continue , illimitée , est dans l'homme un extrême aussi pernicieux qu'une confiance aveugle et irréfléchie. Dans la vie publique l'une et l'autre sont encore plus dangereuses que dans la vie privée. Que le souverain pouvoir donne des formes bien calculées , maintienne avec fermeté l'ordre dans le cours des affaires , ce sera sans doute un grand bienfait, mais il ne doit pas étendre trop loin les mesures de prudence , elles doivent s'arrêter à un point qu'on ne peut passer sans ancantir l'État, ou sans que ces mesures tombent d'elles-mêmes et se réduisent à rien.

DE LA CONSTITUTION ANGLAISE.

THÈSE.

Les formes représentatives des monarchies sont des créations de notre temps. Elles sont la tendance principale de notre siècle ; elles reposent sur le type de la constitution anglaise et doivent se modeler d'après eiel.

ANTITHÈSE.

Les formes représentatives sont toujours préjudiciables à l'essence de la monarchie, et la constitution anglaise, qui sert de modèle à toutes les constitutions, ne mérite pas cette préférence.

DE LA CONSTITUTION ANGLAISE.

Quand on s' imagine d' étendre ou de resserrer à volonté les idées, de présenter les questions sur lesquelles les esprits se partagent comme des thèses démontrées, de changer les opinions en principes , et ceux-ci en axiomes , on se rend , il est vrai , les choses faciles , on disserte à première

vue sur des objets qui demandent un sérieux examen, et l'on peut éblouir les gens par un ton dogmatique, mais on sème l'erreur au lieu de la vérité, et de fausses doctrines peuvent conduire à des actions condamnables. Cependant ce procédé est à l'ordre du jour dès qu'il est question des idées favorites du siècle, et si par un examen à tête reposée et une juste appréciation, on ne rectifie pas les notions politiques qui ont cours, si l'on ne ramène pas les théories dans leurs limites, il s'établit à la fin une espèce de prescription en faveur de l'erreur contre les droits de la vérité.

L'essence d'une constitution représentative dans une monarchie, consiste dans une représentation de tous les intérêts devant le trône, sans porter aucune atteinte au souverain pouvoir. Cette représentation peut à la vérité avoir lieu sous des formes très-diverses, mais elle existe dans le fait presque partout où il y a des institutions qui autorisent les grands propriétaires à être consultés dans les circonstances importantes et qui leur font un devoir d'aider le prince de leurs conseils. C'est ce qui existait dans le moyen-âge. Il est donc ridicule en opposant l'histoire moderne à l'antiquité, de la diviser comme l'ont fait quelques écrivains, en trois époques, savoir : le système féodal, le despotisme, et les constitutions représentatives.

Le système féodal était essentiellement à son origine une véritable représentation de la pro-

priété foncière. Dans sa décadence, il devint un véritable despotisme, il devint le règne du bon plaisir exercé contre le roi et le peuple par les grands propriétaires fonciers dont se composait la noblesse. Le pouvoir des rois en se formant, en acquérant de plus en plus une grande prépondérance, mit fin à cet ordre de choses et au mal qui en résultait. Il est donc aussi injuste que faux, de nommer despotisme ce pouvoir monarchique, qui généralement, en protégeant la liberté, en amenant d'heureux résultats pour le bien général, opéra de la manière la plus bienfaisante et la plus salubre. Il pouvait à la vérité, comme tout pouvoir politique, dégénérer en arbitraire, et il n'a malheureusement pris que trop souvent ce caractère; mais ce caractère n'appartient point à son essence et il n'en est rien moins qu'inséparable. Au lieu de présenter des classifications historiques des temps modernes prises en l'air comme celles dont nous venons de parler et qui n'ont aucun fondement dans l'histoire, on se rapprocherait plus de la vérité, si l'on disait que dans toute l'histoire moderne on n'aperçoit que diverses phases et différentes formes de système représentatif. Dans les commencements, la représentation de la propriété foncière par la noblesse et le clergé, puis la représentation de la propriété mobilière et immobilière par les États-Généraux, enfin la représentation du peuple entier, non par classes et par états, mais

d'après l'étendue du territoire et la population, ou d'après des conditions déterminées de fortune qui furent fixées tantôt plus, tantôt moins haut; ce dernier système, quoiqu'il mérite peu cette préférence, est le système favori de nos jours.

Il résulte de ce que nous venons de dire que les constitutions représentatives, prises dans le sens le plus étendu de ce mot, ne sont point des créations et encore moins une spécialité de notre siècle; mais plutôt que depuis la chute de l'empire Romain, de pareilles constitutions ont existé dans tous les États d'origine germanique, sous des formes diverses, et ont opéré dans une sphère d'activité plus ou moins grande. Mais ce qui, sous ce rapport, est particulier à notre temps, c'est la préférence décidée et exclusive pour une constitution représentative composée de deux chambres, qui offrent aux intérêts nationaux des représentants élus d'un côté et héréditaires de l'autre.

Cette préférence, qui s'est étendue toujours davantage, et a dégénéré en une véritable maladie de la société, résulte de l'admiration exagérée et de la fausse appréciation de la constitution anglaise, qu'on croit pouvoir adapter à tous les États. On vit l'Angleterre puissante et riche, et l'on attribua cette puissance et cette richesse uniquement à sa constitution; on chercha et on crut trouver les véritables avantages de cette constitution uniquement dans la composition et

les droits politiques des deux chambres. On s'imagina que cette constitution, l'ouvrage du temps bien plus que celui des hommes, et qui avait ses racines dans l'histoire du pays, pouvait se transplanter et se développer sur un autre terrain. Triple erreur, qui forma une espèce de foi politique, conduisit à des entreprises dangereuses, à des essais sans réussite, et qui a eu les plus pernicieuses conséquences.

Le pouvoir de l'Angleterre, aussi bien que le perfectionnement du commerce social et le mécanisme de la production dans ce pays, provient de raisons qui ont agi indépendamment de la constitution. La position insulaire de l'Angleterre donna au peuple plus de facilité pour se rendre sur les marchés étrangers et pour offrir lui-même un marché aux autres peuples. L'étendue des débouchés et l'importance de la demande encouragea la production et multiplia les marchandises propres au commerce. Un écoulement sûr pour la production lui donna un prompt développement et une étendue toujours croissante; de la différence entre le prix de la main-d'œuvre et celui de la production se formèrent des capitaux considérables, qui employés au perfectionnement de la main-d'œuvre, augmentèrent les sources des richesses dans une progression rapide et infinie. La persévérance réfléchie, la constance infatigable, la prudence de calcul, l'activité et l'esprit d'invention, qui distinguent le caractère

national des Anglais , ont , sans aucun doute, en se combinant avec les avantages de leur position insulaire , beaucoup contribué à l'État florissant de ce pays. Il serait aussi ridicule qu'absurde d'attribuer uniquement à la constitution ces individualités du caractère national. Il est certain que la législation , en garantissant la liberté des personnes et la sûreté des propriétés , en dégageant de toutes les entraves qui auraient pu les arrêter l'activité des forces et l'emploi des capitaux, a beaucoup contribué à la civilisation de la nation et à sa prospérité matérielle. Mais une législation convenable , sage et protectrice ne peut être regardée comme le bienfait et la conséquence exclusive d'une constitution représentative quelconque, puisque la sûreté des individus et des choses, ainsi que la liberté d'industrie dans des pays où existait une constitution toute différente, a également favorisé et fait prospérer les peuples.

Mais d'autres circonstances, d'autres institutions ont bien plus contribué à la prospérité progressive de l'État , que la constitution politique de l'Angleterre ; dans ce nombre on doit remarquer particulièrement les formes de l'administration.

Ces formes sont les plus simples et les plus convenables de toutes. Elles n'exigent pas un monde d'employés, comme dans les autres pays, elles ne nécessitent point une correspondance

lente, difficile, compliquée entre les différents départements; elles conduisent au but facilement, sûrement et économiquement. L'essence de ces formes consiste en ce que l'Angleterre s'administre elle-même, et qu'elle épargne cette peine en grande partie au gouvernement. Dans tous les comtés, les juges de paix, qui préviennent ou accommodent les procès, ainsi que les hauts *sheriffs* qui veillent à l'ordre public, ne sont point payés, et exercent leur important emploi sans aucun salaire. Les villes ont à leur tête les municipalités, qui consistent dans un magistrat et un conseil communal dont les fonctions sont généralement gratuites. Les contributions directes sont levées par des membres de la commune, qui les versent dans les caisses de l'État; les indirectes par un petit nombre d'employés, en comparaison des autres pays; ces employés sont établis dans les différents ports du royaume, où se fait le commerce d'importation et d'exportation. Ces institutions expliquent comment il est possible que dans la haute administration financière, à la chancellerie de l'échiquier qui perçoit par an plus de douze cent millions, on n'ait besoin que d'un si petit nombre d'employés.

Une grande partie des objets, qui dans d'autres pays, en vertu de leurs nombreuses liaisons avec le bien-être général sont du domaine direct du gouvernement, sont en Angleterre entièrement abandonnés à des sociétés libres, dont les mem-

bres consacrent leur temps, leurs facultés et leur fortune au bien public. Une grande partie des rapports sociaux qui, dans d'autres pays, sont directement déterminés et ordonnés par l'État, un grand nombre de choses qu'il ordonne ou défend, sont en Angleterre abandonnés à leur développement naturel, ou aux soins de l'intérêt privé. C'est ainsi que la sphère d'activité du gouvernement est rétrécie, et que ses droits diminuent comme ses devoirs.

Pour arriver à sa destination, le gouvernement n'a besoin ni de beaucoup de force, ni d'un grand nombre de personnes et de formalités, et ainsi il gagne dans l'exécution, en ce qu'il surpasse tous les autres par sa simplicité.

Ce système s'étend même jusque sur l'éducation et l'enseignement. Excepté les universités d'Oxford et de Cambridge, et quelques autres écoles moins savantes, qui sont richement dotées et sous la surveillance directe du gouvernement, l'État fait très-peu pour l'instruction publique et pour la culture spéciale des différentes classes de la société. Mais comme là, le besoin d'une instruction bien dirigée est généralement senti, et que les moyens de la propager sont immenses, elle n'est négligée dans aucune de ses parties, mais cultivée avec amour et succès. L'administration de la Grande-Bretagne se distingue, sans contredit, de celle de tous les autres pays de l'Europe, sous le rapport des objets qu'elle embrasse aussi

bien que de ses formes, et c'est à cette différence qu'on peut attribuer en grande partie les avantages dont jouit l'Angleterre. Ces avantages , ainsi que les formes dont ils émanent , ne peuvent ni s'imiter ni se transplanter facilement , parce qu'ils dépendent de deux circonstances qui sont entièrement particulières à l'Angleterre, je veux dire le grand nombre de citoyens riches et indépendants qui ont le temps de se vouer aux affaires publiques et qui possèdent assez de fortune pour pouvoir le faire gratuitement ; secondement, l'esprit public répandu dans toutes les hautes classes de la société , qui, émanant de ce genre d'administration , marche d'un pas égal avec la civilisation et la richesse dans cette île fortunée, et fait à chacun un devoir , un plaisir , et un intérêt bien entendu de contribuer au bien public d'une manière quelconque.

Si l'on méconnaît la vérité , lorsqu'on rapporte entièrement à la constitution les grands résultats qui se montrent clairement en Angleterre , au lieu de les attribuer aux formes de son administration , on se trompe encore bien davantage lorsqu'on borne d'une manière arbitraire l'idée qu'on se forme de la constitution, et qu'on ne veut l'envisager que dans les privilèges du Parlement , et ses rapports avec le Roi et avec le peuple. Ces formes représentatives sont , sans aucun doute , une partie principale de la constitution Anglaise , mais elles sont loin de former seules

son essence particulière ; elles sont bien plutôt le couronnement que le fondement de l'édifice , la tête que la racine de l'arbre. Si l'on pouvait les séparer de la constitution municipale et communale qui sont , dans les comtés et dans les villes , la véritable source de la vie et du mouvement social , et la meilleure pépinière des connaissances et des capacités ; si l'on laissait inaperçues et négligées les formes judiciaires qui s'étendent à tous les rapports des citoyens et qui , sans être les meilleures , sont cependant les plus convenables à l'Angleterre ou paraissent telles ; si dans le jugement que l'on peut porter sur le mécanisme de l'État , on ne faisait pas particulièrement attention , que , d'un côté , un attachement inébranlable aux formes anciennes et héréditaires , de l'autre un esprit actif et en même temps soutenu par un caractère ferme , distinguent la nationalité anglaise , alors on méconnaîtrait la véritable essence de la constitution , en prenant la cause pour l'effet , et l'effet pour la cause.

Une autre erreur que l'on commet souvent , quand on veut juger la constitution Anglaise et la possibilité de son introduction dans les autres pays , a pour objet le caractère particulier du parlement et ses rapports avec le Roi et le peuple. Son essence ne consiste pas en ce qu'il est composé de deux chambres qui partagent le pouvoir législatif avec le Roi , et ce serait une illusion ridicule de croire qu'en créant dans un

autre pays deux chambres et en leur remettant les pouvoirs de la chambre haute et de la chambre basse, tout serait fait. La manière dont ces chambres sont composées détermine seule l'essence de leur caractère et les distingue de toutes les représentations nationales qu'on a voulu former d'après elles. Dans la chambre haute siègent des grandeurs héréditaires, indépendantes du Roi et du peuple, des représentants en vertu de leurs richesses et de leur naissance, qui, sans être étrangers au peuple, ont cependant des rapports plus particuliers avec le trône, et forment un corps aussi imposant qu'indépendant. C'est une vraie aristocratie qui n'a encore existé et ne peut exister dans aucun pays, une aristocratie qui renferme en elle et présente toutes les puissances sociales, la noblesse, la richesse, l'éducation. Dans une aristocratie pareille la royauté trouve son plus solide appui, et la nation le plus ferme rempart de ses libertés. Contre une semblable digue, les fougueuses tentatives du peuple se briseront aussi bien que les caprices du despotisme.

La chambre basse est élective à la vérité, mais ses députés, soit par les conditions d'éligibilité, soit par l'influence que les grandes familles exercent directement ou indirectement sur les élections, forment aussi une sorte d'aristocratie mobile, qui ne mérite d'être nommée l'élément démocratique de la constitution qu'en comparaison

de la chambre haute , et point du tout en [elle-même. Par cette singulière représentation , qu'on peut nommer unique dans son genre , l'Angleterre jouit d'un double avantage , et se distingue doublement de toutes les autres nations. Par elle, d'abord, le principe de conservation a une prépondérance déterminée sur le principe d'innovation. Une opposition obstinée et systématique contre le gouvernement ne peut jamais se former dans la chambre haute , ni prendre racine au milieu d'elle ; car elle est la forteresse et le refuge naturel du gouvernement contre les projets de lois de la chambre basse , qui pourraient mettre la royauté en danger et attaquer la constitution et les droits des autres pouvoirs politiques. Le pouvoir royal et le pouvoir de la chambre basse forment les deux bassins de la balance de l'État. De la manière dont elle est composée , la chambre haute représente le balancier qui ne peut jamais, sans manquer à sa nature et à sa destination , tomber dans un des bassins. La liberté et le pouvoir politique ne sont point envisagés là comme des principes ennemis , se combattant l'un l'autre, mais ils font ensemble un tout fortement enchaîné. La liberté a besoin de l'appui du pouvoir, elle le cherche, elle le trouve, et celui-ci se regarde lui-même comme le moyen , et regarde la liberté comme le but. Sans la liberté , le pouvoir pourrait dégénérer en despotisme ; sans le pouvoir , la liberté , privée de consistance et

de point d'appui , exposée à tous les dangers , serait bientôt perdue.

Chaque force possède ou réclame sa mesure particulière; chaque mesure suppose une force à laquelle elle se rapporte; de même que dans le monde moral , on ne peut concevoir la liberté sans la loi , et la loi sans la liberté , de même dans le monde politique , la vraie liberté politique et le pouvoir légal du gouvernement sont inséparables.

Les nouvelles constitutions représentatives que l'on a rédigées dans plusieurs pays sur le modèle de la constitution anglaise , sont d'une nature différente et l'on peut même dire toute contraire. Mais ces copies n'ont avec l'original qu'elles se font gloire de reproduire qu'une ressemblance trompeuse; elles ont à la vérité imité les formes , mais non pas le fond. Ces constitutions ont aussi deux chambres , mais qui sont formées et composées tout autrement que les chambres du parlement , et ne peuvent par conséquent amener les mêmes résultats. Lorsqu'on les considère attentivement , on acquiert la conviction que leurs auteurs et leurs fondateurs n'ont pas compris ce qu'une chambre haute ou une première chambre doit-être , c'est-à-dire une arme défensive contre toute entreprise du pouvoir souverain sur les libertés du peuple , et contre les agressions et les conquêtes que la seconde chambre ou la chambre basse est toujours disposée à

entreprendre aux dépens du pouvoir souverain. On n'a pas mieux connu comment une première chambre devait être composée pour atteindre le but et remplir sa destination. Dans les petits États où l'on a introduit, pour la représentation, la division des deux chambres, l'abus dont nous venons de parler est singulièrement pernicieux, car une digue telle qu'une chambre haute n'est pas du tout nécessaire pour repousser les dangers qui peuvent résulter de la violence des flots populaires ou du pouvoir du prince. Dans tous les petits États, il eût suffi d'un conseil d'état composé des hommes les plus distingués du pays et réunis à de certains intervalles par le prince. Mais les doctrines du jour les ont conduits à méconnaître leurs vrais besoins et leur véritable position. Ils ont voulu suivre l'exemple des grandes puissances, mais au lieu de vigoureuses créations organiques, ils se sont arrêtés à des équivalents qui sont dans le même rapport avec celles-ci que de petits tableaux de chevalet avec de grandes toiles historiques, et qu'un faible roseau avec un chêne élevé.

Quant à la France, qui, sous le rapport de son étendue, de sa population et de sa richesse, peut se comparer tout-à-fait à l'Angleterre et où la charte est sans contredit modelée sur la constitution anglaise, cette imitation y est jusqu'à un certain point défectueuse, imparfaite et malheureuse, et elle prouve clairement combien il est

difficile et téméraire de vouloir transplanter ailleurs la constitution anglaise, si l'on ne peut en même temps transporter sur le sol étranger toutes les conditions qui la soutiennent, et si l'on méconnaît sa véritable essence. La constitution française se distingue de la constitution anglaise par son origine, par les formes de l'élection, par les conditions requises pour être électeur ou éligible; mais surtout par la composition de la chambre des pairs, cette partie la plus essentielle d'une véritable monarchie représentative, cette clé de voûte qui donne à tout l'édifice politique la consistance et la solidité. Au lieu des grands propriétaires fonciers qui doivent à leur fortune héréditaire et inaliénable, autant qu'à la noblesse de leur origine, leur indépendance du trône et du peuple, et qui forment en Angleterre la chambre haute, composée d'une réunion d'éléments indestructibles, la chambre des pairs en France renferme soit des hommes qui n'ont aucune propriété foncière, qui n'ont même aucune fortune et qui vivent des appointements de leur place, soit de personnes, opulentes à la vérité, mais dont la fortune n'a rien de solide et peut finir avec eux, comme elle a commencé avec eux; enfin, mais c'est là le plus petit nombre, des hommes qui réunissent tout ce qui distingue les pairs d'Angleterre : une ancienne noblesse et de grandes propriétés foncières qui, constituées en majorat, se perpétuent dans les familles. Une chambre des

pairs ainsi formée ne peut remplir sa destination. Comme les éléments qui la composent sont pour la plupart d'une nature dépendante et mobile, elle ne peut adopter aucune maxime qui lui soit spéciale, aucun point de vue législatif. Ses opinions et ses jugements doivent souvent se confondre avec ceux de la seconde chambre, dont elle diffère peu sous le rapport de sa composition. Elle doit former un pouvoir intermédiaire entre le roi et la chambre basse, défendre en même temps le trône et les libertés nationales. Mais pour une mission si élevée, il faudrait qu'elle fût indépendante; tandis qu'ici au contraire, ses membres tiennent tout ce qu'ils possèdent de la faveur ou de la générosité du roi, ou attendent tout de lui. Elle doit défendre la constitution contre les attaques des deux autres pouvoirs, elle devrait donc se distinguer par une indépendance entière; mais par ses rapports, soit avec la cour, soit avec la masse du peuple, elle a dans sa conduite une inconsistance qui ne répond nullement à sa destination, et elle doit naturellement être entraînée par le flux et le reflux des opinions du jour. Il est résulté de là qu'au grand détriment du mécanisme politique, l'opposition contre le gouvernement a poussé des racines dans la chambre des pairs, et a souvent rejeté des projets de lois émanés du trône et approuvés par la majorité de la chambre des députés. Les pairs ont d'autant plus cherché à flatter l'opinion par leurs déci-

sions , que leurs séances , fermées au public , les empêchent de le gagner à eux par l'éclat de leurs discours. La vanité, qui a toujours eu tant d'empire sur les Français , contribua encore à augmenter le mal que la fausse position politique de la chambre des pairs avait causé. Les remèdes violents qu'employa deux fois le gouvernement pour se procurer la majorité des voix, furent plus nuisibles que la maladie même , et leur suite naturelle et inévitable fut l'abaissement des pairs aux yeux de la nation et à leurs propres yeux, et leur impossibilité de s'élever à la hauteur de leur destination.

On voit par là que la constitution monarchique représentative de la France a manqué le caractère essentiel de la constitution anglaise , et ne présente pas les mêmes avantages. Le mécanisme de l'horloge semble être le même chez les deux peuples , lorsqu'on n'en examine que l'extérieur , mais il manque au premier le balancier qui donne et assure le mouvement régulier de tous les rouages. On trouve le principe vital dans les deux organisations ; mais en France le mouvement du cœur manque en quelque sorte de régularité, ce qui cause tantôt des défaillances, tantôt une agitation convulsive. Si l'on ajoute que la France ne possède point d'institutions communales et municipales, qu'elle n'a point de ces institutions provinciales qui répandent le sentiment du bien général dans toutes les artères

et dans toutes les veines du corps politique ; que tout émane du point central du gouvernement et que tous les individus, poussés par l'ambition , se pressent dans la capitale et autour des deux chambres , tandis que de salutaires institutions , telles que celles dont nous avons parlé , pourraient dériver ailleurs l'activité et la fermentation des esprits , on reconnaît que la loi fondamentale en France, a été créée dans un temps donné, comme une espèce de compromis entre les anciens et les nouveaux intérêts, et que sous plusieurs rapports le poison des doctrines révolutionnaires n'a pas été sans influence ; au contraire , en Angleterre, tout s'est lentement et insensiblement développé selon les circonstances , les besoins et les progrès de la nation. Ainsi l'on ne s'étonnera pas que les anglais voient dans la constitution un point d'appui et un abri pour le gouvernement, qui ajoute à sa force et à ses lumières; que l'opposition dans les deux chambres se rapporte bien moins aux personnes qu'aux choses; qu'il existe à la vérité des partis qui voient les objets sous un point de vue opposé, quoiqu'ils s'accordent sur les principes fondamentaux ; mais qu'il n'y a point de ces factions qui, par des vues intéressées, s'efforcent d'arrêter, de paralyser, de détruire le gouvernement; qu'il est vrai qu'on condamne librement les erreurs et les méprises des ministres, mais que généralement ils ne sont point regardés et traités comme des ennemis de la liberté nationale. On ne

s'étonnera pas non plus si le contraire à lieu en France. Des causes différentes doivent naturellement amener des effets différents.

Cette explication prouve suffisamment qu'on ne doit pas chercher l'essence et le secret des constitutions représentatives dans l'existence de deux chambres.

On ne doit pas davantage attribuer exclusivement au partage de la souveraineté ce que les formes représentatives dans la monarchie ont de caractéristique et de salulaire ; c'est une erreur très-commune, à laquelle la constitution Anglaise a donné lieu, de vouloir changer en thèse générale, ce qui n'est que le résultat de circonstances particulières.

La souveraineté, en tant qu'elle repose sur le pouvoir législatif, est sans contredit partagée en Angleterre. La volonté générale ou la loi émane de la volonté réunie du roi, de la chambre haute et de la chambre basse. Cependant la souveraineté est partagée de telle manière, que le pouvoir de la couronne a, comme il est juste, une prépondérance déterminée. La chambre haute et la chambre basse partagent à la vérité avec le roi l'initiative des lois, mais par les rapports du roi avec la haute aristocratie, par l'influence que celle-ci exerce sur le choix des membres de la chambre basse, qui est en partie dans ses mains, et par le droit qui, dans les cas les plus essentiels, reste toujours au roi de refuser son consentement

aux lois proposées, le trône possède non-seulement de vigoureux moyens de défense, mais encore une force d'impulsion puissante et décisive. Il est incontestable que le partage du souverain pouvoir en Angleterre, bien qu'il ne soit pas sans inconvénients et sans dangers, présente de nombreux avantages. Mais on ne doit pas croire, comme on l'a fait souvent, que les formes représentatives amènent nécessairement le partage du pouvoir souverain et que les unes soient inséparables de l'autre. Au contraire, on peut dire avec vérité que les formes représentatives peuvent être réunies à la monarchie, sans supposer nécessairement le partage de la souveraineté.

Le pouvoir souverain de chaque État ne consiste pas seulement en ce qu'il n'y a aucun pouvoir au-dessus de lui, aucun pouvoir dont il doive recevoir des ordres ou des défenses, qui le contraigne en aucune manière, qui l'appelle à rendre compte de ses actions; mais encore en ce qu'il n'existe aucune volonté supérieure à la sienne qui ait le droit de lier par des lois les volontés de tous les membres de l'État. Le pouvoir législatif est le principal élément de la souveraineté : car les lois s'élèvent au-dessus de tout, doivent maîtriser tout, et donner à l'État l'impulsion et la vie, aussi bien que diriger et borner l'activité de chacun. Si celui qui est à la tête de l'État ne possède pas le pouvoir législatif sans partage, ou le partage le moins possible, quelque grande

que paraisse d'ailleurs sa puissance, il ne sera rien que l'exécuteur de la volonté de celui qui lui donnera des lois à lui-même ou à la généralité. Ce n'est qu'en possédant le pouvoir législatif en dernière instance qu'il a réellement la souveraineté toute entière. Là où elle est partagée, comme en Angleterre, le roi ne peut en apparence être jamais contraint à donner son consentement à une loi qu'il n'approuve pas : ou il fait des représentations par l'organe de ses ministres, ou il appose le sceau de son *reto* à la loi, bien qu'elle soit émanée des deux chambres et qu'elle ait reçu leur assentiment, et il lui refuse ainsi son acceptation. Mais comme la chambre basse a le droit de déterminer les recettes et les dépenses de l'État et se trouve légalement maîtresse des revenus, elle a toujours en son pouvoir l'arme formidable du refus du budget pour faire passer certains projets de lois, et forcer le roi au consentement qu'il eût voulu refuser. C'est ce qui arrive plus ou moins dans tous les États où a lieu le partage ou pouvoir législatif, et où la réunion de plusieurs volontés doit former la volonté générale.

Le résultat qu'on obtient par un semblable partage, pourrait s'obtenir de même par des moyens plus simples, sans préjudice à l'unité indivisible de la souveraineté et à la force de l'État qui en dépend. Car pour envisager la chose à fond, que veut-on, que doit-on vouloir par toutes ces combinaisons si laborieuses ? Certainement on ne peut

introduire dans les rouages de l'État, qui demandent un mouvement uniforme et non interrompu, un mécanisme en vertu duquel il soit possible de paralyser le principe moteur ou d'arrêter tout mouvement; certainement on ne peut davantage mettre en présence plusieurs forces diverses dont les unes seraient défensives, les autres offensives; dont les premières seraient bornées à la conservation du passé, les autres destinées aux conquêtes de l'avenir ou du moins facilement entraînées à les entreprendre, ou qui toutes deux pourraient jouer tour-à-tour ces deux rôles. Cette situation aurait, à la vérité, tous les avantages d'une lutte, mais en même temps risquerait d'amener à sa suite tous les malheurs d'une guerre ouverte ou cachée, c'est-à-dire, la tension violente et le relâchement de l'organisme de l'État et au lieu d'un calme normal, la fermentation de toutes les passions. Enfin on ne veut pas certainement, par des institutions compliquées et un partage contraire au but qu'on se propose, courir le risque d'amener la lenteur, l'incertitude, la confusion, là où des mesures promptes, vigoureuses, décisives sont souvent nécessaires pour le salut de l'État. Que veut-on donc positivement? Présenter différents degrés par lesquels doivent passer les lois et les institutions de l'État pour être solides, libérales, complètes, applicables à tous les rapports sociaux, et toujours à l'abri de cette partialité qui peut résulter de trop de précipitation

ou d'un manque de discernement; on veut ôter aux passions, aux suggestions de l'égoïsme toute influence sur la législation, et partager l'administration et le gouvernement de manière à simplifier les affaires, sans nuire à l'unité de l'ensemble. Tous ces résultats peuvent s'obtenir par des institutions bien calculées, sans amener nécessairement le partage de la souveraineté.

Les devoirs du pouvoir souverain s'étendent dans le pays sur tout ce qui concerne la sûreté, la liberté, et le maintien de la justice. Ses droits reposent sur ses devoirs, et sont en rapport avec eux. Plus les premiers sont étendus, plus les seconds sont grands. Le souverain a toujours abandonné à d'autres une partie de ses devoirs et par conséquent de ses droits, et il lui serait impossible d'arriver à sa destination et d'être à la hauteur de sa position élevée, s'il ne partageait les immenses travaux du gouvernement, de l'administration, et s'il ne confiait les diverses branches du souverain pouvoir à des hommes éprouvés. Mais par une pareille concession, il ne se décharge point de ses devoirs, et ne renonce point à ses droits. Il nomme seul directement ou indirectement ses employés; il les soumet à une surveillance sévère et à un contrôle convenable; il reste toujours le maître de les déplacer, de leur donner d'autres emplois, de leur ôter les occupations qui leur étaient confiées, de leur prescrire des formes dans la manière de remplir leurs em-

plais , et il conserve toujours le droit de juger en dernière instance de toutes les affaires de l'État. Les mesures et les lois générales émanent toujours de lui. Seulement leur application aux cas particuliers est abandonnée aux instruments qu'il a choisis lui-même. De cette manière , tous les pouvoirs de l'État découlent du pouvoir souverain. Toutes les branches de l'administration et du gouvernement dérivent d'un point central , et se réunissent en lui. C'est ainsi que le roi confie l'exercice de la justice à des juges nommés par lui, il est vrai, mais qui, dans leur important emploi , sont indépendants de lui. Il leur trace les règles de leur conduite et leur prescrit les formes qu'ils ont à suivre. Il pose les lois d'après lesquelles ils doivent prononcer leurs sentences , mais il ne décide pas lui-même du droit , ne se permet aucune opinion , aucune démonstration , ni même aucune influence sur la justice ; et pourtant elle est rendue en son nom , le pouvoir royal est toujours envisagé par le peuple comme la première source de tout droit , et le maintien d'une justice prompte sévère est regardé comme son premier devoir. C'est ainsi que le roi confie encore les diverses parties de l'administration financière, la direction supérieure de l'activité nationale et les différents objets du gouvernement , à des départements déterminés qu'il a formés convenablement à leurs différents buts , dont il a renfermé l'action dans un cercle déterminé et qu'il dirige ,

arrête ou accélère dans la route qu'il leur a tracée préalablement. C'est ainsi qu'on peut, dans une monarchie, créer des institutions par lesquelles le roi remet à des représentants choisis librement dans tous les États le droit de délibérer sur les lois et de faire des propositions, afin que les lois et les vrais besoins de l'État et des provinces soient mis en harmonie entre eux. C'est de cette manière que les lois paraissent obligatoires, lorsqu'elles ont été envisagées sous les différents aspects de l'État, considéré dans son ensemble et dans ses parties, lorsqu'elles ont été discutées, examinées, éclairées sous toutes les faces, d'après les principes généraux et les localités, d'après la théorie et la pratique.

C'est par de pareilles institutions que l'on pourra assurer la justice et la convenance des lois, éviter les erreurs, les méprises, les passions qui s'y introduisent si souvent, que l'on donnera à l'élite de la nation un organe énergique et puissant, tandis que toujours subsiste une et indivisible l'unité du pouvoir souverain qui, après avoir écouté toutes les opinions les plus estimables sur les objets les plus importants et les avoir prises en considération, fait et présente la loi. En vertu de ces formes représentatives, ceux qui auront été élus pour être les représentants de tous les intérêts acquerront une influence salutaire sur la législation, sans que le pouvoir législatif, qui est l'âme de l'État, soit divisé. La volonté générale

repose ainsi toujours dans la personne du monarque, mais cette volonté émane d'un conseil animé d'idées libérales et sages, qui prend en considération tous les intérêts divers et cherche à les concilier. Elle s'entoure de lumière et de vérité. Avant qu'elle décide d'une manière irrévocable des actions de tous, elle se décide elle-même d'après les vues des hommes les plus distingués et les plus éclairés, et avant qu'elle paraisse pour régner, elle rend elle-même hommage au règne de la raison et des intérêts de l'État. Une approbation aussi éclairée, aussi approfondie de tous les objets de la législation, sous toutes leurs diverses faces, peut passer pour l'expression de l'opinion nationale, et possède dans le fond comme dans la forme de son origine un pouvoir intérieur, moral, imposant, qui doit nécessairement, aux yeux du souverain législateur, avoir une prépondérance décisive dans la plus grande partie des circonstances.

FIN DU TOME PREMIER.

05685480

TABLE DES MATIÈRES.

<u>AVANT-PROPOS.</u>	
<u>PRÉFACE.</u>	j
<u>De l'influence du climat sur les hommes.</u>	3
<u>De l'appréciation du moyen-âge.</u>	35
<u>Du caractère et des progrès de notre siècle.</u>	61
<u>Sur le pouvoir de l'opinion publique.</u>	115
<u>Sur la presse.</u>	141
<u>De la perfectibilité sociale, de ses conditions et de ses moyens.</u>	169
<u>Du jugement que l'on doit porter sur les révolutions politiques.</u>	215
<u>Sur les causes qui ont amené la révolution française.</u>	249
<u>De l'influence de la liberté sur les progrès de la littérature et des arts.</u>	253
<u>De la légitimité dans l'administration et la législation.</u>	353
<u>Sur les constitutions politiques.</u>	381
<u>De la constitution anglaise.</u>	405

FIN DE LA TABLE.

